

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

L'Intervention des États
dans la Recherche et dans l'Exploitation
des Gisements de Pétrole

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 10 Janvier 1951, à 14 heures

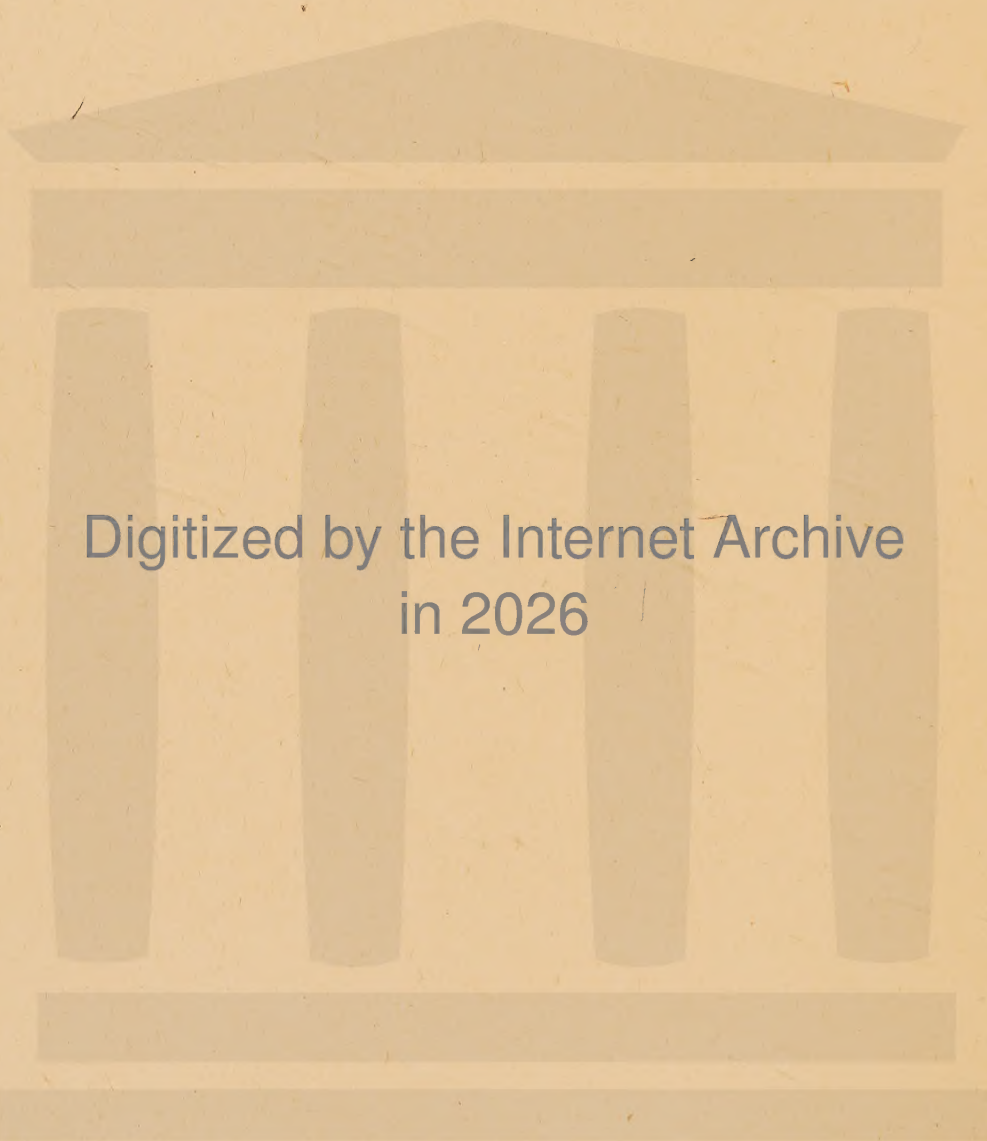
par

JEAN DEVAUX - CHARBONNEL

Membres du Jury -

Président : **Mr. le Professeur LAMPUÉ**
remplaçant Mr. le Professeur VEDEL, empêché,

Suffragants : **MM. les Professeurs J. J. CHEVALLIER et EISENMANN**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550412_0024

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE DROIT

L'Intervention des États
dans la Recherche et dans l'Exploitation
des Gisements de Pétrole

Thèse pour le Doctorat en Droit

Présentée et soutenue le 10 Janvier 1951, à 14 heures

par

JEAN DEVAUX - CHARBONNEL

Membres du Jury -

Président : **Mr. le Professeur LAMPUE**
remplaçant Mr. le Professeur VEDEL, empêché,

Suffragants : **MM. les Professeurs J. J. CHEVALLIER et EISENMANN**

La Faculté n'entend donner approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

à la mémoire de mes parents bien-aimés.

AVANT-PROPOS

Le BUREAU DE RECHERCHES DE PETROLE et l'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE
t très largement contribué à m'aider à réunir la documentation de base de
tte thèse.

Que Monsieur Pierre GUILLAUMAT, Directeur des CARBURANTS au
Ministère de l'Industrie et du Commerce et Président du
Conseil d'Administration du BUREAU DE RECHERCHES DE
PETROLE,

Monsieur Paul MOCH, Vice-Président et Délégué Général du
BUREAU DE RECHERCHES DE PETROLE,

Monsieur René NAVARRE, Directeur Général de l'INSTITUT
FRANCAIS DU PETROLE,

ainsi que leurs collaborateurs,

veuillent bien trouver, ici, mes sincères remerciements.-

Janvier 1951
Jean DEVAUX-CHARBONNEL.-

L'INTERVENTION DES ETATS
DANS LA RECHERCHE ET DANS L'EXPLOITATION DES GISEMENTS DE PETROLE

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

INTRODUCTION

Le Pétrole est connu depuis les temps les plus reculés de l'humanité, mais il n'a occupé une place de premier plan dans la vie des peuples que depuis le vingtième siècle, grâce aux progrès de la science qui ont permis l'extraction de produits dérivés dont l'usage dans de multiples domaines constitue l'un des aspects de la civilisation moderne et la mesure du niveau de vie d'une nation.

Actuellement, en temps de paix comme en temps de guerre, un Etat ne saurait se passer de pétrole, s'il veut être puissant; il doit s'en assurer la possession, sinon le contrôle, s'il veut maintenir son indépendance économique et politique.

Dans ces conditions, l'intervention des Etats dans la recherche et dans l'exploitation des gisements de pétrole s'est généralisée revêtant des formes adaptées tant aux ressources locales qu'aux besoins à satisfaire, et soumises à l'influence des doctrines et des idéologies.

Avant d'entrer dans le détail de l'étude de ces interventions, il convient tout d'abord de donner dans un chapitre liminaire, un aperçu des conditions dans lesquelles le pétrole, dont l'emploi fut longtemps limité à quelques fins particulières et souvent de minime importance, est devenu une matière indispensable à la vie d'une grande nation parvenant à susciter l'action de l'Etat tant dans le domaine économique que politique.

Chapitre Liminaire

L'ESSOR DU PETROLE ET SA PLACE DANS LA CIVILISATION MODERNE

I - LE PETROLE A TRAVERS LES AGES -

L'usage du pétrole remonte à la plus haute antiquité. Dans ces pays qui devaient devenir aux temps modernes l'enjeu des luttes des grandes compagnies pétrolières et des Etats avides de puissance, les hydrocarbures furent utilisés, il y a des millénaires, par les peuples qui les découvrirent sous l'aspect de suintements de bitumes ou de dégagements de gaz.

Il semble que ce soit sous la forme la plus légère que le pétrole apparut tout d'abord aux regards des voyageurs de l'antiquité qui, longeant les bords de la CASPIENNE, voyaient avec une terreur superstitieuse, brûler dans la presqu'île d'ASPSCHERON, où devait plus tard s'élever BAKOU, des flammes qui ne s'éteignaient jamais. Des Temples y furent élevés; des prêtres y célébraient le culte du dieu AHOURAMADZA, principe ineffable du Bien; le symbole en était la lumière qui jaillissait de flambeaux surnaturels, alimentés par du gaz émanant de sols bitumineux et amené jusqu'aux autels par des canalisations, ancêtres des pipe-lines modernes. Des Temples, abritant ces feux divins, furent aussi découverts dans des régions voisines, notamment en IRAN; leurs ruines jalonnent souvent aujourd'hui les champs pétrolifères.

L'utilisation du bitume remonte également aux époques les plus lointaines de l'Histoire, où ses propriétés diverses trouvaient de multiples applications. Le livre de la Genèse rapporte qu'au temps d'Abraham, les rois de Sodome et de Gomorrhe tombèrent, en s'enfuyant, dans des puits de bitume de la vallée de Siddim. Ce produit n'avait-il pas d'ailleurs servi pour bâtir les murs de la Tour de Babel et pour calfater l'Arche de Noé avant d'enduire le berceau de Moïse porté par les eaux du Nil ? Les Chaldéens l'employèrent pour rendre leurs réservoirs étanches, pour revêtir leurs routes, et même pour guérir les maladies de la peau et les rhumatismes. Les Egyptiens en usèrent pour embaumer leurs morts tandis que les Phéniciens l'utilisèrent pour les rites funéraires et la fabrication des bijoux.

Déjà les Romains se servaient de "l'asphalte liquide" pour l'éclairage de leurs thermes dont les "caldaria" brûlaient au feu de MEDIE. Les Chinois à une époque très ancienne découvrirent également le pétrole, en cherchant du sel, et le consommaient dans les lampes.

Outre ces applications toutes pacifiques, le pouvoir incendiaire du naphte désigna de bonne heure ce produit à la préparation des armes de guerre : c'est à ce titre qu'il intéressa en premier lieu les autorités politiques; il entra dans la fabrication des brandons lancés contre les villes et alimenta les forges destinées à pratiquer des brèches dans les murailles. Les Babyloniens lancèrent des boulets de naphte enflammé contre les soldats d'Alexandre et les Syriens mirent en fuite les légionnaires de Lucullus par l'emploi de primitifs lance flammes. Plus tard, le feu grégeois dont la formule à base de naphte avait été trouvée au VIIème siècle par un Arabe, assura la puissance de BYZANCE qui en conserva longtemps le secret : brûlant sur l'eau, il incendiait les flottes ennemies.

Enfin le pétrole fut utilisé pour lubrifier les essieux des voitures : la fontaine de Poix, de PECHELBRONN en ALSACE, fut exploitée dès le XVIIème siècle par lettres Patentes des seigneurs locaux en vue notamment de cet usage.

Toutes ces applications des hydrocarbures n'avaient qu'une portée limitée; aussi au début du XIXème siècle le pétrole ne semblait-il pas promis à un très brillant avenir, s'il faut en croire les conclusions rendues par un groupe de savants de l'Académie Impériale des Sciences de RUSSIE, convoqués par le Tsar ALEXANDRE pour rechercher l'utilisation de ce produit : "Le pétrole, affirmaient-ils, est un minéral dépourvu de toute utilité. C'est un liquide gluant qui sent mauvais. Il ne peut recevoir aucun emploi, sauf peut-être celui de graisser les roues des charrettes qui grincent effroyablement".

Quelques dizaines d'années plus tard, les faits devaient infirmer ce jugement téméraire.

II - LES DEBUTS DE L'ERE DU PETROLE -

L'utilisation du pétrole se répandit grâce aux travaux de chimistes qui s'attachèrent à le "raffiner" pour en rendre l'emploi plus commode pour l'éclairage : en effet, d'un transport difficile, dégageant une fumée noire d'une odeur désagréable, il était peu propre aux usages domestiques et pourtant il ne cessait d'être apprécié comme combustible dans les lampes puisque BUFFON notait dans son Histoire Naturelle que "quelques voyageurs assuraient qu'on brûlait plus d'huile de naphte que de chandelles à BAGDAD".

Un Polonais, Joseph HECKER prépara en 1815 avec du brut recueilli près de TRUSKAWICE, une sorte de pétrole lampant que la ville de DROHOBYEZ utilisa pour l'éclairage public, imitée une vingtaine d'années plus tard par PRAGUE. En 1840, un pionnier américain, Samuel KIER, découvrit une source de pétrole naturel dans la région de PITTSBOURG et ne pouvant écouler l'huile médicinale "SENECAOIL" qu'il en extrayait, la distilla et obtint un lampant de qualité améliorée.

Malheureusement, la source se tarit et il se ruina. En 1853, LUKASIEWICZ, un apothicaire de Galicie, poursuivit ses recherches dans la voie de ses devanciers et réussit à séparer de l'huile brute, un produit léger, presque incolore donnant dans les lampes une flamme claire et sans odeur, le lampant était né; il devait se substituer aux huiles végétales de colza. BUCAREST l'adoptait pour éclairer ses rues en 1856.

Par ailleurs, en FRANCE, sous le règne de Louis Philippe, SELIGUE parvenait à extraire de l'huile brute toute une gamme de produits dérivés : huiles d'éclairage et de graissage, gaz, goudron, paraffine et produits pharmaceutiques. En 1854, deux savants américains H. BISSELL, du DARTMOUTH COLLEGE et le Professeur SILLIMAN reprirent les recherches de SELIGUE et les confirmèrent; envisageant les débouchés que pourrait offrir un traitement industriel du pétrole, ils fondèrent en 1857 une Société de Recherches et d'Exploitation, la PENNSYLVANIAN ROCK OIL C^e dont l'activité devait s'exercer dans la région de TITUSVILLE.

Une année plus tard, le "Colonel" DRAKE se mit au service de la Société et s'installa dans l'"OIL CREEK VALLEY" à quelques kilomètres au Sud-Est de TITUSVILLE, avec des appareils de forage rudimentaires. Après quelques mois d'efforts sans succès, le Samedi 27 Août 1859, le pétrole jaillit de l'un des puits d'une profondeur de 32 mètres; le débit atteignit 1700 litres par jour.

Cette découverte provoqua "L'OIL FEVER" puis "L'OIL RUSH". La production mondiale de pétrole qui ne dépassait pas 1.000 tonnes en 1859, s'éleva à plus de 73.000 tonnes en 1860, dont 70.000 tonnes en provenance des ETATS-UNIS.

Cet événement devait marquer un tournant décisif dans l'histoire du Pétrole : l'EUROPE avait fourni, en grande partie, les savants et les Laboratoires. L'AMERIQUE fut la première à découvrir le pétrole en quantité assez considérable pour ouvrir la voie à une exploitation sur une large échelle : l'Industrie du Pétrole était née.

Certes quelques forages avaient été entrepris en 1852 en ROUMANIE et en 1857 au HANOVRE, mais ils n'avaient donné lieu qu'à de faibles productions. A partir de 1859, le pétrole ne sera plus exploité seulement là où il apparaît à la surface du sol, suintant de sources naturelles, ou mis en évidence par des travaux en vue de découvertes de mines de sel, il fera l'objet de recherches spéciales pour alimenter une industrie qui se développera dans des proportions insoupçonnées pour répondre aux besoins sans cesse grandissants de la consommation. La production qui se comptait en milliers de tonnes en 1860 atteindra près de 470 millions de tonnes en 1949.

III - LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DU PETROLE -

Les progrès de la chimie du pétrole permirent l'extraction d'une série toujours plus étendue de produits dérivés qui fournirent les matières premières de nombreuses industries et une source d'énergie dont l'importance ne cessa de croître. Mais le pétrole n'aurait jamais pris un si grand essor s'il n'avait été, dès l'origine, l'objet de l'activité de sociétés devenues rapidement assez puissantes pour disposer de moyens financiers et techniques d'une importance suffisante pour mener leur tâche à bonne fin.

Jusqu'à la fin du XIXème siècle, ce fut le règne du pétrole lampant utilisé dans les lampes d'éclairage. Dès 1860, plus de 190 raffineries fonctionnaient pour le produire. Des pétroles bruts américains généralement traités, il était extrait 75 % de lampant, le surplus étant constitué par 25 % d'essence et un résidu de produits considérés comme de moindre valeur. D'ailleurs les raffineurs éprouvaient beaucoup de difficultés à écouler l'essence dont les principaux débouchés étaient l'alimentation des lampes de mineurs, les solvants et le dégraissage des étoffes; le plus souvent on la jetait.

La découverte du moteur à explosion accompagnée de l'apparition de l'automobile et de l'avion, la généralisation de la chauffe au mazout, le perfectionnement des moteurs Diesel donnèrent au vingtième siècle un élan nouveau à l'industrie du pétrole qui cantonnée jusque là dans la production du lampant, aurait décliné par suite de la concurrence de l'éclairage au gaz et à l'électricité.

Les raffineurs s'orientèrent vers une production accrue de dérivés alors dédaignés ou ignorés. La proportion de lampant diminua pour céder la place à l'essence que l'évolution de la technique permit de porter progressivement à 50 % environ du brut traité par le procédé du cracking; par ailleurs, les produits résiduels, fuel-oil et gas-oil dont l'emploi était encore peu répandu, commencèrent à être utilisés aux lieu et place du charbon.

L'augmentation de la production d'essence eut également pour effet d'accroître la qualité du produit, en ce qui concerne l'indice d'octane, contribuant ainsi à l'amélioration du rendement des moteurs des automobiles et à la fabrication des "supercarburants" à indice d'octane élevé qu'exigèrent les moteurs d'avion.

Les fuels oils et les gas oils trouvèrent tout d'abord un débouché comme combustible utilisé dans les brûleurs à pulvérisation. La marine s'intéressa la première à l'emploi de ces nouveaux combustibles, du fait des économies qu'ils permettaient de réaliser sur le charbon par suite de la réduction du volume des soutes et de la diminution du personnel employé à la chauffe : la marine britannique fut l'une des premières à les adopter peu avant la première guerre mondiale.

Les facilités d'utilisation entraînèrent bientôt un rapide développement de la consommation industrielle et même domestique : le fuel oil tendit à se substituer au charbon dans de nombreux domaines tels que le chauffage central, la chauffe des locomotives, les fours et les centrales électriques.

Le gas-oil, originairement produit de base du cracking, fut utilisé dans quelques gros moteurs Diesel, puis lorsque les moteurs Diesel à marche rapide apparurent non seulement sur la route, mais encore sur le rail et dans les airs, permettant à puissance égale une consommation plus faible d'un carburant moins cher, le gas oil prit une importance égale à celle de l'essence.

L'usage des produits dérivés du pétrole ne se limite pas au domaine de l'énergie et des transports où ils occupent une place de choix, mais également trouva, depuis la dernière guerre, des applications nombreuses dans l'industrie chimique notamment comme essences ou huiles spéciales qui constituent les matières de base de produits très divers tels que les solvants, les produits d'entretien, les vernis, les parfums, les corps gras, les médicaments ou les teintures. Le pétrole est devenu, par ailleurs, l'indispensable matière première des lubrifiants sans lesquels "rien, dans une époque mécanisée, ne saurait tourner".

Enfin, aux extrémités de la gamme des produits pétroliers, les bitumes d'une part, grâce à leurs propriétés agglomérantes, furent employés comme asphaltes ou brais au revêtement des routes ou à l'imperméabilisation des papiers, tandis que les gaz liquéfiés, d'autre part, fournirent, sous forme de propane, un combustible de choix pour l'industrie, et apportèrent aux campagnes le butane qui y suppléa le gaz de ville absent.

Peut-être, l'apparition récente dans le domaine de l'aviation des moteurs à réaction sera-t-elle susceptible de faire subir à l'industrie pétrolière une profonde évolution sur le plan du raffinage; alors que les moteurs à explosion d'avions n'utilisent que de l'essence à haut indice d'octane, les moteurs à réaction sont le plus souvent alimentés par des produits directs de distillation des bruts, englobant des essences lourdes, le lampant et les gas oils légers; le pétrole lampant redeviendra-t-il alors, sous le nom de carburéacteur, le produit fini vedette qu'il a été aux premiers temps de l'industrie du pétrole ?

Si cette vivante industrie exerça sur notre civilisation une influence telle qu'on pourrait sans exagération appeler, le vingtième siècle, le siècle du Pétrole, les puissantes Sociétés qui ont favorisé son essor ainsi que les Etats qui y ont apporté le plus haut intérêt en sont les causes principales.

L'industrie du pétrole naquit aux ETATS-UNIS qui fut le seul grand pays producteur à l'origine. De caractère foncièrement individualiste, elle se développa tout d'abord sous le signe de la libre concurrence qui favorisa la lutte entre des hommes poursuivant des

ambitions de richesses strictement personnelles et cherchant à les réaliser en asservissant et en brisant même tous leurs concurrents. Aussi bientôt devint-elle le monopole de quelques compagnies prenant la forme de trusts, sinon d'un seul, la "Standard Oil" au destin de laquelle s'attacha le nom de John Davidson ROCKFELLER, descendant d'une vieille famille d'origine française.

L'extension des applications du pétrole dans de nombreux domaines contribua à donner un caractère international à cette industrie, qui se développe en EUROPE, particulièrement en RUSSIE et en ROUMANIE. Au début du vingtième siècle, la ROYAL DUTCH et la SHELL associaient, sous l'instigation de DETERDING, leurs intérêts néerlandais et anglais pour la conquête des sources et des marchés étrangers du pétrole : elles devaient ouvrir, entre les deux continents, la lutte des trusts que les guerres atténuèrent lorsque les ETATS-UNIS et la GRANDE BRETAGNE, puis les PAYS-BAS, s'attachèrent les services de ces groupes puissants, pour la défense de la même cause.

Si pendant longtemps l'industrie du pétrole conserva aux ETATS-UNIS un aspect purement commercial, ne faisant l'objet d'interventions de l'Etat que sous l'aspect de la répression des trusts, pour tenter de maintenir son caractère libéral, et demeura hors des préoccupations des pouvoirs publics, rassurés par la richesse des gisements sans cesse découverts, il n'en fut pas de même en EUROPE le jour où l'emploi du mazout comme combustible par les flottes militaires chargées de défendre les empires et d'assurer la liberté des mers, incita les Etats à s'intéresser à la recherche des hydrocarbures dont la maîtrise se révélait indispensable pour le maintien de l'indépendance et de la puissance politique. La GRANDE BRETAGNE fut la première à adopter une politique pétrolière, suscitée par les interventions de Lord FISHER, 1^{er} "Oil Maniac" qui préconisa en 1913, en tant que Lord de l'Amirauté, la substitution du mazout au charbon pour la flotte et de WINSTON CHURCHILL qui, déjà prophète à l'aube de sa carrière politique, se préoccupa de procurer à son pays, pauvre en pétrole, le contrôle de champs pétrolifères étrangers nécessaires à son ravitaillement.

La répartition du monde prenant un caractère définitif, les procédés employés par les Etats pour s'assurer des sources d'approvisionnement en pétrole furent ceux de la guerre pacifique, autrement dit la lutte politique et diplomatique. Le pétrole devint ainsi l'enjeu de conflits d'influence entre les grandes puissances tentant de se faire attribuer le monopole de son exploitation par des pays qui, comme ceux du MOYEN ORIENT, en étaient largement pourvus.

La première guerre mondiale mit pleinement en valeur l'importance du pétrole qui devint l'aliment indispensable des transports, des navires, des avions et des chars, le "sang" des combats" modernes selon l'expression de CLEMENCEAU; le succès appartint à ceux qui l'eurent en mains. C'est alors que la FRANCE se préoccupa, à son tour, d'avoir une politique pétrolière, obtenant du traité de paix des droits sur les pétroles de l'IRAK, droits qui se révélèrent parmi les plus précieux avantages qu'elle retira de la victoire.

Entre les deux guerres, l'industrie du pétrole ne cessa de se développer dans tous les pays évolués où de nombreuses sociétés se créèrent. Mais la majorité de la production demeura entre les mains de groupes internationaux. Les Etats Unis, grâce à leur puissance économique et financière, parvinrent à acquérir des positions mondiales et s'assurèrent à leur tour le contrôle d'importants champs pétrolifères à l'étranger, venant apporter un appoint à leurs réserves nationales dont la découverte s'avérait plus difficile; ils élevèrent leur industrie de la production et du raffinage à un niveau qui leur assura la puissance et la souplesse d'adaptation qui devait être l'une des causes directes de la victoire des alliés en 1945.

IV - LE ROLE DU PETROLE A L'EPOQUE ACTUELLE -

Le Pétrole occupe donc à l'époque actuelle une place de premier plan alors qu'il n'y a à peine 90 ans que son industrie naissait. Depuis 1859, 19 milliards de tonnes de pétrole ont été découvertes dont plus de 9 milliards ont déjà été ~~extraits~~ ^{utilisés}; les 10 milliards restant constituent des réserves certaines auxquelles viennent s'ajouter au moins dix autres milliards de réserves probables. La consommation annuelle atteint près de 500 millions de tonnes et s'accroît progressivement. Or les gisements d'hydrocarbures sont très localisés dans le monde; les plus productifs sont actuellement ceux d'AMERIQUE du NORD et du SUD, du MOYEN ORIENT et de l'EUROPE CENTRALE. Le grand marché se situe aux ETATS-UNIS, concurrencé de plus en plus par celui du MOYEN-ORIENT en pleine expansion. Parmi les grandes puissances les ETATS-UNIS et l'U.R.S.S. en sont largement pourvus, mais la plupart des Etats de l'Europe Occidentale en ont peu reconnu dans leur propre sol et en quantité insuffisante pour leurs besoins parce qu'ils n'ont pas toujours fourni l'effort nécessaire pour les découvrir; cette situation est d'autant plus critique pour ces derniers Etats que le Pétrole conditionne aujourd'hui la puissance économique et militaire.

Il apparaît en effet comme la source d'énergie la plus intimement liée aux progrès de la civilisation. Fournissant à peu près le tiers de l'énergie totale disponible dans le monde, il prend place immédiatement après le charbon. Servant de carburants à plus de 58 millions d'automobiles et à des milliers d'avions; source du combustible des 3/4 de la flotte mondiale, il est véritablement le sang de la vie moderne placée sous le signe de la vitesse.

C'est un facteur de bien être, de prospérité et de paix dans la mesure où il assure aux peuples un niveau de vie adapté à leurs besoins, mais, à cause de cela, il est également un germe de guerre en raison des appétits qu'il fait naître chez ceux qui n'en possèdent pas suffisamment. C'est également un facteur de puissance militaire, et par suite de domination politique à cause de ses multiples emplois dans la guerre moderne.

Pour ces raisons économiques, sociales et politiques, les Etats ont cherché à s'assurer la maîtrise du pétrole et le moyen le plus sûr fut pour eux la possession ou le contrôle de son exploitation, en ne négligeant d'ailleurs pas sa production synthétique beaucoup plus coûteuse.

Tout d'abord, les Etats, dans le cadre de leurs législations minières, s'attachèrent dans les limites de leurs propres territoires à réglementer et même à encourager la recherche et l'exploitation du pétrole naturel afin d'obtenir une production nationale, élément d'indépendance économique ; l'ensemble de leurs interventions en ce domaine fera l'objet de la première partie de cette étude consacrée à "l'Etat et la mise en valeur des gisements de pétrole".

Soucieux également de contrôler plus ou moins directement les sources de pétrole qui se trouvent dans le sous-sol national ou à l'étranger, les Etats se sont immiscés dans l'organisation et la direction des entreprises minières de pétrole pour y faire prévaloir leur volonté ou du moins faire entendre leurs voix. Ces autres modes d'intervention seront exposés dans une seconde partie traitant de "L'Etat et des entreprises minières d'hydrocarbures".

de propriété est un droit naturel antérieur à la loi et absolu. Cependant une telle opinion n'est pas à l'abri de la critique sur le plan doctrinal : en effet, à l'origine des sociétés, le sol appartient au premier occupant; celui-ci le cultiva et créa la propriété agricole qui, par suite des transmissions par voie d'héritage, de ventes, d'échanges ou autrement, constitue aujourd'hui la propriété foncière. Mais cette occupation ne porta que sur la surface et non sur les mines qui pouvaient exister dans le sol, car leur présence était ignorée; de plus, la propriété individuelle du sol trouve son fondement, en droit naturel, dans le travail au moyen duquel le terrain a été mis en valeur et le droit de libre disposition de ce terrain, ne concerne que l'utilité créée par ce travail; or, cette notion de travail préalable est inconciliable avec la nature des gisements miniers qui, se trouvant souvent à de grandes profondeurs, furent par suite hors d'atteinte des entreprises normales dont le sol fut l'objet.

Aussi, dans ces pays où la propriété du sol entraîne celle du sous-sol, ce principe n'est-il que la conséquence de la loi positive respectueuse des droits individuels et favorable au droit de propriété et à ses extensions, et nullement l'application d'une règle de droit naturel.

Selon ce système, le propriétaire du sol a le droit de disposer de tout ce qui touche au sol et en est l'accessoire. Lui seul ou son ayant droit possède un droit absolu sur les substances minières qui y sont renfermées, et qu'il recherche et exploite comme il l'entend. Le tréfonds lui appartient comme le fonds.

Cependant, pour faciliter l'exploitation des richesses du sous-sol certaines atténuations sont souvent apportées à ce principe trop absolu. L'objet du droit de propriété est généralement démembré, ce qui permet au propriétaire du sol de disposer du droit de mines tout en conservant son droit sur la surface. Par ailleurs, des considérations d'intérêt général incitent les Etats pour des motifs de sécurité ou pour éviter le gaspillage de richesses utiles à la collectivité, à limiter les droits des propriétaires par des règlements de police ou par des prescriptions concernant la recherche et l'exploitation des gisements.

Un tel système trouve son application dans certains pays anglo-saxons et a été étendu aux travaux relatifs aux hydrocarbures. Les ETATS-UNIS sont le seul grand Etat où ce système reçoit une application générale.

Dans ce pays en effet, le sol appartient au propriétaire de la surface qui exerce ses droits selon les lois des Etats **Parti-**culiers; le droit de mines distinct de la propriété foncière peut faire l'objet de vente ou de location; le plus souvent un bail est conclu entre le propriétaire et le particulier qui recherche ou exploite les gisements d'hydrocarbures; les clauses en sont librement débattues entre les parties en présence, et doivent être conformes aux principes du droit immobilier : ces baux sont soumis au contrôle des tribunaux

qui ont élaboré une importante jurisprudence en la matière, qui fait loi par suite de l'autorité des précédents en droit anglo-saxon : il en résulte que les clauses de ces contrats diffèrent peu et qu'un véritable droit de nature jurisprudentielle s'est créé, unifié par les arrêts de la Cour Suprême Fédérale.

Ce régime ne s'applique d'ailleurs qu'aux terres des particuliers, et non aux terres publiques possédées par l'Etat Fédéral ou par les Etats Particuliers qui relèvent de législations spéciales.

Il est intéressant de constater que ce système, qui peut paraître archaïque, n'a pas empêché la mise en valeur des gisements pétrolifères des ETATS-UNIS : peut-être la raison en est-elle que l'acquisition des droits d'exploitation du sol est soumise dans ce pays à une sorte d'enchères où acheteurs et vendeurs sont toujours suffisamment nombreux et ardents pour garantir à ce marché un caractère de véritable compétition; mais la cause profonde de ce régime réside surtout dans le fait que la richesse du sous-sol des ETATS-UNIS a été suffisamment démontrée par les premiers forages de l'époque héroïque du Colonel DRAKE, et confirmée par la suite pour constituer un attrait suffisant pour les exploitants éventuels.

Le droit de mines n'a d'ailleurs pas en ce pays un caractère absolu, et est limité, dans son exercice, par des règlements de police ainsi que par un ensemble de dispositions législatives ayant trait à la conservation des gisements; les modalités de cette réglementation seront examinées dans un autre chapitre. D'autre part, en ce qui concerne les terres possédées par les Indiens, la disposition du droit de mine par leur propriétaire est soumise à la tutelle du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

D'autres Etats ont également adopté ce système, mais l'ont abandonné depuis peu pour attribuer le droit de mines à la Puissance Publique; néanmoins respectueux des droits acquis par les particuliers en ce domaine, le système ancien continue à s'appliquer à toutes les terres privées qui ne résultent pas de l'aliénation de terres publiques depuis une certaine date. En général, il s'agit de pays neufs ou de nombreuses terres ne faisant pas encore l'objet d'appropriation privée à l'époque de l'application de la nouvelle législation : c'est le cas notamment des provinces du CANADA depuis 1880, et de la COLOMBIE depuis 1873 soumises à ce régime mixte qui, d'ailleurs, s'étend à toutes les substances minières.

Ce système est, en définitive, peu propice aux interventions de l'Etat qui, portant directement atteinte aux droits des particuliers, ne peuvent se produire que pour des motifs d'intérêt général impérieux.

Paragraphe II - Le droit domanial

A l'opposé de cette première conception, un autre système attribue la propriété des substances minières à l'Etat ou au souverain en vertu d'un droit domanial.

Ce droit de propriété aurait une origine féodale qu'il tirerait du droit exercé par le Seigneur sur le tréfonds, droit qui aurait été transmis au Roi puis à la Nation Souveraine.

Les critiques adressées à ce système sur le plan doctrinal sont analogues à celles portant sur le droit d'accession, car il est également difficile de justifier la possession par l'Etat de gisements dont il ignorait l'existence. Mais il n'en demeure pas moins, que, sur le plan pratique, ce système comporte peu d'inconvénients pour le motif que l'Etat, chargé de défendre l'intérêt général, est le mieux à même de déterminer les conditions de recherche et d'exploitation de ces richesses communes que sont les mines.

Ce second système est très favorable aux interventions les plus étendues de l'Etat : il justifie, en premier lieu, le monopole, au profit de celui-ci, de la mise en valeur des gisements pétrolifères comme c'est le cas de l'U.R.S.S. et de certains pays placés sous son influence politique; il ne saurait être d'ailleurs, dans cette hypothèse, la seule raison de l'adoption de ce procédé d'exploitation, car la plupart des Etats, même ceux qui, comme le MEXIQUE, se sont livrés à des nationalisations récentes, ne peuvent se passer du concours de particuliers et notamment du bénéfice de l'expérience et des moyens financiers et techniques des groupes privés spécialisés en ce domaine.

S'agissant de la gestion d'un bien de son domaine, l'Etat préfère octroyer des droits miniers selon des conditions librement débattues, sans qu'il apparaisse avec ses attributs de puissance publique. Les relations entre les particuliers et l'Etat sont réglées alors par des contrats négociés selon le principe de la liberté des conventions.

Un tel système a été adopté pour la mise en valeur des gisements d'hydrocarbures, par des Etats qui ont conservé un certain caractère féodal et où le domaine du Prince se confond sensiblement avec celui de la Nation, tels les Pays Arabes du MOYEN-ORIENT, riches en pétrole, dont la mise en valeur des gisements résultent de conventions passées entre le Souverain et des Compagnies Pétrolières Etrangères bénéficiant le plus souvent de l'appui diplomatique de leur gouvernement. Comme en matière de baux privés aux ETATS-UNIS, les clauses de ces conventions tendent à relever de certains types que la pratique a consacrés et que les arbitrages ont confirmés.

Le régime domanial ne saurait cependant pas s'appliquer intégralement dans les nombreux Etats, qui depuis quelques années, éprouvent le besoin de déclarer dans le corps de leur législation minière, et même parfois plus solennellement dans leur Constitution, que les mines

ou seulement les gisements d'hydrocarbures, sont la propriété de la Couronne ou de la Nation. Dans ces cas, les conditions selon lesquelles sont prospectées et exploitées les mines font l'objet de dispositions réglementaires et législatives, applicables d'une manière générale aux titulaires de droits miniers, et, par suite, ne trouvent pas leur origine dans des contrats particuliers qui déterminent la gestion domaniale. En réalité, ces Etats proclament leur droit de propriété sur les mines, pour donner un champ plus libre à leurs interventions en cette matière qui relèvent également du droit régalien, constituant un compromis entre le système domanial et le troisième système qu'il convient maintenant d'examiner.

Paragraphe III - La res nullius -

Un troisième système s'appuie sur le fait que les mines ne sauraient faire l'objet de propriété tant qu'elles n'ont pas été découvertes, et qu'elles doivent être considérées pour cette raison comme des biens sans maître, des res nullius, dont la loi décidera du mode d'appropriation.

Il appartient, en effet, à l'Etat, en tant que Puissance Publique, de régler le mode d'acquisition et de transmission des propriétés. Dans cet ordre d'idées, les législations adoptent deux solutions : l'une consiste à tenir compte de faits qui décideront du droit de propriété, l'autre à laisser à l'Etat le pouvoir discrétionnaire de choisir l'attributaire du droit de mine. Par ailleurs, le statut de la propriété minière est réglé dans tous ses détails par la loi qui détermine les droits et obligations du propriétaire :

1° - Dans le premier cas, le premier occupant du terrain minier, ou le premier demandeur du titre d'occupation, est automatiquement le titulaire du droit de mines, à moins que la loi ne dispose que le fait générateur du droit de propriété ne soit porté à la connaissance de l'Etat ou constaté et même apprécié par celui-ci ; il s'agit alors du droit d'inventeur justifié par le travail préalable effectué et qui n'est attribué qu'après déclaration ou constatation de l'existence du gisement, ou appréciation de son exploitabilité.

Ces divers régimes, très souvent appliqués en matière de mines et principalement dans les pays neufs, sont abandonnés en matière de pétrole car ils lient trop l'Etat dans le choix des titulaires des droits ; cependant, cette remarque doit être tempérée par une réserve importante la dernière modalité consistant en la démonstration de l'exploitabilité d'un gisement pour obtenir le droit de le mettre en production a été adoptée au contraire, par un très grand nombre de pays, pour attribuer aux explorateurs discrétionnairement habilités par l'Etat, le droit d'exploiter les gisements qu'ils viennent à découvrir.

2° - Suivant une deuxième conception, l'Etat, dans le cadre de règles posées préalablement par les lois et les règlements, dispose du pouvoir discrétionnaire de choisir le titulaire du droit minier, c'est le système du droit régalien couramment appliqué en matière de pétrole pour l'attribution des droits de recherches : c'est le cas notamment du droit français tel qu'il résulte de l'article 10 bis ajouté par la loi du 16 Décembre 1922 à la loi du 21 Avril 1810.

Selon une évolution récente, de nombreux pays attachés à la première conception tendent à adopter ce dernier système pour le pétrole : le régime minier des zones réservées des territoires français d'outre-mer en fournit un exemple.

Le système du droit régalien intégral reçoit cependant peu d'applications dans la mesure où il borne le rôle de l'Etat à choisir le titulaire du droit de propriété et à déterminer les limites du gisement. Car les droits miniers ne sont plus accordés, à quelques exceptions près, à titre perpétuel, et ne sauraient par suite constituer des droits de propriété; par ailleurs, la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures exigent une surveillance étroite de l'Etat, attentif à ce que des efforts sérieux soient tentés pour découvrir du pétrole, et que tout soit mis en oeuvre pour une exploitation rationnelle.

Paragraphe IV - Le système mixte -

Aussi, dans de nombreux pays, les régimes institués par les législations résultent de la conciliation des principes du droit régalien et du droit domanial. Au premier système, elles empruntent le principe de la détermination préalable par voie législative ou réglementaire des conditions d'exercice du droit de mines ainsi que le choix discrétionnaire du titulaire du droit, et, au second système, le principe de la propriété de l'Etat et la fixation conventionnelle par celui-ci de conditions particulières figurant dans des conventions conclues à l'occasion de l'attribution du droit. A part les ETATS-UNIS pour les terres privées et les Etats arabes, la grande majorité des autres pays ont adopté à des degrés divers ce régime mixte.

Les uns ont tendance à limiter le nombre de clauses débattues discrétionnairement, et à élaborer un cahier des charges-types prévoyant les modalités d'exercice du droit : c'est le cas de la législation française et principalement de celles de certaines colonies britanniques.

D'autres, n'ayant pas élaboré une législation spéciale pour les hydrocarbures ou n'ayant prévu que quelques dispositions spéciales de principe, se réservent la faculté de fixer la plupart des modalités du droit qu'elles attribuent dans le cadre de conventions particulières dérogeant même parfois aux dispositions du droit minier général : les PAYS-BAS et les INDES NEERLANDAISES, l'EGYPTE, le MOZAMBIQUE, les territoires français d'outre-mer pour les zones réservées illustrent cette tendance.

SECTION II - Contrôle des gisements pétrolifères sous-marins par l'Etat riverain.

Aucune disposition particulière ne régit actuellement en droit international positif l'octroi par l'Etat riverain de droits miniers sur les gisements pétrolifères sous-marins. Le caractère relativement récent des recherches de pétrole explique, dans une certaine mesure, le silence du droit conventionnel, source du droit international; aussi la question reste-t-elle entière et doit-elle être résolue par l'application des seuls principes généraux du droit des gens. Seule, jusqu'à présent, l'exploitation des richesses de la mer n'a fait l'objet de conférences entre les Etats, qu'en ce qui a trait à la protection de la faune marine. Et pourtant l'exploitation de gisements d'hydrocarbures situés dans le sous-sol marin est actuellement chose courante.

Dans le Golfe du MEXIQUE, de nombreux appareils de forage de puits de pétrole travaillent sur plateformes au large des côtes par des fonds dont certains atteignent plus de cinquante mètres. D'autres entreprises de même nature existent en Caspienne, en Mer Noire et dans le Golfe Persique, et la géophysique décèle d'autres possibilités de gisements pétrolifères.

En CALIFORNIE, de nombreux forages sont pratiqués le long des côtes et vont extraire le pétrole à bonne distance sous la mer.

Les conditions techniques de la recherche et de l'exploitation du pétrole impliquant des installations et des travaux dans une zone maritime d'une certaine étendue, l'examen juridique de la validité des droits miniers accordés par l'Etat riverain doit porter successivement sur les deux zones où peuvent être situés les gisements à prospecter, c'est-à-dire en Mer Territoriale et en Haute Mer.

Paragraphe I - La Mer Territoriale -

La Mer territoriale est certainement celle des deux zones où les prérogatives de l'Etat riverain sont les moins contestables, car il est généralement reconnu que celui-ci possède sur cette mer une compétence plénière et exclusive que la doctrine identifie généralement à la souveraineté, considérant même le sous-sol recouvert par celle-ci comme du territoire submergé : l'exemple des mines de fer de BILLET (Calvados), exploitées sous la mer territoriale française, constitue une application pratique de ce principe. Si la question de la nature des pouvoirs de l'Etat sur la Mer Territoriale ne saurait faire l'objet de difficultés, il n'en est pas de même du problème de l'étendue de cette mer qui retarde la détermination par voie conventionnelle du statut de cette zone maritime : la largeur de trois milles marins étant considéré comme insuffisante.

L'Etat riverain est donc habilité à attribuer dans les conditions fixées par son propre droit interne, l'exploitation des gisements d'hydrocarbures sis dans ses eaux territoriales, c'est-à-dire dans les eaux immédiatement adjacentes à son territoire ou aux îles situées à proximité de celui-ci et relevant par hypothèse de sa souveraineté.

Cette conception a été adoptée par certains Etats dont la législation déclare expressément le droit de contrôle, voire de propriété sur les gisements situés dans le sous-sol recouvert par les eaux territoriales comme c'est le cas de l'EGYPTE, du GUATEMALA et de la COLOMBIE la largeur de cette mer pouvant atteindre plus de 8 milles marins; d'autres Etats comme les Pays Arabes font figurer leur mer territoriale parmi les zones dont elles attribuent conventionnellement la concession. Mais lorsque cette mer comporte une largeur aussi grande, peut-elle être considérée valablement comme telle par les autres Etats, leur silence est-il un acquiescement ? La doctrine (1) admet pour trancher cette difficulté qu'entre la mer territoriale et la haute mer s'étendrait un espace intermédiaire, la zone contiguë sur laquelle l'Etat riverain ne pourrait exercer la souveraineté, c'est-à-dire l'intégralité des compétences, mais ne posséderait que des compétences fragmentaires et spécialisées pour la protection d'intérêts déterminés et fondant à son profit un droit de réglementation unilatérale internationalement valable et opposable aux Etats tiers. Selon une opinion généralement admise, la largeur totale des deux zones (mer territoriale et mer contiguë) ne devrait pas dépasser 12 milles. C'est en s'appuyant sur cette conception que la compétence des Etats mentionnés ci-dessus pourrait être acceptée en matière de gisements d'hydrocarbures.

Paragraphe II - La Haute mer

Mais est-il possible de reconnaître les prérogatives de l'Etat riverain dans la zone située au-delà de ces deux mers, autrement dit sur le sous-sol recouvert par la Haute-Mer.

A l'heure actuelle, la réglementation concernant la mise en valeur des gisements pétrolifères sous-marins a une double origine : une origine internationale (conventionnelle) et une origine interne (législative ou réglementaire).

Le seul exemple de réglementation conventionnelle qui soit intervenu dans ce domaine est celui de l'accord signé le 19 Avril 1941 entre les gouvernements britannique et vénézuélien et relatif à l'exploitation des gisements pétrolifères du Golfe de PARIS, qui s'étendent entre l'île de la Trinité et le Venezuela sur une longueur de 35 milles et une largeur de 70 milles.

(1) Professeur GIDEL : droit international public de la mer. T. III la mer territoriale et la zone contiguë.

D'autres pays ont préféré adopter une méthode de réglementation unilatérale : tels les ETATS-UNIS et à son exemple d'autres ETATS américains.

Une proclamation du Président TRUMAN, en date du 28 Septembre 1945, déclara que les ressources du sous-sol et du lit de la mer recouvrant le "socle continental" étaient soumises à la juridiction et au contrôle des ETATS-UNIS, affirmant ainsi un principe opposable aux autres membres de la communauté internationale. La question de savoir, si du point de vue intérieur les dites ressources seraient gérées par le pouvoir fédéral ou par les Etats Particuliers demeurait réservée, et, dans l'attente de l'élaboration de la législation nécessaire, elles furent placées par un Ordre Exécutif du même jour sous l'administration du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

Quant à l'étendue du socle continental, elle n'était pas indiquée, mais il était mentionné que le socle est généralement constitué par les terres submergées, contiguës au continent et couvertes par 600 pieds d'eau au maximum : soit 182 mètres; la superficie résultant de cette définition couvre environ 161.400.000 ha au large des côtes des ETATS-UNIS.

Il y a d'ailleurs de sérieuses raisons de penser que la compétence de l'Etat Fédéral sera en définitive établie sur cette zone, car la Cour Suprême Fédérale, par un Arrêt du 23 Juin 1947, a reconnu le contrôle du Gouvernement Fédéral sur les terrains situés le long des côtes de la CALIFORNIE, et l'Attorney Général, se fondant sur ce précédent, vient d'ouvrir une action devant la Cour Suprême pour étendre ce contrôle sur les terrains pétrolifères - les Tidelands - qui se trouvent au large des côtes du TEXAS et de la LOUISIANE et qui font l'objet d'exploitation, alors que les Etats Particuliers prétendent que ces terrains entrent dans leur compétence.

Suivant l'exemple des ETATS-UNIS, de nombreux Etats américains ont exprimé le besoin de déclarer leurs droits sur le sous-sol des terres submergées adjacentes à leurs côtes.

Le Président CAMACHO, pour le MEXIQUE, a utilisé le 29 Octobre 1945, une procédure analogue et revendiqua parcellairement le socle continental adjacent aux côtes maritimes, précisant que ce socle s'étendait jusqu'à l'isobathe de 200 mètres, c'est-à-dire la ligne qui joint les points de profondeur égale à 200 m. : une zone de 42.900.000 ha serait ainsi placée sous le contrôle de l'Etat.

L'ARGENTINE, de son côté, par une déclaration présidentielle en date du 9 Octobre 1946, a étendu sa souveraineté à toute la zone maritime adjacente à son territoire. Sans préciser davantage, elle s'appuya sur le fait de l'Union étroite existant au point de vue géologique et morphologique entre le territoire argentin et la plateforme sous-marine continentale.

A son tour, le Nicaragua décida, par une Déclaration du Congrès du 1er Mai 1947, que la bordure maritime continentale faisait partie intégrale du territoire national.

Mais tous les Etats ne sont pas riverains d'un plateau continental. C'est notamment le cas du CHILI. Faisant pendant aux abrupts escarpements des montagnes bordant le pays à de courtes distances de la mer, les côtes chiliennes s'enfoncent très rapidement vers des zones très profondes. Aussi, dans une Proclamation du 23 Juin 1947, le Président de la République du CHILI a revendiqué d'une part la souveraineté de l'Etat sur tout le socle continental adjacent, quelle que soit la profondeur où il se trouve et, d'autre part, la protection et le contrôle du Gouvernement sur une zone s'étendant à deux cents milles marins des côtes. Le Président de la République du PEROU a proclamé le 1er Août 1947 des droits sensiblement identiques.

Enfin, cette conception étendue des droits de l'Etat en Haute Mer semble aussi partagée par certains Etats Arabes du MOYEN-ORIENT. Une décision du Roi IBN SEUD, publiée le 23 Mai 1949, stipule que le Royaume d'ARABIE Séoudite comprend la zone maritime côtière s'étendant en dehors des eaux territoriales jusqu'à 6 milles : les eaux territoriales étant elles-mêmes définies comme englobant les baies et les eaux entre le continent et les îles ou les hauts fonds et n'étant pas éloignées de plus de 12 milles marins, l'étendue totale de cette zone maritime est ainsi portée à 18 milles.

Cette Déclaration a été suivie par les Souverains des Etats limitrophes. Une Proclamation du Sheik de QATAR en date du 8 Juin 1949 étend la juridiction exclusive de celui-ci et son contrôle sur les zones maritimes adjacentes aux côtes et déclara que les frontières en mer seraient déterminées avec plus de précision, après consultation des Etats voisins.

Enfin la décision la plus récente semble être celle du Gouvernement Tunisien qui délivra fin 1949 des permis de recherches sur des zones se prolongeant au large des côtes de la Régence dans le voisinage des îles de DJERBA et de KERKENNA.

La doctrine paraît favorable à ces prétentions des Etats sur le sous-sol recouvert par la Haute Mer. Les juristes anglo-saxons (1)

(1) - Sir Cecil MURAT, Conseiller juridique du Foreign Office puis Juge à la Cour Permanente de Justice Internationale (1929-1945).
- SMITH, de l'Université de LONDRES
- BORCHARD : American Journal of international Law (Jurisdiction over the littoral bed of the sea) - pp. 515-19.

estiment que, pour des raisons d'ordre pratique, un Etat ne peut tolérer une occupation étrangère permanente ou des travaux fixes à sa porte, spécialement sur des fonds situés à faible profondeur, à la condition toutefois que l'occupation de ces fonds ne porte pas atteinte au droit commun de la navigation - une telle conception est admise depuis des siècles pour les pêcheries de perles au large des côtes de CHYLIAN ou d'éponges en TUNISIE. Récemment encore, le professeur LAUTERPACHT, de l'Université de CAMBRIDGE considérait qu'il n'y avait aucune raison d'étendre le principe de la liberté de la haute-mer au sous-sol recouvert par celle-ci, car il est une "res nullius" et peut être acquis par l'Etat riverain par voie d'occupation à partir du sous-sol de la mer territoriale, et s'étendre jusqu'à la limite du sous-sol du lit de la mer territoriale d'un autre Etat; bien entendu, cette occupation ne doit pas être effectuée dans un but qui mettrait en péril la liberté des mers. Pour ces motifs, l'éminent juriste approuve la légalité de la Proclamation du Président TRUMAN.

Sur le plan jurisprudentiel, aucune décision n'est encore, à notre connaissance, intervenue en ce domaine. Quant à la pratique internationale, en dehors de l'accord anglo-vénézuélien précité de 1941, aucun autre instrument conventionnel n'est venu consacrer le droit des Etats riverains pour l'exploitation des ressources situées dans le sous-sol de la haute-mer. Il n'est cependant pas sans intérêt de constater qu'aucune protestation diplomatique n'a été élevée par les Etats tiers contre les diverses proclamations publiées depuis 1945 par les Etats américains. Est-il possible d'interpréter ce silence comme un acquiescement tacite des autres Etats aux mesures unilatérales qui ont été précédemment analysées ?

En résumé et en l'état actuel du droit international, on peut conclure, selon l'opinion du Professeur ROUSSIAU, que les Etats peuvent accorder à des particuliers des droits miniers pour la recherche et l'exploitation des gisements pétrolifères au large des côtes - que ces gisements soient situés dans le sous-sol du lit de la mer territoriale ou dans celui de la haute-mer à la condition que soit respectée la destination naturelle de l'espace dans lequel le titulaire du droit exercera son activité, autrement dit, à la condition de ne pas s'opposer au passage inoffensif de la navigation pacifique nationale et étrangère dans les eaux territoriales ainsi qu'au principe de la liberté de navigation en haute mer.

SECTION III - Sources des interventions des Etats -

Les principes juridiques et les limites de leur application aux interventions de l'Etat dans la mise en valeur des gisements pétrolifères étant posés, il convient d'entrer dans le détail de ces interventions qui résultent selon les pays soit de la loi, soit du contrat, mais qui se rattachent à des questions communes permettant une étude d'ensemble.

Dans la plupart des Etats, la législation minière fournit la principale source de l'action de la puissance publique : rarement les gisements d'hydrocarbures sont soumis exclusivement à la loi minière générale, et ce cas ne se produit que dans les Etats où du pétrole n'ayant pas encore été découvert, tels l'ESPAGNE et le PORTUGAL, le statut juridique de sa mise en production n'a pas encore posé de problèmes urgents. Dans d'autres pays, l'application de la loi minière générale est tempérée par des dispositions réglementaires spéciales établissant un régime autonome pour les hydrocarbures, ainsi que par des conventions, revêtant la forme de cahier des charges-types ou de contrat particulier : c'est le cas de la FRANCE, de l'EGYPTE et des PAYS-BAS à des degrés divers. Mais de nombreux pays, notamment les Etats de l'AMERIQUE DU SUD, dont la richesse en gisements d'hydrocarbures a été démontrée, possèdent une législation spéciale et autonome du pétrole réglementant non seulement la recherche et l'exploitation des gisements, mais encore les stades ultérieurs de la production, tels les transports, le raffinage et la distribution : l'exemple le plus typique est celui du VENEZUELA.

Enfin, dans les Pays Arabes du MOYEN-ORIENT, en l'absence de législation minière, les interventions de l'Etat se manifestent dans les clauses des contrats particuliers négociés entre le Prince et les Compagnies pétrolifères.

Certains juristes prétendent que les règles de droit président à la mise en valeur des gisements pétrolifères auraient donné lieu à des mécomptes parce qu'elles furent établies sur des bases déjà acquises, empruntant les principes du droit minier, ce droit où la force de la tradition s'allie le plus fréquemment au prestige des théories d'école pour donner aux précédents la valeur d'idées, forces souvent incompatibles avec les nécessités reconnues par les techniciens vraiment engagés dans l'action.

Il semble que ce jugement ne soit plus valable à l'égard de nombreux Etats qui, par le jeu de leurs interventions tant dans le domaine de la recherche que dans celui de l'exploitation, ont réussi à donner une physionomie propre au statut juridique des gisements de pétrole, et ouvert la voie à une évolution du rôle de la Puissance Publique dans la mise en valeur des richesses nationales naturelles.

C'est ce que les études suivantes consacrées à "l'Etat et la Recherche" et à "l'Etat et l'Exploitation" s'efforceront de démontrer.

Chapitre II

L'ETAT ET LA RECHERCHE DES GISEMENTS PETROLIFERES

Les interventions des Etats en matière de recherches de pétrole étant étroitement liées à la nature des travaux à entreprendre, il est nécessaire de procéder tout d'abord à l'examen des conditions techniques et économiques que ces recherches impliquent.

SECTION I - Conditions techniques et économiques des recherches de pétrole -

La recherche des gisements d'hydrocarbures comporte des données techniques posant des problèmes d'ordre technique et économique.

Paragraphe 1 - Les données techniques -

Il est possible de schématiser les différentes opérations qui accompagnent la recherche du pétrole en trois étapes : il s'agit d'abord de trouver les terrains dont la formation a pu être propice à la constitution d'hydrocarbures; en second lieu, de déterminer les structures géologiques favorables à leur accumulation, et enfin de s'assurer par des forages que la structure reconnue contient le pétrole espéré en quantité exploitable. Il est d'usage de désigner les deux premières séries d'opérations de nature superficielle sous le nom de prospection, réservant à la dernière l'appellation "d'exploration".

A - LA PROSPECTION -

I - Détermination des terrains susceptibles de renfermer des hydrocarbures -

L'origine de la formation des hydrocarbures a fait longtemps l'objet de controverses : Marcelin BERTHELOT, suivi par Paul SABATIER attribua l'origine du pétrole à la décomposition de l'eau des mers et des fleuves par des carbures métalliques de fer ou de nickel dans des régions à haute température, à la suite d'infiltrations lentes à travers les stratifications poreuses de l'écorce terrestre. D'autres, reprenant cette théorie, ont supposé que cette action chimique s'était produite lors de manifestations volcaniques donnant lieu à la naissance de produits hydrocarbonés dans les cassures et les fissures du globe : l'orientation de gisements pétrolifères dans une direction parallèle aux axes de soulèvement et de fracture de l'écorce terrestre, tels ceux du Golfe Persique ou d'EUROPE, apportait une justification à cette thèse. Mais, depuis les expérimentations de ENGELER à la fin du XIXème siècle, les théories minérales chimiques ont été abandonnées au profit de théories biochimiques communément admises aujourd'hui. Il fut

objecté, en effet, aux anciennes théories que le pétrole parvenait à l'air libre à une température normale correspondant à la profondeur de la nappe souterraine d'où il était extrait alors que s'il avait été obtenu par réaction chimique, il aurait dû jaillir à haute température; de plus, ces gisements épuisés par l'exploitation auraient dû se reformer là où des fissures du sol permettaient l'arrivée continue des eaux et leur décomposition par des carbures métalliques; enfin, le pétrole n'est pas généralement découvert dans le voisinage immédiat des volcans.

Selon les nouvelles théories, le pétrole proviendrait de la décomposition de matières animales et végétales marines : cette hypothèse est confirmée par la présence au voisinage des gisements pétroliers de sédiments contenant des fossiles marins. Cependant, il n'est pas exclu que le pétrole ait pu très localement provenir de la distillation de dépôts de houille ou de lignite à la température élevée produite par des éruptions volcaniques.

Selon la théorie biochimique généralement acceptée, le fonds des mers, dès l'apparition de la Vie sur la Terre, s'est couvert de débris d'animaux et de végétaux mêlés à des parcelles rocheuses et minérales. En certains points, ces sédiments ont été emprisonnés sous de nouvelles couches où, privés d'oxygène, ils ont été soumis à des réductions successives activées par la présence d'agents catalyseurs - bactéries et sels minéraux - qui contribuèrent à faire varier les conditions physico-chimiques du milieu : c'est ainsi que se constituèrent les "roches-mères", couches géologiques suffisamment poreuses pour permettre l'élaboration des hydrocarbures liquides et gazeux. Une fois formés, et par suite de causes diverses imputables aux pressions exercées lors des plissements de terrains, à l'action de la pesanteur, aux phénomènes de capillarité ou aux dilatations dues à la température, les gaz et les liquides, se déplacèrent généralement vers le haut, selon des lignes de moindre résistance en des migrations primaires jusqu'au moment où ils parvinrent dans un site où se trouva réalisé l'équilibre entre les diverses forces qui les sollicitaient. Là ils furent retenus par des obstacles constitués par des pièces, formés de roches compactes pratiquement imperméables, et s'accumulèrent dans des roches plus poreuses - "les roches-magasins", où ils subirent une dernière migration, intérieure cette fois, sous forme d'une décantation, opérant une superposition des couches par ordre de densité décroissante : le gaz plus léger se localisant dans les parties hautes, le brut liquide sur les flancs, et l'eau salée dans la partie basse. Enfermés dans ces réservoirs naturels les hydrocarbures ne peuvent être libérés que par un phénomène physique naturel sous forme d'un dégagement de gaz ou de suintements de bitumes connus dès l'antiquité, ou que par le trépan des explorateurs modernes.

Les recherches de pétrole devront donc s'orienter vers les basses sédimentaires où les prospecteurs instruits par l'histoire géologique de leur formation s'efforceront de chercher les structures susceptibles de contenir du pétrole.

II - Reconnaissance des structures géologiques favorables à l'accumulation de pétrole -

Les structures peuvent se rattacher à trois types souvent combinés : la structure faillée résultant du rejet plus ou moins vertical des couches stratifiées et provoquant par suite la localisation du pétrole dans une roche poreuse, au contact d'une roche imperméable jouant le rôle de barrière à la migration; ou encore la structure anticlinale, simple repli ou boursoufflement des couches souterraines dont les hydrocarbures ont occupé le haut du pli, sous une voûte imperméable, ou enfin le piège stratigraphique, constitué par la terminaison en biseau d'une couche poreuse dans des couches moins perméables. Parfois également, le pétrole se rencontre dans les couches stratifiées, formées par des dépôts limités par deux plans, le plus souvent horizontaux et déformés au cours des âges.

Le terrain devra être suffisamment poreux pour faire en quelque sorte éponge - le plus souvent des sables et grès, des calcaires dolomitiques fissurés - et être recouvert d'une couche imperméable, telle que l'argile ou la marne, pour empêcher que les pétroles ne s'échappent de la roche qui les contient.

Le prospecteur de pétrole commencera par dresser une carte géologique très précise du sous-sol, pour déterminer les régions où peuvent se trouver des roches magasins.

Plusieurs méthodes scientifiques seront simultanément employées. Les cartes topographiques ou la photographie aérienne, tout d'abord, permettront d'étudier rapidement la structure et la morphologie du terrain. De cette étude, le géologue tirera les premières conclusions qui lui permettront de circonscrire ses zones de recherches.

Il se rendra alors sur le terrain, souvent dans des conditions fort difficiles, traversant vallées, fleuves, montagnes et marécages séjournant parfois dans des contrées désertiques, subissant des climats glaciaires ou tropicaux, et utilisant les moyens de transports les plus imprévus.

A pied d'oeuvre le géologue se livrera à un levé topographique et géologique qui sera la base de sa carte du sous-sol. Il y prélèvera également des échantillons de roches sur les formations affleurant la surface du sol, pour en étudier l'âge et la nature; pratiquant la géochimie, il ne négligera par ailleurs aucun indice pouvant déceler la présence de pétrole : tels que volcans de boue, dégagements gazeux, boues d'asphalte, suintements huileux, nature goudronneuse du terrain ou végétation rabougrie; la toponymie pourra confirmer également certaines hypothèses; PECHÉLERONN, par exemple, signifiant fontaine de poix, en est un exemple.

A ces premiers renseignements que fourniront les observations géologiques de surface, une science nouvelle, la **GÉOPHYSIQUE** apporte depuis une trentaine d'années de précieuses indications grâce à des

méthodes qui permettent de poursuivre en profondeur les recherches. où la géologie de surface est insuffisante.

Plusieurs procédés sont employés. La gravimétrie a pour objet la mesure de la répartition en surface du champ de la pesanteur; elle met en évidence les différences entre les résultats obtenus et la valeur calculée d'après la forme théorique du socle, différences qui dénotent une déformation structurale de l'écorce terrestre; les densités augmentant avec la profondeur, une anomalie positive sera considérée comme due à la présence d'une remontée de terrains, autrement dit à une zone favorable; les interprétations structurales d'ensemble sont généralement très satisfaisantes par ce procédé, qui présente en outre l'avantage d'être d'un prix de revient peu élevé : il est appliqué systématiquement à la reconnaissance des terrains.

Un autre procédé, la magnétométrie détecte les anomalies de la composante verticale du champ magnétique terrestre : elle est peu onéreuse et permet quelques déductions sur la nature des couches souterraines, grâce à l'étalonnage préliminaire de leurs propriétés magnétiques; mais ses résultats étant d'une interprétation souvent ambiguë, elle est peu employée sous la forme classique des mesures à terre; l'application des mesures par avion, permettant d'effectuer très rapidement la reconnaissance structurale générale de vastes régions terrestres ou maritimes lui a donné un regain d'activité; la comparaison des diverses courbes obtenues à des altitudes différentes permet de localiser avec précision les anomalies et leur forme et ainsi, de supputer l'épaisseur de la couche sédimentaire ou la profondeur du socle cristallin, facteur capital pour la poursuite des recherches.

La méthode électrique repose sur la mesure des résistivités et de la répartition des courants spontanés de l'écorce - les courants telluriques. Le prix de revient est plus élevé que celui de la gravimétrie mais sa précision est meilleure, quoique d'une interprétation délicate.

Enfin, la méthode sismique, la plus récente, apparue entre 1930 et 1935, est la seule qui ne donne pas un résultat global intégrant les effets de toute l'épaisseur de la croûte terrestre. Elle consiste à faire exploser à une dizaine de mètres de profondeur dans le sol une charge de dynamite qui provoque un ébranlement du terrain donnant lieu à la formation d'ondes de choc se réfléchissant ou se réfractant à des diverses profondeurs sur des niveaux favorisés en passant dans des couches géologiques de cohésion et de densités différentes. Les ondes réfléchies viennent actionner des sismographes de grande précision; connaissant le temps de propagation de ces ondes à une série de sismographes régulièrement espacés, il est possible de restituer par un simple calcul d'optique géométrique basé sur la connaissance des vitesses de propagation des ondes dans le sol, la position exacte avec sa pente et son orientation du niveau réfléchissant; l'étude des ondes réfractées fournit également d'utiles renseignements.

Outre ces procédés les plus couramment usités, d'autres méthodes sont également employées telles la prospection géochimique, la méthode radio active et le radar.

Aucune des méthodes géologiques et géophysiques n'est employée isolément; il est nécessaire en effet de comparer leurs résultats pour obtenir des recoupements confirmant les hypothèses formulées. Ces méthodes sont bien entendu d'un emploi fort coûteux et leurs indications demeurent aléatoires, mais grâce à elles le nombre de forages reconnus productifs a augmenté dans de fortes proportions; avant leur emploi, entre 1859 et 1928, un puits seulement sur 24 forages d'exploration était productif; à l'heure actuelle, 22 % des puits forés le sont.

Un forage de l'ordre de 5.000 mètres coûtant plus d'une centaine de millions de francs, l'élévation du pourcentage des succès se traduit par des économies considérables depuis que ces méthodes géophysiques sont venues aider le géologue.

Ces procédés de prospection de surface destinés à reconnaître les structures favorables à l'accumulation de pétrole sont accompagnés de sondages d'exploration, les seuls critères définitifs en matière de recherches.

B - L'EXPLORATION - Les forages d'exploration -

A ces forages, les Américains ont donné le nom de "WILD CAT", en français chat sauvage, voulant montrer par cette expression que le pétrole ne se laisse pas approcher facilement et qu'il est fuyant et trompeur comme un félin.

Ces forages ont deux objets : reconnaître la présence de pétrole et préciser la nature et la structure des terrains détectés par les méthodes de surface. Eux seuls permettront de savoir si les espoirs des prospecteurs sont ou non fondés.

La profondeur des forages s'exprime par centaines et parfois par milliers de mètres; les ETATS-UNIS détiennent actuellement le record de profondeur du monde avec 8.156 mètres à PACIFIC CREEK dans le WYOMING; et la FRANCE le record d'EUROPE avec plus de 4.200 mètres en Aquitaine.

Tout forage est une opération de précision nécessitant l'emploi d'un personnel hautement spécialisé, disposant d'un matériel perfectionné. Simple en son principe, elle consiste à percer le sol en pulvérisant la roche et à débarrasser le puits des débris qui l'emplissent. Deux procédés sont employés : la percussion et la rotation, mais le second présente de tels avantages de rapidité et de précision qu'il est à présent universellement employé.

Il est creusé d'abord un avant-puits, profond de 2 à 6 mètres, de 4 m² de superficie, dont les parois sont murées ou bétonnées. A l'aplomb de cet avant-puits, un bati métallique, de 30 à 60 mètres de haut supporte, à sa partie supérieure, un système de poulies auquel est suspendu le trépan et les tiges creuses auxquels celui-ci est fixé. Le trépan "forêt de la grosse chignole", qui constitue en somme l'ensemble du rotary, tourne à environ soixante tours minute et est formé de trois cônes - le tricône - portant des dents en aciers spéciaux à haute résistance qui émiettent et pulvérisent la roche. La vitesse de pénétration peut varier de 20 centimètres par heure (dans des roches très dures) jusqu'à plus de 30 mètres en terrain friable.

Le trépan est vissé sur le train de tiges qui, servant d'arbre de transmission au mouvement rotatif, est composé de "longueurs" de 27 mètres, elles-mêmes constituées de trois éléments en acier spécial. Ces longueurs sont vissées les unes au bout des autres, au fur et à mesure que le trépan s'enfonce dans le sol. Certains derricks peuvent comporter une réserve de 5.000 mètres de tiges.

Le mouvement rotatif est imprimé à la tige par une table de rotation (rotary), elle-même animée par un système d'engrenages ou de chaînes mu par le moteur de l'installation. Des procédés récents ont permis des forages en mer à des fonds de 15 à 20 mètres grâce à l'établissement de plateformes spéciales.

Pendant que tourne le rotary, un courant continu de boue, envoyé par l'intermédiaire d'un flexible et d'une tête d'injection, à l'intérieur de la tige de forage, remonte à l'extérieur, entre le tube et la paroi du puits. Ce courant de boue, d'une composition spéciale très étudiée dans laquelle figurent de l'eau, de l'argile, des matières colloïdales et des produits chimiques a plusieurs fonctions : refroidir et lubrifier le trépan, entraîner ces déblais vers le haut du puits, colmater les parois de celui-ci et empêcher par la pression hydrostatique de sa colonne un jaillissement intempestif de pétrole brut ou de gaz.

La boue qui remonte est mise à décanter dans un bassin avant d'être de nouveau utilisée : elle est soigneusement examinée pendant toutes les opérations, car elle peut contenir des traces d'hydrocarbures dans le cas de la traversée d'un terrain pétrolifère. Cependant il est arrivé que, la boue ayant complètement colmaté les parois du forage, certaines sondes soient passées au travers de gisements importants sans les décoller.

Par ailleurs, à certains stades du forage, sont placés dans le puits des colonnes de tubage, gros tubes métalliques (casing) d'un diamètre intérieur légèrement supérieur à celui du trépan, vissés les uns aux autres, qui constitueront la paroi définitive du puits.

De multiples incidents peuvent se produire : tels l'usure rapide ou le coincement du trépan, les ruptures de tige; ces incidents posent des problèmes délicats "d'instrumentation" résolus grâce à l'usage d'outils spéciaux (pinces, électro-aimants), mais générateurs de lourdes pertes de temps.

Dans ces conditions, la moitié du temps passé au forage d'un puits est consacrée au travail effectif tandis que le cinquième est nécessaire par le tubage et le reste absorbé par les incidents et les opérations accessoires.

Tandis que la boue de forage fait l'objet d'examen constants, une autre opération, le carottage, est fréquemment effectuée : elle consiste dans le prélèvement d'échantillons de roches, dites carottes. Le géologue étudie soigneusement ces carottes, recueillies à diverses profondeurs, les compare avec des éléments de référence, les examine au microscope et y relève éventuellement la présence de fossiles comme par exemple les foraminifères. Ces fossiles, dont il existe un inventaire de plus de 12.000 espèces, renseignent les prospecteurs sur l'identité des couches atteintes en cours de forage. Des échantillons prélevés sur les carottes ou la roche magasin sont soumis d'autre part à un certain nombre de mesures très précises portant sur la porosité, la perméabilité, l'écoulement, la résistance à l'aspiration ou la capillarité. De ces données, pourra être déduite la productivité probable de futurs champs pétrolifères.

Un autre procédé, dit "carottage électrique" (electric logging) mis au point par deux français, les frères SCHLUMBERGER, et universellement employé, donne également des indications sur les terrains traversés. Il repose sur la comparaison des courbes de résistivité et de polarisation spontanée (électrofiltration) mettant en évidence la perméabilité et la porosité des roches rencontrées; en cours de forage une électrode est descendue dans le puits et stoppée au niveau du terrain à étudier : une électrofiltration et une résistivité également fortes marquent la présence d'une roche poreuse susceptible de contenir des hydrocarbures et engagent à un redoublement de précautions : une perméabilité élevée et une résistivité faible dénotent l'existence de marnes argileuses ou de sables imprégnés d'eau salée.

Le forage d'exploration est poursuivi jusqu'à la profondeur probable des couches à examiner : là il peut s'avérer stérile ou productif. S'il est stérile, il aura permis une meilleure connaissance du terrain, et fourni d'utiles éléments à l'implantation éventuelle d'autres forages avec plus de chances de succès.

S'il est productif, il justifiera les espoirs des géologues et des géophysiciens. Le brut liquide ou le gaz sont parfois comprimés sous de fortes pressions pour provoquer des jaillissements d'une puissance considérable qui causeraient autrefois de grosses pertes, telles les éruptions de gaz désignées sous le nom de "GUSHERS", mais qui sont aujourd'hui rapidement maîtrisés au moyen de solides vannes vissées aussitôt sur le puits. Un certain nombre d'opérations seront alors effec-

tuées et notamment une mise en production de la couche.

Contrairement à une opinion courante, un jaillissement puissant et isolé ne prouvera pas par lui-même l'existence d'un gisement.

Il faudra procéder encore à d'autres forages d'exploration et à des examens approfondis exigeant souvent une longue période de temps avant d'être en mesure d'affirmer si le gîte atteint ne présente qu'un indice ou constitue un véritable gisement pétrolifère dont les limites, l'importance et les conditions d'exploitabilité seront approximativement définies.

Ces nombreuses données techniques posent un certain nombre de problèmes dont doivent tenir compte les Etats lorsqu'ils interviennent en ce domaine.

Paragraphe II - Les problèmes techniques et économiques posés par les recherches de pétrole.

La réunion d'un certain nombre de conditions est indispensable au succès des travaux de recherches d'hydrocarbures.

Les explorateurs doivent disposer, en premier lieu, d'un personnel hautement spécialisé, capable de mettre en oeuvre les diverses méthodes géologiques et géophysiques ci-dessus décrites, ainsi que d'un matériel conçu suivant les principes les plus modernes. Seuls des pays ayant atteint un degré élevé de développement économique et industriel, possédant des instituts de formation, des laboratoires de recherches, et une industrie puissante mettant en oeuvre les dernières conquêtes de la technique, seront capables de fournir le personnel et le matériel exigés : les ETATS-UNIS sont en ce domaine à l'avant-garde du progrès.

Les travaux à entreprendre seront, par ailleurs, exécutés souvent dans des contrées désertiques ou tropicales, exigeant une infrastructure - tels des moyens de communication et d'habitat - que l'explorateur sera obligé d'établir avec ses propres moyens.

Aussi le coût des opérations à accomplir sera-t-il fort élevé : actuellement d'une part la conjoncture économique se traduisant par une hausse constante des salaires et des prix et d'autre part la nécessité de rechercher le pétrole à des profondeurs plus grandes et dans des régions de plus en plus inaccessibles, ont contribué encore à augmenter le montant des dépenses à engager.

C'est pourquoi ces travaux, exigeant des procédés coûteux dont l'efficacité est liée à leur emploi sur des zones très étendues, doivent être entrepris sur une grande échelle et être menés selon un programme bien défini, portant sur une longue durée, afin d'accroître les chances de succès jouant selon la loi des grands nombres; les découvertes compensent les échecs. C'est avec raison qu'un éminent technicien constatait qu'alors qu'à la Loterie Nationale, celui qui achète un nombre suffisant de numéros est sûr de perdre, dans la recherche du pétrole, celui que se procure un

nombre suffisant de numéros est sûr de gagner.

Il faut souvent déployer des efforts importants et onéreux pendant de très nombreuses années avant de découvrir un gisement pétrolifère, aussi l'explorateur devra-t-il faire preuve de constance et d'opiniâtreté tant qu'un résultat tangible ne sera pas venu récompenser ses mérites; le goût du risque accompagné de moyens financiers puissants lui seront nécessaires et il sera d'autant plus encouragé à continuer ses efforts que dans d'autres champs faisant l'objet de ses prospections, des découvertes se produiront et viendront confirmer ses hypothèses.

Pendant trente ans, au TEXAS, des explorations sans résultat ont été effectuées dans les structures semblant les mieux formées et les plus apparentes, mais ce n'est qu'en 1902 que fut découvert le fil directeur constitué par des dômes de sel enterrés, invisibles à l'oeil nu, réglant l'accumulation du pétrole dans cette région considérée aujourd'hui comme l'une des plus riches du monde en hydrocarbures. Il fallut également des dizaines d'années d'efforts pour découvrir les grands champs pétrolifères du VENEZUELA disséminés au centre des bassins, loin des indices et insoupçonnables en surface. Le CANADA fournit un exemple typique de la persévérance des explorateurs qui prospectèrent le sous-sol de l'ALBERTA pendant 25 ans avant de mettre en évidence en 1947 le Champ LUDWIG reconnu par l'IMPERIAL OIL Limited qui dut exécuter à cet effet 134 forages stériles d'exploration d'une profondeur totale de 170.000 mètres et dépenser plus de 23 millions de dollars sans extraire une goutte de pétrole ou en percevoir l'odeur; grâce à cette découverte suivie de celle d'autres champs voisins, le CANADA couvre actuellement entièrement ses besoins en hydrocarbures par sa seule production nationale, alors qu'en 1947 il consommait 90 à 95 % de pétrole importé de l'étranger. Aussi les récentes découvertes faites en FRANCE, au terme d'un premier programme quinquennal, sont-elles, bien que modestes, fort encourageantes.

Ce qu'un explorateur doit donc avant tout posséder, c'est la foi dans le succès final: W.E. PRATT estima que, quelles que soient les conditions géologiques ou la technique employée, on trouvait rarement du pétrole si l'on n'avait pas acquis une certaine attitude d'esprit; et il conclut "en définitive, le pétrole est souvent dans notre cerveau".

Bien entendu, de telles conditions ont pour conséquence l'immobilisation de capitaux fort importants, improductifs pendant un assez grand laps de temps, et parfois risqués en pure perte.

Seules disposent totalement des moyens adaptés à une telle entreprise, les sociétés présentant une large surface financière, ayant un domaine d'action étendu, travaillant simultanément sur plusieurs champs dispersés sous toutes les latitudes, dotées d'un matériel conçu selon les techniques les plus modernes pouvant être utilisé successivement dans les multiples zones explorées, bénéficiant de la compétence d'un personnel éprouvé sur les chantiers les plus divers où il a été appelé à résoudre un nombre considérable de problèmes différents. Il n'est donc pas étonnant

que l'industrie de la recherche du pétrole soit actuellement pour une grande part entre les mains de puissants groupes privés - les trusts - bénéficiant de l'appui de la haute finance internationale. Mais également, de nombreux pays - telle la FRANCE - convaincus que tous les bassins sédimentaires offrent des possibilités d'existence d'hydrocarbures, ont mis sur pied une industrie destinée à explorer les bassins situés sur leur propre territoire : il vaut mieux, en effet, rechercher et produire du pétrole national que d'importer du pétrole de l'étranger dont le prix comprend à la fois le coût de sa recherche et de sa production, autrement dit il est préférable pour un pays de financer ses propres recherches que de payer celles des autres.

En définitive, un explorateur d'hydrocarbures ne consentira à développer ses recherches que si l'Etat lui donne des droits sur une vaste zone pendant une durée suffisamment longue, et surtout lui garantit qu'il pourra bénéficier du succès de ses efforts par l'octroi du droit d'exploiter les gisements découverts.

Mais l'Etat ne peut accorder de tels droits que s'il s'entour à l'égard de l'explorateur de garanties sérieuses : en premier lieu, il doit disposer de la liberté de le choisir, afin de s'assurer que sa valeur technique et sa surface financière lui permettront de mener à bien les opérations à entreprendre; il lui est indispensable également de surveiller très étroitement la marche des travaux pour obliger l'explorateur à les conduire de la manière la plus rationnelle et pour l'empêcher, en contrôlant de très près les résultats obtenus, de mettre ses découvertes "en portefeuille". Enfin, s'agissant de travaux complexes présentant certains dangers, il devra veiller tout particulièrement à la sécurité du personnel et des tiers. Peut-être sera-t-il aussi de bonne politique pour l'Etat d'encourager les recherches, en consentant à ceux qui s'y livrent, des aménagements fiscaux concernant les capitaux engagés, et de renoncer provisoirement à certaines recettes dans l'attente de découvertes de pétrole qui lui fourniront une source de revenus fiscaux plus abondants.

Ce sont ces différentes considérations techniques et économiques qui régissent généralement les interventions réglementaires des Etats en matière de recherches d'hydrocarbures dont les différents aspects feront l'objet du chapitre suivant.

SECTION II - Les Interventions de la Puissance Publique dans les recherches de Pétrole -

Sous ce titre seront étudiées uniquement les modalités des interventions des Etats trouvant leur source dans des lois et des règlements ou dans des actes contractuels à l'exclusion des procédés par lesquels les Etats, agissant en tant que personnes publiques, exercent une influence directe sur les entreprises minières d'hydrocarbures aussi bien à l'intérieur du territoire national qu'à l'étranger.

A cet effet, les Etats s'attachent à déterminer les bénéficiaires des droits de recherches et à donner à ces derniers les moyens juridiques qui leur permettront de mener à bien leur entreprise; en contre-partie ils leur imposent un certain nombre d'obligations destinées à orienter leurs travaux pour le plus grand profit de l'intérêt général; enfin, ils leur accordent des avantages appréciables pour les inciter à persévérer dans leurs recherches jusqu'au succès espéré.

Ces différents aspects des interventions des Etats feront successivement l'objet des paragraphes suivants :

Paragraphe I - Les Etats et la détermination des bénéficiaires des droits de recherche -

Les opérations effectuées en vue de la reconnaissance des gisements d'hydrocarbures exigent, d'une part, l'exécution de travaux d'ordre minier portant atteinte aux droits de propriété des particuliers par les troubles de jouissance qu'ils leur causent dans l'exercice de leurs droits, et d'autre part, concernant la découverte de richesses naturelles présentant une importance politique et économique pour la Nation.

Dans la mesure où ces travaux intéressent les rapports entre les titulaires des droits de recherches et les propriétaires des terrains prospectés ou explorés, il appartient à la Puissance Publique de définir le statut juridique de ces relations d'ordre privé et de déterminer, en premier lieu, selon quelles modalités les explorateurs seront appelés à bénéficier de ce statut.

Mais c'est surtout, en raison de l'importance que les travaux de recherches de pétrole représentent pour la Nation, que l'Etat, défenseur de l'intérêt général, désignera les explorateurs de pétrole qui lui paraîtront les mieux qualifiés pour entreprendre des opérations exigeant une haute technique et des moyens financiers puissants.

En général, les Etats, ainsi qu'il a été remarqué précédemment ont institué un régime spécial pour les hydrocarbures et se sont donnés une certaine latitude pour désigner les titulaires des titres miniers.

1° - Etats où les particuliers ne peuvent entreprendre des recherches de pétrole -

L'octroi du droit de recherches à des particuliers n'est d'ailleurs pas d'une application commune car certains Etats se sont réservés le monopole d'exercice de ce droit et ne s'en désaisissent pas au profit de l'industrie privée : c'est le cas de l'U.R.S.S. et des Puissances subissant son influence politique où le caractère étatique de l'économie s'oppose à l'intervention des particuliers dans la mise en valeur des richesses nationales; c'est le cas également du CHILI, qui inquiet de l'action éventuelle que seraient susceptibles d'exercer des groupes étrangers dans la mise en valeur des gisements de pétrole situés sur son territoire, a décidé par une loi du 16 Février 1928 de retirer au Président de la République le droit d'accorder des titres miniers d'hydrocarbures aux particuliers quels qu'ils soient et a confié par le Décret du 8 Février 1946 le monopole des opérations de recherches à un organisme semi-gouvernemental : "La Corporation pour le Développement de la Production" qui actuellement effectue des travaux dans la région de MAGELLAN.

A part ces exceptions, les particuliers sont admis, dans la plupart des Etats, à solliciter le droit d'effectuer des recherches.

2° - Etats où existe la liberté des recherches -

Il y a cependant des législations qui admettent le principe de la liberté des travaux de recherches comme au VENEZUELA et même qui en protègent l'exercice comme en COLOMBIE. Dans ce dernier Etat, toute personne a le droit de procéder à des travaux d'exploration superficielle - plus exactement de prospection - avec pour seule obligation de verser une indemnité équitable aux propriétaires des terrains qui sont affectés par ces opérations auxquelles ils ne peuvent s'opposer. Ces exceptions intéressent des Etats, producteurs d'hydrocarbures, favorables à l'exploitation intensive de leurs gisements. D'autres Etats admettent également le principe de la liberté des recherches, mais cette conception ne revêt chez eux qu'un aspect doctrinal sans application pratique comme en FRANCE, où la propriété foncière privée étant très développée, tous travaux effectués dans ces conditions exigeraient l'accord préalable et entier d'un certain nombre de propriétaires superficiels qui seraient rarement enclins à le donner tous sans excep

Il est donc indispensable en général d'obtenir l'autorisation de l'Etat et de bénéficier de ses prérogatives pour se livrer à des recherches d'hydrocarbures, mais en vue de soustraire les travaux à des influences intérieures, de nombreux pays ont refusé à certaines personnes la possibilité de solliciter les titres miniers nécessaires.

3° - Restrictions concernant les personnes admises à solliciter des droits de recherches -

a - Nationaux

Parmi les nationaux, souvent les fonctionnaires, notamment ceux appartenant au Service des Mines, ne peuvent obtenir de droits miniers. Parfois même cette interdiction s'étend à tous les hauts fonctionnaires et aux Parlementaires comme au VENEZUELA. Dans d'autres pays, il est nécessaire de posséder une autorisation personnelle, accordée discrétionnairement, pour être admis à présenter une demande de permis de recherches : c'est le cas des territoires de la FRANCE d'OUTRE-MER où l'acte préalable à toute activité minière est subordonné à une autorisation qui est octroyée, refusée ou retirée par l'Autorité Administrative locale, sans qu'aucune de ses décisions n'ait à être motivée; de même au CANADA, l'obtention d'un titre minier est subordonnée à la délivrance préalable d'un certificat de mineur. Ces dernières mesures sont inspirées par le souci d'éviter la spéculation et de contrôler la capacité de ceux qui veulent entreprendre des travaux de mines.

b - Etrangers -

Plus nombreux sont les Etats qui élèvent des barrières contre les influences étrangères. Rares sont ceux qui, tels le VENEZUELA ou le DANEMARK, la COLOMBIE ou le MAROC, admettent sans restriction les étrangers à solliciter des titres de recherches d'hydrocarbures sur leurs territoires : la situation au MAROC est d'ailleurs particulière et s'explique par le Statut international auquel ce pays est soumis par l'Acte d'Algésiras qui lui interdit toute discrimination en matière économique en vertu du principe dit de "la chance égale". Il convient également de remarquer que la mise en oeuvre d'une telle politique est dans les autres Etats singulièrement atténuée par le fait que les droits sont accordés discrétionnairement.

Les législations de la plupart des pays imposent aux étrangers des limites plus ou moins rigoureuses, depuis la simple condition de faire supporter la responsabilité des opérations minières à une personne domiciliée dans le pays, ce qui équivaut à la liberté à peu près complète comme en TUNISIE, jusqu'à l'interdiction totale édictée par le BRESIL sur tout son territoire en vertu de l'article 143 de sa Constitution ou par le PEROU au voisinage de ses frontières pour des motifs de défense nationale.

Entre ces mesures extrêmes, les Etats adoptèrent divers systèmes : ils exigent, tels l'ALLEMAGNE, la FRANCE ou l'ARGENTINE, la constitution de sociétés selon les lois locales. D'autres n'ouvrent le droit de recherches

aux étrangers que dans la mesure où un régime analogue est accordé à leurs nationaux par les Etats dont les premiers ressortissent; ce principe est d'une application courante dans les pays anglo-saxons; il repose sur la volonté de ces Etats, préoccupés de se procurer des sources étrangères de ravitaillement, d'imposer aux autres pays producteurs l'obligation de reconnaître à leurs ressortissants le droit de participer à l'exploitation des gisements pétrolifères de ces pays : c'est l'un des aspects de la politique dite de la Porte Ouverte "Open Door", inaugurée par les ETATS-UNIS et la GRANDE-BRETAGNE après la première guerre mondiale. Enfin les Etats prévoient souvent un certain nombre de conditions que devront remplir les Sociétés et qui intéressent les étrangers; ces dernières prescriptions seront examinées dans la deuxième partie de cette étude.

4° - Autorités accordant les droits de recherches -

Remplissant les conditions de capacité requises, les particuliers ou les Sociétés privées doivent présenter une demande aux autorités publiques compétentes pour l'octroi des titres de recherches dénommés généralement permis, le terme concession étant de préférence réservé aux droits d'exploitation.

Ces autorités varient selon les pays.

Exceptionnellement le Parlement, expression de la souveraineté nationale, intervient, mais ce ne sont que dans les cas où il s'agit d'octroi de concessions intéressant à la fois la recherche et l'exploitation des gisements; au DANEMARK, selon les termes de la loi du 19 Février 1932, les demandes de concessions sont préalablement soumises à l'examen d'une commission du Parlement, mais la décision appartient au Gouvernement.

En général, il entre dans les prérogatives du Pouvoir Exécutif de se prononcer en cette matière qui concerne l'application d'un statut légal à un particulier, autrement dit l'exécution de la loi. Suivant les législations, la délivrance des droits revêt des formes plus ou moins solennelles : un décret faisant intervenir le Chef du Pouvoir Exécutif ou du Gouvernement est souvent exigé, comme au BRESIL, en COLOMBIE, ou en FRANCE. Dans la plupart des cas les Ministres ont compétence pour se prononcer : selon l'importance attachée aux hydrocarbures dans le pays, ceux qui décident ont un département plus ou moins spécialisé; en ALLEMAGNE et en ITALIE c'est le Ministre de l'Economie; aux ETATS-UNIS le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur pour les terres publiques fédérales; au DANEMARK le Ministre d'Etat; en ANGLETERRE le Ministre du Commerce, à CUBA le Ministre de l'Agriculture, au CANADA et en NOUVELLE-ZELANDE le Ministre des Mines. Dans les colonies britanniques l'attribution du droit de recherches relève du Gouverneur.

Ces autorités statuent le plus souvent après avoir fait procéder à une enquête sur place et après avoir pris l'avis de certains organismes plus ou moins spécialisés : le Conseil Général des Mines en FRANCE est

tenu de donner un avis qui n'engage d'ailleurs pas le Gouvernement; au BRESIL la décision est prise sur la proposition du Conseil National du Pétrole composé de personnalités ayant une compétence notoire en matière d'hydrocarbures; en TUNISIE, le Directeur des Travaux Publics, qui siège au Conseil des Ministres du Bey, ne peut accorder les permis de recherches d'hydrocarbures que sur avis favorable du Conseil de Cabinet et un Décret Beylical devra intervenir s'il est fait application d'un régime légal plus favorable institué par le Décret du 13 Décembre 1948.

Dans la plupart des Etats, l'autorité exécutive dispose d'un large pouvoir d'appréciation; mais dans certains pays, l'attribution est quasi-automatique : comme en ESPAGNE où le droit est délivré au premier occupant, et comme au MAROC où il est attribué au premier demandeur. Bien entendu l'examen de la capacité financière et technique des pétitionnaires fait l'objet d'un examen attentif ; certaines législations ont même tenté de définir les éléments de cette capacité, telle la loi allemande de 1934 qui précise que le demandeur doit justifier qu'il possède les moyens financiers suffisants pour effectuer trois sondages à une certaine profondeur. Parfois les pouvoirs discrétionnaires des Gouvernements sont limités par le respect d'un ordre de priorité à observer à capacité égale : en COLOMBIE, le premier demandeur qui a effectué une exploration de la surface, puis le propriétaire du terrain ont un privilège sur les autres pétitionnaires présentant des qualités semblables; au DANEMARK, le propriétaire du terrain peut faire valoir ses droits; en NOUVELLE ZELANDE, il doit être tenu compte des travaux de recherches antérieurs dans la zone considéré.

5° - Cession des droits de recherches -

Les droits une fois accordés ne peuvent être cédés sans l'accord préalable du Gouvernement, sauf à CUBA, au MAROC et au VENEZUELA où une simple notification aux autorités publiques compétentes suffit. Une telle modalité surprend dans un pays comme le VENEZUELA où le droit est attribué discrétionnairement : mais elle ne s'applique d'ailleurs qu'aux concessions ne dépassant pas 300.000 hectares.

En ce qui concerne les Sociétés titulaires de droits de recherches une modification profonde dans la répartition de leur capital social peut être considérée comme un changement de titulaire et par suite comme une cession : en TUNISIE, en vue d'empêcher que les Sociétés bénéficiaires des dispositions spéciales du décret beylical du 13 Décembre 1948 ne viennent à passer sous le contrôle de personnes physiques ou de groupes différents de ceux qui étaient connus de l'autorité concédante au moment de l'octroi des permis, les sociétés titulaires doivent s'engager à faire en sorte que, pendant toute la durée de la convention les liant au Gouvernement Tunisien, 51 % au moins de toutes les actions représentatives de leur capital social actuel et futur ne puissent, sans l'accord préalable du Gouvernement, devenir la propriété de personnes étrangères à la Société.

6° - Expiration des droits de recherches -

Les titres de recherches prennent fin par l'arrivée du terme ou le non renouvellement ainsi que par la renonciation volontaire du titulaire ou par la déchéance.

Dans la plupart des pays, la renonciation peut porter sur la totalité ou seulement sur une partie de la surface octroyée. La déchéance est prononcée par la puissance publique en cas de non exécution des obligations par le permissionnaire : le plus souvent cette sanction ne peut être prise qu'après mise en demeure de l'intéressé, et est prononcée par l'autorité administrative; parfois le juge intervient, c'est le cas notamment en NOUVELLE-ZELANDE.

7° - Objet des droits -

Les droits octroyés pour effectuer des recherches d'hydrocarbures s'étendent dans certains Etats à d'autres opérations telles que l'exploitation des gisements découverts, ou ne concernent qu'un aspect des travaux de recherches.

Il arrive parfois que les concessions de pétrole s'appliquent simultanément à la recherche et à l'exploitation : en COLOMBIE et au DANEMARK, ainsi qu'il a été déjà exposé plus haut, dans certaines colonies britanniques comme au TRINIDAD, les législations prévoient cette extension. A ces droits s'ajoutent également ceux de transporter et de raffiner la production découverte dans les concessions délivrées par les principautés Arabes du MOYEN-ORIENT et par le Gouvernement au VENEZUELA.

Par contre, dans d'autres pays, comme en NOUVELLE ZELANDE, une distinction est opérée entre les travaux superficiels de prospection et les forages d'exploration; en GUYANE BRITANNIQUE, les permis de recherches n'autorisent que les examens géologiques, géophysiques et topographiques et limitent à 500 pieds, soit 150 mètres environ, la profondeur des sondages à effectuer, tandis que les permis d'exploration donnent le droit à leurs titulaires de procéder à des forages à toutes profondeurs. Les prospecteurs, d'ailleurs, peuvent obtenir, dans certaines conditions et par priorité des permis d'exploration.

Les droits de recherche ainsi attribués produisent des effets variant selon les pays et visant d'abord à donner à leurs titulaires les moyens juridiques nécessaires à la poursuite de leurs travaux.

Paragraphe II - Droits accordés aux explorateurs d'hydrocarbures pour l'exécution de leurs travaux -

Ces droits concernent la durée et la superficie des permis de recherche, ainsi que les prérogatives du permissionnaire à l'intérieur de la zone ouverte par son permis.

1° - Durée des permis -

L'explorateur doit pouvoir disposer d'un temps suffisant pour prospector la zone qui lui est accordée, mais la durée des permis, fixée selon cette donnée, est très variable selon les pays considérés. Plusieurs systèmes sont appliqués : voir tableau 1.

Selon une première conception, la durée est très courte et sans possibilité de prorogation : il s'agit, en premier lieu, d'Etats comme les ETATS-UNIS, dont le sous-sol recèle beaucoup de pétrole; les permis accordés sur les terres publiques fédérales par le Gouvernement américain expirent au bout de deux ans, délai jugé suffisant pour la découverte des gisements présumés par les connaissances antérieures : En second lieu, la période de recherches est considérée comme devant permettre la délimitation d'une zone d'exploitation déjà garantie, mais non encore marquée sur le terrain, une superficie plus étendue étant accordée à l'origine : c'est le cas du VENEZUELA où, à l'expiration d'une période de trois ans, le titulaire d'une concession d'exploration et d'exploitation est tenu de choisir une zone d'exploitation dont la superficie ne saurait dépasser la moitié de la surface initiale de recherches. Enfin dans quelques autres pays dont la richesse en pétrole n'est pas encore démontrée, les permis ont également une courte durée il en est ainsi en ESPAGNE où les permis sont délivrés pour trois ans.

La plupart des Etats, par contre, tendent à allonger la durée des recherches d'hydrocarbures; les uns prévoient une durée illimitée par le jeu de renouvellements successifs, les autres une période initiale prolongée un nombre indéterminée de fois. Dans un cas comme dans l'autre, l'autorité délivrant les permis intervient pour apprécier s'il y a lieu d'investir les titulaires pour une nouvelle période de temps : dans un premier groupe de pays cette appréciation est discrétionnaire, tels le BRESIL ou l'ALLEMAGNE à l'occasion de renouvellements en nombre illimité, et, l'ANGLETERRE pour un nombre défini de prolongations.

Dans un second groupe, la prolongation des permis dépend de l'accomplissement d'un certain nombre d'obligations techniques, notamment l'exécution d'un programme minimum de travaux : il en est ainsi au CANADA et en NOUVELLE ZELANDE pour des renouvellements en nombre illimité et en ARGENTINE, en COLOMBIE et en FRANCE où les permis comportent un nombre limité de prorogations suivant ces conditions.

TABLEAU I

Durée des Permis de Recherches

Pays	Durée initiale	Renouvellement			Durée totale
		Nbre	Durée	Conditions	
Allemagne	5 ans	illimité	3 ans	discrétionnaire	illimitée
Angleterre	3 ans	2	1 an	"	5 ans
Argentine	3 ans	2	1 an	min. travaux	5 ans
Bolivie	3 ans	0	0	0	3 ans
Bésil	2 ans	illimité	2 ans	discrétionnaire	illimitée
Canada (Québec) ..	1 an	1	1 an	min. travaux	2 ans
Colombie	3 ans	2	3 ans	min. travaux	9 ans
Egypte	1 an	3	1 an	discrétionnaire	4 ans
		puis illimité			
			1 an	min. travaux	illimitée
Espagne	3 ans	0	0	0	3 ans
Etats-Unis	2 ans	0	0	0	2 ans
France	max.		égale à:		
	5 ans	2	durée min. travaux	max.	
			initiale		15 ans
Guyane Britannique:					
Permis de recherches	2 ans	illimité	12 mois	discrétionnaire	illimitée
Permis d'exploration	4 ans	illimité	12 mois	"	"
Italie	max.				
	3 ans	possible		"	3 ans + ...
Italie Sicile	3 ans	2	3 ans	min. travaux	9 ans
Liban	4 ans	2	5 ans	min. travaux	10 ans
Maroc	3 ans	5	4 ans	min. travaux	23 ans
Nouvelle Zélande	5 ans	possible		min. travaux	5 ans +
Pérou	2 à 4				
	ans	2	2 à 4		6 à 12
			ans	min. travaux	ans
Perou Montana	4 ans	2	3 ans	min. travaux	10 ans
Territoires de la					
France d'Outre-Mer:					
(Permis Généraux A	discrét.				
(Permis Généraux B	2 ans	illimité	2 ans	min. travaux	illimitée
Trinidad.....	1 an	illimité	max. 1		
			an	discrétionnaire	illimitée
Tunisie					
(droit commun	5 ans	illimité	3 ans	min. travaux	illimitée
(régime spécial .	5 ans	3	3 ans	min. travaux	14 ans
		+ 4	3 ans		+ 12 ans
					= 26 ans

La durée totale des titres de recherches délivrés par les Etats étrangers à la suite de renouvellements en nombre limité n'est cependant pas en général très longue. Elle atteint son minimum en ANGLETERRE où elle est de 5 ans et son maximum au LIBAN et au PEROU, pour la zone des MONTANAS où elle a été fixée à 10 ans.

En ce domaine la métropole et les pays de l'Union Française font preuve de plus de largeur de vues. La législation minière métropolitaine prévoit pour les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures une période maximum initiale de 5 ans, puis deux autres périodes d'égale durée, soit au total 15 ans; au MAROC la durée des permis de recherches peut atteindre 23 ans et en TUNISIE suivant le régime spécial institué par le décret beylical du 13 Décembre 1948, 14 ans et même 26 ans, dans le cas où à l'expiration des quatorze premières années, une découverte a été effectuée à l'intérieur du périmètre accordé.

Parfois la durée du permis est fixée discrétionnairement : c'est le cas des territoires de la FRANCE D'OUTRE-MER en ce qui concerne les permis généraux A délivrés dans les zones réservées.

Enfin, dans les Pays où des titres distincts sont accordés pour la prospection et l'exploration, les durées sont variables; en GUYANE BRITANNIQUE, les permis de prospection sont délivrés pour deux ans alors que les permis d'exploration le sont pour 4 ans, chacun de ces titres pouvant être renouvelé discrétionnairement par période de 12 mois en nombre illimité.

Un système mixte a été adopté en EGYPTTE où les permis de recherches, au cours d'une première période s'étendant sur 4 ans, sont susceptibles de renouvellements annuels à la discrétion de l'administration puis à l'expiration de la 4ème année ne peuvent être prolongés que si certains travaux de forage ont été accomplis.

En définitive, les Etats, pour la plus grande majorité d'entre eux, se réservent la faculté d'intervenir à des intervalles de temps rapprochés et prévoient la sanction du non renouvellement des permis soit pour inciter les explorateurs à activer leurs recherches, soit pour se réserver la liberté d'éliminer ceux dont l'activité serait jugée insuffisante ou contraire aux intérêts supérieurs de la Nation. Il semble d'ailleurs qu'il y ait avantage à prévoir une durée illimitée avec renouvellements successifs, car un tel régime permet une intervention plus souple de l'Etat qui s'adapte mieux aux différents problèmes posés par la recherche.

2° - Superficie des Permis -

La plupart des législations limitent la superficie des permis, soit qu'elles fixent la surface maximum que pourront couvrir les titres de recherches, soit qu'elles déterminent le nombre de titres qu'une seule personne peut réunir entre ses mains.

L'étendue des superficies est très différente selon les pays.
Voir tableau II.

En ce qui concerne les titres, elles varient de 400 hectares, pour les permis de recherches accordés en TUNISIE, à 200.000 hectares en COLOMBIE, mais une même personne peut, dans la plupart des Etats, être titulaire d'un nombre illimité de permis; de telles dispositions, lorsqu'elles réduisent les titres de recherches à des zones trop exigües, présentent l'inconvénient de cantonner les obligations imposées par la puissance publique à des surfaces réduites, sans permettre d'interpénétration entre les différents programmes de travaux envisagés par une même personne. souvent d'ailleurs des pays comme la TUNISIE ont atténué les effets de ce régime en prévoyant la possibilité d'intégrer des permis contigus dans un même programme et de les soumettre ainsi à des obligations globales.

Parfois les superficies varient selon les régions à l'intérieur d'un même pays, comme au PEROU où elles peuvent atteindre 60.000 ha sur la côte et jusqu'à 120.000 ha dans la MONTANA.

Limitation des superficies -

Inspirés par la souci de lutter contre l'accaparement de surfaces trop étendues, certains Etats limitent le nombre de titres ou la superficie totale dont peut disposer un particulier ou une société privée.

Aux ETATS-UNIS, en ce qui concerne les terres publiques fédérales une même personne ne peut être titulaire de plus de trois permis dans un même Etat et d'un seul sur la même structure géologique, la superficie d'un permis étant de 1.000 hectares, la surface à prospecter est donc très réduite : cette disposition s'explique par la richesse du pays en pétrole.

En ARGENTINE, un système plus compliqué, tenant compte de la superficie et du nombre de titres, a été mis en vigueur; dans le rayon de 5 kilomètres d'un gisement antérieurement découvert, il n'est pas possible d'obtenir un permis réunissant plus de 5 unités de 2.000 hectares chacune soit 10.000 hectares; hors de ce rayon, les permis sont réduits à trois unités contiguës soit, 6.000 hectares, chaque demandeur peut solliciter cinq de ces permis dans la zone comprise entre le cercle de rayon de 5 kms, et celui de 50 kms, soit au total 30.000 hectares; enfin le nombre total de permis dont une même personne peut être titulaire est réduit à 10 pouvant couvrir au maximum 50.000 hectares.

En COLOMBIE, des mesures analogues ont été prises pour lutter contre l'influence des grandes Compagnies : sans limiter le nombre des permis, la loi prévoit qu'une même personne physique ou morale ne peut étendre ses recherches sur plus de 200.000 hectares dans les LLANOS Orientaux et sur plus de 50.000 hectares dans le reste du pays mais l'effet recherché a été, en fait, tourné par les Sociétés qui se sont empressées de créer des filiales légalement indépendantes en vue de se réserver des superficies en rapport avec leur capacité de prospection.

TABLEAU II

Superficie des Permis de Recherches

Pays	Etendue	Réduction	Limite des superficies pouvant être accordées à une même personne
Angleterre	entre 8 milles carrés et 200 milles carrés (2672 ha à 51.800 ha)		
Allemagne	Illimitée		
Argentine	10.000 ha		50.000 ha
Brésil	10.000 ha		
Canada (Alberta	768 ha		
(Québec	512 ha		
Colombie	entre 5.000 et 200.000 ha		200.000 ha LLANOS 50.000 ha ailleurs
Cuba	32.000 ha		300.000 ha
Egypte	10.000 ha		
Etats-Unis (Terres publiques)	2.500 acres (1.000 ha env.)		3 soit 3.000 ha
France	Illimitée	possible de 1/2	
Guyane Britannique	entre 8 milles carrés et 200 milles carrés (2672 ha à 51.800 ha)		
Indes Néerlandaises	Illimitée		
Italie	2.000 ha		
Maroc	1.600 ha		25.000 ha
Nouvelle-Zélande	200 milles carrés (51.800 ha)		
Pérou s/la côte	60.000 ha		
dans la Sierra	80.000 ha		
dans la Montana	120.000 ha		
Territoires français d'O.M.			
Permis Généraux A	Illimitée		
Permis Généraux B	40.000 ha		
Tunisie	400 ha	80%, 64% et 50% régime spécial	
Trinidad	1.500 acres (607 ha)		
Vénézuëla	10.000 ha		

La législation marocaine, afin d'empêcher précisément ce moyen de jouer, stipule qu'aucune Société ne peut détenir directement ou indirectement la majorité des intérêts dans plusieurs permis de recherches d'une étendue supérieure à 25.000 hectares sans en avoir obtenu l'autorisation par Dahir.

Cependant quelques Etats, en vue de permettre l'exécution de travaux sur une vaste échelle, n'ont prévu aucune limitation à la superficie initiale des permis : c'est le cas notamment de l'ALLEMAGNE et de la FRANCE. Il importe de remarquer qu'en ce domaine les conceptions françaises sont les mieux adaptées aux recherches de pétrole; c'est l'oeuvre de la loi du 4 Février 1943 en ce qui concerne la Métropole; dans les territoires de la FRANCE d'Outre-Mer, la surface n'est pas limitée pour les permis généraux A.

Réduction des superficies -

Répondant à un ordre différent de préoccupations, quelques Etats autorisant des surfaces étendues et de longues durées de validité réduisent la superficie initiale des permis, le plus souvent à l'occasion de renouvellements afin d'obliger l'explorateur à opérer une sélection parmi ses champs de recherches et à ne pas stériliser des surfaces initialement étendues; ces réductions sont, selon les pays, facultatives ou obligatoires, opérées par l'autorité publique ou par le bénéficiaire du permis.

En FRANCE, l'article 10 bis de la loi du 21 Avril 1810 dispose que le décret accordant la prolongation du permis pourra, sur l'avis conforme du Conseil Général des Mines, réduire la superficie du permis initial jusqu'à la moitié de sa valeur précédente, le périmètre subsistant devant englober tous les sondages productifs.

En TUNISIE ces réductions ont un caractère obligatoire et résultent de deux causes différentes jouant d'une façon automatique : en premier lieu, dans le cas où une partie de la dépense minima à effectuer a été seulement engagée pendant la période correspondante, le renouvellement porte sur une surface réduite en proportion de l'effort fourni et déterminée selon les règles de l'art, compte tenu des résultats obtenus; en second lieu, sous le régime spécial du décret du 13 Décembre 1948, la superficie (généralement très étendue) sur laquelle porte le permis est réduite automatiquement à chaque renouvellement et successivement à raison de 80 %, 64 % et 50 % de la superficie initiale selon les propositions du titulaire du permis. Un autre procédé jouant d'une manière indirecte, est fréquemment employé : il consiste à frapper la superficie du permis par des taxes à l'hectare dont le montant augmente avec la durée du titre; ce mécanisme sera étudié à l'occasion de l'examen des obligations fiscales.

Enfin, certaines législations édictent des dispositions concernant la forme des périmètres des titres de recherches : dans ce cas la forme est généralement rectangulaire, les dimensions varient dans les rapports de 2 à 10; le carré est adopté, mais comme permis élémentaires, au MAROC et en TUNISIE.

Les conditions déterminant les superficies des permis de recherches ont des conséquences essentielles sur la conduite et le succès des travaux, les surfaces doivent être adaptées aux moyens techniques et financiers dont dispose le permissionnaire et que seul peut apprécier l'Etat, aussi des dispositions législatives libérales en ce domaine ne peuvent que favoriser l'issue des recherches : sur ce point la conception française répond le mieux à cette préoccupation.

3° - Droits des permissionnaires à l'intérieur du périmètre de leurs permis -

Les droits que possèdent les permissionnaires à l'intérieur du périmètre de leurs permis sont sensiblement analogues dans les divers pays.

Droit exclusif de recherches -

En premier lieu, ils possèdent le droit exclusif de procéder à des travaux de recherches d'hydrocarbures dans la zone qui leur est accordée; en ARGENTINE, il est même prévu que bénéficient aux permissionnaires toutes découvertes faites par des tiers pendant la validité de leur titre. Ce droit exclusif les protège contre la concurrence éventuelle d'autres prospecteurs et leur permet, en cas de succès, de se prévaloir seuls des découvertes effectuées et d'en tirer seuls les conséquences pour les recherches ultérieures. Ils ont, bien entendu, la possibilité d'utiliser toutes méthodes géologiques et géophysiques à leur convenance et de procéder à des forages d'exploration.

Occupation et expropriation -

En second lieu, ils disposent du droit d'effectuer leurs travaux sur les terres qui ne leur appartiennent pas et peuvent sous certaines conditions, obliger les propriétaires à consentir à leur exécution. Le plus souvent, l'entente amiable doit être d'abord tentée, et ce n'est qu'en cas d'échec, qu'une procédure, destinée à constater l'utilité générale des travaux, est entamée; elle aboutit soit à l'occupation temporaire de la parcelle affectée, soit à son expropriation au profit des permissionnaires lorsque l'occupation doit être de longue durée, or dans le cas où les travaux rendraient celle-ci impropre à la culture ou à son usage primitif; une indemnité équitable, soit pour privation temporaire de jouissance, soit pour expropriation est fixée, le plus souvent, par les tribunaux ou les jurys d'expropriation; le propriétaire peut exiger le versement d'une caution. Par ailleurs, les explorateurs sont tenus de réparer les dommages qu'ils pourraient causer aux tiers et parfois de déposer à cet effet, une certaine somme d'argent en cautionnement.

Le plus souvent pour des raisons pratiques, certains terrains ne peuvent faire l'objet de travaux, il s'agit des voies publiques, jardins ou 'espaces clos' attenants à des habitations ou se trouvant dans un certain rayon de celles-ci; dans d'autres cas, notamment pour des raisons militaires, il est nécessaire d'obtenir une autorisation spéciale pour procéder à des recherches dans des régions présentant un intérêt stratégique, comme les zones frontalières.

Ces travaux comprennent également toutes installations nécessaires à la poursuite des opérations : tels l'édification de construction, l'établissement de moyens de communications; dans les pays où l'infrastructure est inexistante, les concessionnaires disposent de droits encore plus étendus, le plus souvent définis dans des concessions englobant la recherche et l'exploitation, qui seront examinées dans le chapitre consacré à l'exploitation.

Les concessionnaires peuvent également user de l'eau et extraire des matériaux sur place, des servitudes sont instituées à cet effet sur les fonds occupés.

Tous ces droits débordent parfois le périmètre institué et permettent aux concessionnaires d'exécuter certains travaux utiles à l'entreprise surtout dans les régions où l'infrastructure est très réduite.

Disposition des produits extraits -

Enfin, les titulaires de droits de recherches peuvent en général disposer des produits extraits en cas de découverte et dans l'attente de l'attribution des droits d'exploitation. Dans quelques pays néanmoins la portée de cette faculté est atténuée par la crainte qu'elle ne dégénère en une véritable exploitation; alors qu'en FRANCE, au MAROC ou en EGYPTES c'est un droit absolu pour le titulaire d'un permis en ITALIE, par exemple, une autorisation administrative est nécessaire.

Tous ces privilèges et prérogatives destinés à faciliter l'exécution des travaux s'accompagnent en contre partie d'obligations permettant aux Etats d'orienter les recherches dans l'intérêt national.

Paragraphe III - Obligations imposées aux concessionnaires dans l'intérêt national -

Ces obligations s'appliquent, en premier lieu, à la conduite des travaux de recherches que les Etats ont intérêt à voir effectuer selon les méthodes les plus rationnelles et les mieux adaptées à la découverte rapide de pétrole. Par ailleurs, il appartient à la Puissance Publique de s'assurer des conditions de travail du personnel qui est appelé à effectuer des tâches souvent pénibles et non dénuées de danger. Enfin, l'activité des entreprises de recherches constitue

une matière imposable, source de revenus pour les Etats qui l'utilisent parfois, comme moyen d'intervention indirecte sur le cours des prospections.

1° - Surveillance de l'Etat -

En règle générale, les permissionnaires sont soumis à une surveillance plus ou moins étroite de l'Autorité concédante, qui s'exerce tout particulièrement sur la conduite générale des travaux de recherches. Elle revêt différentes formes depuis la simple communication de renseignements jusqu'aux autorisations préalables.

Renseignements et rapports -

Dans la plupart des pays, les titulaires de permis de recherches sont tenus de fournir aux autorités administratives un certain nombre de renseignements relatifs aux travaux effectués et consignés dans des rapports périodiques. Ils sont obligés également de communiquer des échantillons des roches des terrains traversés, notamment les carottes, et de tenir des archives géologiques qui contribuent à améliorer les connaissances sur le sous-sol du pays, parfois même de participer à l'établissement de cartes.

Contrôle sur place -

Les agents des services des mines disposent aussi du droit d'accès aux chantiers où ils exercent un contrôle sur place : à cet effet un certain nombre de documents, tels des registres de forages, doivent être tenus et leur être présentés afin de leur permettre de suivre l'avancement des travaux.

Déclarations préalables -

Des déclarations préalables à l'accomplissement de toutes opérations importantes sont aussi fréquemment exigées, afin de mettre à même les agents du service à assister à l'exécution de celles-ci; elles concernent, par exemple, le début et la fin des forages, les essais de production.

La réglementation française, telle qu'elle résulte des arrêtés préfectoraux pris en application de l'article 50 de la loi du 21 Avril 1810 et selon les instructions données en date du 11 Aout 1947 par le Ministre de l'Industrie et du Commerce, est particulièrement typique; il en est de même de la législation tunisienne où le cahier des charges type des concessions d'hydrocarbures, bénéficiant des dispositions du Décret Beylical du 13 Décembre 1948, constitue un modèle en la matière. Toutes ces dispositions ont pour but de donner à l'autorité concédante les moyens de s'assurer que les travaux sont sérieusement entrepris et surtout d'éviter que des découvertes soient faites à l'insu des pouvoirs publics pour être mises en portefeuille.

Contrôle a priori -

Dans certains pays le contrôle est plus strict et se traduit par la délivrance d'autorisations pour l'exécution d'opérations de première importance : au BRESIL, chaque forage doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Conseil National du Pétrole qui statue sur justifications techniques contrôlées. Au CANADA, le Directeur des Mines doit donner son assentiment à la suspension des travaux concernant un forage déterminé. Parfois, à ce contrôle se substitue une véritable direction des opérations. En ALLEMAGNE, l'Administration est dotée de pouvoirs très étendus et peut obliger l'explorateur à accomplir certains travaux ne touchant pas seulement à la sécurité mais aussi au programme même de l'ensemble des opérations.

Cette surveillance a aussi pour but de faire respecter les règlements de sécurité édictés par les pouvoirs publics dans l'intérêt des tiers, notamment en vue de la protection des eaux et de l'obturation des puits abandonnés.

Outre l'exercice de contrôles généraux, les autorités administratives de nombreux pays s'attachent à imposer aux permissionnaires des obligations d'ordre technique et social.

2° - Les obligations techniques : le minimum de travaux -

Quelques rares Etats n'obligent pas les titulaires de droits de recherches à effectuer des travaux déterminés : ainsi en est-il au VENEZUELA où les concessionnaires ne sont tenus, par la Puissance Publique, de l'exécution d'aucune obligation touchant à des opérations particulières, et cependant le régime minier des hydrocarbures institué dans ce pays est considéré comme susceptible d'assurer le développement harmonieux de la prospection grâce précisément à la grande liberté qui est laissée aux explorateurs, mais cette latitude s'accompagne de taxes élevées et d'une courte période d'exploration qui incitent les titulaires de droits de recherches à accélérer la cadence de leurs travaux s'ils veulent se livrer à l'exploitation; de plus, ces conditions ne sont possibles que dans les régions où la richesse pétrolière diminue le risque normalement attaché aux opérations de prospection.

Aussi les législations de la plupart des Etats prescrivent-elles des obligations précises en matière de recherches de pétrole.

Début des travaux -

En premier lieu, il est imposé un certain délai pour commencer les travaux, délai qui varie de 30 jours au PEROU à 9 mois en ARABIE SAOUDITE et qui court à partir de la date de la délivrance du titre; ces travaux doivent être, bien entendu, poursuivis avec diligence et ne

souffrir aucune interruption notable; une suspension de plus de 30 jours est considérée comme un abandon et parfois peut entraîner la déchéance du titre comme en EGYPTÉ.

Minimum de travaux -

En second lieu, en vue d'obliger le permissionnaire à effectuer des recherches sérieuses, l'autorité concédante intervient pour approuver le programme des travaux qui souvent doit s'accompagner d'obligations réglementairement définies.

Dans les pays anglo-saxons, notamment en ANGLETERRE et en GUYANE BRITANNIQUE, les Autorités Publiques se contentent d'approuver le programme des travaux, se réservant ainsi toute liberté d'imposer telles ou telles opérations à leur convenance. Mais, en général les obligations particulières sont prévues à l'avance.

Celles-ci revêtent diverses modalités et reposent sur des critères techniques ou financiers.

Forages -

Un certain nombre de législations marquent leur préférence pour le critère du forage : elles imposent, en premier lieu, un nombre déterminé de mètres à forer au cours d'une période fixe, ce nombre variant en fonction des années. Ainsi, au PEROU, l'INTERNATIONAL PETROLEUM C° Ltd est-elle tenue de forer successivement au cours de la seconde année 5.000 pieds (1.500 m.), de la troisième 10.000 pieds (3.000 m.), de la quatrième 17.500 pieds (5.000 m) et de la cinquième et des années suivantes 25.000 pieds (7.500 m.). En SICILE, les permissionnaires doivent creuser un puits de 1.500 m. au cours des trois ans de validité du titre de recherches.

Parfois, sans référence à une profondeur arrêtée à l'avance, il est prescrit la mise en service d'un ou de plusieurs appareils de forage : en ALLEMAGNE, les permissionnaires doivent entretenir au moins une sonde pendant toute la durée du permis; au PEROU, a été institué un système combinant les modalités ci-dessus exposées; il est prévu qu'un équipement complet de forage devra être en pleine activité par lot de 12.000 ha à l'expiration de la période initiale du permis et qu'avant la fin de la première période de prorogation deux installations de forage seront en service et auront foré au moins 1.000 mètres par lot de 12.000 ha.

Investissements -

Dans d'autres pays, un critère différent a été adopté pour préciser les obligations techniques des titulaires de droits de recherches : il s'agit de l'importance des investissements à réaliser au cours de périodes déterminées, en général en liaison avec des programmes de travaux.

Dans cet ordre d'idées, au MOZAMBIQUE, la GULF OIL Cy est tenue, aux termes de son contrat de concession avec le Gouvernement portugais, conclu en 1948, d'investir au moins 40.000 \$ au cours de la première année et 140.000 \$ pendant chacune des années suivantes, soit au total 600.000 \$, selon un programme approuvé; de plus, afin d'inciter le concessionnaire à exécuter ses obligations financières, celui-ci est tenu de verser un cautionnement de 80.000 \$ qui lui sera restitué en tout ou en partie selon qu'il procèdera aux investissements exigés.

En FRANCE et en TUNISIE, un procédé sensiblement analogue est prescrit : le permissionnaire doit s'engager envers l'autorité concédante à exécuter un programme minimum de travaux et à effectuer, à cet effet, un effort financier minimum : tandis que le programme peut subir des modifications en cours d'exécution, le montant de l'effort financier est définitivement fixé pour les périodes successives de validité des permis; souvent la référence au coût d'un forage à une profondeur déterminée, 2.000 mètres par exemple, est retenue.

Les Sociétés actuellement titulaires de permis en TUNISIE sous le régime du Décret du 13 Décembre 1948, se sont engagées à consentir un effort financier de l'ordre du milliard de francs pour chaque période de validité; en vue de rattacher ce minimum de dépenses à un ordre de grandeur fixe de travaux, celui-ci est représenté par une somme d'argent proportionnelle à des indices de prix suivant des modalités qu'il appartient à l'autorité concédante de déterminer.

Enfin, sans imposer directement un effort financier, la législation de l'Equateur oblige le concessionnaire à déposer un cautionnement de un million de sucres (environ 23 millions de francs) qui ne lui sera remboursé que lorsque les dépenses de recherches auront atteint ce montant.

Le LIBAN, adoptant les deux systèmes, donne au permissionnaire à choisir entre un forage de 1.000 m. ou l'exécution de travaux de prospection d'un coût équivalent. La Province de QUEBEC au CANADA combine le système de l'investissement avec un temps minimum de travail, soit 25 journées de 8 heures pour 40 acres (16 ha) et un dollar par acre (40 acres).

Sanctions -

L'inexécution de ces obligations comporte diverses sanctions dans le cas où un cautionnement est exigé comme en COLOMBIE, celui-ci est confisqué; une amende est parfois prononcée comme au MOZAMBIQUE où elle pourrait atteindre 8.000 \$ pour la GULF OIL Cy; la déchéance peut aussi intervenir comme au PEROU, en ALLEMAGNE ou en ANGLETERRE; enfin, ainsi qu'il a été indiqué précédemment, cette inexécution peut entraîner le non renouvellement du permis prévu par les législations de l'ARGENTINE et du CANADA, ou encore une réduction proportionnelle de la superficie du permis renouvelé, comme en TUNISIE.

Des minimums de travaux sont également prescrits par certains Etats pendant la période d'exploitation en vue de permettre une reconnaissance plus complète du gisement : en FRANCE, un minimum annuel de travaux figure dans le cahier des charges des concessions; en COLOMBIE un million de \$ doit être dépensé à cet effet et à CUBA 1.200 mètres par 8.000 ha sont obligatoirement forés au cours des cinq premières années de la concession.

Ces prescriptions permettent aux Etats d'agir efficacement sur la cadence des travaux de recherches; il semble que le système le mieux adapté à la nature de ceux-ci soit celui qui donne à l'autorité concédente le pouvoir de fixer, d'un commun accord avec le pétitionnaire avant l'octroi du permis, le programme des travaux à effectuer sans être tenu d'observer une condition réglementaire d'ordre technique ou financier; en ce domaine les législations françaises et tunisiennes semblent répondre à ces considérations.

Enfin, à ces obligations techniques se rattachent les clauses des permis imposant l'utilisation de matériels d'origine nationale; en TUNISIE, le cahier des charges type des permis bénéficiant des dispositions spéciales du Décret Beylical du 13 Décembre 1948, prévoit que le titulaire devra utiliser, dans la plus large mesure compatible avec la bonne marche de ses travaux, et pour autant que les prix, qualités et délais de livraison demeureront comparables, du matériel ou des matières premières produites en FRANCE ou en TUNISIE ainsi que les services d'entreprises ou sous-traitants de nationalité française ou tunisienne, ou ressortissant d'un pays de protectorat ou d'un territoire sous tutelle. De telles clauses sont d'une application souvent difficile en raison de la haute technique du matériel employé qui n'est, dans la plupart des cas, produit que par les industries d'un nombre restreint de pays.

3° - Obligations sociales -

L'intérêt national exige également que le personnel des entreprises de recherches jouisse d'une certaine protection en même temps que d'avantages résultant des conditions pénibles et parfois dangereuses des travaux à exécuter.

Sécurité et Hygiène -

Usant de leurs pouvoirs de police, les Etats réglementent les conditions d'hygiène et de sécurité que doivent respecter les exploitateurs à l'égard de leur personnel. Des Etats comme l'ARGENTINE imposent aux entrepreneurs l'obligation d'assurer les ouvriers contre les risques inhérents aux travaux. Un véritable statut du personnel est parfois édicté, comme en FRANCE où le statut du mineur s'étend au personnel des recherches d'hydrocarbures.

Main-d'oeuvre nationale -

Dans certains pays des mesures sont prises pour assurer le recrutement et la formation d'une main-d'oeuvre nationale. En TUNISIE, les explorateurs bénéficiaires des dispositions spéciales du Décret Beylical du 13 Décembre 1948, doivent utiliser, dans la plus large mesure compatible avec la bonne marche de leurs travaux, du personnel ingénieur, administratif, de maîtrise ou ouvrier qui soit ressortissant d'un pays de l'Union Française; ils s'engagent également à faciliter la formation du personnel technique et de la main-d'oeuvre spécialisée en matière de recherches d'hydrocarbures et à cette fin à organiser des cours et des stages dans des centres de formation professionnelle correspondant aux diverses techniques qu'ils mettront en oeuvre sur leurs chantiers. D'autres Etats fixent des pourcentages d'emploi de main-d'oeuvre nationale aux INDES NÉERLANDAISES, 75 % du personnel doit être de nationalité néerlandaise; à CUBA, 15 % seulement du personnel spécialisé peut être recruté parmi les étrangers. De telles obligations n'ont souvent que la portée de déclarations de principes car l'industrie de la recherche exige des spécialistes éprouvés qui ne se trouvent que dans quelques pays très évolués sur le plan technique; néanmoins, elles marquent une tendance de nombreux pays à s'affranchir le plus possible de l'étranger et à organiser une industrie nationale du pétrole.

Cette tendance se manifeste même chez des Etats à peu près dépourvus d'industries tels les Pays du MOYEN-ORIENT où les concessionnaires sont tenus d'employer des citoyens de l'Etat ou d'autres Etats Arabes dans toute la mesure du possible et d'organiser l'apprentissage et l'instruction du personnel; ils sont même souvent obligés d'accorder des bourses à des étudiants Arabes en vue de permettre leur formation à l'étranger et les mettre ainsi en mesure d'occuper des emplois de direction dans les compagnies. Ils doivent ne faire aucune discrimination en ce qui concerne le logement, le salaire, les indemnités et les divertissements entre ouvriers étrangers et arabes de même catégorie, assurer gratuitement les soins médicaux, et, à cet effet, édifier les dispensaires et les hôpitaux nécessaires. Des obligations aussi étendues sont motivées par une absence à peu près complète d'infrastructure, elles ont pour conséquence l'élévation certaine du niveau de vie des populations.

En général, les recherches d'hydrocarbures sont pour un pays une source de profits, même avant la découverte de pétrole, en raison des salaires distribués aux nationaux et des activités industrielle et commerciale auxquelles elles donnent lieu. De plus elles constituent une matière imposable nouvelle pour le fisc.

4° - Obligations fiscales -

Les Entreprises de recherches d'hydrocarbures sont souvent soumises à un régime fiscal de faveur institué en vue d'encourager les travaux de prospection et, par voie de conséquence, la découverte de gisements d'hydrocarbures; les diverses modalités de ces régimes seront étudiées dans le paragraphe suivant consacré aux avantages accordés par les Etats aux explorateurs de pétrole.

Néanmoins les permissionnaires sont assujettis à des taxes ayant un but nettement fiscal dont l'application traduit souvent de la part des Etats le désir de donner une certaine orientation aux travaux des redevables.

Droits d'enregistrement -

Une première catégorie de taxes est constituée par les droits d'enregistrement qui frappent l'octroi ainsi que le renouvellement des titres de recherches : dans la plupart des pays ce sont des droits fixes, en ANGLETERRE ils atteignent 20 £ par permis; rarement ils sont proportionnels à la superficie, c'est le cas cependant au BRESIL où ils sont assis sur la surface accordée à raison de 0,5 milreis avec un minimum de perception de 100 milreis.

Taxes superficielles -

Une deuxième catégorie de taxes frappe la superficie octroyée. En FRANCE cependant aucune redevance superficielle n'est plus levée : elles ont été supprimées par le Décret du 9 Décembre 1948 portant réforme fiscale en vue de donner un encouragement à la recherche par l'allègement des charges pesant sur les explorateurs.

Ces dernières taxes revêtent des modalités diverses (voir Tableau III). Tantôt elles sont perçues annuellement, tantôt elles ne sont levées qu'une seule fois, au cours de la période de validité du titre, comme en ITALIE où elle est fixée à 2 livres par ha; en GUYANE BRITANNIQUE, la taxe superficielle est de 2 \$ par mille carré pour la période initiale et de 4 \$ pour chaque prolongation, avec minimum de perception respectif de 50 \$ et de 100 \$. Dans d'autres pays, la taxe est levée annuellement comme en ARGENTINE où elle s'élève à 1 peso par ha (1 fr. environ) et au VENEZUELA où elle atteint 2 bolivars par ha (20 frs. environ). Enfin aux INDES NEERLANDAISES les deux systèmes sont appliqués simultanément : une taxe de 50 florins est perçue une seule fois par 10.000 ha et une autre taxe de 0,075 florin est levée annuellement par ha.

Dans certains Etats, la taxe superficielle est progressive. Les unes augmentent en fonction des années : en ANGLETERRE, elle est de 5/ par mille carré pendant les trois premières années et de 10/ pour les années suivantes. En COLOMBIE, elle varie de 0,10 peso (18 fr.) par ha pour les deux premières années jusqu'à 2 pesos (360 fr.) pour la 9ème année, date d'expiration du titre après les 2 renouvellements. (Voir Tableau III bis). En EGYPTE, la taxe est d'abord fixe, puis proportionnelle : elle s'élève à 10 £ Egyptiennes pour la première année, puis à 100 £ pour la seconde année et, enfin, à 25 £ par an et par 100 ha. Au TRINIDAD elle augmente progressivement par tranche : une taxe annuelle de 100 £ est perçue sur la superficie comprise entre 500 acres (200 ha) et 1.000 acres (400 ha) alors qu'une taxe annuelle de 1.250 £ frappe la portion de surface comprise entre 50.000 acres (20.000 ha) et 100.000 acres (40.000 ha). (Voir tableau III bis).

TABIEAU III

Quelques taxes superficielles applicables aux titres de recherches

Pays	par semestre	en une fois	Par hectare par an	Par square mille par an
Argentine			1 peso	
Bolivie			3 centavos	
Angleterre				5/ pour les 3 premières années
				10/ pour les suivantes
Canada (Alberta)			5 cents pour la 1ère an.	
			1 \$ pour les suivantes	
Cuba			15 centavos de peso	
Equateur			30 sucres par 4 ha	
Espagne			4 pesetas	
Guyane Britannique		2 \$ par square mile pendant la période initiale:		
		et 4 \$ pendant la prolongation		
Italie		2 lires		
Indes Néerlandaises		50 Florins pour 1.000 ha	0,025 florins:	
Nouvelle Zélande				5/ (par semestre)
Pérou s/la côte	1 sol			
	par 4 ha:			
dans la Sierra	40 centavos			
dans la Montana	20 "			
Vénézuëla			2 bolivars	
Maroc		5.000 frs pour 1.600 ha		
		6.000 frs pour 1.600 ha		
		à chaque renouvellement et réduction possible		
Tunisie		1.000 frs pour 400 ha.		
		2.000 frs pour 400 ha		
		à chaque renouvellement.		

Le montant des taxes est parfois fixé selon les régions pour tenir compte des ordres différents de difficultés rencontrées et pour encourager la prospection de pays éloignés : au PEROU, la taxe superficielle est par ha de un sol (22 frs environ) sur la côte, de 40 centavos dans la Sierra et de 20 centavos dans la Montana et est levé tous les semestres.

Les procédés de détermination de ces taxes résultent souvent de la conciliation des besoins du Trésor avec les impératifs de la politique des recherches. La fixation d'un montant élevé de la taxe superficielle incite l'explorateur à ne travailler que sur de faibles superficies : c'est le cas de pays riches en pétrole comme le VENEZUELA où l'intérêt national commande plutôt la prospection de superficies réduites pour éviter l'accaparement du sol par de puissantes Compagnies. Par ailleurs, la progression du taux oblige l'explorateur, après avoir porté ces efforts sur de vastes surfaces, à continuer ses travaux à mesure que s'écoulent les années et ainsi à accélérer leur cadence pour opérer avec le moindre risque d'erreurs la sélection des terrains jugés les plus intéressants : c'est encore le cas de pays bien pourvus en pétrole comme la COLOMBIE. Ce dernier procédé est plus souple que celui qui consiste à réduire automatiquement la superficie à l'occasion du renouvellement des titres, mais il est d'une efficacité moins certaine car des Sociétés disposant d'importants moyens financiers n'hésiteraient pas à acquitter des taxes élevées pour conserver des droits sur de vastes territoires avec le désir de les mettre en réserve pour les soustraire aux recherches d'autres prospecteurs et ceci contrairement à l'intérêt national.

Dans les pays Arabes, il est prévu également des taxes élevées pour inciter les concessionnaires à découvrir des gisements : ainsi aux termes de la convention passée par l'ARAMCO avec l'ARABIE SAOUDITE, il est prévu qu'une taxe de 5.000 £ or sera perçue annuellement et que s'y ajoutera une taxe de 20.000 £ or tant que de l'huile n'aura pas été découverte en quantité commerciale.

Par ailleurs, l'exemption temporaire de taxe superficielle est, dans certains cas, un moyen d'inciter l'explorateur à effectuer des travaux : ainsi, en ESPAGNE, la taxe annuelle de 4 pesetas par ha peut faire l'objet d'une exonération pendant une durée qui n'excède pas 6 ans, au profit des permissionnaires qui ont exécuté un montant de travaux au moins égal à 500.000 pesetas; cette disposition résulte du Décret du 1er Décembre 1922.

Le produit de ces taxes est versé le plus souvent directement au Trésor sans recevoir d'affectation spéciale; à CUBA, cependant, il est remis au Fonds Spécial des Mines, qui l'affecte à raison de 75 % pour le développement de l'Industrie minière et de 25 % pour les travaux du cadastre national.

TABLEAU III Bis

<u>1° - TRINIDAD</u>				
500	à	1.000 acres (1)	100	par an
1.000	à	2.000 "	150	"
2.000	à	3.000 "	200	"
3.000	à	5.000 "	250	"
5.000	à	7.000 "	320	"
7.000	à	10.000 "	400	"
10.000	à	14.000 "	550	"
14.000	à	20.000 "	700	"
20.000	à	30.000 "	900	"
30.000	à	50.000 "	1000	"
50.000	à	100.000 "	1250	"
(1) un acre vaut 0,405 hectare				
<u>2° - EGYPTE</u>				
1ère année		10	£	Egyptiennes
2ème année		100	£	"
Pour les années suivantes		25	£	par 100 ha
<u>3° - COLOMBIE</u>				
Pendant les 2 premières années		0,10	peso	par ha
" la 3ème année		0,20	"	par an
" la 4ème année		0,30	"	
" la 5ème année		0,40	"	
" la 6ème année		0,50	"	(1)
" la 7ème année		1	peso	
" la 8ème année		1,50	peso	
" la 9ème année (2)		2	pesos	
(1) Limité à 0,50 peso pour les années suivantes dans les LLANOS situées à plus de 1.000 kms de la mer.				
(2) La durée totale du titre est de 9 ans.				
NOTA - Par un Décret de 1949, ces taxes exprimées en \$ varieraient de 5 cents à 1,53 \$				

Des impôts sont parfois institués pour des objets n'ayant que de lointains rapports avec les recherches d'hydrocarbures, ainsi au PEROU, en vertu d'une loi du 16 Juin 1927, le produit d'un impôt était-il destiné à la construction d'un musée et aux travaux d'embellissement d'un parc, étant entendu que l'impôt de gestion ne serait plus levé le jour où le montant des dépenses engagées à cet effet serait couvert.

Redevances sur les produits extraits -

Enfin, en cas d'exploitation provisoire, s'appliquent souvent les redevances frappant la production pendant la période d'exploitation. Dans certains pays, en vue d'éviter que, sous le couvert d'un titre de recherches, s'instaure une véritable exploitation, celles-ci atteignent un montant beaucoup plus élevé : c'est le cas en ARGENTINE où une redevance de 25 % frappe les produits extraits pendant la période des recherches tant qu'une déclaration de découverte n'a pas été effectuée alors que la redevance n'est que de 12 % et même abaissée à 8 % pendant l'exploitation.

Toutes ces taxes constituent un appoint appréciable pour le Trésor; certains Etats cependant n'hésitent pas à se priver des profits importants qu'ils pourraient retirer de l'activité des entreprises de recherches de pétrole et ceci en vue de favoriser la découverte de gisements dont la mise en valeur contribuera au développement économique du pays et, par suite, à accroître le rendement des impôts. Une telle mesure constitue l'un des aspects de la politique d'encouragements des recherches.

Paragraphe IV - Avantages accordés par les Etats aux explorateurs d'hydrocarbures.

Ces avantages sont de deux natures : les uns d'ordre fiscal, sont destinés à favoriser les investissements dans les recherches de pétrole par des exemptions ou des réductions d'impôts, les autres consistent dans l'assurance donnée par l'autorité concédante aux titulaires des droits de recherches qu'ils bénéficieront dans des conditions déterminées de l'exploitation des gisements qu'ils auront découverts.

1° - Avantages fiscaux -

Ces mesures de faveur prises par les Etats en ce domaine ont pour objet d'encourager le placement de capitaux dans les entreprises de recherches.

A - Exemption d'impôts généraux et de droits de douane -

Un premier groupe de dispositions concerne les impôts et les taxes qui frappent l'activité des recherches comme toute autre branche industrielle et commerciale : pour permettre un lancement rapide des travaux, certains pays accordent à titre temporaire des exemptions fiscales qui sont d'ailleurs applicables à d'autres industries : en BOLIVIE

Les entreprises de recherches sont exonérées de la patente pendant les deux premières années; en TUNISIE, des lettres d'établissement les font jouir de cette faveur pendant dix ans, ainsi que d'autres avantages, telle l'exonération des droits de douane sur le matériel importé. Cette dernière mesure est très fréquemment appliquée dans les pays qui sont obligés d'acheter leur matériel à l'étranger : ainsi, au MOZAMBIQUE, au BRESIL et en ITALIE, l'exemption des droits de douane est automatique; elle constitue une faculté pour le Gouvernement au VENEZUELA. Au PEROU, le matériel importé de l'étranger bénéficie d'une réduction de 50 % des droits.

Garanties relatives au taux des impôts.

Dans un autre ordre d'idées et en vue de donner confiance à l'explo- rateur dès son installation dans le pays, l'autorité concédante s'engage par- fois à ne pas modifier, pendant la période de validité des permis, les impôts auxquels sont assujettis les titulaires de droits de recherches au moment de l'octroi de leurs titres : il en est ainsi au VENEZUELA et en TUNISIE. Il est possible cependant de faire des réserves sur la valeur juridique d'une telle garantie puisqu'elle dépend du fait du législateur; néanmoins, en cas de viola- tion de cet engagement par l'Etat, la responsabilité contractuelle de la puis- sance publique pourrait être mise en jeu.

B. Exonération d'impôts sur le revenu.

Un second groupe de dispositions s'insère dans une politique audacieu- se pratiquée par un petit nombre de pays à la tête desquels se trouvent les Etats-Unis. Il convient de porter une attention particulière à cette politique qui est propre à l'industrie pétrolière : son étude se justifie dans le cadre d'un examen des interventions de l'Etat en matière de recherches; bien qu'elle n'intéresse que les entreprises parvenues au stade de l'exploitation, elle a, en effet avant tout, pour objet de faciliter la poursuite des prospections. Cette politique se traduit par trois séries d'exonérations fiscales : l'une por- te sur les investissements effectués dans les recherches de pétrole, l'autre sur les bénéfices retirés de l'exploitation des gisements, la troisième sur une par- tie des bénéfices provenant de la vente des propriétés pétrolières.

a. - L'exonération fiscale des investissements relatifs aux recherches de pétrole.

Les investissements nécessités par les forages de recherches et de dé- veloppement peuvent être amortis dans l'année grâce aux déductions autorisées sur les revenus ou les bénéfices imposables des personnes possédant des intérêts dans les recherches pétrolières, la qualité d'actionnaire n'étant pas suffisante pour bénéficier de ces dispositions.

Cette déduction immédiate peut porter, soit sur les revenus provenant de l'exploitation des gisements découverts, soit sur n'importe quel revenu dont disposerait le pétrolier. Elle équivaut à une détaxation des revenus, pétroliers ou non, investis dans les recherches d'hydrocarbures.

L'amortissement rendu possible par cette déduction concerne les " In- tangible Drilling and Development Costs ", c'est-à-dire les éléments corporels irrécupérables et les éléments incorporels ou encore tout ce qui n'est pas du matériel ayant une valeur de réalisation en cas d'arrêt de l'exploitation. Ces

amortissements représentent environ 90 % de ceux effectués dans les recherches de pétrole et concernent notamment tous les frais de géologie et de géophysique et toutes les dépenses de forage y compris l'amortissement du matériel, tels que les tubages qu'il n'est jamais certain de récupérer et qu'il est souvent plus avantageux de laisser sur place en raison de leur état après la sortie du trou, les pipe-lines de chantiers, les routes, les frais de pose des lignes électriques particulières à la sonde, les frais d'achat ou d'occupation des terrains, etc... Il n'y a pratiquement que le matériel d'exploitation de surface qui est sûrement récupérable, comme les têtes d'éruption ou les séparateurs, qui sont amortis d'après les règles normales basées sur la durée d'usage de ce matériel.

Cette exonération fiscale varie, selon les cas, de 40 % (taux d'imposition des Sociétés américaines) à 82 % (taux maximum frappant les tranches supérieures des revenus des particuliers).

Portant sur environ 90 % des investissements, ainsi qu'il a été dit plus haut, cette exonération équivaut en fait à une prise en charge indirecte par l'Etat d'une partie des investissements comprise entre 36 % et 74 % de ceux-ci. L'explorateur d'hydrocarbures ne risque donc réellement que 26 % à 64 % des investissements nécessaires, soit entre le quart et les 3/5 de ceux-ci.

En cas de découvertes, l'explorateur est assuré de récupérer, libre de taxe, la totalité (et au-delà) des investissements, autrement dit le revenu ou le bénéfice intégral dont il disposait initialement avant toute taxation.

En cas d'échec, l'explorateur pourra déduire de n'importe quel revenu, la part d'investissements qu'il n'aura pas eu le droit de déduire au titre des " Intangible Drilling and Development Costs " et qu'il n'aura pas encore amortie. Un échec se solde donc par une perte réelle comprise entre 60 % et 18 % des investissements engagés.

Pour bénéficier de ces dispositions, les personnes possédant des intérêts directs dans les recherches de pétrole, doivent, dès l'origine, faire savoir au Contrôle fiscal si elles désirent profiter de la déduction immédiate ou si elles préfèrent se conformer au système normal d'amortissement. Ces deux systèmes peuvent présenter des avantages respectifs selon les cas : il paraît normal qu'un explorateur débutant dans l'industrie du pétrole choisisse le système de la déduction immédiate qui lui assure le bénéfice de l'exonération d'une partie importante de ses investissements. Mais d'autres considérations peuvent intervenir dans le cas où un explorateur, déjà engagé dans l'exploitation, continue, en même temps, des recherches sur ses propriétés productives : dans ce cas, en effet, l'explorateur américain bénéficiera d'exonérations, portant non seulement sur ses investissements, mais encore sur une partie de ses bénéfices (voir infra la " Depletion Allowance "); cette dernière exonération ne pouvant porter sur plus de 50 % des bénéfices nets de l'entreprise, certains producteurs auront intérêt à pratiquer la méthode classique de l'amortissement.

b. - L'exonération fiscale des bénéfices réalisés par les producteurs de pétrole : la " Depletion Allowance ".

Cet avantage fiscal, que les Etats-Unis ont été les premiers à mettre

en vigueur, repose sur la nécessité pour une industrie extractive de constituer des provisions pour la reconstitution de ses gisements exploités. Dans toutes les industries, en effet, le prix d'achat des matières premières est une charge diminuant d'autant les bénéfices soumis à l'impôt; pour qu'une exploitation d'hydrocarbures ne soit pas désavantagée par rapport aux autres industries, il est indispensable qu'elle soit autorisée à déduire de ses bénéfices une certaine somme représentant l'épuisement de ses gisements, autrement dit le prix de la matière première, cette somme est appelée, aux Etats-Unis, " Depletion Allowance ".

La dépense qui doit être amortie au moyen de la " Depletion Allowance " comprend le coût d'acquisition, d'exploration et d'étude des terrains pétrolifères et de forage initial des puits. Comme dans l'industrie de la recherche, l'échec est plus fréquent que le succès, - 5 fois pour une - ainsi qu'il a été remarqué précédemment, lorsqu'un gisement sera finalement épuisé, le montant total des capitaux investis depuis l'origine des prospections ayant abouti à la découverte de ce gisement devra figurer comme une dépense venant dans le cours des années en déduction du produit des ventes du pétrole et comme tel être exonéré d'impôts.

La " Depletion Allowance " s'avère ainsi nécessaire pour égaliser les charges fiscales entre les différentes catégories d'industries. De plus, elle répond au besoin, pour un pays producteur de pétrole, de s'assurer, tandis que le rendement des puits en activité diminue, que de nouvelles recherches seront faites pour que d'autres puits remplacent ceux qui sont défaillants; elle favorise ainsi la constitution de réserves.

Une fois le principe posé, il s'agit de déterminer le montant de la " Depletion Allowance " en tenant compte, non seulement des dépenses engagées pour la découverte de pétrole dans les zones productrices, mais encore du coût des travaux effectués dans des régions qui se sont avérées stériles.

Des régimes ont été appliqués successivement, à cet effet, aux Etats-Unis.

Historique de la " Depletion ".

Ce dégrèvement trouve son origine dans les législations fiscales américaines de l'impôt sur le revenu qui accordaient au pétrolier le bénéfice d'une " reasonable Allowance " qui ne devait pas excéder 5 % de son chiffre d'affaires.

Le " Revenue Act " de 1913 remplaça la Depletion primitive par la " depletion based on cost ", en vue d'assurer au pétrolier une provision de renouvellement égale à l'investissement engagé par lui sur le champ pétrolifère. Pour le calcul de cette depletion, l'investissement total diminué des montants déjà récupérés sous forme d'amortissements ou de " depletion allowance " était divisé par le nombre de barils de réserves prouvées et le résultat ainsi trouvé était multiplié par le nombre de barils produits dans l'année. Cette depletion ainsi calculée reste actuellement encore acquise au pétrolier comme un minimum garanti.

Le " Revenue Act " de 1918, dans le but de stimuler la recherche pétrolière, substitua à la notion d'investissement celle de valeur commerciale de la découverte. Le pétrolier devait désormais estimer la valeur commerciale de sa découverte puis, pour le calcul de la depletion, diviser cette valeur par le nombre de barils de réserve et multiplier chaque année ce résultat par le nombre de barils produits. A l'épuisement du gisement, le pétrolier était censé avoir récupéré, en plus de ses amortissements, la valeur de sa découverte. Cette méthode donna lieu à divers excès et particulièrement grâce à des appréciations exagérées, permit de créer des pertes fictives qui absorbaient les bénéfices pétroliers et non pétroliers. C'est la raison pour laquelle il fut précisé, en 1921, que cette depletion ne pourrait pas dépasser par propriété 100 % du revenu imposable de la propriété. En 1924, cette limite fut ramenée à 50 % du revenu imposable. C'est l'origine de la limitation actuelle du montant de la depletion s'exprimant en un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé.

En 1926, le Congrès décida de remplacer le système jusque là en vigueur (depletion fondée sur la valeur de la découverte), par un système plus simple et qui serait sensiblement équivalent. Une enquête sur la valeur moyenne de la depletion basée sur la valeur de la découverte révéla que celle-ci équivalait à une exonération de 25 à 30 % du chiffre d'affaires. La Depletion fut fixée au chiffre intermédiaire de 27 1/2 % et la limite de 50 % du revenu imposable fut maintenue. Tel quel le système ne subit plus de changements.

Modalités actuelles de la Depletion.

Cette exonération fiscale est désignée sous la dénomination de " Percentage Depletion Allowance ". Elle est calculée séparément pour chaque propriété pétrolière et accorde à l'exploitant une franchise d'impôt sur le revenu portant sur un montant égal à 27,5 % (I) du chiffre d'affaires réalisé par celui-ci sur sa propriété, ce chiffre d'affaires ayant été préalablement diminué de certaines dépenses telles que royalty, paiement d'amodiation, versements à des tiers au titre de leur participation au chiffre d'affaires, car chacun des bénéficiaires jouit à son tour d'une exonération de 27,5 % sur la part qui lui revient ainsi.

L'exonération de 27,5 % du chiffre d'affaires ne devant jamais excéder 50 % du bénéfice imposable, l'exploitant ne jouit donc pleinement de la " Depletion Allowance " que si son bénéfice imposable représente 55 % de son chiffre d'affaires.

Cette " Depletion Allowance " est mieux adaptée aux facultés contributives des entreprises puisqu'elle dépend des bénéfices réalisés dans l'année, et pour la même raison, suivant d'année en année la valeur courante des produits, permet mieux d'évaluer les besoins futurs en capitaux pour les nouvelles recherches, surtout en période d'inflation. De plus, ce système assure au fisc des

(I) - Ce pourcentage est de 5 % pour les mines de charbon, 15 % pour la plupart des autres mines et 23 % pour les dépôts de soufre.

rentrées d'impôts pour toutes les années pendant lesquelles les opérations sont bénéficiaires; elle évite ainsi toute éventualité de reports de pertes.

A côté de la " Percentage Depletion Allowance ", existe toujours la " Depletion Allowance Computed Upon the Cost " précédemment en vigueur et dont le calcul fait intervenir le capital réellement investi sur la propriété et non encore amorti.

Cette " Depletion Allowance Computed Upon the Cost " constitue le minimum toujours garanti au pétrolier. Il peut s'en prévaloir si elle est plus forte que la " Depletion Allowance " calculée d'après le système des 27,5 %. Elle entre également dans le calcul de la perte (définie comme étant la différence entre le chiffre d'affaires d'une part et, d'autre part, la somme des frais d'exploitation, des amortissements, des déductions et de la " Depletion Allowance Computed Upon the Cost ".

Enfin, la " Depletion Allowance Computed Upon the Cost " a été adoptée de préférence à la " Percentage Allowance " par certains pays de l'Amérique du Sud; les législations fiscales qui prévoient dans ces Etats ce dégrèvement comportent une réserve selon laquelle l'Allowance ne peut dépasser 5 % du revenu net, ce qui en réduit singulièrement l'efficacité; en Colombie, un décret de 1949 a reporté cette limite à 20 %.

c. - L'exonération fiscale des bénéfices retirés de la vente des propriétés pétrolières.

Ce dernier avantage est propre à l'industrie de la recherche et de l'exploitation des gisements pétrolifères américains, car il suppose que le droit de mine présente les caractères d'un droit de propriété pouvant faire l'objet d'une vente. Par ailleurs, aux Etats-Unis, il n'existe pas de taxe de mutation et, en cas de vente de propriété, le contribuable est taxé sur le revenu que représente la plus-value du prix de vente de sa propriété par rapport à son prix d'achat, augmenté des dépenses faites sur la propriété, mais diminué des amortissements.

Dans le cas de l'explorateur qui a découvert un gisement, cette plus-value est considérable; normalement elle serait soumise au barème de la taxe et de la surtaxe. En fait, une exonération fiscale particulière prévoit qu'en cas de vente des droits concernant la recherche et l'exploitation de gisements pétrolifères, la part de l'impôt assis sur cette plus-value ne pourra excéder 30 % du prix de vente.

Comme le prix de vente représente presque intégralement la plus-value (le prix d'achat de la propriété avant toute découverte de pétrole étant minime en regard de la valeur de la propriété après découverte), cette exonération équivaut à une aide fiscale dont la valeur se situe selon les cas entre 10 % et 47 % du prix de vente.

En effet, d'après les calculs ci-après :

I) Un individu, dont le revenu total taxable est de I 000

Sur ce total, le montant taxable provenant de la vente
du droit est de 100

L'impôt (taxe et surtaxe) sur l'ensemble des tranches ne peut
dépasser 77 %, soit donc 770

La part de la taxe attribuable à la vente de la propriété
est donc de 1/10 de 770, soit 77

(En admettant que :

- le prix de vente représente intégralement la plus-value 100,
- la propriété ayant eu avant la découverte une valeur minime et tous les investissements ayant été amortis)

La taxe ne doit pas dépasser 30

La réduction autorisée est donc de 77 - 30 47

En fait, si le revenu de la vente a constitué la tranche supérieure des revenus du pétrolier, celui-ci aura payé $82\% - 47\% = 35\%$. Il aura récupéré 65 % de la plus-value de la propriété. L'aide fiscale dans ce cas s'élève à 47 % de la valeur de la plus-value.

2) Une société :

- Revenu total taxable	I 000
- Part provenant de la vente de la propriété	100
- Impôt	400
- Part attribuable à la vente de la propriété (1/10 de 400) ...	40
- Maximum	30

- Réduction de 40 - 30 10

La Société aura récupéré 70 % de la plus-value de la propriété. L'aide fiscale s'élève, dans ce cas, à 10 % de la valeur de la plus-value.

En conclusion, les exploitants américains de gisements pétrolifères bénéficient de très larges avantages fiscaux.

Si le pétrolier reste dans l'industrie pétrolière, il jouit, d'une part, d'une exonération des investissements qui lui permet de ne risquer réellement qu'entre $1/4$ et $3/5$ de l'investissement, et, d'autre part, d'une exonération des bénéfices pouvant porter sur 27,5 % du chiffre d'affaires, à condition que ces 27,5 % n'excèdent pas la moitié du bénéfice imposable. Exprimée par rapport au chiffre d'affaires, cette exonération équivaut à une aide comprise entre 11 % ($40 \% \times 27,5 \%$) et 22 % ($40 \% \times 55 \%$) de celui-ci, ou exprimée par rapport au bénéfice imposable, entre 20 % ($50 \% \times 40 \%$) et 41 % ($50 \% \times 82 \%$) de ce dernier.

Si le pétrolier décide de sortir de l'industrie pétrolière, il a joui d'une part d'une exonération des investissements qui lui a permis de ne risquer réellement qu'entre $1/4$ et $3/5$ de l'investissement, et, d'autre part, d'une exonération partielle des bénéfices retirés de la vente de la propriété. Le prix de vente pouvant être considéré comme sensiblement égal (et sans doute très supérieur souvent) aux investissements engagés sur la propriété, on peut dire que le pétrolier américain récupère, libres de tout impôt, environ $7/10$ de ses investissements. Comme il n'a, en réalité, du fait des dégrèvements sur les investissements, risqué qu'entre $2,5/10$ et $6,4/10$ de ceux-ci, on voit qu'il retire largement sa mise initiale.

Il est de nombreux cas d'ailleurs, où le pétrolier peut récupérer nettement plus que son investissement réel.

En premier lieu, si le prix de vente est supérieur aux investissements engagés sur la propriété; dans ce cas, les $7/10$ du prix de vente pourront être équivalents à l'investissement total (part du pétrolier + part du fisc) et rendre ainsi au pétrolier, libre de taxe, la totalité (et plus) de son revenu initial.

Un autre cas peut se présenter, si le pétrolier, après une première découverte, auto-finance, à partir de la mise en production de celle-ci, une seconde découverte et vend alors seulement sa propriété valorisée par le reliquat des réserves dues à la première découverte, augmentées des réserves de la deuxième découverte. Dans ce cas encore, le pétrolier peut facilement récupérer, libre de toute taxe, la totalité de sa mise initiale, c'est-à-dire la totalité des bénéfices dont il disposait initialement, et sur lesquels il était passible alors d'un impôt compris entre 40 % et 82 %. Tout s'est passé comme si le tran- sit risqué de ce capital à travers l'industrie pétrolière l'avait libéré de tout impôt.

En résumé, on peut dire que le système américain présente un double attrait qui encourage le capital à s'investir dans la recherche pétrolière : l'attrait d'un avantage immédiat qui consiste dans le dégrèvement des revenus investis dans la recherche; l'attrait d'un avantage futur, soit que le pétrolier reste dans l'industrie pétrolière, et dans ce cas il bénéficiera de l'exonération de 27,5 % de son chiffre d'affaires, soit que le pétrolier se retire de l'industrie pétrolière, et dans ce cas il est assuré de récupérer, libres d'impôts, près de 70 % du prix de vente de sa propriété.

Il est facile de comprendre pourquoi de si nombreux capitalistes américains étrangers à l'industrie du pétrole risquent leurs revenus dans la

recherche du pétrole, et pourquoi on voit fréquemment les explorateurs vendre leurs droits aux grandes compagnies pétrolières. Ce dernier point mérite d'être souligné : le bailleur de fonds incompetent dans la recherche pétrolière s'élimine de lui-même de la profession : les avantages fiscaux dont il jouit en cas de vente de sa découverte l'incitent à céder celle-ci à un prix raisonnable aux sociétés pétrolières compétentes.

Les résultats de cette politique fiscale sont patents : nulle part au monde le forage n'est aussi intense qu'aux U.S.A. : dans la seule année 1949, 39 038 puits ont été forés totalisant 42 000 000 de mètres forés (à titre de comparaison, la FRANCE a foré en 1949, 150 000 mètres). De ces forages, 7 294 sont des forages d'exploitation dont un sur sept a été couronné de succès. On voit le risque considérable que comporte la recherche pétrolière. Nombreux sont les chercheurs malchanceux qui perdent définitivement leur mise. Le risque est néanmoins toujours repris par de nouveaux individus attirés sans aucun doute dans cette aventure par les enjeux mis en place par le système fiscal américain.

L'économie américaine, en échange des dégrèvements consentis aux pétroliers, bénéficie d'une part de l'accroissement d'activité que constitue la recherche (on sait que la recherche pétrolière exige de nombreux services industriels et qu'elle a provoqué le développement d'une industrie d'équipement unique au monde) et, d'autre part, de l'accroissement de richesse nationale apporté par les nouvelles découvertes. Dans la seule année 1949, les nouvelles réserves prouvées découvertes se montent à 1 261 millions de barils, soit environ 180 millions de tonnes.

Enfin, il convient, au terme de cette étude, de mentionner que la FRANCE, elle aussi, s'est engagée sur la voie d'une politique fiscale favorable aux recherches de pétrole, en exonérant, par le Décret du 9 décembre 1948, qui reprend les dispositions d'une loi du 26 septembre 1948, les bénéfices réalisés par les Sociétés de financement de recherches de pétrole ayant reçu l'agrément du Gouvernement, de l'impôt sur les bénéfices des Sociétés, ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières.

En définitive, l'abandon, par les Etats, d'une part importante des impôts sur les bénéfices des producteurs, ayant pour effet de favoriser le développement des recherches et, par voie de conséquence, des découvertes et des exploitations qui en résultent, permet une augmentation de la consommation des produits finis : aux Etats-Unis, le produit des taxes levées sur ces derniers produits représente plusieurs fois le montant de l'abandon d'impôts sur les bénéfices consentis aux producteurs : le fisc retrouve ainsi une large compensation de son sacrifice initial.

Il faut remarquer également qu'une politique de protection de la production nationale par un régime douanier adéquat ou par le moyen de subventions aux entreprises de production, constitue un procédé indirect d'encouragement des recherches de pétrole.

Tous ces avantages fiscaux ne peuvent produire pleinement leurs effets que si les explorateurs sont certains d'obtenir le droit d'exploiter les gisements qu'ils auront découverts ; c'est cette autre

catégorie d'avantages qu'il convient maintenant d'examiner.

2° - Le droit des concessionnaires à l'exploitation des gisements découverts -

Le but de toute entreprise industrielle ou commerciale est de réaliser des bénéfices; l'attrait d'un gain plus ou moins lointain justifie leur existence mais encore faut-il que le gain soit certain. Pour un explorateur de pétrole, le bénéfice qu'il peut retirer de ses travaux ne se produira que le jour où, ayant mis en évidence des gisements, il procèdera à leur exploitation, aussi le droit à la mise en valeur des découvertes effectuées, apparaît-il, au premier abord, comme essentiel aux titulaires de droits de recherches pour stimuler leurs activités.

En pratique, cependant, ce droit n'est pas reconnu d'une manière générale et absolue par l'ensemble des législations (V. Tableau IV), sans doute, beaucoup d'Etats sont-ils encore sous l'influence des principes des législations minières qui distinguent très nettement les droits de l'inventeur de ceux de l'exploitant : la découverte des mines en général n'exigeant qu'un effort limité, une "récompense" suffit pour permettre à l'inventeur d'être rémunéré de ses peines et de ses travaux; de plus l'inventeur possède rarement les qualités techniques et les moyens financiers nécessaires pour la mise en valeur des gisements découverts; mais en matière de pétrole, il en est tout autrement, les travaux de recherches supposent actuellement des moyens aussi importants que ceux nécessaires à l'exploitation, les succès remportés par les explorateurs d'hydrocarbures constituent déjà pour ceux-ci la garantie d'une bonne exploitation ultérieure.

Il y a, malgré tout, peu d'Etats qui n'aient été sensibles à ces considérations et qui n'aient essayé d'accorder aux inventeurs des garanties plus ou moins appréciables comportant des modalités diverses.

A - L'octroi discrétionnaire -

Le BRESIL est l'un des seuls Etats qui prévoit l'octroi absolument discrétionnaire du droit d'exploitation, d'ailleurs il ne compte pas parmi les producteurs de pétrole et, de plus, des projets reformant sa législation des hydrocarbures sont en cours d'élaboration. Aux INDES NEERLANDAISES aucune garantie ne peut non plus être donnée aux concessionnaires car le droit d'exploitation est attribué par le Parlement.

Une première catégorie d'Etats, tout en se réservant la faculté d'octroyer discrétionnairement le droit d'exploitation, stipule un droit de préférence en faveur du concessionnaire : dans certains pays, comme à CUBA, au MAROC et en GUYANE BRITANNIQUE, seul celui-ci peut obtenir le droit de mettre en valeur les gisements qu'il aura découverts, ce qui constitue une garantie sérieuse.

TABLEAU IV

Transformation du Droit de Recherches en Droit d'Exploitation

Discrétionnaire			De droit	Transformation automatique
absolu	avec droit exclusif pour le permissionnaire	avec droit de préférence à égalité de capacité des demandeurs	avec appréciation discrétionnaire de l'existence et de l'exploitation des gisements	
Brésil	Cuba	Bolivie	Angleterre	Colombie
Indes	Guyane britannique	Espagne	Argentine	Egypte
Néerlandaises	Tunisie	Allemagne	U.S.A.	Danemark
	(droit commun)		Italie	Moyen-Orient
	Maroc		Nouvelle Zélande	Vénézuela
			Pérou	Tunisie
			France	
			Canada	

Droit exclusif du permissionnaire -

Dans d'autres pays ce droit de propriété ne joue qu'en cas d'égalité de garanties techniques et financières fournies par les différents demandeurs; il en est ainsi en ESPAGNE, en BOLIVIE et en ALLEMAGNE où l'Etat n'est nullement tenu d'octroyer au permissionnaire le droit d'exploiter sa découverte, mais lui accorde seulement sa préférence s'il se présente d'autres candidats offrant les mêmes garanties que lui.

B - Droit du permissionnaire sous réserve de la preuve de l'exploitabilité du gisement -

La plupart des Etats adoptent un deuxième système qui présente l'avantage de concilier les intérêts des particuliers, des Etats et de leurs découvertes et les prérogatives de la puissance publique appelée à contrôler la mise en valeur des richesses naturelles. Les législations de ces Etats prévoient un véritable droit d'exploitation pour les permissionnaires sous la condition qu'ils apportent à l'autorité publique la preuve de l'existence et de l'exploitabilité des gisements qu'ils auront décelés. Une telle attitude à l'égard des permissionnaires est d'autant plus justifiée qu'à l'occasion de l'octroi de leurs droits de recherches leurs capacités techniques et financières auront été examinées avec d'autant plus d'attention et que leur désignation aura été effectuée discrétionnairement.

L'ANGLETERRE, l'ARGENTINE, la NOUVELLE ZELANDE, le PEROU, le CANADA et la FRANCE ont adopté ces principes. En ARGENTINE, les conditions selon lesquelles les découvertes seront portées à la connaissance des autorités publiques font l'objet de dispositions très précises; la déclaration de découverte devra être effectuée dans les 30 jours et la démonstration de l'existence et de l'exploitabilité du gisement dans les 30 jours suivants, sous peine d'une amende égale à dix fois la valeur du permis d'exploration.

En FRANCE, ce régime a été introduit par la loi du 16 Décembre 1922 modifiant sur ce point l'article 16 de la loi du 21 Avril 1810, mais il n'a pas une portée absolue car l'exercice de ce droit doit se concilier avec l'obligation, pour un demandeur de concession, de solliciter du Gouvernement l'autorisation de réunir entre ses mains les concessions demandées avec celles de même nature qu'il posséderait déjà, et ce, en vertu du Décret Impérial du 23 Octobre 1852. Un décret du 22 Avril 1949, a précisé dans son article 20, que cette autorisation ne jouait pas pour la réunion des concessions dérivant du même permis. Dans ces conditions le droit est limité à l'obtention des concessions à l'intérieur d'un même permis même sous réserve que le permissionnaire ne soit pas déjà détenteur d'autres concessions d'hydrocarbures, que ces dernières débordent du périmètre du permis, ou qu'elles dérivent d'autres permis; la portée de ce droit est donc limitée. Il y a lieu de déplorer cette restriction de la législation française qui pourrait inciter les explorateurs à cantonner leurs recherches dans une zone déterminée pour ne pas courir le risque d'être privés de l'exploitation des gisements découverts; malgré tout ce risque est faible car

le Gouvernement pourrait difficilement refuser à un permissionnaire de bénéficier des résultats de ses travaux; tout au plus userait-il de son pouvoir discrétionnaire pour le contraindre à s'associer avec d'autres partenaires publics ou privés pour la mise en valeur de ces gisements.

Certains Pays, comme les ETATS-UNIS, adoptent un système mixte : si le titulaire d'un permis sur une terre publique fédérale fait la preuve qu'il a trouvé du pétrole en quantité commerciale dans les limites de son périmètre de recherche, il a droit à une concession d'exploitation portant sur le quart de la superficie de son permis, mais il a un droit de préférence pour l'attribution à son profit de la concession couvrant le reste de la surface de son permis.

Enfin d'autres Etats ont marqué leur préférence pour un troisième système plus simple consistant à accorder un droit absolu aux titulaires de droits de recherches. En effet le second système n'apporte pas aux permissionnaires la certitude des concessions : l'exercice par l'Etat du pouvoir discrétionnaire d'apprécier l'existence et l'exploitabilité des gisements constitue un élément de risque, de plus, au moment de l'octroi du droit d'exploitation, des conditions imprévues et onéreuses peuvent être imposées aux concessionnaires en vue de les décourager.

C - Transformation automatique -

Ce troisième système est appliqué le plus souvent par des Etats qui concluent avec les explorateurs des conventions couvrant à la fois les périodes de recherche et d'exploitation.

En COLOMBIE, au MOYEN-ORIENT et au VENEZUELA, autrement dit dans les pays qui comptent parmi les plus importants producteurs de pétrole, le droit d'exploitation est exercé par les titulaires de droits de recherches en vertu des conventions qui lient ceux-ci à l'Etat. Au MOYEN-ORIENT, les terrains sont présumés pétrolifères et des pénalités frappent les concessionnaires qui n'exploitent pas après l'expiration d'un certain délai. Au VENEZUELA, le titulaire d'une concession d'exploration et d'exploitation est tenu de choisir au bout de trois ans, qu'il ait ou non trouvé du pétrole, les terrains qu'il désire conserver pour l'exploitation et qui ne peuvent pas dépasser, en superficie, la moitié de celle de la concession d'exploration et porter sur des parcelles de plus de 500 hectares. En COLOMBIE, la période d'exploitation succède à la période d'exploration de 9 ans.

Parfois ce droit n'est attribué qu'à la suite de découvertes répondant à des caractéristiques déterminées excluant tout arbitraire; il en est ainsi en TUNISIE où aux termes du Cahier des Charges prévu par le décret Beylical du 13 Décembre 1948, dès qu'un forage productif a été exécuté, le permissionnaire a le droit et même éventuellement l'obligation de demander une concession. Si le puits foré produit un débit d'hydrocarbures bruts liquide de qualité marchande répondant aux caractéristiques portées sur le tableau qui figure dans le cahier des charges (voir Tableau V) le permissionnaire sera réputé avoir fait

TABIEAU V

TUNISIE

Eléments définissant une découverte donnant lieu à
l'octroi automatique d'une concession

Article 11 du Cahier des Charges type annexé au Décret Beylical du 13
Décembre 1948

Profondeur du niveau de pro- duction entre la surface et le toit du niveau (en m.)	Production moyenne jour- nalière (m3)	Durée minima d'un essai (jours)	Méthode d'extraction
0 à 500 m.	10 m.	30	Jaillissement ou pompage ou pistonnage
chaque 100 m. en plus	1 m3 en plus	30	
à 1.000 m.	15	30	
chaque 100 m. en plus	1 m3 en plus	25	
à 1.500 m.	20	25	Jaillissement orifice maximum 12,7 mm.
Chaque 100 m. en plus	2 m3 en plus	15	
à 2.000 m.	30	15	
Chaque 100 m. en plus	4 m3 en plus	10	Jaillissement orifice maximum 11,1 mm.
à 2.500 m.	50	10	
Chaque 100 m. en plus	6 m3 en plus	7	Jaillissement orifice maximum 9,5 mm.
à 3.000 m.	80	7	
Chaque 100 m. en plus	8 m3 en plus	6	Jaillissement orifice maximum 7,9 mm.

Une fois les gisements d'hydrocarbures découverts il s'agit de les exploiter. Les Etats doivent à ce stade intervenir pour veiller à ce qu'il soit procédé à l'extraction de ces produits de la façon la plus rationnelle et conformément aux intérêts généraux de la nation. Les modalités de ces interventions seront examinées dans le chapitre suivant.

Chapitre III

L'ETAT ET L'EXPLOITATION DES GISEMENTS DE PETROLE

Les interventions des Etats dans l'exploitation des gisements de pétrole sont, comme en matière de recherches, étroitement liées aux conditions techniques qui déterminent l'extraction de cette substance. Aussi convient-il avant d'entrer dans le détail des modalités de ces interventions, de donner un court aperçu des conditions dans lesquelles sont exploités les gisements.

SECTION I - Les conditions d'exploitation des gisements de pétrole -

Paragraphe 1 - Données techniques -

La production des puits de pétrole doit être adaptée aux caractéristiques du gisement découvert. Aussi, avant de procéder à une mise en exploitation, est-il nécessaire d'effectuer une exploration approfondie du gisement en vue de déterminer ses limites, d'évaluer ses ressources et de fixer certains de ses éléments tels que la pression et la teneur en eau du brut, éléments dont la connaissance permettra de procéder à une exploitation dans les meilleures conditions.

Un gisement pétrolifère ne se présente en effet jamais sous la forme d'une cavité contenant des couches nettement superposées d'eau salée, de pétrole et de gaz. Tous ces éléments imprègnent des roches poreuses, les roches magasins, sous des pressions variables qui peuvent atteindre jusqu'à 400 kg. par cm². Il en résulte que la quantité de gaz dissoute dans le pétrole liquide est beaucoup plus importante qu'elle ne le serait à la surface du sol à la pression atmosphérique : aussi, lorsque le forage atteint la couche productive, le premier mouvement du pétrole brut a pour cause l'expansion du gaz en solution dans le liquide. Attirées par la dépression du puits, les bulles de gaz se dirigent vers lui en entraînant le pétrole liquide, ce phénomène est qualifié de "dissolved gas drive". Si une poche de gaz sous pression existe au-dessus du niveau de l'orifice inférieur du puits, ce gaz exerce une pression de haut en bas, qui fait monter le pétrole liquide dans le puits, c'est le "cap-gas drive". L'eau salée, poussant vers le haut apporte, elle aussi, un précieux appoint de pression au flux de gaz et de pétrole liquide en mouvement vers le puits, c'est le "water drive", mais cette eau salée, plus fluide, risque de se précipiter vers le puits, en abandonnant le pétrole dans le sol, s'il n'a pas été pris soin de maintenir un débit assez lent : le contrôle de la teneur en eau du brut permet de prévenir la production de ce phénomène.

Le problème de la pression à maintenir dans le gisement revêt donc une importance primordiale; l'exploitation scientifique moderne essaye de conserver celle-ci le plus longtemps possible et, à cet effet, de l'eau, de l'air ou du gaz, sont injectés dans des puits voisins du même gisement pour faire remonter la pression ou pour provoquer des déplacements du brut dans la roche magasin.

Lorsque la couche productive est suffisamment connue, les emplacements des puits susceptibles de l'atteindre dans les meilleures conditions de rendement sont déterminés. Quand le forage atteint la couche, le derrick est ordinairement démonté. Au cas où la pression est suffisante pour qu'il y ait jaillissement naturel, il ne reste à la surface du sol qu'un ensemble de vannes surnommé "Christmas Tree" capable de supporter la pression du gisement. Mais le plus souvent, il n'y a pas de jaillissement, ou bien il se tarit vite : des pompes sont alors utilisées pour aller chercher le pétrole au fond du puits. Ce sont généralement des pompes à plongeur, actionnées par un balancier, fonctionnant par groupes qui peuvent compter une vingtaine d'appareils mus au moyen de tringles par le même moteur.

Les méthodes actuellement employées ne permettent pas d'épuiser totalement les ressources du gisement, 10 % environ du pétrole ne pouvant être extrait.

Cependant d'importants progrès ont été réalisés depuis la naissance de l'industrie pétrolière. Autrefois, il y avait un grand gaspillage : d'énormes jaillissements provoquaient la perte d'importantes quantités de gaz et de liquide, le but étant de sortir très rapidement du sol le plus de brut possible. La pression se perdait aussitôt, l'eau affluait, et 60 % du pétrole restait dans la roche-magasin. Aujourd'hui ces forêts de derricks, serrés les uns contre les autres, capables d'épuiser en quelques années, souvent en quelques mois, le plus riche gisement disparaissent. Les puits sont à présent scientifiquement espacés et la pression est équilibrée entre tous en fonction des données de la mécanique des fluides pour maintenir la régularité de l'exploitation et réduire au minimum les quantités de brut laissées dans le sous-sol.

Ces données techniques soulèvent des problèmes qui intéressent en premier lieu, les Etats soucieux de l'exploitation rationnelle des richesses minières.

Paragraphe II - Les problèmes soulevés -

Les problèmes financiers jouent un rôle moins important qu'en matière de recherches, car la vente des produits extraits ou dérivés procure aux exploitants des ressources très largement suffisantes pour couvrir les frais de l'entreprise limités à cette activité. Mais les sociétés de pétrole ne se bornent pas à exploiter les gisements découverts, elles s'attachent à effectuer d'autres découvertes pour constituer des réserves destinées à parer à l'épuisement des gisements actuellement en production; par ailleurs, elles traitent très fréquemment les produits extraits et se livrent au raffinage, voire au transport et à la distribution des produits dérivés : en général les groupes pétroliers répartissent ces tâches entre des sociétés différentes ayant d'étroits rapports entre elles. Aussi des problèmes d'investissements se posent, tant pour le financement des recherches que pour celui des opérations qui suivent l'extraction. Les exploitants auraient donc tendance à mener leurs opérations suivant leurs besoins propres, et à épuiser parfois rapidement les gisements au détriment de l'intérêt général.

L'intervention de la puissance publique s'avère alors nécessaire pour assurer, en premier lieu, l'exploitation des gisements selon les méthodes les plus rationnelles et les plus propres à obtenir le meilleur rendement, visant à extraire les plus grandes quantités d'hydrocarbures de la couche productive .

En second lieu, il appartient aux Etats de veiller à ce qu'un gisement faisant l'objet d'une exploitation par des personnes différentes ne soit pas gaspillé par les opérations de certaines d'entre elles; une coordination devra donc être réalisée par l'établissement d'un programme d'exploitation en commun ménageant les ressources du gisement pour obtenir le rendement optimum. Les Etats devront intervenir pour imposer ce programme dans le cas où les intéressés ne parviendraient pas à s'entendre conformément aux vues de la puissance publique.

Enfin, les Etats s'efforcent de tirer directement avantage de la production rémunératrice des gisements et de compenser ainsi les sacrifices qu'ils ont consentis pour la recherche; ils tentent également, tout en laissant aux exploitants un juste profit, d'agir sur la destination des hydrocarbures extraits, en vue de veiller à ce que ces produits soient d'abord affectés à la satisfaction des besoins nationaux.

Ces considérations déterminent, en général, les diverses formes des interventions des Etats dans l'exploitation des gisements d'hydrocarbures.

SECTION II - Les Interventions de la Puissance Publique dans l'exploitation des gisements de pétrole.

Comme en matière de recherches, les Etats sont appelés à intervenir dans l'exploitation des gisements selon des conditions fixées par un statut légal ou contractuel. Il appartient à la puissance publique de choisir ceux qui bénéficieront de ce statut qui leur donnera les moyens juridiques nécessaires pour procéder à la mise en production des gisements et pour tirer un profit raisonnable de leurs efforts. En contre-partie, les exploitants seront soumis à un certain nombre d'obligations destinées à faire bénéficier la nation des résultats de leurs entreprises.

Paragraphe I - L'attribution des titres d'exploitation -

A l'exception de pays, qui comme les ETATS-UNIS reconnaissent aux propriétaires du sol le droit de mettre en valeur les substances minières qui y sont renfermées ou de céder ce droit à un tiers, les Etats agissant en tant que puissances publiques, pour les mêmes motifs qu'en matière de délivrance des permis de recherches, interviennent pour attribuer les concessions d'exploitation. On réserve, en général

l'expression de concession pour l'exploitation, tandis que l'on emploie le mot de permis pour les recherches.

L'octroi des concessions résulte soit de la décision d'une autorité publique déclarant applicable à une personne déterminée le statut réglementaire de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures et prévoyant le plus souvent des modalités particulières, soit d'une convention ou de dispositions légales autorisant les titulaires de droits de recherches à procéder à l'exploitation des gisements se trouvant compris dans le périmètre déterminé par leurs titres.

Ce dernier cas se produit lorsque les Etats accordent des concessions concernant à la fois l'exploration et l'exploitation des gisements, comme au MOYEN-ORIENT selon des conventions conclues entre les Etats et les Compagnies Pétrolières ou comme au VENEZUELA et en COLOMBIE d'après les titres délivrés aux explorateurs. Parfois, aux termes de certaines conventions, la société d'exploitation doit être distincte de la société de recherches : au MOZAMBIQUE, la GULF OIL EXPLORATION Cy, devra se substituer une société d'exploitation chargée de mettre en valeur les zones démarquées, le tiers du capital sera remis à titre gratuit au territoire.

Ce premier cas est le plus courant. Les autorités qui interviennent sont souvent celles qui octroient également les permis de recherches. Cependant, dans quelques Etats, la procédure d'attribution revêt un caractère plus solennel : en EGYPTE, les concessions sont délivrées par le législateur qui en fixe les conditions; à CUBA, elles sont accordées par le Président de la République; au MAROC, par un acte législatif, un Dahir; en FRANCE, un décret octroie les concessions après consultation du Conseil Général des Mines et également après avis du Conseil d'Etat.

En général, ainsi qu'il a été exposé précédemment (Chapitre II SECTION II, paragraphe 4), les titulaires des droits de recherches bénéficient de la concession des gisements qu'ils ont découverts : s'il n'y a pas de permissionnaire, ou, pour les parties de surface ne pouvant revenir à ces derniers, les autorités publiques disposent d'un pouvoir discrétionnaire; parfois, certaines législations comme celle du CANADA prévoient la mise aux enchères; en GUYANE BRITANNIQUE un droit de priorité peut être exercé par les concessionnaires voisins.

Des Etats, comme la FRANCE et la TUNISIE, prévoient la possibilité d'exploiter les gisements sous deux régimes : l'un adapté à des gisements susceptibles d'une longue exploitation, c'est la concession; l'autre, applicable à de petits gisements dont la mise en valeur est de courte durée, c'est le permis d'exploitation. En FRANCE, ce dernier titre prévu par la loi du 26 Juin 1927, est délivré par un décret pris après avis du Conseil Général des Mines comme les permis exclusifs de recherche et ne peut être octroyé qu'aux titulaires de ces derniers; en TUNISIE le Directeur des Travaux Publics les attribue aux titulaires des permis

de recherches qui apportent la preuve de la découverte de gisements exploitables à l'intérieur des périmètres sur lesquels portent leurs permis.

Les interdictions ou les conditions édictées par certains Etats à l'égard des étrangers pour l'obtention de permis de recherches (Chapitre II) sont également applicables aux concessions d'exploitation.

Cession -

Les concessions comme les permis de recherche peuvent faire l'objet de cession; la plupart des législations exigent, en raison du caractère personnel de l'attribution de ces titres, l'agrément préalable de l'autorité publique sous peine de déchéance. Au VENEZUELA, cette approbation n'est exigée que dans les cas où les bénéficiaires de la cession possèdent des droits d'exploitation sur des superficies dépassant au total 150.000 hectares. Au PEROU, une taxe ad valorem de 5 % frappe le prix de la cession. Un système original a été institué par la convention conclue en 1949 entre l'ARABIE SEoudITE et la "PACIFIC WESTERN CORP." pour l'exercice des droits de ce pays dans la zone neutre orientale de KOWEIT : le gouvernement de l'ARABIE SEoudITE ne peut s'opposer sans raison valable à ce que la Compagnie cède ses droits si celle-ci lui verse une somme correspondant à 25 % du bénéfice net résultant de la vente des droits d'exploitation, et si cette cession est consentie à une société américaine ou d'EUROPE Occidentale dont la réputation est honorable et qui posséderait des capitaux propres dépassant 30 millions de dollars; dans ce cas, la non-approbation du Gouvernement peut être déférée à l'arbitrage, ce qui ôte à cette décision tout caractère discrétionnaire.

L'octroi des concessions a pour effet de doter leurs titulaires de droits et d'obligations.

Paragraphe II - Les droits des concessionnaires -

Les droits des concessionnaires concernent, comme en matière de permis de recherches, la durée et la superficie de la zone d'exploitation ainsi que les prérogatives exercées à l'intérieur ou à l'extérieur de cette zone pour procéder à la mise en production des gisements qui y sont contenus.

1° - Durée des concessions -

Durée initiale -

La durée des concessions dépend en premier lieu de la conception des Etats en matière de mines (voir Chapitre I).

Ceux qui considèrent les substances minières comme des "res nullius" dont ils se reconnaissent seulement la prérogative de désigner le propriétaire, prévoient pour les concessions d'exploitation une durée illimitée ou tout au moins jusqu'à l'épuisement complet des gisements. Les concessionnaires deviennent ainsi les titulaires d'un véritable titre de propriété dont ils ne peuvent être déchus que s'ils violent certaines règles imposées par le statut légal de la propriété minière : ce régime est applicable comme aux autres mines dans des Etats tels que le BRESIL, le PEROU, l'ESPAGNE ou les PAYS-BAS. En ARGENTINE, les concessions expirent lorsque le gisement cesse d'être exploitable. Parfois la période d'exploitation proprement dite est précédée d'une période préparatoire, sorte de stage, avec renouvellement pour apprécier la capacité du futur exploitant, c'est le cas de la BOLIVIE, où les concessions sont attribuées provisoirement pour deux ans, avec possibilité de trois renouvellements de deux ans chacun, à l'issue desquels s'ouvre la période de production de durée illimitée.

Selon une autre doctrine, les gisements d'hydrocarbures sont la propriété de la nation dès qu'ils sont découverts : res nullius à l'origine, la loi les attribue à l'Etat dès que se trouvent réunies les conditions de la possession, l'animus et le corpus, les concessions sont alors octroyées pour une durée limitée.

Cette durée varie selon les législations : le plus souvent elle est limitée, comportant une période initiale, et un renouvellement si le concessionnaire a satisfait à ses obligations (voir tableau VI).

Dans certains pays comme en FRANCE, en EGYPTTE, en GUYANE BRITANNIQUE, la loi ne prévoit qu'une durée maximum laissant à l'autorité compétente le soin de déterminer discrétionnairement la durée de chaque concession : ce procédé présente l'avantage d'être souple et de s'adapter aux possibilités reconnues des gisements intéressés. En ITALIE, il n'y a même pas de limite légale de durée, il appartient au Gouvernement de fixer lui-même la fin de la période d'exploitation, étant entendu que les concessions ne peuvent être accordées qu'à titre temporaire.

Sous ces réserves, la plus longue durée initiale est fixée par la législation française qui prévoit une période maximum de 99 ans; et la plus courte est réduite à 10 ans par la législation canadienne de la province de QUEBEC.

Renouvellements - \

Mais cette période initiale est dans un grand nombre de pays susceptible de renouvellements. Certains Etats, tels l'ALLEMAGNE, la Province de QUEBEC au CANADA et les ETATS-UNIS, pour les Terres Fédérales Publiques, prévoient un nombre illimité de prolongations : dans ces conditions; les concessionnaires ont un statut qui présente des analogies avec celui des titulaires de concessions perpétuelles, mais, dans ce premier cas, la durée des titres est subordonnée périodiquement à la décision discrétionnaire de l'autorité publique, de sorte qu'il ne saurait être question d'assimiler ces concessions à des propriétés.

TABEAU VI

DUREE DES TITRES D'EXPLOITATION

ETATS	PERIODE INITIALE	RENOUVELLEMENT
Allemagne	30 ans	1 ou plus. de 10 ans.
Arabie Séoudite : - Aramco ...	60 ans	
- Pacific Western Oil Corp.	60 ans	
Angleterre	50 ans	25 ans
Argentine	jusqu'à la cessation d'exploitation com- merciale	
Bolivie : Période préparatoire	2 ans	2 de 2 ans
Période de production	Illimitée	
Canada : - Alberta	21 ans	21 ans
- Québec : Permis spécial d'ex- ploitation d'hydrocarbures	10 ans	1 ou plusieurs de 10 ans
Colombie	30 ans	10 ans
Cuba	30 ans	
Danemark	50 ans	
Egypte	30 ans maximum	15 ans maximum
Espagne	Perpétuelle	
U.S.A. : Terres privées	Soit 10 ans, soit tant que le gisement est exploitable com- mercialement	
Terres publiques fédé- rales	20 ans	1 ou plusieurs de 10 ans
France : - Concessions	99 ans maximum	25 ans
- Permis d'exploitation	3 ans	2 de 3 ans + 25 ans
Indes Néerlandaises	40 ans	possible
Irak I.P.C.	75 ans	
Italie	fixe par décret de concession	possible
- Sicile	20 à 30 ans	possible
Guyane Britannique	30 ans au maximum	
Maroc	50 ans	25 ans
Mozambique	Illimitée	
Nouvelle Zélande	42 ans au maximum	possible avec durée totale 63 ans
Pays-Bas	Illimitée	
Pérou	Illimitée	
Syrie	75 ans	
Trinidad	30 ans	30 ans
Tunisie : Droit commun		
- Concession ...	Illimitée	
- Permis d'exploitation	5 ans	1 ou plus. de 5 ans
Dispositions du Décret du 13.12.48	99 ans au maximum	1 ou plus. de 15 ans
Vénézuëla	40 ans	40 ans

La durée des renouvellements est généralement courte : 30 ans au maximum. Le plus souvent ces renouvellements sont accordés discrétionnairement, mais seulement aux concessionnaires ayant rempli leurs obligations. Au VENEZUELA où la durée initiale des concessions est fixée à 40 ans, une prorogation de ces titres pour une nouvelle période de 40 ans peut être accordée suivant un accord passé par l'Etat avec le concessionnaire entre la vingtième et la 38ème année, et prend effet à partir de la date de la conclusion de cet accord dont les conditions ne peuvent être moins favorables pour la Nation que celles prévues par la législation applicable à cette date; si un accord ne peut intervenir, une nouvelle concession peut alors être octroyée au cours de la 39ème année par droit préférentiel pourvu que le gisement soit toujours susceptible d'une exploitation commerciale, le concessionnaire, dans ce dernier cas, étant soumis à des conditions qui sont fixées unilatéralement par le Gouvernement et qui ne peuvent être plus favorables au titulaire que celles couramment appliquées aux concessions venant à expiration à l'époque.

Effets de l'échéance du terme -

A l'échéance du terme, des solutions diverses sont adoptées par les différents Etats en ce qui concerne la propriété des installations et du matériel du concessionnaire. Certaines législations, respectueuses de la propriété privée, prévoient que le matériel et les installations demeurent la propriété du concessionnaire qui peut les reprendre à la condition de laisser les sondes en bon état et de prendre toutes mesures de sécurité : il en est ainsi en ANGLETERRE; dans d'autres pays, tout en appliquant ce principe, les législations réservent à l'Etat le droit de racheter les installations et le matériel, le plus souvent dans les six mois : c'est le cas par exemple de l'ALLEMAGNE et de la GUYANE BRITANNIQUE; ce droit de rachat peut être exercé sur le matériel indispensable à l'exploitation du gisement par le concessionnaire qui succède au concessionnaire primitif en ITALIE.

Un système mixte est également fréquemment appliqué : il consiste à opérer une distinction entre les installations et travaux indispensables au fonctionnement de l'exploitation, d'une part, et les objets mobiliers et approvisionnements, d'autre part : d'après la législation française par exemple, les travaux et les installations immobilières servant à l'exploitation du gisement et de ses dépendances, ainsi qu'aux opérations industrielles ou commerciales consécutives et accessoires à cette exploitation, font retour gratuitement à l'Etat; par contre, demeurent la propriété du concessionnaire, les produits extraits, les approvisionnements, les objets mobiliers ainsi que certaines dépendances immobilières que l'Etat peut racheter à dire d'experts. En prévision de ce retour à l'Etat des installations et travaux du concessionnaire, il est prévu un régime spécial pour l'exécution des travaux au cours des dernières années de la concession afin d'éviter que le titulaire ne néglige d'effectuer les travaux neufs et d'entretien du gisement; l'Etat prend alors en charge, à l'expiration de la concession, l'amortissement des travaux de premier établissement qui ont été exécutés

au cours des vingt-cinq dernières années qui ont précédé le terme, le concessionnaire pouvant être contraint d'effectuer, dans les cinq dernières années, aux frais de l'Etat, les travaux jugés nécessaires au développement de l'exploitation future. En TUNISIE, aux termes des dispositions spéciales du Décret Beylical du 13 Décembre 1948, des mesures analogues sont édictées, mais pour les installations faisant retour à l'Etat, un autre procédé que celui de l'amortissement est appliqué : les installations qui ont été édifiées dans les dix dernières années sont remises à l'Etat contre paiement de leur valeur estimée à dire d'experts dans la situation où elles se trouvent à l'époque.

Enfin, d'autres législations comme celles de la COLOMBIE stipulent le retour gratuit à l'Etat de tous les biens meubles, des installations et de l'équipement du concessionnaire.

Renonciation -

Outre le cas d'échéance du terme, les concessions peuvent prendre fin par la renonciation de leur titulaire. La plupart des Etats admettent ce droit sans fixer de conditions particulières à son exercice, si ce n'est l'observation d'un préavis de six mois et la remise en bonnes conditions du gisement. Cependant, suivant la convention conclue au MOZAMBIQUE par la GULF OIL Co, le titulaire n'a la faculté de renoncer à la concession que s'il n'a pu découvrir de gisements exploitables. La convention concernant à la fois la recherche et l'exploitation, ou s'il lui est impossible de procéder aux opérations d'exploitation pour raisons de force majeure : ainsi la convention fait peser sur la Compagnie une obligation d'exploiter dont elle ne peut normalement se dégager.

La renonciation peut être partielle ou totale. En FRANCE, la renonciation totale est acceptée de droit par le Gouvernement si le concessionnaire a effectué les travaux nécessaires à la mise en valeur normale du gisement; par contre, la renonciation partielle fait l'objet d'une acceptation discrétionnaire par décret en Conseil d'Etat. En général, la renonciation peut intervenir à tout moment, les Etats considérant avec faveur le retour en leurs mains de gisements qui leur appartiennent; il en est ainsi notamment au VENEZUELA. Cependant la convention qui lie l'ARABIE SAOUDITE à la PACIFIC WESTERN OIL CORP. Ltd. pour l'exploitation de la zone neutre de KOWEIT prévoit que cette Compagnie n'aura la faculté d'exercer ce droit qu'à l'expiration du délai de deux ans suivant la date de la conclusion de cette convention.

Les effets de la renonciation varient suivant les pays : dans de nombreux Etats celle-ci entraîne les mêmes conséquences que l'échéance du terme. Parfois ces effets dépendent de la période au cours de laquelle a lieu la renonciation : ainsi en COLOMBIE, si elle intervient au cours des vingt premières années de la période d'exploitation (la durée totale est de 30 ans) et si elle résulte de l'absence de découverte de gisements exploitables commercialement, les titres concernant à la fois la recherche et l'exploitation, le concessionnaire peut retirer son équipement et son matériel à moins que le gouvernement ne désire exercer un droit de rachat,

les prix étant dans ce cas fixés à dire d'experts; dans les autres hypothèses tous les biens du concessionnaire reviennent gratuitement à l'Etat comme à la suite de l'échéance du terme. En TUNISIE, selon les dispositions spéciales du Décret Beylical du 13 Décembre 1948, si la renonciation intervient dans les quarante premières années (la durée totale de la concession est de 99 ans au maximum), l'Etat peut racheter à dire d'experts, tout ou partie du matériel et des installations de la concession, alors qu'à l'échéance du terme ces biens deviennent la propriété de l'Etat.

Les concessions peuvent enfin être frappées de déchéance ou de retrait, en cas d'inexécution de certaines obligations; les conditions dans lesquelles sont prononcées ces ~~sanctions~~ seront examinées à l'occasion de l'étude des obligations des concessionnaires.

Pour procéder à l'exploitation de gisements d'hydrocarbures, il n'est pas seulement nécessaire d'avoir l'assurance de jouir d'un temps suffisant, mais encore de disposer d'une superficie qui contienne les gisements à exploiter ainsi que leurs prolongements éventuels.

2° - Superficie des concessions -

Il appartient à la puissance publique de fixer les limites et la superficie des concessions d'exploitation qu'elle octroie (Voir Tableau VII).

Dans certains pays, les superficies sont déterminées discrétionnairement, sur la proposition des pétitionnaires, sans qu'une disposition législative ou réglementaire n'impose un chiffre à ne pas dépasser : il en est ainsi en ALLEMAGNE, en ARGENTINE et en FRANCE par exemple. Bien entendu dans la mesure où les droits d'exploitation sont accordés aux titulaires de permis de recherches, les concessions portent sur des zones comprises à l'intérieur des périmètres de ces permis et les débordent parfois lorsque le gisement découvert se prolonge en dehors de ceux-ci. Il s'agit en tout état de cause de fixer une superficie d'après des données techniques fournies par la reconnaissance approfondie du gisement mis en évidence par les opérations de recherches.

D'après certaines conventions passées par les Etats du MOYEN-ORIENT avec les Compagnies pétrolières, ces dernières sont tenues au bout d'un certain délai de remettre à l'Etat les terrains jugés inintéressants : le contrat conclu entre l'ARAMCO et l'ARABIE SAOUDITE présente une telle obligation à partir de la dixième année de sa signature.

Mais de nombreux Etats, craignant que quelques groupes puissants n'accaparent des zones trop importantes, fixent des limites à l'exercice du pouvoir discrétionnaire de l'autorité publique compétente. La superficie maximum des concessions varie de 200.000 ha en COLOMBIE à 250 ha aux ETATS-UNIS en ce qui concerne les terres publiques fédérales, diffé-

TABEAU VII

SUPERFICIE DES TITRES D'EXPLOITATION

			RAPPORT AVEC	LIMITE POUR
			LES PERMIS DE	UNE MEME
			RECHERCHE	PERSONNE
Allemagne	sans limite			
Angleterre	4 à 100 square mile			
	(1036 ha à 25.900 ha)	1/2		
Argentine	sans limite			
Bolivie	100 ha. maximum			100.000 ha.
Canada : Québec ...	1.220 acres (512 ha)			
Colombie	5.000 à 200.000 ha.	semblable		
Cuba	16 à 8.000 ha			300.000 ha.
Danemark	sans limite			
Egypte	10.000 ha			
Espagne	4 ha. au minimum			
U.S.A. : Terres Pu-				
bliques	2.500 acres dont 1/4 :			
	de droit : 250 ha au :			
	max.	1/4		
	dont 3/4 par préfè-			
	rence : 750 ha. max.	3/4		
Octroi au permission-				
par voie d'enchère	640 acres, soit 256ha			
Guyane Britannique	4 à 100 square mile			
	(1.036 ha. à 25.900ha)	1/2		
Indes Néerlandaises	Sans limite			
Nouvelle Zélande ...	100 square mile au			
	max. (2.500 ha.)	1/2		
Pérou	4 ha. au minimum			de la Monta-
				na (36.000ha)
Trinidad	Sans limite			
Vénézuëla	5.000 ha.	1/2		
France	Sans limite			
Maroc	Sans limite			25.000 ha
Tunisie	Sans limite			
Italie	Sans limite			une seule
				concession

rences qui, dans ces deux cas particuliers, ne s'expliquent pas par la richesse du sous-sol en pétrole, mais par l'ancienneté de l'exploitation qui est la cause du morcellement des zones aux ETATS-UNIS : souvent les surfaces des concessions sont liées à celles des titres de recherches dont elles dérivent; au VENEZUELA et en ANGLETERRE, elles ne peuvent dépasser la moitié des surfaces couvertes par les zones de recherches. En GUYANE BRITANNIQUE, les concessions sont limitées à 100 square miles (25.900 ha) et ne doivent s'appliquer qu'à une même structure géologique.

Parfois il est interdit à une même personne d'être titulaire de concessions portant au total sur une surface dépassant un certain chiffres comme en ARGENTINE, CUBA ou au MAROC. En vue d'empêcher le monopole de l'exploitation par une société privée, la législation italienne stipule qu'une personne ne pourra être titulaire que d'une seule concession, et laisse le soin au Gouvernement d'en déterminer les limites mais des dérogations ont atténué la portée de cette interdiction.

La forme des périmètres des concessions ne répond pas, en général, à des définitions précises et s'adapte aux gisements intéressés. Pour quelques pays, cependant, comme en ANGLETERRE, la forme rectangulaire est obligatoire, et le rapport des dimensions est fixé entre 3 et 6.

Certes en cette matière, seules des considérations techniques devraient jouer, c'est pourquoi, les régimes qui s'en rapportent à la sagesse des gouvernements sans leur fixer de limites précises, sont ceux qui semblent le mieux s'adapter aux problèmes posés.

3° - Prerogatives accordées aux concessionnaires dans l'intérêt de l'exploitation des gisements -

Comme les titulaires des permis de recherches, les concessionnaires sont investis de droits leur permettant de mener à bien les travaux nécessaires à l'exploitation des gisements, et de tirer profit des hydrocarbures extraits.

Disposition des produits extraits -

En premier lieu, ils exercent, à titre exclusif, le droit d'exploiter les gisements qui leur ont été concédés et ont la libre disposition des produits extraits sous réserve des obligations d'ordre fiscal ou économique qui leur sont imposées dans certains pays. Outre ce droit de disposition de la production, certains contrats de concession prévoient la possibilité de traiter les hydrocarbures extraits, de transporter et de vendre les produits dérivés : il en est ainsi aux termes des conventions conclues par les Etats du MOYEN-ORIENT avec les grandes Compagnies pétrolières qui stipulent en faveur de ces dernières les droits les plus étendus en contrepartie d'obligations financières relativement lourdes; au VENEZUELA les concessions d'exploration et d'exploitation comportent des privilèges analogues.

Occupation et expropriation -

En second lieu, les concessionnaires sont investis de prérogatives pour l'exécution des travaux de toute nature concernant les opérations d'exploitation; comme les titulaires de permis de recherches, ils ont le droit d'occuper les terres des particuliers ainsi que de mettre en jeu la procédure d'expropriation, mais dans des cas beaucoup plus nombreux tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du périmètre de la concession : ainsi en FRANCE, les concessionnaires peuvent occuper non seulement les terrains nécessaires à l'exploitation du gisement, mais encore d'autres terrains à l'effet d'établir des routes, des chemins de fer et des pipe-lines destinés au transport des produits extraits; pour ces travaux effectués à l'extérieur de la concession, une déclaration d'utilité publique est nécessaire.

Pipe-lines -

L'établissement des pipe-lines donne lieu souvent à des dispositions spéciales : dans certains cas, le droit de construire les pipe-lines dérive de la concession elle-même comme au VENEZUELA et au PEROU; dans d'autres pays, il fait l'objet de concessions particulières comme en COLOMBIE; le Gouvernement a souvent la faculté d'imposer aux concessionnaires l'obligation de transporter le brut des concessionnaires voisins qui n'auraient pas de pipe-lines en leur possession, mais cette obligation ne peut jouer que dans les limites de la capacité disponible et selon des tarifs agréés par l'autorité publique; dans d'autres pays une exploitation en commun peut être imposée.

Parfois, comme au BRESIL, des tarifs préférentiels leur sont consentis par les Compagnies de chemins de fer et de navigation.

Dans les Etats où l'infrastructure est inexistante, les concessionnaires disposent des prérogatives les plus larges pour établir tous les moyens dont ils pourraient avoir besoin pour l'exploitation des gisements. Les concessions accordées par les Principautés du MOYEN-ORIENT, énumèrent en général une série assez longue de travaux ou d'installations que les titulaires peuvent exécuter tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des concessions; il s'agit le plus souvent de réseaux de transmission et de moyens de communications de toute nature, tels qu'aérodromes, ports, chemins de fer, de constructions de maisons d'habitations, d'installations sanitaires, et tous immeubles nécessaires à la vie du personnel et au fonctionnement de l'entreprise; de plus, les concessionnaires bénéficient, en général, du droit d'user de tous les services publics aux tarifs ordinaires sans discriminations possibles, et d'utiliser les matériaux de toutes sortes se trouvant dans le pays ainsi que de l'eau, contre redevances fixées par le Gouvernement.

Protection politique -

Ces droits étendus s'accompagnent également du bénéfice de la protection politique de l'Etat : en ARABIE SAOUDITE, l'ARAMCO a droit à la protection du gouvernement qui s'engage à fournir les soldats et les

guides nécessaires à la sécurité des installations et des travaux de la compagnie; celle-ci, d'ailleurs, est tenue de supporter la charge de la solde des troupes mises ainsi à sa disposition; en IRAK, l'IRAK PETROLEUM Co. peut exiger du gouvernement qu'il prenne toutes mesures raisonnables pour faciliter l'exécution de ses travaux. De telles prérogatives se justifient par l'état d'insécurité du pays; il est normal que les concessionnaires obtiennent des gouvernements de ces Etats toutes assurances quant à la protection que ceux-ci seraient en mesure de leur apporter. En contre-partie, certaines Principautés comme l'ARABIE SAOUDITE interdisent aux Compagnies d'intervenir dans la politique du Gouvernement ou dans ses affaires intérieures et dans ses rapports avec ses sujets, elles se réservent le droit d'expulser tout membre du personnel de ces compagnies dont l'action serait jugée contraire aux intérêts nationaux.

Avantages fiscaux et douaniers -

Comme en matière de recherches, des Etats exonèrent partiellement ou totalement les entreprises de certains impôts ou de droit de douane sur le matériel importé; les mêmes garanties relatives aux taux des impôts futurs jouent aussi en faveur des exploitants. Les Etats du MOYEN-ORIENT octroient, en général, aux concessionnaires une exemption totale d'impôts et de taxes fiscales de toute nature, mais en contrepart de redevances forfaitaires ou assises sur la production atteignant des montants élevés. En IRAK, l'IRAK PETROLEUM Co., moyennant un forfait annuel, bénéficie d'une exonération fiscale très large, qui ne recouvre pas cependant les droits à acquitter sur les produits raffinés en IRAK et livrés à la consommation du pays.

Certains Etats comme la COLOMBIE exemptent de droits de douane à l'exportation les bruts nationaux; au VENEZUELA, le Gouvernement se réserve la faculté de faire bénéficier d'une réduction de droits des concessionnaires déterminés; ces pays trouvent en effet dans l'exportation du brut une source appréciable de devises pour leurs importations. Bien entendu, l'exemption complète des droits de douane est également accordée par les Principautés du MOYEN-ORIENT.

Protection des productions nationales -

D'autres Etats pratiquent une politique de protection des bruts nationaux à l'égard des bruts de provenance étrangère lorsque les prix de revient sont plus élevés que les prix mondiaux et attribuent aux entreprises exploitant les gisements nationaux des subventions ou des remises de taxes qui leur permettent d'écouler leur production à des prix rémunérateurs. En FRANCE, la loi du 27 Mai 1950 a créé un Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale : alimenté par des redevances perçues à l'occasion de la vente des produits pétroliers sur le marché intérieur, il accorde un soutien à des productions d'hydrocarbures dont la liste est établie par le Gouvernement; le législateur laisse ainsi à l'autorité publique tout pouvoir pour apprécier l'importance du soutien à consentir dans chaque cas particulier. En

ALLEMAGNE, les entreprises de recherches et d'exploitation d'hydrocarbures bénéficiaient sous le régime national-socialiste d'importantes subventions provenant d'un fonds alimenté par le produit des droits de douane perçus sur les produits pétroliers importés.

Ces droits, qu'ils constituent des prérogatives d'ordre juridique ou qu'ils consistent en avantages financiers, assurent, en général, aux concessionnaires des moyens suffisants pour mettre en valeur les gisements qui font l'objet de leur entreprise, mais, en contrepartie leur imposent un certain nombre d'obligations ayant pour effet d'orienter les exploitations minières de pétrole dans le sens des intérêts généraux pour le plus grand profit de la nation.

Paragraphe III - Les obligations imposées aux concessionnaires dans l'intérêt national -

La production des gisements d'hydrocarbures intéresse les Etats à différents titres : en premier lieu, ils veillent à ce que l'exploitation minière s'effectue dans des conditions de rendement optimum en imposant un certain nombre d'obligations techniques aux concessionnaires. En second lieu, considérant le pétrole comme une richesse nationale, ils s'attachent souvent à ce que les produits extraits soient affectés d'a bord aux besoins du pays par le jeu d'obligations économiques; enfin, les hydrocarbures possédant une valeur marchande élevée, constituent une matière imposable de choix pour le fisc qui frappe les concessionnaires d'impôts et de redevances.

1° - Obligations techniques -

Comme les titulaires de droits de recherches, les concessionnaires sont soumis à une surveillance plus ou moins étroite des autorités publiques qui portent leur attention sur les conditions dans lesquelles sont exploités les gisements.

A - Obligations communes aux travaux de recherches -

En général cette surveillance est exercée par une administration spécialisée, le Service des Mines. Différents procédés sont utilisés selon les pays, et marquent une intervention plus ou moins étendue des Etats dans la direction des entreprises, depuis la simple communication de renseignements jusqu'à la nécessité d'autorisations pour effectuer des opérations déterminées.

a - Renseignements -

La plupart des Etats exigent des concessionnaires un certain nombre d'informations leur permettant de suivre l'exploitation des gisements, telles des états périodiques de production, des rapports annuels ou mensuels concernant les travaux exécutés, l'emplacement des puits, les terrains traversés, et en général, toutes les opérations d'ordre technique qui sont intervenues au cours de la période considérée.

b - Contrôle sur place -

Les agents du Service des Mines disposent, comme pour les recherches du droit d'accès aux travaux et aux archives des concessionnaires, accomplissant ainsi un contrôle sur place.

c - Pouvoir Réglementaire

Les Etats instituent également une réglementation prescrivant les différentes mesures que doivent prendre les exploitants, notamment en matière de sécurité et d'hygiène, tant à l'égard du personnel de l'entreprise qu'à l'égard des tiers, et les représentants de l'autorité publique ont qualité pour s'assurer de l'observation de ces mesures générales. C'est ainsi que la législation française donne pouvoir au Chef du Gouvernement par voie de décrets et aux Préfets par le moyen d'arrêtés pour édicter toutes dispositions ayant pour objet d'assurer, en particulier, la sécurité publique, la sûreté et l'hygiène des ouvriers, la conservation du gisement ainsi que des voies de communication, l'usage des eaux de sources alimentant les agglomérations ainsi que celui des eaux minérales. L'inexécution de ces prescriptions entraîne l'application de sanctions administratives dont la plus grave est la défense de la concession et qui sont parfois assorties de sanctions pénales.

d- Autorisations préalables -

Certains Etats ne se contentent pas de réglementer les exploitations mais encore tendent à intervenir d'une manière directe en autorisant l'exécution de tout ou partie des travaux; parfois, il s'agit de l'approbation préalable du programme d'exploitation comme en FRANCE ou en ALLEMAGNE. Dans d'autres pays, le contrôle a priori de l'administration s'applique à des opérations déterminées : en BOLIVIE, le forage de chaque puits d'exploration est soumis à l'autorisation du Gouvernement qui fixe par ailleurs le nombre maximum de ces puits, il en est de même en GUYANE BRITANNIQUE pour l'abandon des puits; le Secrétaire d'Etat à l'Intérieur aux ETATS-UNIS dispose de pouvoirs très étendus de tutelle sur les exploitants tenant leurs droits des Indiens ; il peut donner l'ordre de suspendre l'emploi de telle pratique ou méthode de production ou l'usage de tout procédé qui serait susceptible de causer des pertes de gaz ou d'huile, il a également la faculté de déterminer les conditions d'approfondissement et d'abandon des puits; toutes mesures contre lesquelles les sociétés américaines manifestent une vive opposition.

Lorsque des raisons d'intérêt public l'exigent, la législation cubaine prévoit la possibilité pour le Gouvernement de régulariser ou de réglementer la production des puits.

B - Obligations particulières -

Si les modalités de cette surveillance ne se différencient guère de celles s'appliquant au contrôle des travaux de recherches, il existe également des obligations propres à l'exploitation.

a - Obligation d'exploiter -

En premier lieu, les Etats pour la plupart, exigent que l'exploitation ait lieu d'une manière continue : toute interruption des opérations pendant un certain temps peut provoquer la déchéance de la con

cession. Cette obligation d'exploiter prend souvent la forme de déclarations de principe, énumérant les facteurs économiques et techniques qui doivent déterminer la conduite des travaux; en ARGENTINE, par exemple, les concessionnaires sont tenus d'exploiter "rationnellement" les gisements et selon des conditions correspondant à la productivité confirmée de ceux-ci, les caractéristiques de la zone "intéressée" et les moyens de transport disponibles; en GUYANE BRITANNIQUE, il suffit d'exploiter selon les règles de l'art; aux INDES NEERLANDAISES, l'exécution des travaux doit être poursuivie avec diligence et en rapport avec la situation générale du commerce du pétrole. Le VENEZUELA serait, par contre, le seul Etat qui n'imposerait pas explicitement l'obligation d'exploiter, il exigerait seulement que les opérations soient effectuées "selon les techniques en vigueur dans l'industrie".

1 - Production minimum -

Les législations d'autres pays se sont efforcés de préciser le contenu de cette obligation en la rapportant à des éléments déterminés; ainsi est-il interdit de réduire la production, sauf accord du Gouvernement, au-dessous d'une certaine proportion de la capacité de production des puits : ce rapport est fixé au quart en COLOMBIE, et au tiers en EQUATEUR; en tout état de cause les redevances ne peuvent pas être établies sur une production inférieure à celle résultant de ces proportions. En BOLIVIE, le Gouvernement détermine la production minimum de chaque puits et impose aux Sociétés concessionnaires associées avec l'Etat une augmentation progressive de cette production, en vue de permettre à la Puissance Publique de récupérer par le moyen des royalties le montant de sa participation financière. Au PEROU, la loi oblige les concessionnaires à obtenir au cours de la troisième année qui suit l'octroi de leur titre un minimum de production, sur la base de laquelle est calculée la redevance même si le montant de l'extraction réelle est moindre; dans le cas où à l'expiration de la cinquième année, la production ainsi fixée n'aurait pas été atteinte, la concession serait résiliée. Lorsqu'il s'agit de concessions portant à la fois sur l'exploration et l'exploitation, les titulaires sont souvent tenus de procéder aux travaux d'exploitation et d'obtenir une production dans un délai déterminé; par exemple en SYRIE un million de tonnes par an au bout de 15 ans.

2 - Exploitation pour le compte du concédant.

Enfin, il est possible que cette obligation d'exploiter ne puisse être raisonnablement satisfaite par les concessionnaires alors que l'Etat conserve, malgré les conditions défavorables de l'exploitation le plus grand intérêt à ce que les opérations d'extraction soient poursuivies : ce cas a été prévu par la législation tunisienne. D'après les dispositions du cahier des charges annexé au Décret Beylical du 13 Décembre 1948, si le concessionnaire fait la preuve qu'aucune méthode d'exploitation n'a permis d'obtenir du gisement des hydrocarbures à un prix de revient suffisant pour permettre, en regard aux prix mondiaux

des produits extraits, une exploitation bénéficiaire, il peut être relevé de l'obligation d'exploiter sans perdre le bénéfice de la concession. Dans cette hypothèse, l'autorité concédante peut obliger le titulaire à exploiter, mais à la condition de garantir à celui-ci la vente des hydrocarbures produits à un juste prix couvrant ses frais directs et ses frais généraux d'exploitation du gisement, les taxes de toutes espèces, la quote-part des frais généraux de siège social et lui assurant une marge bénéficiaire nette de 10 %.

3 - Minimum de travaux -

Outre cette obligation d'exploiter, un certain nombre d'Etats imposent encore aux concessionnaires un minimum de travaux en vue de les inciter à faire preuve d'une activité suffisante; comme pour les travaux de recherches, ce minimum est assorti de diverses modalités, tantôt il est représenté par une somme d'argent comme en EQUATEUR, au CANADA ou en ARGENTINE, tantôt il s'exprime par l'obligation de forer un nombre de puits, soit fixes, soit en rapport avec la surface concédée, ou encore comme en ARABIE SAOUDITE, par la mise en service continu d'un certain nombre d'installations de forage au cours de la période d'exploitation; d'ailleurs ces modalités s'associent souvent à un nombre minimum de mètres à forer au cours de la période en cause. Les travaux doivent être entrepris dans des délais expirant peu après l'octroi des concessions; parfois, si les travaux n'ont pas commencé à la date fixée, les concessionnaires sont simplement tenus de payer une taxe superficielle; cette dernière est à CUBA de 50 centavos par hectare et exigible trimestriellement jusqu'à ce que les opérations projetées aient été mises en route.

b - Unitization -

A ces mesures fréquemment appliquées à l'exploitation de gisements de substances autres que les hydrocarbures, s'ajoute une obligation qui n'a été imposée que récemment par certains Etats et qui est inhérente aux conditions particulières de la mise en valeur des gisements pétrolifères : il s'agit de l'obligation pour des concessionnaires ayant des droits sur un même gisement, de procéder à une exploitation en commun : la législation américaine qui a l'une des premières prévu cette obligation l'a dénommée "Unitization".

En effet, les difficultés de déterminer au premier abord d'une manière précise, la texture des gisements et les rapports que ces gisements peuvent avoir entre eux, aboutissent parfois à ce qu'un même gisement soit exploité par des concessionnaires différents. Dans ce cas, la puissance publique intervient, en général, pour imposer les règles d'une exploitation commune en vue de la conservation du gisement, conformément aux dernières techniques exposées précédemment (voir SECTION I Paragraphe I).

1 - France -

Les dispositions édictées par les Etats en ce domaine sont d'une portée plus ou moins étendue. En FRANCE, en NOUVELLE-ZELANDE et en GRANDE-BRETAGNE, les législations prévoient pour ces concessionnaires l'obligation d'établir un plan commun d'exploitation, qui, à défaut d'accord des intéressés ou en cas de non approbation par l'administration compétente, peut être établi et leur être imposé de droit par l'autorité publique. D'après la législation française, ce plan doit notamment préciser le programme d'exploitation de l'ensemble de la structure, les bases de la répartition des produits entre les concessionnaires et, le cas échéant, la désignation d'un comité chargé de diriger l'exploitation d'ensemble.

2 - Etats-Unis -

Aux ETATS-UNIS et en ITALIE, les obligations des concessionnaires en cette matière sont beaucoup plus précises; elles tendent notamment à faire participer ces derniers à des associations d'exploitation. Il est remarquable de noter que cette obligation est l'une des rares contraintes qui soient imposées aux ETATS-UNIS aux exploitants qui tiennent leurs droits de particuliers, mais elle est d'ailleurs souvent à l'origine provoquée par certains intéressés. Elle trouve sa source dans des textes qui depuis la fin du siècle dernier ont été pris par certains Etats Particuliers en vue de coordonner la production et d'assurer la conservation des gisements; la loi la plus ancienne serait celle publiée en 1878 en PENNSYLVANIE. Ces mesures se sont révélées d'autant plus nécessaires que les superficies considérées sont très réduites dans ce pays, et que par suite il est très fréquent qu'une même structure productive fasse l'objet de plusieurs exploitations. En 1924 il fut créé un comité d'études, le "Federal Oil Conservation Board", dont le rôle fut d'édicter des règles pour l'ensemble des propriétés exploitant un même gisement, pour le "maintien de celui-ci en bon état". La création de ce comité répondait au désir de limiter la surproduction qui sévissait à l'époque dans les pays pétroliers, à la crainte d'épuisement rapide des réserves, et enfin au souci d'éviter le gaspillage et d'augmenter le rendement.

De telles dispositions législatives ou réglementaires ont fait l'objet de recours pour inconstitutionnalité pour le motif qu'elles lésaient l'exercice du droit du libre usage reconnu à la propriété : un arrêt célèbre a confirmé la légalité de ces textes selon la théorie des "correlative rights" élaborée à cette occasion par le Juge WHITE : celui-ci estima, en effet, que l'exploitation d'un gisement constituant un droit de propriété, tous les exploitants d'un même gisement ont un privilège égal pour l'exercice de ce droit; dans le cas où l'un d'eux en userait sans limite, il risquerait de s'attribuer une part indue par rapport aux autres et ainsi de priver ces derniers des avantages de leurs droits.

A titre d'exemple, il n'est pas sans intérêt d'analyser les principales dispositions de la loi N° 339 promulguée en 1947 dans l'Etat de l'OKLAHOMA qui s'applique à la fois au pétrole brut et au gaz naturel et qui repose sur le principe de l'association obligatoire provoquée par les intéressés.

Une demande peut être formulée par des exploitants représentant plus de 50 % des intérêts de la zone pouvant faire l'objet d'une exploitation commune : cette demande à laquelle est annexé un projet de plan est présentée à la "Corporation Commission" instituée dans l'Etat Particulier. Cette Commission décide de la création d'une unité de zone dotée de la personnalité juridique, et la délimite. Cette unité est administrée par un comité composé de propriétaires chargés de faire respecter et de mettre en oeuvre le plan qui a été arrêté par la Commission et qui prévoit les opérations à exécuter; chaque propriétaire participe à la direction de la zone, proportionnellement aux intérêts qu'il y détient. Les dépenses sont réparties comme les recettes en fonction de l'importance des intérêts possédés. L'unité n'est pas propriétaire de la production, cette dernière est la propriété des diverses personnes auxquelles elle est allouée en vertu du plan et les travaux sont effectués pour le compte de la masse par l'un des propriétaires.

La décision de créer l'unité de zone peut être suspendue en cas de protestations de propriétaires détenant plus de 15 % d'intérêts dans la zone, et le plan peut être modifié sur demande de plus de 10 % des intérêts représentés.

L'unité peut, d'autre part, être élargie et fusionner avec d'autres unités.

Les décisions de la Commission corporative peuvent être déférées par voie d'appel aux Tribunaux et à la Cour Suprême de l'Etat Particulier.

Lorsqu'il s'agit de terres publiques fédérales, il appartient au Secrétaire d'Etat à l'Intérieur d'imposer l'"Unitization" et d'instituer les unités.

3 - l'Italie -

En ce qui concerne l'ITALIE, la loi prévoit un procédé plus autoritaire : un décret, pris après Avis du Conseil Supérieur des Mines, peut obliger les concessionnaires à participer à des associations constituées en vue de l'exploitation commune d'un gisement : la part des dépenses engagées pour l'exécution des travaux est recouvrée sur chaque concessionnaire comme en matière de contributions directes; dans le cas où les travaux prescrits ne seraient pas effectués, un Commissaire est nommé par le Gouvernement pour y faire procéder d'office aux frais des intéressés. Dans un autre ordre d'idées, il est possible également pour le Gouvernement d'imposer une exploitation commune à deux exploitations voisines qui ne s'exécuteraient pas commodément. Toute cette législation a d'ailleurs été édictée sous le régime fasciste.

groupe ou les produits dérivés à concurrence de 25 % de la production pour sa propre consommation au cours pratiqué sur les marchés mondiaux parfois l'autorité publique bénéficie de prix préférentiels dans la limite de 20 % de la production comme en ARABIE SEoudITE ou en EGYPTE où les réductions consenties sont respectivement de l'ordre de 5 % et de 10 % des prix mondiaux.

Dans d'autres Etats, des mesures sont prises pour contrôler la destination des produits : en NOUVELLE-ZELANDE, il est interdit d'exporter les hydrocarbures extraits des gisements nationaux, sauf autorisation spéciale. Au BRESIL, est prohibée la vente des produits pétroliers d'origine intérieure à des Gouvernements étrangers ou à des sociétés placées sous leur contrôle.

B - Raffinage de la production nationale -

D'autres obligations concernent le raffinage de la production nationale : en ANGLETERRE et dans les Colonies Britanniques, les concessionnaires sont tenus de raffiner eux-mêmes sur place le brut extra: si la production dépasse 250.000 tonnes par an, la moitié de l'huile provenant des gisements nationaux devant être traitée par des entreprises britanniques. Ils doivent, de plus, s'engager à fabriquer des produits dérivés répondant à des spécifications déterminées pour la défense nationale, et notamment des combustibles liquides pour le ravitaillement de la flotte; cette obligation constitue l'un des aspects de la politique de défense de l'Empire Britannique soucieux de constituer des bases bien approvisionnées sur les grandes routes mondiales. Les Etats Arabes comme l'ARABIE SEoudITE et l'IRAK, exigent des concessionnaires la construction de raffineries sur leur propre territoire en vue de l'alimentation du marché intérieur.

C - Etat de nécessité -

En temps de guerre ou de crise intérieure, des mesures plus rigoureuses peuvent intervenir. Des Etats comme l'ANGLETERRE ou le ~~Portugal~~ pour le MOZAMBIQUE exigent que la production nationale soit affectée par priorité aux besoins du pays; il peut en être de même en FRANCE en application des lois sur l'organisation de la Nation en temps de guerre. D'autres Etats prévoient des dispositions beaucoup plus graves, telles la réglementation de l'entreprise, voire même l'expropriation comme en EGYPTE où le Gouvernement avant de prendre sa décision apprécie les circonstances telles les difficultés intérieures ou la prévision de guerre qui justifient la mesure.

En réalité, il n'est pas douteux que quelles que soient les dispositions édictées dès le temps de paix et dans des circonstances normales, les Etats, en temps de guerre ou de difficultés intérieures, prennent en principe les mesures qui s'imposent lorsque la sécurité nationale l'exige, et le pétrole est une des matières premières retenant au premier chef leur attention.

gnent 40 \$ par concession; d'autres dépendent de la superficie accordée, comme au VENEZUELA où au moment du choix des zones devant faire l'objet d'exploitation, il est perçu une taxe de 8 bolivars par hectare (environ 830 frs.). Enfin, dans les Etats Arabes, la délivrance des concessions qui portent d'ailleurs à la fois sur la recherche et l'exploitation, donne lieu au paiement de sommes très élevées : en ARABIE SAOUDITE, par exemple, une somme de 140.000 livres or a été versée en 1939 par l'ARAMCO au moment de la signature de la deuxième convention.

Taxes superficielles -

Outre ces taxes qui ne sont acquittées qu'une seule fois, existent dans la plupart des pays des taxes superficielles de caractère annuel (Voir Tableau VIII). Certaines, comme en EQUATEUR, en ESPAGNE ou aux INDES NEERLANDAISES, sont analogues à celles perçues pendant la période d'exploration, les titres couvrant les deux périodes. Dans les autres pays, elles ont des caractères nettement distincts et revêtent des modalités diverses.

Parfois, elles sont d'un montant fixe, le plus souvent déterminé par la loi : comme en ARGENTINE ou aux ETATS-UNIS pour les terres fédérales le taux est quelquefois élevé, en COLOMBIE il atteint depuis un décret de 1949, 1 \$ 50 par hectare; dans certains cas, ce taux est fixé par le Gouvernement dans des limites prévues par la loi : ainsi en ANGLETERRE, cette taxe peut-elle être comprise entre 1/ et 6/.

Dans d'autres Etats, le montant de la taxe superficielle varie selon différents facteurs : à CUBA, en BOLIVIE et au VENEZUELA, il progresse en fonction de la durée de la concession; dans ce dernier pays, la taxe annuelle à l'hectare est de 5 bolivars pendant les dix premières années, puis augmente de 5 bolivars tous les 5 ans jusqu'à la trentième année; la durée de la concession est de 40 ans; il est vrai qu'en fin de concession, une taxe de 30 bolivars par hectare, soit 3.000 frs, environ, serait fort lourde si elle n'était déduite de la redevance pour la fraction dépassant 5 bolivars. Le taux de cette taxe varie également selon les régions comme au PEROU, où, comme en matière de recherches, il est moins élevé dans la MONTANA; la législation du PEROU est également remarquable en ce domaine par le fait que le montant de la taxe superficielle est fonction par pertinencia (unité de 4 ha.) de la production extraite, et qu'il est d'autant plus faible que cette production est plus élevée; selon une formule dégressive, le taux varie de 0,9 \$ pour une tonne à 0,050 \$ pour 10 tonnes et au-dessus. Enfin, en BOLIVIE, le taux de la taxe est moins élevé pour les sociétés associées avec l'Etat.

Comme il a déjà été exposé, le montant de la taxe est parfois déduit des redevances à payer par ailleurs : il en est ainsi en ANGLETERRE, en EGYPTTE ou au VENEZUELA. Le défaut de paiement de cette taxe entraîne, dans de nombreux Etats, la déchéance de la concession.

Ces taxes n'ont pas toujours un but fiscal, et ont de plus dans certains cas pour conséquence d'encourager la production comme au PEROU.

TABEAU VIII

TAXES SUPERFICIAIRES FRAPPANT LES TITULAIRES DE CONCESSION D'EXPLOITATION

Pays	Unité	Montant	Nature	Obs.
Angleterre ...	Square mile (259 ha)	1 à 6/ 10 pesos	Fixe	est déduit de la royalty
Argentine	ha	20 à 80 cen-	Fixe	
Bolivie	ha	tavos	Progressive jusqu'à la 8ème année	
En association avec l'Etat ..	ha	10 à 50 cen- tavos	"	
Colombie	ha	1,50 \$	Fixe	
Cuba	ha	10 à 15 cen-	Progressive jusqu'à la 20ème année	
Egypte	ha	2 £ 500 mil- lièmes	Fixe	est déduit de la royalty
Etats-Unis (terres fédéra- les)	Acres (0,40 ha)	1 \$	Fixe	"
Italie	ha	5 livres	Fixe	
Nouvelle Zélan- de	Square mile (259 ha)	10 £	Fixe	tous les semestres et est dé- duit de la royalty
Pérou	Pertinencia (4 ha)	0,9 à 0,050 £	Dégressive jusqu'à 10 tonnes	
Trinidad	Acre (0,40 ha)	1/ vars	Fixe	
Vénézuela	ha	5 à 30 boli- vars	Progressive jusqu'à la 30ème année	le montant excédant 5 bolivars est déduit de la royalty

B - Redevances

Les redevances, par contre, ont essentiellement pour objet de procurer des ressources au Trésor ou la disposition d'une partie de la production des concessionnaires au Gouvernement. Ces redevances revêtent plusieurs formes : tantôt elles consistent en une somme fixe d'argent proportionnelle aux quantités d'hydrocarbures extraits et sont connues sous le nom de "royalties"; tantôt elles concernent une partie de la production, et sont fixées soit en nature, soit en espèces correspondant à la part en nature, et sont dénommées bruttos. En général les concessionnaires sont assujettis à l'une ou à l'autre de ces redevances rarement aux deux à la fois à l'exception de ceux travaillant dans les pays du MOYEN-ORIENT (voir tableau IX). Il existe cependant des Etats qui n'ont pas adopté ce système simple des redevances, et qui lui ont préféré le partage des bénéfices comme la FRANCE ou les PAYS-BAS.

a - Royalties -

Les royalties sont applicables dans les Etats Arabes et dans un grand nombre de Pays Britanniques; elles frappent d'une somme fixe, soit la production du brut comme en SYRIE, soit la production de différents hydrocarbures mais à des taux différenciés. Ainsi en est-il en GUYANE BRITANNIQUE ou au TRINIDAD; dans ce dernier pays le baril (158 litres) de brut supporte une royalty de 4 à 9 pences, tandis que le gallon d'essence (4 litres) n'est imposé que d'une royalty de 1/4 à 4 pences et les 1.000 pieds cubes (28.316 litres) de gaz seulement de 2 pences.

Dans les pays Arabes, la royalty est souvent fixée en monnaie d'or ce qui provoque parfois des contestations; la livre or n'ayant pas la même valeur que la livre papier : ainsi en ARABIE SEoudITE, en ce qui concerne la convention avec l'ARAMCO, la Livre or a été fixée à 12 \$ des ETATS-UNIS en Mai 1948; en SYRIE, la convention avec la SYRIAN PETROLEUM Cy. détermine la livre or par un poids d'or, soit : 7,322382 grammes d'or fin. Enfin, un minimum de perception est souvent fixé : pour la PACIFIC WESTERN OIL CORP. assujettie à une royalty de 55 cents par baril, il est de 1.000 \$. (Voir tableau IX et Annexes A - B et C).

b - Bruttos

Les bruttos sont d'une application courante dans un grand nombre d'Etats auxquels ils sont versés le plus souvent au choix du Gouvernement en espèces ou en nature : leur taux varie selon les pays où ils sont fonction parfois de multiples facteurs, tels la richesse démontrée du sous-sol, l'éloignement des marchés, les conditions de travail, les travaux antérieurs d'exploitation, la valeur de la production et le prix de revient du forage : en cette matière, il est nécessaire de trouver un taux limite entre le prix de revient du produit pour le concessionnaire et les besoins fiscaux de l'Etat.

TABLEAU IX

QUELQUES ROYALTIES ET BRUTTOS

Pays	Royalties	Révision	Brutto
Allemagne			5 %
Angleterre	3 à 6/ par tonne	tous les 10 ans	
Argentine			12 à 8 %
Bolivie			9 %
Brésil			10 %
Cuba			5 à 10 %
Egypte			15 à 25 %
U.S.A. (terres fédérales) ..			5 % pour le 1/4 de la superficie de recherches 12 1/2 à 33,5 % pour les trois autres quarts
Guyane Britannique	72 cents par tonne de brut		
	1 cent 1/2 à 2 cents par gallon	tous les 10 ans	
	produits légers:		
	4 cents par mille pieds cubes de :		
	gaz		
Italie (Sicile)			4 à 20 %
Nouvelle-Zélande			5 %
Pérou			6 à 10 %
Trinidad	4 à 9 pences		
	par baril de brut		
	1/4 à 4 pences :		
	par gallon d'es-		
	sence.		
	2 pences pour		
	1.000 pieds cubes		
	de gaz		
Tunisie			10 %
			et 3 à 10 % pour les hydrocarbures solides
			5 % pour la gasoline

TABIEAU IX - ANNEXE A

d'après OIL and GAS JOURNAL du 9/2/50 - p. 37

Pays	Bruttos	Concessionnaires et remarques
Canada (Terre de la Couronne dans l'Alberta)	12 1/2 %	La plupart des grands exploitants des Etats du Canada. La province a le droit d'élever la redevance à 16 1/2 %. Une moitié des réserves peut être soumise à bail. Le reste est cédé aux enchères par soumission.
(a) Colombie (Terre du Gouvernement)	3 à 13 %	Tropical, Colombian Petroleum, Shell, Socony Vacuum et Texas Co. Les redevances diminuent à mesure que croît la distance de la conduite à la côte. Les deux plus fortes concessions : Barco et de Mares
Vénézuela	16 2/3 %	Conoco Shell, Mene Grande et 10 autres exploitants. Les lois fiscales sont conçues pour procurer une part totale égale au bénéfice net des Stés. La moitié de la superficie d'exploration peut être cédée. Le reste se traite aux enchères.

(a) Les chiffres valent pour l'échelle légèrement supérieure de redevance et le droit d'exploitation superficiel établi par le décret de Janvier 1950.

TABEAU IX - ANNEXE B

Pays	Royalties (b)	Concessionnaires et remarques
(c) Iran	22 - 23 cents par baril	Anglo-Iranian Oil Co. Ltd. La redevance est de 4 shillings or par tonne, la valeur étant fixée sur l'or au taux régnant à la signature du contrat. Versement tenant lieu de taxes : actuellement 300.000 £ annuelles.
Irak (I.P.C.)	22 cents par baril	Irak Petroleum Cy Ltd. La redevance est de 4 shillings jusqu'au 14.7.54. Pour chaque période de 10 ans ultérieure, le taux de redevance est modifié selon les profits et les pertes passés dans la limite de 2 et 6 shillings (or).
Koweït	9,3 cents par baril	Kuwait Oil Co. Ltd. La redevance est de 3 roupies par tonne longue ou de 250.000 roupies par an, selon le chiffre le plus élevé, plus 1/4 de roupie en guise de taxe et 475.000 roupies de versement initial
Zone neutre (inté- rêts de Koweït)	35 cents par baril	American Independent Oil Co - 8.300.000 dollars de paiement de boni

b) Les taux d'autres devises ont été convertis en monnaie U.S.A. sur la base du change actuel.

c) Révision du contrat en cours, non acceptée définitivement, stipulerait 50 % d'accroissement du taux de base des redevances, avec rétroactivité à fin 1948, avec d'autres modifications.

TABIEAU IX - ANNEXE C

Pays	Royalties	Concessionnaires et remarques
Zone neutre (Intérêts de l'ARABIE SEoudite)	55 cents par baril	Pacific Western Oil Co. 9.500.000 dollars de boni payés. 25 % des bénéfices portent sur la vente de produits non raffinés loca- lement. 20 % des bénéfices nets (avant taxa- tion) résultent du raffinage.
Quatar	8,5 cents par baril	Petroleum Development (Quatar) Ltd. (I.P.C.) La redevance est de 3 roupies par tonne ex- ceptée sur l'asphalte et l'ozocérîte qui ne paient que 1 roupie 8 annas par tonne
Arabie Seoudite	22 cents par baril	Arabian American Oil Co. La redevance est de 4 shillings or par tonne ou l'équivalent en dollars ou en £.
	<u>BRUTTOS</u>	
Basrah Pe- troleum (d)	20 % en na- ture + 22 % sur le solde de 80 %. par baril	Basrah Petroleum Co. Ltd. Redevance de 20% en nature et 4 shillings or sur le solde de 80 % jusqu'à concurrence de 20 ans après le commencement des exportations régulières. Pour chaque période ultérieure de 10 ans la redevance est modifiée comme pour l'I.P.C. 20 % du pétrole en nature peut être revendu à la Cie, mais ne peut être vendu par l'Etat pour l'exportation.
Indonésie	12 %	Principalement la Standard Vacuum Oil Co. et la Shell. Les parts de l'Etat dans les bénéfices nets sont de 20 % au maximum, et en fait présentent l'alternative d'accroître la redevance de base de 4 % à 12 %, si les bénéfices sont inférieurs à 25 %, déprécia- tion exclue.

d) Termes virtuellement les mêmes que pour Mossoul Petroleum Co. et sa concession en Irak. Le contrat cependant ne stipule pas d'accroissement du minimum.

En ARGENTINE, le brutto compris entre 12 et 8 % est déterminé par cinq éléments : la productivité du gisement et sa profondeur, son éloignement du centre principal de distribution, la qualité du produit et la quantité d'eau et d'impuretés qu'il renferme. Ces facteurs sont évalués d'après une échelle progressive de points positifs et négatifs équivalents aux rapports maxima ou minima des conditions de l'exploitation respectivement défavorables ou favorables. La différence de 4 % existant entre les limites de la contribution de 8 % et celle de 12 % est fixée à 400 points positifs. Si de l'analyse et de la combinaison de ces facteurs, on aboutit à totaliser des points négatifs, ce qui prouve la prédominance des conditions favorables dans l'exploitation, la contribution maximum de 12 % sera appliquée. Si on aboutit à totaliser des points positifs, ce qui indique la prédominance de conditions défavorables dans l'exploitation, chaque point diminue d'1/100 le pourcentage maximum de 12 % sans que la contribution ne puisse descendre au-dessus du pourcentage minimum de 8 % même si le nombre de points à déduire se chiffre à plus de 400.

Au PEROU, le brutto varie selon les régions, comme la taxe superficielle. En COLOMBIE, il est de 8 % pour la production extraite des gisements sous-marins et de 13 % pour celle provenant de gisements complémentaires situés dans un rayon de 100 kms; il n'est plus que de 3 % pour les gisements distant de plus de 900 kms de la côte. A CUBA, il dépend de l'importance de la production de l'exploitation, il est réduit de 10 % à 5 % tant que la production ne dépasse pas 2.500.000 gallons (environ 11.000 tonnes) par an ou tant qu'un puits ne débite pas quotidiennement 20 m³ pendant 30 jours; le taux est également abaissé à 9 % si les produits sont raffinés sur le territoire. En TUNISIE, il est variable selon la catégorie des produits, il est pour le brut de 10 % et de 3 à 10 % seulement pour les hydrocarbures solides, et pour la gasoline que de 5 %, pour tenir compte dans ce dernier cas des frais de transformation. Aux ETATS-UNIS, en ce qui concerne les terres publiques fédérales, il dépend de l'origine de la concession; il est de 5% seulement pour la production extraite du quart de la superficie du permis de recherches, et il est compris entre 12,5 % et 33,5 % pour celle provenant de la surface restante : à titre indicatif, la redevance payée par les titulaires de droits d'exploitation aux propriétaires des terrains varie entre le 1/6 et le 1/8 de la production extraite. Le taux enfin est fixé dans certains pays discrétionnairement par le Gouvernement comme en NOUVELLE ZELANDE et en SICILE au-dessus d'un certain minimum.

Lorsque le brutto est perçu en espèces, il est nécessaire de se référer au prix du produit; différents systèmes ont été adoptés par les Etats à ce sujet : les uns comme l'EGYPTE et la TUNISIE s'en rapportent au prix du marché mondial; les autres comme l'ALLEMAGNE adoptent un prix fixé par un organisme officiel local, ou à défaut, par arbitrage comme en NOUVELLE ZELANDE; enfin, le BRESIL a établi un régime forfaitaire, le prix de vente est supposé égal au prix de revient majoré de 10 %.

Lorsque le brutto est perçu en nature, il importe de fixer le point de livraison des produits auxquels il s'applique : terminal d'un pipe-line, port d'embarquement; les frais de transport depuis le chantier sont déduits de la valeur de ce brutto.

c - Forfaits annuels -

Outre ces redevances, les Etats du MOYEN-ORIENT ont institué des charges financières spéciales : en premier lieu, les concessionnaires sont souvent tenus de livrer gratuitement à l'Etat un brutto forfaitaire ainsi, d'après les dispositions de la convention conclue par l'ARABIE SEoudite avec la PACIFIC WESTERN CORPORATION pour l'exploitation de la zone neutre, cette compagnie est tenue de livrer au Gouvernement 100.000 gallons d'essence et 50.000 gallons de lampant. En second lieu, une sorte de royalty forfaitaire est également souvent exigée : l'IRAK PETROLEUM Cy doit verser à l'IRAK une rente de 60.000 £ or pour les quatre premières millions de tonnes de production et 20.000 £ or par million au-delà de ce dernier montant de production. La SYRIE exige de la SYRIAN PETROLEUM Cy. le versement annuel de sommes fixes pour l'entretien d'étudiants ou pour couvrir des frais d'inspection. Enfin, certains pays obligent les concessionnaires à leur consentir des emprunts.

C - Participation aux bénéfices -

Une troisième catégorie de charge financière consiste en une participation de l'Etat aux bénéfices ou aux revenus de l'entreprise. En général, cette participation est exclusive des deux premières charges; cependant la PACIFIC PETROLEUM OIL CORP. déjà assujettie aux royalties et au brutto forfaitaire doit acquitter à l'ARABIE SEoudite une taxe de 25 % sur les bénéfices portant sur la vente des produits non raffiné localement, et une taxe de 20 % sur les bénéfices nets résultant du raffinage.

Cette participation progresse souvent en fonction de l'importance des bénéfices réalisés comme au CANADA dans la province de QUEBEC et en FRANCE. Dans ce dernier pays, les modalités sont fixées par les clauses du cahier des charges type et prévoient des calculs très complexes; la participation porte sur le super-bénéfice de l'entreprise, c'est-à-dire sur la partie des bénéfices excédant un revenu déterminé du capital investi; elle est progressive et varie de 2 à 40 % pendant les vingt-cinq premières années et s'échelonne de 10 à 75 % pendant les années suivantes; l'Etat reçoit trois quarts de cette participation et le personnel le quart restant; il convient de noter qu'en l'espèce, les concessionnaires sont également assujettis à l'impôt sur les bénéfices des sociétés comme toutes autres entreprises industrielles ou commerciales.

Dans d'autres pays, la participation porte sur le revenu net de l'exploitation : aux INDES NEerlandaises, son taux est d'autant plus élevé que le revenu dépasse certains pourcentages du capital social et varie progressivement par tranches; en EGYPTE, le montant de celle-ci est fonction de la distance du gisement au port d'embarquement; le plus proche; aux PAYS-BAS, par contre, elle est calculée à raison de 10 % des bénéfices nets de l'entreprise.

Cette dernière charge présente l'avantage d'être mieux adaptée aux capacités contributives des concessionnaires, mais elle est d'une détermination beaucoup moins aisée que les royalties et les bruttos.

Dans ce sens, un système très simple a été prévu par la convention conclue par le Gouvernement portugais avec la Gulf Oil Exploration Company pour le MOZAMBIQUE; il consiste à attribuer gratuitement à la colonie le tiers des actions de la Société d'exploitation; la participation du Territoire aux bénéfices de l'entreprise résultera alors de la perception des dividendes auxquels donnent droit les actions. Mais il reste à savoir dans quelle mesure la société distribuera des dividendes.

D - Autres charges -

Aux obligations ci-dessus s'ajoutent encore d'autres charges fiscales telles que l'acquittement des droits de douane à l'exportation comme au MAROC, ou des redevances à verser aux propriétaires des terrains : en FRANCE ces dernières n'ont qu'un caractère symbolique, mais, dans d'autres Etats, elles prennent une certaine importance, en COLOMBIE, par exemple, elles varient de 1/2 % à 8 %, selon les distances du gisement à la mer. Parfois, également, les concessionnaires sont tenus de certaines charges à l'égard des collectivités locales : en FRANCE, ils doivent acquitter au profit des départements et des communes, sur chaque tonne nette de produit extrait, des taxes spécifiques qui s'élèvent actuellement au total à 10 frs.

Enfin, les Etats imposent souvent aux concessionnaires le dépôt de cautionnement en garantie de l'exécution de leurs obligations en matière d'exploitation : celui-ci leur est rendu en fin de concession. Aux ETATS-UNIS, il est fixé à 5.000 \$ par concession pour les terres publiques fédérales et en ANGLETERRE à 20 £ par mille carré avec minimum de 250 £ et production d'intérêt; en ALLEMAGNE, il atteignait avant guerre 5.000 Reichmarks; dans d'autres pays, comme en BOLIVIE, la preuve de la solvabilité du concessionnaire est seulement exigée depuis la nouvelle loi de 1936.

Toutes ces obligations financières ont pour conséquence de limiter les bénéfices réalisés par les exploitations; pour que celles-ci soient rentables et suscitent l'intérêt des concessionnaires, il est nécessaire pour les Etats de déterminer ces charges selon les conditions propres à chaque exploitation, conditions qui peuvent être très différentes selon les pays.

Les concessionnaires de leur côté, préfèrent connaître à l'avance le montant des charges qui leur sont imposées et essaient d'obtenir des Etats des garanties pour l'avenir. Dans cet ordre d'idées, le Gouvernement Tunisien s'engage, suivant les dispositions du Décret Beylical du 13 Décembre 1948 à n'appliquer directement ou indirectement aux concessionnaires, aucun ensemble de mesures fiscales (impôts, droits, taxes ou redevances) autres que celles frappant son exploitation à l'une quelconque des opérations industrielles ou commerciales ayant pour objet la recherche, l'exploitation minière, le transport, le stockage, la vente en TUNISIE ou l'exportation des hydrocarbures bruts produits et ayant pour effet de représenter un montant total supérieur à 12,5 % de la valeur globale des hydrocarbures produits par le titulaire, la redevance proportionnelle de 10 % entrant en compte dans le calcul de ce dernier montant.

TABEAU DE LA PRODUCTION MONDIALE DE PETROLE en 1949

réf. OIL and GAS JOURNAL 26.1.50 p. 206

		1.000 barils/an	1.000 tonnes/an
Amérique du Nord	(Canada	21.535	2.773
	(Mexique	60.882	8.495
	(Etats-Unis ..	1.840.695	250.741
<u>Total Amérique du Nord</u>		<u>1.923.112</u>	<u>262.009</u>
Amérique du Sud	(Argentine	22.995	3.275
	(Colombie	30.040	4.273
	(Equateur	2.665	351
	(Pérou	14.783	1.961
	(Trinité	20.623	2.912
	(Vénézuëla	481.800	70.356
	(Autres	913	125
<u>Total Amérique du Sud</u>		<u>573.819</u>	<u>83.253</u>
Total Amérique Nord et Amérique Sud		2.496.931	345.262
Europe	(Allemagne	5.950	819
	(Pays-Bas	4.307	588
	(Autriche	6.570	968
	(Hongrie	3.833	502
	(Roumanie	31.390	4.238
	(Albanie	913	138
	(Pologne	985	133
	(U.R.S.S.	251.850	34.628
	(Autres	2.190	299
<u>Total Europe</u>		<u>307.988</u>	<u>42.313</u>
Moyen- Orient	(Bahrein	10.950	1.494
	(Iran	201.480	26.692
	(Irak	30.660	4.098
	(Kuwait	89.425	12.143
	(Arabie Séoudite	173.375	22.375
<u>Total Moyen-Orient</u>		<u>505.890</u>	<u>67.802</u>
Extrême Orient	(Egypte	15.659	2.236
	(Bornéo Britanni- que	24.820	3.433
	(Indes	1.935	267
	(Indonésie	40.880	5.577
	(Nouvelle-Guinée	1.788	244
	(Autres	2.847	388
<u>Total Extrême-Orient</u>		<u>72.270</u>	<u>9.909</u>
<u>TOTAL MONDE</u>		<u>3.398.738</u>	<u>467.522</u>

DEUXIEME PARTIE

L'ETAT ET LES ENTREPRISES MINIERES DE PETROLE

La mise en valeur des gisements de pétrole exige, pour les raisons qui ont été exposées dans la première partie de cette étude, de puissants moyens financiers et techniques. Une telle entreprise ne peut donc être dans la plupart des cas l'oeuvre d'un seul individu, mais de personnes morales publiques ou privées.

Selon la doctrine politique de l'Etat, il appartient soit à des collectivités publiques, soit à des sociétés privées, soit simultanément à ces deux catégories d'organismes, de procéder à la recherche et à l'exploitation des ressources pétrolifères du pays dans le cadre de la législation en vigueur. Mais par suite de l'importance des capitaux investis et de la valeur des produits extraits, les entreprises minières d'hydrocarbures sont susceptibles d'exercer une influence profonde sur la conjoncture économique nationale, voire sur le développement de la vie politique : les Etats ne peuvent donc se désintéresser de leurs opérations et obéissent à leur égard à deux tendances : l'une consiste à participer plus activement à l'exploitation des hydrocarbures et à renforcer leurs pouvoirs de contrôle, l'autre est de réserver aux seuls nationaux la direction de ces entreprises à l'exclusion des étrangers. Ces tendances, d'ailleurs, n'expriment pas tant le souci de sauvegarder les intérêts nationaux d'ordre économique que de posséder un moyen indirect de défense contre les Etats étrangers dont il est possible de craindre parfois une immixtion politique et financière dans l'économie de la nation.

Dans cet ordre d'idées, les Etats s'efforcent souvent de définir la structure de la recherche et de l'exploitation des gisements d'hydrocarbures et de participer à l'exécution des opérations, autrement dit à limiter l'influence des entreprises minières de pétrole d'une part et d'orienter leurs activités, d'autre part.

Ce sont ces deux aspects des interventions des Etats qui seront examinés dans cette deuxième partie.

Chapitre I

LIMITES APPORTEES PAR LES ETATS A L'INFLUENCE DES ENTREPRISES MINIERES

DE PETROLE

Ces limites dépendent essentiellement du régime politique et économique de l'Etat.

Certains Etats d'essence libérale, se contentent de prendre des mesures de structure pour soustraire les Sociétés pétrolières aux influences étrangères et pour réduire la puissance industrielle de celles-ci.

D'autres Etats enclins à agir plus directement sur l'économie nationale, confient à des organismes publics le soin de rechercher et d'exploiter les gisements pétrolifères, et selon le degré de leur intervention, laissent subsister ou non l'initiative privée.

SECTION I - La structure des Sociétés Pétrolières dans l'Etat libéral -

Quelques Etats soumettent les Sociétés de recherches et d'exploitation de pétrole au droit commun des Sociétés, sans prévoir à leur endroit de dispositions spéciales. Cependant de nombreux Etats, dans un but d'intérêt national, définissent par des dispositions législatives ou réglementaires le statut de ces Sociétés; parfois pour maintenir le libre jeu de la concurrence, ils édictent des prescriptions d'une portée plus générale ayant pour effet d'empêcher notamment que certaines de ces Sociétés plus puissantes que les autres n'exercent un monopole de fait de la production au détriment de l'économie du pays.

Paragraphe I - Le Statut des Sociétés de recherches et d'exploitation de pétrole.

Les dispositions qui fixent le statut des Sociétés pétrolières ont en général pour objet d'éliminer l'intervention possible d'éléments étrangers et de permettre dans certains cas l'exercice d'un contrôle par le Gouvernement.

A - Loi applicable -

Certains Etats exigent, en premier lieu, que ces Sociétés soient constituées selon les lois du pays et qu'elles établissent leur siège social sur leur territoire, il en est ainsi au PEROU, à CUBA et en FRANCE. Cette mesure n'a pas pour effet d'interdire l'investissement des capitaux étrangers, mais permet simplement aux autorités publiques de contrôler l'activité de ces Sociétés plus aisément que si celles-ci avaient été formées à l'étranger.

Parfois la constitution des Sociétés pétrolières est soumise à l'autorisation préalable du Gouvernement : le plus souvent comme au BRESIL et en ANGLETERRE, cette prescription est imposée en vue de la vérification des conditions de nationalité que doivent remplir ces organismes. Les statuts doivent recevoir l'approbation du Gouvernement au DANEMARK et aux PAYS-BAS.

B - Capital social souscrit par des nationaux -

Le capital social fait souvent l'objet de mesures particulières destinées à maintenir à l'intérieur des sociétés une influence nationale : certains Etats comme le BRESIL interdisent à tout étranger d'être actionnaire de sociétés pétrolières, d'autres comme les ETATS-UNIS en ce qui concerne les terres publiques fédérales atténuent cette condition rigoureuse en permettant également à des citoyens ressortissant d'Etats accordant la réciprocité de traitement aux Américains, de devenir actionnaires de ces sociétés; au LIBAN, le capital de la Compagnie Libanaise des pétroles doit être possédé au moins pour moitié par des personnes physiques ou morales du pays; en EGYPTE, la majorité des actions doit se trouver entre les mains d'Egyptiens, et non de Britanniques.

Pour assurer le contrôle de ces prescriptions, il est souvent stipulé que les actions doivent revêtir la forme nominative; aux ETATS-UNIS un rapport détaillé sur chacun des actionnaires et leur nationalité doit être présenté par les Sociétés intéressées du Gouvernement Fédéral. D'autres Etats n'instituent pas de telles obligations mais, dans des cas déterminés prévoient un droit d'option pour les citoyens du pays : il en est ainsi souvent dans les Principautés du MOYEN-ORIENT où les Compagnies étrangères concessionnaires sont tenues de réserver le cinquième ou le quart de leurs actions aux nationaux si celles-ci sont destinées à des concessions publiques; L'ARABIE SAOUDITE par exemple, a stipulé de telles conditions dans la Convention qu'elle a passé avec la PACIFIC WESTERN OIL CORP. L'IRAK s'est attribué un avantage analogue par sa convention avec l'IRAK PETROLEUM Cy; parfois cette condition est prévue dans l'hypothèse de création de filiales, c'est le cas de la convention passée avec l'ARAMCO par l'ARABIE SAOUDITE.

Dans un autre ordre d'idées, un chiffre minimum est quelquefois imposé pour le capital social initial comme preuve de la surface financière de la Société, c'est ainsi que selon la législation de la province de QUEBEC au CANADA, le montant du capital doit atteindre au moins 10.000 dollars et être entièrement libéré. En FRANCE, si le concessionnaire est une personne physique, il peut être tenu de se substituer une Société commerciale ayant pour objet principal l'exploitation de la concession et possédant un capital déterminé qu'il, au-delà d'un certain montant, ne pourra être augmenté qu'avec l'approbation du Ministre chargé des Mines. Au MOZAMBIQUE, la Société d'exploitation qui sera créée par la GULF OIL EXPLORATION Cy devra être dotée d'un capital atteignant au moins 800.000 £.

C - Administration des Sociétés -

Une autre série de dispositions s'applique à l'administration des Sociétés, celle-ci doit être confiée, en de nombreux pays, dans une proportion déterminée à des nationaux. Il est rare cependant qu'il soit exigé que tous les administrateurs possèdent la nationalité du pays : la législation danoise constitue à cet égard une exception. Il s'agit le plus souvent d'imposer une majorité d'administrateurs nationaux. En FRANCE des mesures sont prises pour que les Sociétés concessionnaires de mines demeurent entre les mains de Français; dans les Sociétés anonymes minières, par exemple, le Président Directeur Général, les deux tiers des administrateurs, les Commissaires aux comptes et les Directeurs ayant la signature sociale devront être de nationalité française; des dérogations pourront être accordées par décret contre-signé par le Ministre des Affaires Etrangères et le Ministre chargé des Mines. Aux PAYS-BAS, la moitié des administrateurs et la majorité des directeurs doivent posséder également la nationalité du pays. Aux INDES NEERLANDAISES, cette condition est atténuée par les conventions conclues avec les Sociétés exploitantes qui exigent seulement que la majorité des administrateurs soit des citoyens des INDES ou des PAYS-BAS ou encore soient simplement domiciliés dans ce dernier Etat. En EGYPTE une minorité importante de 40 % d'administrateurs doit posséder la nationalité égyptienne. D'autres Etats comme l'ESPAGNE se contentent d'imposer que le Président du Conseil d'Administration et l'administrateur délégué soient des nationaux. La législation italienne prévoit une modalité plus simple encore et peut-être à l'usage plus efficace en soumettant la désignation de tous les administrateurs à l'agrément du Ministre de l'Economie Nationale.

D - Contrôle des Sociétés -

Certains Etats tout en s'assurant que l'Administration des Sociétés est placée entre les mains de nationaux, interviennent plus directement dans la gestion sociale en prévoyant l'institution de Commissaires du Gouvernement auprès de Sociétés pétrolières : il en est ainsi aux PAYS-BAS et aux INDES NEERLANDAISES où en l'absence de toute participation de l'Etat au capital social, les conventions conclues avec les Sociétés concessionnaires prévoient la présence de représentants du Gouvernement aux séances des diverses Assemblées et Conseils avec voix consultative, pour assurer la surveillance de la gestion des affaires sociales; ceux-ci jouissent pour l'accomplissement de leur mission du droit d'accès aux archives dans les bureaux et aux installations sur les chantiers. D'autres Etats ayant octroyé des concessions à des Compagnies étrangères s'efforcent également de contrôler les activités de ces dernières en se réservant le droit de désigner un représentant pour assister aux séances des Conseils d'Administration et procéder à l'examen des rapports et de la comptabilité : c'est le cas de l'ARABIE SEOUDITE en ce qui concerne la PACIFIC WESTERN OIL Corp pour l'exploitation de la zone neutre.

Toutes ces dispositions permettent aux Etats de déterminer dans une certaine mesure le statut interne des Sociétés de recherches et d'exploitation de pétrole et de limiter au sein de celles-ci l'influence étrangère. Un autre danger peut également menacer cette industrie soutenue parfois par d'importants groupes financiers, il s'agit du monopole de fait que sont susceptibles d'imposer les sociétés les plus puissantes et contre lequel les Etats s'efforcent de lutter sur le plan intérieur.

Paragraphe II - La lutte de l'Etat contre le monopole de fait des Sociétés de pétrole sur le plan intérieur : la politique anti-trust aux ETATS-UNIS.

Les débuts de l'industrie du pétrole furent caractérisés par la création de petites entreprises disposant de capitaux limités et effectuant leurs opérations dans des pays déterminés tels que la RUSSIE, la ROUMANIE, les INDES NEERLANDAISES ou les ETATS-UNIS : à chaque stade d'opérations correspondait des Sociétés distinctes : l'exploitation des gisements pétrolifères, le raffinage des produits extraits, le stockage, le transport et la distribution des produits dérivés étaient exécutés par des entreprises n'ayant pas de relations entre elles à l'origine.

Mais quelques années à peine après la mise en exploitation de nouveaux champs de pétrole, des entreprises de natures diverses surgirent sous l'impulsion d'un chef entreprenant et progressèrent à pas de géant : tantôt ce fut une affaire de raffinage comme la STANDARD OIL, tantôt une Société d'exploitation comme la ROYAL DUTCH, ou encore une entreprise de transport et de distribution comme la SHELL TRANSPORT. Ces sociétés intéressées à l'origine par un stade de la production étendirent leurs activités à l'ensemble des opérations de l'industrie du pétrole depuis la recherche et l'exploitation des gisements pétrolifères jusqu'à la distribution des produits raffinés, réalisant ainsi une concentration verticale. De plus leur puissance financière sans cesse croissante les incitèrent à accaparer le marché du pétrole, tant sur le plan intérieur que sur le plan international, ce qui provoqua entre elles des luttes qui se terminèrent par des ententes.

Les Etats durent alors intervenir pour limiter la puissance de ces Sociétés, sur leur propre territoire; ils les utilisèrent d'ailleurs sur le plan international pour participer à la mise en valeur de gisements nouveaux en collaboration avec elles. Ce second aspect des relations des Etats avec les "Trusts" sera examiné dans le chapitre suivant. Le premier aspect de l'attitude des Etats à l'égard des Sociétés pétrolières entre dans l'objet de cette étude, dans la mesure où ces Sociétés tendirent à contrôler la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures.

Il suffira d'ailleurs de procéder à l'examen de la politique américaine à l'égard des grands groupes pétroliers, car c'est principalement aux ETATS-UNIS que la lutte des autorités publiques contre l'in-

fluence de ces groupes s'engagea avec plus d'apreté. En GRANDE-BRETAGNE au contraire, le pays étant pauvre en pétrole, une collaboration s'institua rapidement entre les Sociétés pétrolières anglo-saxonnes et l'Etat en vue de l'approvisionnement du marché intérieur et de la flotte.

La politique du Gouvernement ~~Américain~~ consista d'abord à essayer de briser la puissance d'une oligarchie financière, non pour se substituer à elle, mais pour garantir le libre jeu de l'initiative privée au sein d'une économie libérale. L'histoire du Pétrole aux ETATS-UNIS est intimement liée, à l'origine, aux démêlés de la STANDARD OIL avec l'Etat, et principalement avec l'animateur prestigieux du groupe que fut J.B. ROCKFELLER.

L'Etat et la Standard -

Le 10 Janvier 1870, ROCKFELLER fondait avec quelques raffineurs la STANDARD OIL au capital de un million de \$ en vue de procéder au raffinage du pétrole; n'ayant pas l'intention dès le début de ses opérations de rechercher et d'exploiter lui-même les gisements d'hydrocarbures, il s'efforça de s'assurer par tous les moyens le contrôle de la production des concessionnaires. En 1871, pour étendre l'influence de la STANDARD, il créait avec une douzaine d'autres raffineurs une association d'intérêts, la "SOUTH IMPROVEMENT CY".

En vue d'éliminer la concurrence, cette association négocia avec les Compagnies de Chemins de Fer qui desservaient la région pétrolière, un arrangement en vue d'obtenir des prix préférentiels de transports : les Compagnies augmentèrent leurs tarifs et ristournèrent la différence entre les nouveaux prix et les anciens à l'association. Les autres raffineurs ne purent soutenir longtemps la concurrence et disparurent; il fut alors facile à la STANDARD OIL de racheter les raffineries acculées à la faillite. Celle-ci se développa et porta son capital social à 2 millions et demi de \$, mais le jeu de la "SOUTH IMPROVEMENT Cy" fut dénoncé et la liquidation judiciaire de l'association fut prononcée en 1872. ROCKFELLER employa alors d'autres formules, il fonda des filiales de transports et de raffinage et parvint à vaincre la résistance de nombreux indépendants.

ROCKFELLER ne s'attache pas seulement à étendre son emprise sur le raffinage, à l'origine de son apogée, mais encore sur l'exploitation des gisements de pétrole grâce au procédé du trustee. Il utilisa ainsi une pratique juridique fort ancienne, empruntée au droit britannique, qui consiste à faire gérer par une personne le "trustee", une propriété pour le compte d'une autre personne, notamment en cas de tutelle de mineurs ou de faillite de sociétés commerciales. Un avocat, T. DOOD, donna l'idée à ROCKFELLER de se servir de trustees pour grouper, sous une direction unique, un certain nombre de sociétés jusqu'alors indépendantes qui exploitaient des gisements de pétrole : celui-ci s'adressa aux actionnaires de ces différentes sociétés et leur demanda

de remettre à la STANDARD leurs actions en échange desquelles il leur fut remis des "certificats de dépôts" leur donnant le droit de recevoir des dividendes comme par le passé, mais le droit de vote aux assemblées générales leur était refusé, restait attaché à l'action elle-même et appartenait désormais à la STANDARD. Celle-ci faisait nommer des administrateurs à sa dévotion et se trouvait en mesure d'imprimer à toutes les entreprises une direction unique. Le faisceau des droits appartenant à l'actionnaire était dissocié; le droit de vote était détenu par le trustee. Ce système inauguré par la STANDARD reçut pour cette raison le nom de "voting trust".

Le 2 Janvier 1882, fut constituée dans l'Etat de NEW-JERSEY où les lois étaient indulgentes pour les ententes, la STANDARD OIL TRUST administrée par un comité de neuf trustees et ~~gouvernant~~ les actions de plus de trente compagnies pétrolières réparties de par le monde. La puissance de cette société risqua de porter ombrage à celle de l'Etat; de plus le monopole de fait qu'elle exerça sur le marché intérieur souleva une campagne d'opposition qui parvint à faire voter en 1890 une loi fédérale contre les Trusts, le "Sherman Act", d'ailleurs toujours en vigueur. Cette loi déclara illégaux et fit tomber sous le coup de la répression judiciaire, tout contrat et, plus généralement toutes combinaisons présentant la forme d'un trust, toute "conspiracy" tendant à restreindre le commerce sous toutes ses formes, ainsi que tous les monopoles exerçant leur emprise sur une partie de l'activité commerciale. Le Trust de la STANDARD tombant sous le coup de la loi dut être dissous.

ROCKFELLER après quelques vicissitudes reconstitua la STANDARD sous une autre forme : le "holding trust". Les entreprises antérieurement contrôlées conservèrent leur individualité propre, et en apparence leur indépendance, mais au-dessus d'elles fut placée une Société de portefeuille, une "holding", qui détint leurs actions; par ce moyen la holding put continuer à affirmer sa maîtrise sur les autres sociétés et unifier leurs méthodes d'exploitation et de vente. Au début du siècle, la STANDARD grâce à ce procédé contrôlait 84 % du brut produit aux ETATS-UNIS.

Mais la lutte contre les trusts reprit sous la présidence de Théodore ROOSEVELT qui l'avait inscrite dans son programme; de nombreuses actions judiciaires furent intentées à la STANDARD et à ses filiales pour violation du Sherman Act. Le 15 Novembre 1911 la STANDARD OIL fut finalement dissoute. Le règne du trust du pétrole avait cessé et cependant, si les tribunaux avaient prononcé la dissolution de la STANDARD pour le motif qu'elle prétendait dominer le marché et étouffer la concurrence, ils donnèrent aux diverses entreprises dont se composait le trust la possibilité de subsister à condition que ce dernier fut morcelé en un certain nombre de sociétés distinctes.

Les anciens dirigeants du Trust décidèrent alors d'attribuer à chacune des anciennes filiales un secteur couvrant respectivement une partie du territoire des ETATS-UNIS. Trente quatre nouvelles compagnies portant le nom de STANDARD suivirent celui de l'Etat où elles s'établirent, furent ainsi créées; une action commune leur fut imprimée par le "Board of Direction" à la présidence duquel Walter TEAGL vint remplacer ROCKFELLER.

Par ailleurs la nécessité de subvenir aux besoins d'une demande croissante ne tarda pas à imposer aux anciennes compagnies associées l'obligation de rompre leur accord : ne pouvant plus se procurer du brut en quantité suffisante à l'intérieur de leur secteur, elles durent en chercher ailleurs et même s'associer à des entreprises de production situées tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. La STANDARD OIL CO of NEW-JERSEY, l'ancienne société mère, reprit une activité propre et devint rapidement la plus importante des anciennes compagnies du groupe possédant des filiales dans le monde entier.

A partir de 1914 la lutte contre les trusts s'atténua. Le "Clayton Act" du 15 Octobre 1914 fut plus nuancé et légalisa la distinction élaborée empiriquement par les tribunaux entre les bonnes et les mauvaises ententes. Par ailleurs la "Federal Trade Commission" constituée à la fin de l'année 1914 dotée de pouvoirs très étendus d'investigation, fut chargée de contrôler les méthodes des ententes et fut investie du pouvoir d'adresser des injonctions aux Sociétés répréhensibles, qui, en cas d'inexécution de leur part, pouvaient être traduite devant les tribunaux.

Pendant la première guerre mondiale les ETATS-UNIS estimèrent que la forme de la grande production pouvait leur être utile pour la conquête des marchés étrangers et modifièrent leur attitude à l'égard des Trusts : le "Webb Act" du 10 Avril 1918 décida que les trusts d'exportation ne seraient plus soumis qu'au contrôle préventif de la commission fédérale du commerce : en quelque sorte le trust devint légitime lorsqu'il contribua à servir l'expansion économique des ETATS-UNIS dans le monde : alors fut créé l'"AMERICAN PETROLEUM EXPORT ASSOCIATION" qui groupa les plus puissantes sociétés pétrolières.

Entre les deux guerres, la politique du New Deal, mise en oeuvre par le "National Recovery Administration" ne fut pas défavorable aux trusts en tant qu'ils permettaient d'éviter les gaspillages, de réduire les prix de revient et de nationaliser la production. Lorsque cette expérience prit fin à la suite de sa condamnation par la Cour Suprême, une attitude relativement favorable fut observée à l'égard des ententes; à cette époque, les principales sociétés pétrolières contrôlaient à elles seules près de la moitié de la production intérieure et pouvaient traiter la quasi totalité de la production des ETATS-UNIS.

La deuxième guerre mondiale eut pour effet, ainsi qu'il sera exposé dans le chapitre suivant, d'établir une collaboration fructueuse entre l'Etat et les grandes compagnies de pétrole. Il semble maintenant que cette union souffre quelques vicissitudes, car la "Federal Trade Commission" effectuant une enquête au début de l'année 1950, sur les activités de certaines sociétés pétrolières les dénonça au Gouvernement comme violant les lois anti-trusts.

Il est certain qu'un Etat puissant ne peut supporter que sur son propre sol des Sociétés mettent en péril la structure de son économie; les ETATS-UNIS n'ont certes pas brisé totalement la puissance des groupes pétroliers, mais ont par leur action énergique contre le Trust du pétrole et par une vigilance continue sauvegardé dans le domaine de la production des hydrocarbures, l'existence de multiples entreprises d'exploitation, effectuant leurs opérations sur des terrains de faible superficie contenant des structures présumées productives. Ce contraste entre de puissantes compagnies et de petites entreprises est propre à l'industrie pétrolière américaine, et trouve sa raison d'être dans la richesse reconnue du pays en hydrocarbures.

D'autres Etats ont employé des procédés plus catégoriques pour limiter l'influence des groupes pétroliers; ils ont tenté de leur opposer des organismes publics et, dans les cas extrêmes, de monopoliser et de nationaliser la production des hydrocarbures à leur profit.

SECTION II - Les Entreprises Publiques de recherches et d'exploitation de pétrole

Certains Etats confient le soin de rechercher et d'exploiter les gisements de pétrole, à des organismes publics qu'ils alimentèrent de leurs propres fonds et animèrent de leur direction. Ces organismes sont nettement différents des Sociétés d'économie mixte au sein desquelles s'accroissent les capitaux publics et privés.

Les Etats laissent subsister les Sociétés privées lorsque leur politique est inspirée par le souci d'apporter une contribution à l'effort commun de mise en valeur d'une richesse utile à la nation; ils suppriment l'initiative privée en nationalisant les Sociétés pétrolières ou en instituant dès l'origine un monopole au profit d'organismes publics lorsque leur but est d'éliminer l'action du capitalisme privé dans les secteurs clés dont fait partie l'industrie extractive du pétrole.

Paragraphe I - L'entreprise publique dans un régime de concurrence

L'intervention toujours plus accentuée de la puissance publique dans l'économie du pays, se traduit souvent par la coexistence d'entreprises publiques et d'organismes privés dans un même secteur de l'activité nationale.

Dans un grand nombre d'Etats libéraux, la création de l'entreprise publique de pétrole répond au désir pour le Gouvernement de participer à l'exploitation d'une richesse d'intérêt public pour laquelle celui-ci a fourni un certain effort, c'est le cas par exemple de la FRANCE, du PEROU et de l'ARGENTINE. Chez d'autres Etats, au contraire, l'organisation de ces entreprises traduit une tendance à faire échec à l'initiative privée et une orientation vers le monopole, il en est ainsi en ITALIE.

1° - L'entreprise publique sur le même plan que l'entreprise privée.

A - La Régie Autonome des Pétroles en FRANCE

A la suite de la découverte du gisement de gaz de SAINT-MARCET en 1939 par le Centre de recherches de Pétrole du ~~Ministère~~ ^{service extérieur de l'Office National des Combustibles Liquides,} un décret-loi du 29 Juillet de la même année créa un établissement public industriel et commercial, la Régie Autonome des Pétroles en vue de valoriser ce gisement et de procéder en général à toutes opérations de recherches et d'exploitation pétrolifères.

Suivant les dispositions du Décret du 22 Octobre 1947, qui prévoit son organisation administrative et financière, la Régie est chargée d'engager toutes opérations relatives à la prospection et à l'exploitation des gisements de l'Etat, de proposer une participation de l'Etat dans les autres organismes de recherches et d'exploitation de pétrole en FRANCE se rapportant aux hydrocarbures. Cet établissement ne détient pas de monopole et exerce ses activités en concurrence avec celles des sociétés privées.

La loi du 18 Juillet 1941, qui réserve les droits de l'Etat sur le pétrole en Aquitaine, confirma à la Régie un périmètre de recherches de 245.000 hectares à l'intérieur duquel elle avait été autorisée en 1939 à effectuer des travaux. Un arrêté du 22 Mars 1943 lui reconnut le droit d'exploiter l'anticlinal de SAINT-MARCET contenu dans ce périmètre : cette structure renferme une très importante réserve de gaz naturel dont la mise en valeur constitue une source d'énergie appréciable pour la région du Sud-Ouest.

Les opérations que la Régie effectue à l'intérieur du périmètre qui lui a été octroyé sont soumises à un régime qui comporte quelques dérogations à la législation minière, dérogations prévues par la loi du 18 Juillet 1941, en raison des droits particuliers que l'Etat possède en sa qualité d'inventeur du pétrole en AQUITAINE. Mais en dehors de cette zone la Régie relève du droit commun minier comme les Sociétés privées : c'est ainsi, qu'en vue de développer ses activités, elle a déposé et obtenu conformément à l'article 10 bis de la loi du 21 Avril 1810 des permis exclusifs de recherches couvrant environ 665.000 hectares dans les régions du JURA et de la SAVOIE. (1)

(1) Une demande de permis couvrant en PROVENCE, 685.000 hectares est en cours d'instruction.

La Régie est gérée par un Conseil d'Administration composé de représentants des Ministres intéressés par la mise en valeur des gisements de pétrole ainsi que de personnalités qualifiées dans les travaux de recherches d'hydrocarbures; le personnel de l'établissement y est également représenté. Tous les administrateurs doivent être de nationalité française. Le Président du Conseil est nommé parmi les administrateurs par décret pris en Conseil des Ministres.

La Régie est placée sous la tutelle des Ministres de l'Industrie et du Commerce et des Finances et des Affaires Economiques et est soumise au contrôle de l'Etat. Elle dispose d'un fonds de dotation de l'Etat s'élevant actuellement à 526 millions de francs environ et de ressources d'emprunts, ces dernières en vue de financer l'extension de son réseau de pipe-lines et la construction de l'usine de dégazolinage de BOUSSENS. L'essentiel de ses ressources est constitué par la vente de la production du gaz naturel de SAINT-MARCET qui atteint plus de 700.000 m3 par jour.

Grâce à ses recettes, cet établissement peut non seulement couvrir ses frais d'exploitation, mais même financer ses recherches, sans avoir recours au Trésor et réaliser des bénéfices que l'Etat a la faculté d'utiliser pour encourager des recherches dans d'autres régions. La Régie tient une place de premier plan dans la mise en valeur des gisements d'hydrocarbures en FRANCE, mais ses activités ne tendent pas à s'attribuer le monopole; l'Etat encourage par ailleurs, les Sociétés privées sous une forme qui sera étudiée dans le chapitre suivant et s'attache à maintenir la concurrence entre les diverses entreprises.

Il en est de même au PEROU et en ARGENTINE.

B - L'Empresa Petrolera Fiscal au PEROU

Dans le même ordre d'idées, une loi du 2 Avril 1948 crée au PEROU une Société Nationale "L'Empresa Petrolera Fiscal" ayant pour objet d'assurer l'exploitation des gisements d'hydrocarbures appartenant à l'Etat, d'entreprendre des travaux d'exploration dans les terrains réservés à l'Etat par application du droit minier et de procéder au raffinage et au transport des produits extraits. Cette Société peut d'ailleurs participer à la formation de Sociétés d'économie mixte soumises à la législation de droit commun et ayant le même objet.

Constituée au capital de 200 millions de Sols, elle est gérée par un Conseil d'administration de sept membres, dont le Ministre des Travaux Publics est le Président; les autres administrateurs représentent les ministres intéressés par l'exploitation du pétrole et comprennent un militaire. Cette Société est assujettie aux impôts du droit minier et ne peut effectuer des opérations que dans les zones qui lui sont spécialement affectées : c'est ainsi qu'il lui a été attribué peu après sa création 870.000 hectares de terres réservées à l'Etat et le sous-sol marin le long du littoral du Nord.

C - Les Yacimientos Petroliferos Fiscales en ARGENTINE

En ARGENTINE, un organisme de caractère plus administratif, la Direction Générale des Gisements Pétrolifères Fiscaux "Yacimientos Petroliferos Fiscales" a été institué par la loi du 21 Décembre 1932 pour l'étude, l'exploration et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures appartenant à l'Etat ainsi que pour la transformation industrielle, le transport et le commerce des produits extraits.

Cette Direction est administrée par un comité composé d'un Président et de six directeurs nommés par le pouvoir exécutif avec l'agrément du Sénat pour 4 ans, et renouvelables par moitié. Ceux-ci doivent être des citoyens argentins et s'ils sont naturalisés, résident depuis cinq ans dans le pays; leurs fonctions sont incompatibles avec toutes autres fonctions publiques à l'exception de celles occupées dans l'enseignement ou dans l'armée; le Président représente l'organisme dans la vie civile.

La Direction est habilitée à acquérir tous les éléments nécessaires à l'étude des problèmes entrant dans sa compétence et ne peut aliéner les gisements. Elle est exempt d'impôts fonciers et de droits de douane sur le matériel importé.

Pratiquant une politique différente, l'ITALIE tend par le moyen de l'entreprise publique d'instituer un monopole de fait.

2° - L'entreprise publique prédominante : l'Azienda Generale Italiana Petroli en ITALIE - A.G.I.P.

En Mai 1926, fut instituée en ITALIE l'Azienda Generale Italiana Petroli (AGIP), sous la forme d'une société anonyme au capital de 100 millions de lires dont les trois cinquièmes furent souscrits par l'Etat et le reste par deux organismes nationaux d'épargne. La création de cet organisme fut la conséquence de l'échec d'une initiative ayant eu pour objet de faire passer la production nationale entre les mains d'un groupe étranger, la Société SINCLAIR, relativement indépendante du Gouvernement des ETATS-UNIS : le Parlement italien ayant accusé cette Société d'avoir conclu un accord avec les grands groupes pétroliers internationaux dans le seul but d'empêcher l'exploitation éventuelle des gisements italiens; celle-ci résilia ses engagements et le Parlement se montra alors très favorable à la création d'une société nationale.

Cet organisme ne borne d'ailleurs pas ses opérations à la mise en valeur des gisements d'hydrocarbures, mais se livre également à l'importation et à la distribution des produits pétroliers et contrôle de nombreuses filiales de raffinage en ITALIE et à l'étranger. Il est géré par un Conseil d'Administration composé de fonctionnaires délégués du Gouvernement, et comporte un Comité Technique comprenant des experts de la Direction Générale des Mines et de l'Office Géologique, ainsi que des représentants des entreprises privées italiennes d'exploitation. Actuellement il dispose d'un capital de 1 milliard de lires et exerce une véritable prépondérance sur le marché.

Paragraphe II - L'entreprise publique dans un régime de monopole -

1° - La nationalisation des pétroles mexicains : PETROLEOS MEXICANOS

Au début du siècle, à la suite de la découverte de riches gisements d'hydrocarbures, l'industrie du pétrole au MEXIQUE devint l'enjeu d'une âpre lutte entre de puissants groupes anglais et américains. Ceux-ci n'hésitèrent d'ailleurs pas à intervenir plus ou moins directement dans la politique intérieure mouvementée du pays pour faire prévaloir les intérêts particuliers auprès des autorités publiques qui leur devaient le pouvoir. Plusieurs groupes étrangers contrôlaient la majeure partie de la production nationale lorsque fut décidée en 1937 l'expropriation des Sociétés étrangères; le MEXIQUE s'était rapidement classé parmi les gran

pays pétroliers; en 1918 il détenait le deuxième rang dans le monde avec une production de 10 millions de tonnes de pétrole, et en 1937 après une baisse sensible de l'extraction imputable à la fermeture du marché américain, il se relevait et occupait le 7ème rang.

L'éviction des compagnies concessionnaires eut pour cause initiale une campagne d'agitation sociale : un arbitrage confirmé par la Cour Suprême de Justice reconnut légitime les revendications des syndicats ouvriers, mais les ~~Compagnies~~ refusèrent d'exécuter la sentence. Un décret du 18 Mars 1937 prononça alors pour cause d'utilité publique l'expropriation des biens des sociétés pétrolières en faveur de la Nation : le Gouvernement invoqua notamment pour justifier sa décision le fait que les groupes pétroliers s'étaient obstinés à encourager dans le pays et à l'étranger une campagne de sourde hostilité et qu'ils n'avaient cessé d'intervenir dans la politique intérieure du pays pour soutenir les adversaires du régime; il estimait par ailleurs qu'il était inadmissible que la rupture du contrat de travail entre les Compagnies et leurs ouvriers risquât, s'il n'occupait pas les installations, de provoquer la paralysie de l'industrie pétrolière, et, par suite, celle du pays tout entier. Cette expropriation eut pour conséquence immédiate l'occupation des locaux et des champs d'exploitation par les ouvriers. Elle constitua également un acte d'indépendance à l'égard des gouvernements qui soutenaient plus ou moins ouvertement les Sociétés. A titre de représailles, la GRANDE-BRETAGNE suspendit les relations diplomatiques avec le MEXIQUE tandis que les Compagnies déposées "boycottèrent" le pétrole mexicain; la production et l'exportation du pétrole baissèrent de moitié, le Gouvernement se trouva dans une position critique et dut commencer à négocier des indemnités d'expropriation par ententes particulières avec chaque groupe intéressé.

L'une des premières tâches qui s'imposa au Gouvernement fut d'instituer l'entreprise nationale chargée de prendre la suite des opérations des sociétés évincées. Cette organisation se fit en deux étapes. Un décret du 7 Juin 1938 créa deux établissements publics : l'un, les "Petroleos Mexicanos", auquel fut attribué la gestion des biens expropriés et qui eut une tâche industrielle consistant à effectuer l'exploration, l'exploitation, le raffinage et le stockage des produits pétroliers; l'autre, la "Distribuidora de Petroleos Mexicanos" qui eut pour objet de distribuer les produits ainsi fabriqués. Mais au bout de peu de temps, les résultats de ces entreprises se révélèrent désastreux, surtout en raison de l'obstruction systématique des débouchés extérieurs par les compagnies expropriées.

Un décret du 2 Août 1940 donna une forme définitive à l'organisation en concentrant toutes les opérations au sein d'un seul organisme les PETROLEOS MEXICANOS (PEMEX). Cet établissement national, doté de la personnalité civile est placé sous le contrôle suprême du Président de la République et est administré par un conseil composé exclusivement d'éléments politiques, gouvernementaux et syndicaux :

ce conseil est présidé par le Ministre de l'Economie Nationale et comprend 9 membres dont cinq représentent le gouvernement et quatre sont désignés par le Syndicat National des Travailleurs pétroliers. Le Président de la République nomme le directeur général.

PEMEX dispose comme ressources d'un capital constitué par les biens qui lui ont été transférés et d'emprunts émis avec la garantie du gouvernement, il est chargé notamment de payer les indemnités d'expropriation. L'absence des cadres des sociétés se fit durement sentir à l'origine, aussi le nouvel établissement s'empressa-t-il d'utiliser le concours de techniciens étrangers, la plupart américains pour assurer la formation des ingénieurs mexicains. Malgré les grands efforts déployés par PEMEX la production demeura stationnaire par suite de difficultés politiques et techniques et ne parvint pas à couvrir les besoins nationaux. En 1946, le nouveau Président de la République réorganisa l'établissement et le soumit à une gestion analogue à celle d'une entreprise privée; le haut personnel fut remplacé et la direction fut confiée à une personnalité choisie en dehors de l'industrie du pétrole, assistée d'un ancien ministre ayant la confiance des syndicats ouvriers et d'un technicien; cette réforme n'empêcha pas une grève d'éclater et de mettre de nouveau l'établissement en situation difficile; il fut reproché à PEMEX de s'être contenté d'exploiter et d'épuiser les gisements découverts avant sa création, sans s'être soucié de se constituer de nouvelles réserves et par suite d'avoir diminué le patrimoine national; à ces critiques s'ajoutait la constatation d'un déficit financier important depuis la nationalisation alors qu'une grande partie des indemnités d'expropriation n'avait pas encore été fixée ni payée.

Il fallut alors que le MEXIQUE revint sur sa politique de pétrole et consentit quelques dérogations en faveur des concours étrangers dont il avait cru pouvoir se passer. Après le départ du Général CARDENAS, le Président de la République, le Général CAMACHO, entreprit une politique de collaboration avec les capitaux privés : le Panaméricanisme en fut la cause directe, les ETATS-UNIS le soutinrent, et se donner une aide économique et financière au MEXIQUE, qu'en échange d'un concours appréciable de la part de capitaux américains dans l'industrie pétrolière mexicaine, mais à notre connaissance des accords n'auraient pu être conclus sur ces bases. PEMEX s'est contenté de négocier en 1949 avec un groupe américain un contrat d'exploration et de forage d'une durée de vingt cinq ans. Ce groupe qui doit constituer une société la "Mexican American Independent" sera remboursé en pétrole brut pour des dépenses de forages productifs et à titre de bénéfice recevra 15 % de tout le brut extrait du continent et 18,25 % du pétrole provenant de gisements sous-marins. Les travaux sont contrôlés par PEMEX et les puits achevés seront exploités par cet établissement. Il n'est pas prévu de remboursement pour les puits stériles. Il s'agit donc d'un contrat d'entreprise, excluant toute influence étrangère dans les pétroles du MEXIQUE.

En conclusion, les résultats de la nationalisation mexicaine s'avèrent défavorables. Le départ des Sociétés étrangères privant l'industrie nationale des capitaux, de la technique et des cadres indispensables. En 1949, la production mexicaine n'atteignait encore que près de 9 millions de tonnes, soit moins du tiers de celle de 1921. Il est probable que le MEXIQUE, dans le cadre du panaméricanisme, obtiendra des concours étrangers plus substantiels pour le développement d'une exploitation dont les Etats américains ont le plus grand besoin. Dans d'autres Etats, comme en U.R.S.S., le monopole de la nationalisation demeure hermétiquement fermé aux influences étrangères.

2° Le régime des pétroles en U.R.S.S. : les COMBINATS -

L'industrie du pétrole fut l'une des premières à se constituer en raison de la richesse du pays en pétrole, elle a pris naissance au cours de la deuxième moitié du XIXème siècle dans la région du CAUCASE; en 1914 elle était entre les mains de groupes privés, la plupart étrangers. Dès l'avènement des Soviets, les exploitations d'hydrocarbures furent nationalisées comme toutes les industries minières par le Décret du 22 Juin 1917 conformément aux principes du nouveau régime. La mise en valeur des gisements de pétrole entra dans la compétence de l'Etat Fédéral, et releva du Commissaire du Peuple à l'Economie Nationale.

L'exploration et l'exploitation des gisements fut confiée à des organismes régionaux chargés également du raffinage; à la suite de quelques remaniements, un décret du 29 Mai 1940 créa sept organismes régionaux, les "COMBINATS", auxquels le gouvernement conféra l'indépendance dans l'exécution de leurs opérations, conformément à des statuts qu'il homologua : ceux-ci doivent agir selon les principes de l'économie commerciale en vue de réaliser des bénéfices. Ces "trusts" publics sont responsables de leurs obligations, mais seulement dans la limite du patrimoine mis à leur disposition; l'Etat ne garantit pas le paiement de leurs dettes. Quatre inspections ayant leur siège à BAKOU, MOSCOU, LENINGRAD et Oufa dans l'OURAL assurent la tutelle de leur gestion au nom du Gouvernement fédéral.

Bien entendu, les étrangers ne sont pas admis à explorer et à exploiter les gisements soviétiques. Cependant en 1922, il avait été question à la conférence de la HAYE, de permettre aux capitaux étrangers de s'investir en U.R.S.S. notamment dans les entreprises pétrolières, mais les Etats ayant posé comme condition préalable l'indemnisation des dommages causés par le régime soviétique aux capitaux étrangers par les nationalisations industrielles, le Gouvernement opposa un refus catégorique et la question en resta là. L'U.R.S.S. d'ailleurs réussit à se passer des concours étrangers pour redresser sa situation économique mise en péril lors des premières années qui suivirent la révolution d'octobre.

La concentration de l'industrie pétrolière entre les mains de l'Etat a réussi à rationaliser les opérations et à comprimer les frais généraux en facilitant l'exécution de travaux dans de vastes zones de prospection qui ne risquèrent pas de rencontrer d'oppositions de la part des propriétaires du sol. De plus, l'intégration des programmes de cette industrie dans des plans quinquennaux eut pour résultat une modernisation de l'outillage et le progrès des méthodes employées.

La consommation des hydrocarbures ayant beaucoup augmenté depuis 1945, le Gouvernement a porté une attention particulière au développement de l'industrie du pétrole, lui donnant une place importante dans le dernier plan quinquennal. A cet effet il est procédé à une exploitation intensive des nouveaux gisements découverts dans les terres dévoniennes de l'ASIE CENTRALE et d'un transfert des populations de l'Ouest vers l'Est pour fournir la main d'oeuvre nécessaire aux travaux. Dans l'OURAL, la production de 1947 aurait dépassé le double de celle de 1945.

En conclusion, la nationalisation des pétroles russes semble avoir mieux réussi que celle des pétroles mexicains, car elle était liée à l'existence d'un régime qui a pu se maintenir en se passant du concours de l'étranger.

3° - Le monopole de l'Etat au CHILI -

Un autre Etat, le CHILI, institua le monopole à son profit de la mise en valeur des gisements de pétrole, dès la naissance de cette industrie dans le pays; il n'eut donc pas à exproprier les Sociétés privées et a pu organiser de toutes pièces une entreprise nationale.

La loi du 23 Décembre 1926 réserva au profit du Gouvernement chilien la recherche et l'exploitation des hydrocarbures; les opérations de prospection furent confiées à des organismes d'Etat qui ne disposèrent à l'origine ni des fonds ni des moyens nécessaires pour mener à bien leurs travaux. Un sondage ayant révélé dans la région de LACELLAN, la présence de pétrole, les opérations furent conduites par l'intermédiaire du Ministère de l'Economie et du Commerce. A la fin de l'année 1941, un organisme semi-gouvernemental la "Corporation pour le développement de la production" fit effectuer des recherches dans la zone australe par un géologue américain qui déposa un rapport favorable en 1942. A la suite de ces opérations, des décrets du 22 Janvier et du 26 Février 1943 confièrent à la Corporation la mission de procéder à des recherches dans le territoire de LACELLAN et mit 15 millions de \$ chiliens à sa disposition. Ces travaux aboutirent à la découverte d'un gisement à SPRINGHILL, dont l'exploration fut confiée à la Corporation : la gestion de cet organisme fut placée sous le haut contrôle du Président de la République qui approuva le programme des travaux; le montant de la part qui sera attribué à la

la Corporation dans les bénéfices de l'entreprise sera déterminée par une loi. Il est trop tôt actuellement pour porter un jugement sur les résultats obtenus.

Enfin en URUGUAY où la recherche est libre, il n'en est pas de même pour l'exploitation qui relève d'un organisme autonome de l'Etat, l'Administration Nationale des Combustibles, Alcools et ciments.

-:-:-:-:-

Ainsi de nombreux Etats ont tenté par des procédés divers de limiter l'action des Sociétés privées de pétrole, en vue de maintenir leur maîtrise sur la recherche et l'exploitation des hydrocarbures. La plupart d'entre eux ont laissé subsister les Sociétés dont la technique et les capitaux s'avèrent indispensables pour l'exécution des opérations à long terme qu'exige la mise en valeur des gisements pétrolifères. Quelques Etats ont éliminé l'initiative privée et n'y sont parvenus que dans la mesure où il leur fut possible de ne pas recourir aux concours étrangers. Dans ce dernier cas, la position de ces Etats est difficile à maintenir tant que seuls quelques groupes privés puissants possèdent les moyens nécessaires pour mener à bien les travaux. Ainsi certains grands Etats, plutôt que de se heurter de front au capitalisme privé, comme l'U.R.S.S. et le MEXIQUE, ont-ils préféré utiliser l'initiative privée pour s'assurer les sources de pétrole indispensables à leurs besoins en coordonnant l'activité des Sociétés pétrolières ou en participant à leur gestion.

-:-:-:-:-

Chapitre II

L'ORIENTATION DES SOCIÉTÉS DE RECHERCHES ET D'EXPLOITATION DE PÉTROLE

PAR L'ÉTAT

Dans la mesure où les Etats admettent la possibilité d'autoriser les Sociétés pétrolières à procéder à la mise en valeur de gisements pétrolifères, il leur appartient en premier lieu, sur le plan intérieur, de définir leur politique en ce domaine et d'établir un programme dans lequel s'intégrera l'activité des titulaires de permis de recherches et de concessions d'exploitation. En second lieu, ils peuvent intervenir plus directement dans la direction des sociétés pétrolières par l'apport d'une aide financière prenant notamment la forme d'une participation au capital leur donnant le droit de s'immiscer dans la gestion interne de ces sociétés : ils utilisent ce dernier procédé tant pour encourager et contrôler la recherche et l'exploitation des hydrocarbures sur le territoire national, que pour s'assurer des sources de pétrole à l'étranger. Autrement dit, les Etats s'attachent à orienter l'activité des Sociétés pétrolières, en coordonnant leurs travaux et en participant à leur direction.

SECTION I - La coordination par l'Etat de l'activité des sociétés pétrolières -

La politique des Etats en matière de pétrole est profondément différente selon qu'il s'agit du temps de paix ou du temps de guerre.

Dans des circonstances normales, les Etats se préoccupent surtout de satisfaire les besoins de l'économie nationale et de constituer des stocks de sécurité dans l'éventualité de conflits; mais ne se trouvant pas sous le coup de nécessités impérieuses, ils préfèrent recourir le moins possible à la contrainte et se reposer sur l'émulation de la concurrence, tout en prenant toutes dispositions réglementaires utiles pour que les travaux soient effectués selon les règles de l'art dans le cadre d'une politique qu'il leur incombe de définir.

En temps de guerre, au contraire, les Etats, pressés par des obligations vitales, n'hésitent pas à imposer une coordination autoritaire de l'activité des sociétés de pétrole, préférant en général la collaboration à la contrainte.

Paragraphe I - La coordination en temps de paix : les organes consultatifs.

Les législations minières de la plupart des Etats prévoient, ainsi qu'il a été exposé dans la première partie de cette étude, l'octroi discrétionnaire des titres de recherches d'hydrocarbures : les autorités publiques chargées de délivrer ces titres peuvent s'inspirer d'une politique pétrolière concrétisée parfois par un programme servant

de cadre général aux décisions à prendre.

En ce domaine, il appartient au Gouvernement d'orienter la recherche et l'exploitation des gisements pétrolifères par la définition d'une politique qui lui est souvent suggérée par un organisme consultatif spécialisé : en COLOMBIE et au BRESIL, par exemple, un conseil national du pétrole exerce une compétence exclusive en la matière. En FRANCE, une solution mixte est adoptée en ce sens que le Conseil Général des Mines et le Bureau de Recherches de pétrole participent auprès du Gouvernement à la préparation et à la mise en oeuvre de la politique pétrolière.

Laissant de côté l'étude des organismes dotés d'une compétence minière générale, il semble utile de procéder à l'examen des organismes spécialisés qui sont chargés de conseiller les gouvernements dans le domaine de la recherche et de l'exploitation des gisements pétrolifères.

A - Les Conseils Nationaux du Pétrole -

Au BRESIL, un conseil national du pétrole a été institué par le Décret-loi du 7 Juillet 1938 auprès du Président de la République. Il comprend un Président et 8 membres dont 6 représentants des différents ministres intéressés par les questions pétrolières, et deux représentants de l'industrie et du commerce. Nommés pour trois ans, ces derniers doivent se consacrer entièrement à leurs tâches et n'occuper aucune autre fonction publique; ils tiennent des réunions hebdomadaires. Les délibérations sont prises à la majorité des voix et toutes décisions affectant la défense ou la sécurité du pays sont susceptibles d'appel au Président de la République. Ce Conseil est chargé de donner au Gouvernement des avis sur toutes questions concernant le pétrole et notamment sur les autorisations de prospection et d'exploitation et de lui présenter toutes suggestions ayant pour effet d'intensifier les recherches de pétrole dans le pays; par ailleurs, il est saisi de tout projet de taxes et d'impôts concernant l'industrie pétrolière et de l'examen des engagements internationaux. De plus, le Conseil National du Pétrole peut faire procéder par ses services techniques à des travaux de prospection et d'exploitation des gisements découverts.

En COLOMBIE il a été également créé par la loi N°31 du 5 Décembre 1946 un Conseil National du Pétrole qui bénéficie d'une haute autorité dans l'Etat. Placé auprès du Ministre des Mines et des Pétroles, il a pour objet d'orienter, de développer et de contrôler l'exécution des plans et des activités de l'industrie pétrolière. Il comprend cinq membres dont deux sont élus respectivement par le Sénat et par la Chambre, deux désignés par le Gouvernement et un par le Conseil d'Etat; la durée de leurs fonctions est de 4 ans; ils sont choisis parmi des personnalités ayant une compétence reconnue en matière pétrolière et une connaissance générale des problèmes économiques et financiers, de la législation du pétrole, de la technique de l'industrie des hydrocarbures et de l'administration des entreprises. Ils doivent se consacrer entièrement à l'exercice de leur charge et n'avoir aucune activité publique ou privée; ils reçoivent un traitement égal à celui des Ministres.

collaboration des groupes pétroliers internationaux anglo-saxons, parmi lesquels les Compagnies américaines, notamment la Standard Oil New-JERSEY, fournirent une très importante contribution. Au total, la consommation alliée atteignit plus de 4 millions de tonnes de pétrole, dont plus de la moitié en mazout, fut affectée à la flotte.

Cet effort fut bien faible en comparaison du milliard de tonnes de pétrole que durent produire les Alliés au cours de la seconde guerre mondiale.

La Petroleum Administration of War en 1941 - 1946

Il appartient aux ETATS-UNIS, en raison de leur richesse en pétrole, de mobiliser toutes les ressources pétrolières des alliés pour conduire les Armées à la victoire et résoudre des problèmes difficiles tant sur le plan national que sur le plan international.

Le Gouvernement Américain devait d'abord compter sur les propres ressources de son sol riche en pétrole et exploitées par une industrie farouchement individualiste. L'industrie pétrolière aux ETATS-UNIS, qui occupe le second rang dans l'économie nationale, est en effet, très largement répartie dans le pays et divisée par une profonde diversité d'intérêts, d'opinions et de points de vue. L'attitude de cette industrie à l'égard du Gouvernement, déterminée par l'expérience et la méfiance du passé, s'exprima d'abord par une suspicion et une méfiance avérée. L'état des relations entre les Sociétés et le Gouvernement fédéral fut, de plus compliqué par l'action des Etats Particuliers désireux de conserver la maîtrise d'une substance minière qu'ils possédaient en grande quantité. Cependant, peu à peu, une collaboration confiante s'institua entre le Gouvernement et l'industrie et devint l'un des éléments essentiels du succès final.

Cette collaboration était d'autant plus nécessaire à tous les stades de l'industrie que les produits pétroliers, ne pouvant être stockés que pour quelques semaines, devaient faire l'objet d'une fabrication continue, s'écoulant régulièrement du point de production au point de consommation. De plus, les différentes opérations étant étroitement liées et complexes à l'extrême, exigeaient pour leur exécution expérience pratique et un savoir-faire que seules possédaient les Sociétés spécialisées.

Tenant compte de ces considérations, l'action gouvernementale et les responsabilités concernant le pétrole furent centralisées au sein d'un organisme public dont l'organisation fut calquée sur les principales stades de l'industrie et qui utilisa un personnel ayant une expérience pratique du pétrole. Un comité composé d'industriels fut créé pour conseiller et assister le gouvernement et pour fournir à ce dernier les moyens de mobiliser plus efficacement les ressources de l'industrie pour l'exécution du programme de guerre sur une base de coopération.

Dès le 28 Mai 1941, le Président des ETATS-UNIS créa par lettre "The OFFICE OF PETROLEUM COORDINATION" - O.P.C. (Bureau de

Coordination du Pétrole) et plaça à sa tête le Secrétaire ICKES. Cet organisme n'avait d'ailleurs que le pouvoir d'obtenir des informations et de faire des recommandations : le Président ROOSEVELT, qui, par suite de l'état de guerre déclaré le 27 Mai 1941, était doté de pouvoirs exceptionnels, n'en avait pas fait bénéficier l'O.P.C. Malgré cet handicap, cet organisme réussit à faire accepter ses recommandations et ses directives. Bien entendu, il fut, dès l'origine, admis que l'action concertée des sociétés dans l'intérêt de l'exécution du programme de guerre, ne constituerait pas une violation de la loi antitrust.

Mais il s'avéra rapidement nécessaire de doter un tel organisme de pouvoirs réels, et un EXECUTIVE ORDER de Décembre 1942 remplaça l'O.P.C. par le "PETROLEUM ADMINISTRATION OF WAR" PAW. Ce nouvel organisme qui subsista jusqu'en 1946 eut pour mission de développer et d'utiliser au maximum toutes les ressources et les possibilités de l'industrie pétrolière, présentes et futures, afin d'assurer la fourniture de pétrole et de produits dérivés, d'une manière continue et en quantité convenables sous la forme et aux endroits prescrits, à des prix raisonnables, de manière à satisfaire la totalité des besoins civils et militaires. A cet effet, le PAW dut établir un programme concernant toutes les opérations de pétrole dans le monde et fut doté des pouvoirs nécessaires pour le mener à bonne fin. Il entretenait, d'autre part, des relations directes avec les organismes responsables des produits nécessaires aux Armées, tels que le WAR PRODUCTION BOARD et fut chargé de prendre des contacts étroits avec les représentants des autres gouvernements. Jouissant d'une grande indépendance, le PAW put adapter son organisation selon le type vertical adapté aux problèmes à résoudre et calqué sur l'industrie (Voir Tableau X).

A la tête du PAW fut placé un administrateur, M. HAROLD L. ICKES qui détermine encore actuellement la politique pétrolière des ETATS-UNIS. Sur le plan national, cette administration comprenait un certain nombre de divisions, les "OPERATING DIVISION" qui correspondaient à une branche d'industrie, telle que la production; ces divisions étaient réparties en deux groupes, l'un concernant les opérations intérieures du pays, l'autre les opérations à l'étranger; chaque division était animée par un directeur national, et chaque groupe par un comité de coordination réunissant ces directeurs; des divisions administratives étaient à la disposition des "Operating divisions". Cet échelon national avait pour attribution de déterminer pour l'industrie les objectifs, les directives et les programmes et exerçait la direction générale, la coordination, et le contrôle de l'exécution des décisions prises. Il était assisté dans sa tâche de conseils comprenant des délégués des industries intéressées et suffisamment représentatifs pour que les propositions recueillant l'adhésion de ces Conseils fussent suivies par l'industrie; le "PETROLEUM INDUSTRY WAR COUNCIL" composé de 78 représentants de toutes les branches de l'industrie américaine du pétrole donnait, sur le plan intérieur, ses avis à l'occasion de l'élaboration des directives nationales des programmes et possédait des Comités délibérant respectivement sur les

TABEAU X

STRUCTURE DU PETROLEUM ADMINISTRATION OF WAR

Gouvernement

Industrie

PETROLEUM BOARD

L'ADMINISTRATEUR

PETROLEUM INDUSTRY
War Council

FOREIGN PETROLEUM COMMITTEE

NATIONAL OFFICE

FOREIGN OPERATION COMMITTEE
of the INDUSTRY

N

Opérations à l'intérieur

Division de la Production - N

Comité de Coordination

Opérations à l'étranger

Division de la Production -

Comité de Coordination

N

DISTRICT OFFICE

Division de la Production N.N.N.

DISTRICT GENERAL COMMITTEE

Production N N N

5 DISTRICTS

New-York
Chicago
Houston
Denver
Los Angeles



affaires qui ressort des divisions de l'échelon national du PAW. Le "FOREIGN OPERATIONS COMMITTEE OF THE INDUSTRY" comprenant des délégués des compagnies pétrolières américaines opérant à l'étranger, dispensait sur le plan international ses conseils à l'occasion de l'établissement des directives et des programmes intéressant l'activité de ces compagnies; ce dernier organisme disposait de Comités ayant une compétence régionale et entretenait des relations étroites avec les Comités britanniques : les compagnies américaines et anglaises opérant dans une même région s'étaient entendues pour mettre sur pied un plan d'action commune. De plus, de nombreux Etats instituèrent des Comités industriels locaux dépendant directement de leurs gouvernements.

Les objectifs à atteindre par l'industrie du pétrole étaient définis par le PAW sur les demandes de Comités gouvernementaux aux délibérations desquels celui-ci participait : le PETROLEUM BOARD groupait les chefs des départements s'occupant des affaires pétrolières et assurait la coordination des directives et des programmes concernant directement ou indirectement la production, la distribution et la consommation des produits pétroliers, tandis que le FOREIGN PETROLEUM COMMITTEE composé des agents du Gouvernement dont relevaient les affaires de pétrole à l'étranger, jouait un rôle analogue pour les opérations à effectuer sur un plan international et entretenait des relations avec les pays Alliés et notamment avec la GRANDE-BRETAGNE.

L'exécution des décisions prises par l'échelon national, était assurée par des organes locaux, les "PAW DISTRICT OFFICE", répartis entre cinq districts. Ces offices étaient animés par un directeur et dotés d'une répartition de divisions analogues à celle des opérations intérieures à l'échelon national : le directeur national d'une division pouvait coordonner l'action des divisions locales correspondantes. A l'échelon local, était pris le premier contact avec l'industrie pétrolière : un comité de district composé des délégués des sociétés exerçant une activité dans la région, avait pour objet d'assister le PAW dans la réalisation des ressources locales et dans l'exécution des directives et des programmes intéressant le district.

Ainsi, le PAW avait-il établi une coopération très étroite avec l'industrie pétrolière à ses différents stades, et notamment sur le plan de la recherche et de l'exploitation, et était-il appelé à définir au sein des organismes gouvernementaux la politique pétrolière du pays et des Alliés.

Mise en oeuvre par un personnel ayant appartenu pour les 3/4 aux compagnies pétrolières, une telle politique produisit d'excellents résultats : ceux-ci furent imputables pour une grande part à la communauté de vues sur l'objectif final qui était de gagner la guerre et également à un climat de mutuelle confiance qui parvint rapidement à s'établir, dès que l'industrie fut convaincue que l'Administration n'avait pas l'intention de procéder à une réforme de structure qui aurait subsisté en temps de paix et qui l'aurait placée sous le contrôle du gouvernement fédéral. L'Administration, par ailleurs, évita d'imposer des contraintes à l'industrie privée, s'efforçant toujours d'obtenir l'accord des intéressés; elle manifesta également beaucoup d'égards pour la compétence, l'organisation et l'expérience

participant au financement de leurs opérations.

SECTION II - La participation financière des Etats dans les Sociétés Pétrolifères

L'intervention des Etats dans la direction des Sociétés Pétrolifères résulte le plus souvent de la possession par ceux-ci d'une part dans le capital social de ces sociétés. Sur le plan interne, elle répond soit au désir des pouvoirs publics d'encourager une industrie qui exige un financement important, soit d'acquérir une source de profits provenant de l'exploitation du pétrole découvert. Sur le plan extérieur, les Etats ont souvent utilisé le procédé de la participation au capital social de groupes pétroliers pour exercer une influence sur la politique de ces groupes, et, par suite, pour s'assurer le contrôle de l'exploitation de gisements d'hydrocarbures à l'étranger.

Paragraphe I - Participation financière des Etats dans les Sociétés Pétrolières sur le plan intérieur -

1° - La participation source de profits -

Certains Etats trouvent, en premier lieu, dans la participation financière qu'ils détiennent dans le capital social des Sociétés de Pétrole, une source de profits. Dans les pays du MOYEN-ORIENT, les conventions réglant les relations entre les compagnies pétrolières et les Participants prévoient parfois que dans le cas où le concessionnaire émettrait des actions dans le public, le Gouvernement aurait le droit de souscrire un pourcentage déterminé des nouvelles actions : ce pourcentage a été fixé à 20 % par la convention liant l'IRAK à l'IRAK PETROLEUM Cy et par le contrat passé par l'ARABIE SAOUDITE avec l'ARAMCO; il a été porté à 25 % par la convention conclue par ce dernier avec la PACIFIC WESTERN OIL Corp.

D'autres territoires, comme le MOZAMBIQUE bénéficient d'une attribution gratuite d'actions des sociétés d'exploitation, en cas de découverte de pétrole : la Convention passée par le Gouvernement Portugais avec la GULF OIL EXPLORATION Cy au sujet de la mise en valeur du MOZAMBIQUE prévoit que le tiers des actions serait attribué dans ces conditions à la Colonie, ce qui donnerait le droit à cette dernière d'être représentée au sein du Conseil d'Administration de la Société par deux administrateurs et par un Commissaire du Gouvernement; cette remise gratuite ne pourrait d'ailleurs intervenir que lorsque la Société d'Exploitation nouvellement créée aurait remboursé ses frais de recherches à la GULF.

Dans quelques cas, la forme de la Société d'Economie mixte est utilisée par les Etats qui désirent s'assurer des capitaux privés pour la mise en valeur de zones qui leur sont réservées : en ARGENTINE, par exemple, l'exploitation de telles zones peut être effectuée soit par l'Administration seule, la Direction Générale des Gisements pétrolifères fiscaux, soit par des sociétés d'économie mixte dont le capital est souscrit par l'Etat et par des particuliers dans une proportion déterminée. Le Président et le tiers au moins des administrateurs doivent représenter l'Etat et être nommés par le pouvoir exécutif avec l'accord du Parlement; le Président et les représentants de l'Etat au Conseil d'Administration,

disposent, par ailleurs, d'un droit de veto à l'égard des résolutions de l'Assemblée Générale ou du Conseil qui leur sembleraient contraires aux lois ou aux statuts ou qui seraient de nature à compromettre les bénéfices de l'Etat; par ailleurs, une certaine proportion du personnel à déterminer dans chaque cas d'espèce, doit être de nationalité argentine.

2° - La participation, encouragement et direction

Mais dans la plupart des cas, les participations financières des Etats dans les Sociétés Pétrolières opérant à l'intérieur du pays, constituent une forme d'encouragement de la puissance publique aux recherches d'hydrocarbures; en effet, les travaux de recherche, comme il a déjà été indiqué, exigent l'investissement prolongé de capitaux fort importants; l'unité, dans le domaine financier, est le milliard, et dans le domaine du temps, la dizaine d'années; mais dès qu'un gisement est découvert, son exploitation apporte des ressources substantielles qui permettent d'assurer, à brève échéance, l'auto-financement de nouvelles recherches.

En ALLEMAGNE, sous le régime du III^e REICH, les prospecteurs de pétrole recevaient des sommes considérables de l'Etat, sous forme de subventions, mais en contrepartie, ils étaient soumis à de très strictes obligations de forage et à une surveillance très étroite de leurs travaux. Ces subventions faisaient l'objet de paiements échelonnés selon des forfaits établis d'avance et conformes à des barèmes tenant compte de la profondeur, de la nature et de l'âge des terrains traversés; elles atteignaient 40 % du montant des travaux et parfois même les couvraient entièrement s'il s'agissait de recherches dans des périmètres plus spécialement recommandés par l'Etat. En cas de découverte de pétrole, les subventions devaient être remboursées par versements trimestriels égaux à 20 % du prix de vente des produits. En 1948, ce système a été remanié : les excédents d'un fonds de compensation des prix des produits pétroliers ont été en partie affectés à des subventions pour la production des hydrocarbures naturels : 13 millions de marks ont été distribués à ce titre dans le courant du premier exercice.

3° - Participations directes de l'Etat -

Le plus souvent, les Etats préfèrent participer au capital des Sociétés afin d'agir plus directement sur la gestion de l'entreprise. Cette possibilité est prévue par les législations de nombreux pays tels que la BOLIVIE, l'EQUATEUR ou l'ITALIE. En FRANCE, la participation de l'Etat dans le capital de la Compagnie Française des Pétroles a permis la création d'une industrie nationale pétrolière et un encouragement indirect à la recherche des gisements d'hydrocarbures; la fondation de cette compagnie a surtout eu pour objet de permettre à l'Etat de s'assurer le contrôle de sources étrangères de pétrole, et c'est à ce titre qu'il sera procédé à l'examen de celle-ci dans le paragraphe suivant.

Les participations peuvent être prises directement par l'Etat ou par l'intermédiaire d'un organisme public. Les Etats, indépendamment des prérogatives qu'ils tiennent de la législation minière exercent leurs droits d'actionnaire ordinaire au sein de ces Sociétés d'Economie mixte et peuvent ainsi avoir sur leurs décisions une influence en rapport avec la part de capital qu'ils détiennent.

A - La Société d'Economie Mixte d'Etat en COLOMBIE -

Un exemple de participation directe de l'Etat peut être trouvé en COLOMBIE, où une loi N° 165 du 27 Décembre 1948 a créé la Compagnie Nationale des Pétroles, en prévision du retour à la nation de la concession de MARES. Il est prévu que cette Société Anonyme sera constituée avec le concours financier de l'Etat et de capitaux privés nationaux et étrangers : trois catégories d'actions seront distribuées respectivement à la Nation, à des Colombiens et à des étrangers, sous la condition impérative que la majorité des actions soit en la possession de la Nation et de Colombiens. Les administrateurs représentant la Nation seront nommés et révoqués par le Président de la République. Le Gouvernement accordera à la Compagnie une concession d'exploitation, dont le cahier des charges stipulera une participation du personnel aux bénéfices; la production extraite sera destinée par préférence à la satisfaction des besoins des raffineries nationales. Par ailleurs, le Gouvernement s'est engagé à mettre à la disposition de l'entreprise les moyens financiers nécessaires. Au début de 1950, cette compagnie n'était pas encore constituée : la participation de la nation semblait écarter le concours des capitaux privés; les étrangers se dérobaient et les Colombiens exigeaient l'attribution de la majorité des actions pour prendre toutes garanties à l'égard de l'Etat.

B - Participation par l'intermédiaire d'établissement public -

Les Etats interviennent également dans le financement des Sociétés Pétrolières par l'intermédiaire d'organismes publics : c'est le cas notamment du MAROC et de la FRANCE.

a - Le Bureau de Recherches et de Participations Minières au MAROC -

Institué par un Dahir du 15 Décembre 1928, le Bureau de Recherches et de Participations Minières Chérifien eut notamment pour objet de prendre part au nom de l'Etat à la constitution de sociétés minières, avec des fonds accordés par le Gouvernement Chérifien.

Ce Bureau est géré par un Conseil d'Administration comprenant les représentants des intérêts généraux marocains et surtout des fonctionnaires. C'est un organisme dont le statut comporte de nombreuses analogies avec celui des sociétés privées, il supporte notamment

les mêmes charges fiscales et est soumis à la même législation minière; il a réussi à donner une impulsion aux recherches minières, et notamment à la prospection des gisements de pétrole et à rendre possible un effort de l'Etat, parallèlement au concours de l'industrie privée ou en association avec elle, et exactement avec les mêmes droits comme avec les mêmes obligations; c'est ainsi qu'il détient une part importante du capital de la Société Chérifienne des Pétroles qui assure la recherche et l'exploitation des pétroles au MAROC sur une grande échelle. Il n'est pas interdit d'ailleurs au Bureau de procéder directement par lui-même à l'exécution des travaux, mais il a peu usé de cette faculté.

b - Le Bureau de Recherches de Pétrole en FRANCE -

Dans un même ordre d'idées, en FRANCE, les pouvoirs publics ayant jugé essentiel, au lendemain de la Libération du territoire, de consacrer à la recherche des gisements d'hydrocarbures un effort beaucoup plus important que celui fourni jusqu'alors, ont estimé que seul un établissement public disposant pour plusieurs années de ressources importantes et certaines, serait susceptible de donner un nouvel essor à ces travaux qui exigent une continuité de vue et des moyens financiers importants. Répondant à ces considérations, l'ordonnance N° 45-2324 du 12 Octobre 1945 a, comme il a été précédemment exposé, créé le Bureau de Recherches de Pétrole; un décret portant règlement d'administration publique N° 45-2579 du 30 Octobre 1945 a prévu l'organisation administrative et financière de cet établissement public.

Dans le cadre d'un programme approuvé et grâce à une subvention importante du budget d'investissement, le Bureau de Recherches de pétrole accorde aux organismes, chargés de l'exécution de ce programme, les moyens financiers qui leur sont nécessaires sous la forme soit de participations au capital, soit d'avances à long terme et fixe, dans chaque cas particulier, les conditions financières et techniques auxquelles l'attribution de ces moyens est subordonnée.

Dans la plupart des organismes de recherches, le Bureau détient une participation majoritaire ou prépondérante, et depuis que l'Etat lui a abandonné à la fin de l'année 1949, la part qu'il avait souscrite dans le capital de ces organismes avant la création du Bureau, cet établissement est devenu le seul propriétaire des fonds publics métropolitains investis dans les recherches de pétrole et le seul responsable de leur gestion devant les Pouvoirs Publics. En Métropole, il est l'actionnaire majoritaire de la Société Nationale des Pétroles d'Aquitaine et de la Société Nationale des Pétroles du Languedoc-Méditerranéen; en AFRIQUE DU NORD, il détient la majorité des actions de la Société de Recherches et d'Exploitation des Pétroles en TUNISIE, qui, elle même détient une part appréciable du capital de Sociétés Pétrolières Tunisiennes constituées en majorité avec des capitaux américains ou anglo-hollandais : la Société Nord-Africaine des Pétroles (S.N.A.P.) et la Compagnie des Pétroles de Tunisie (C.P.D.T.). Il possède encore la majorité des actions de la Société des Pétroles d'AFRIQUE EQUATORIALE FRANCAISE et de la Société des Pétroles de MADAGASCAR.

En ALGERIE, il constitua sur un pied d'égalité avec le Gouvernement Général de l'ALGERIE, la Société Nationale de Recherches et d'Exploitation des Pétroles en ALGERIE et au MAROC, il détient une part appréciable du capital de la Société Chérifienne des Pétroles. Il joue ainsi le rôle d'un holding d'Etat en Métropole et dans les divers pays de l'Union Française.

Malgré cet important concours du Bureau, certains organismes de recherches ne parviennent pas à assurer sous la forme d'augmentations de capital le financement de leurs travaux malgré des appels fréquents, généralement annuels. Le Bureau désire, en effet, éviter que le taux de sa participation au capital d'une société dépasse la proportion des $\frac{2}{3}$ (1), car au-delà de ce rapport, l'influence de la minorité, au moins théoriquement, devient trop faible et la Société en question présenterait dès lors un caractère incontestable d'établissement d'Etat qui pourrait en éloigner les autres participants. Ne voulant pas recourir aux subventions qui ne garantiraient pas pour l'avenir les intérêts de l'Etat, le Bureau a mis au point un système d'avances à terme non défini. Les contrats d'avances sont assortis de conditions telles que l'organisme bénéficiaire est assuré d'une aide dont les charges financières, en période de recherches, sont très faibles, presque symboliques. Par contre, dès qu'une production apparaît, le Bureau doit percevoir des Bruttos et si des bénéfices sont distribués aux actionnaires, le Bureau se trouve assimilé à ceux-ci pour le montant des avances qu'il a consenties. Il s'agit donc d'un concours très libéral qui revient, en principe, à financer les recherches qui n'exigent une rémunération rentable qu'en cas de succès. Cette formule heureuse répond parfaitement à la mission du Bureau qui est de financer les recherches quand toutes les autres possibilités ont été épuisées, en prenant toutefois toutes précautions utiles pour que le concours de l'Etat, apporté dans un but d'intérêt général, ne soit pas le cas échéant, sacrifié au profit des fonds des particuliers.

De plus le Bureau assume seul le financement de certaines missions de recherches chargées d'effectuer des prospections préliminaires dans des régions encore inexplorées et susceptibles a priori de présenter de l'intérêt. Il s'agit là d'initiatives exceptionnelles et limitées; d'ailleurs, le Bureau n'est pas habilité à entreprendre par lui-même des sondages. Si le résultat d'une mission justifie un développement des recherches préparatoires, le Bureau s'efforce de provoquer la création d'une société pour que continue, sous une forme juridique appropriée l'oeuvre commencée.

L'action de cet établissement dans le domaine financier fait d'ailleurs l'objet d'un contrôle étroit de l'Etat. Chaque année, une subvention sous forme de crédit de paiements, inscrite au budget d'investissements dans le cadre d'autorisation de programme, lui est attribuée par la loi de Finances; l'octroi de cette subvention donne

(1) Le décret du 31 Octobre 1950 qui autorise le Bureau à souscrire jusqu'à 70 % du capital de la Société du Languedoc Méditerranéen constitue une exception.

lieu au contrôle de son activité par le Parlement. Pour l'exécution d'un premier programme quinquennal 1945-1950, un crédit total d'engagement de près de 13 milliards lui a été accordé. Sur le plan administratif, la tutelle des Ministres des Finances et des Affaires Economiques et de l'Industrie et du Commerce se manifeste principalement par l'approbation par un arrêté concerté, de son état annuel de prévisions de recettes et de dépenses, dans lequel sont retracés les crédits affectés pour l'exercice à chaque organisme bénéficiant de son concours financier. Dans le cadre des crédits alloués, le Bureau de Recherches de Pétrole approuve les budgets des organismes auxquels il participe et assure ainsi un rôle de coordination financière. Grâce à l'importance du concours financier qu'il leur consent, le Bureau de Recherches de Pétrole exerce une influence prépondérante au sein de la plupart des organismes de recherches; il a réussi à donner aux prospections d'hydrocarbures en FRANCE une impulsion féconde se traduisant après cinq ans de travaux par des résultats tangibles.

Jusqu'à maintenant le Bureau s'est borné à n'accorder son appui financier qu'aux entreprises opérant dans les différents pays de l'Union Française, mais il pourrait étendre son champ d'action à des territoires étrangers pour lesquels il est habilité à soumettre aux Pouvoirs Publics toutes propositions en vue de prendre des participations dans des sociétés de recherches de pétrole. Sur ce dernier plan, d'ailleurs, le Gouvernement Français a préféré recourir comme le font d'autres Etats Etrangers, aux services d'une Société d'Economie Mixte : la Compagnie Française des Pétroles fut créée à cet effet après la première guerre mondiale pour gérer la part de la FRANCE dans les pétroles de l'IRAK.

Paragraphe II - La participation financière des Etats dans les Sociétés Pétrolières sur le plan international -

Lorsqu'un Etat ne peut élever ses ressources pétrolières propres au niveau de ses besoins, il est prudent de sa part de se réserver la production de gisements situés dans des pays étrangers; il ne peut d'ailleurs pas pratiquement faire procéder directement par ses services à des travaux sur le territoire d'autres Etats et agit par l'intermédiaire de Sociétés privées dont il s'assure le contrôle.

L'appui diplomatique des ETATS-UNIS -

Le Gouvernement des ETATS-UNIS dont l'intervention ne s'est manifestée en ce domaine, qu'après la première guerre mondiale, se contente d'appuyer par la voie diplomatique les demandes que les groupes pétroliers américains présentent aux puissances étrangères en vue de l'obtention des droits miniers; en échange de cet appui, ces groupes assurent pratiquement la satisfaction des besoins nationaux en temps de paix comme en temps de guerre ainsi qu'il a été exposé précédemment. Une telle politique de la part des Autorités Fédérales à l'égard des trusts contraste singulièrement avec l'hostilité qu'elles leur manifestent sur le plan intérieur; mais il faut reconnaître qu'elle sert grandement les intérêts des ETATS-UNIS, qui riches en pétrole, ne sont pas assurés,

malgré la découverte certaine de nouvelles réserves, de couvrir entièrement leurs besoins par leur production intérieure, surtout en cas de guerre, en raison de la prodigalité dont ils ont fait preuve entre les deux guerres et des charges militaires qu'ils ont dû assumer ces dernières années. Ceux-ci sont donc résolument engagés dans la voie de la conquête de nouvelles sources de pétrole grâce à l'action conjuguée des trusts et du gouvernement auprès des Etats dont le sous-sol est susceptible de renfermer des hydrocarbures, notamment en AMERIQUE DU SUD et au MOYEN-ORIENT.

D'autres Etats ont tenu à collaborer d'une manière plus directe avec les grandes sociétés internationales en s'associant parfois à leur oeuvre par l'intermédiaire de Sociétés d'Economie Mixte au sein desquelles ils exercent une influence certaine, voire déterminante.

Les premières Sociétés d'économie Mixte avant 1914 -

Dès le début du siècle, la GRANDE-BRETAGNE et l'ALLEMAGNE prévoyant le rôle que jouerait le pétrole dans l'économie de paix comme dans la conduite de la guerre, s'efforcèrent non seulement de favoriser, sur le plan extérieur, l'action des trusts disposés à servir leur prestige national, mais encore de participer à la constitution de Sociétés privées puissantes en vue d'assurer par leur intermédiaire le contrôle de nouveaux gisements.

Le Gouvernement Britannique se préoccupa de se réserver notamment des ressources pétrolières au MOYEN-ORIENT en participant au capital de l'ANGLO PERSIAN OIL Cy. Le Gouvernement allemand, de son côté, porta son attention sur les gisements de l'EUROPE ORIENTALE et participa à leur exploitation en recourant aux services de la DEUTSCHE BANK qui créa à cet effet un trust financier l'EUROPAISCHE PETROLEUM UNION. La DEUTSCHE BANK et l'ANGLO PERSIAN Cy unirent les intérêts de l'ALLEMAGNE et de la GRANDE-BRETAGNE au sein de la TURKISH PETROLEUM Cy pour la mise en valeur des gisements de MESOPOTAMIE.

La FRANCE n'apparut sur la scène internationale du Pétrole qu'après la première guerre mondiale, par l'intermédiaire de la Compagnie Française des Pétroles où elle reprit certaines positions de l'ALLEMAGNE évincée par les traités de paix.

La politique de la GRANDE-BRETAGNE et de la FRANCE consista donc à contrôler la production des champs pétrolifères étrangers au moyen de sociétés d'économie mixte au sein desquelles la puissance publique exerça une action déterminante. Il convient d'examiner les conditions suivant lesquelles ces Etats élaborèrent et mirent en oeuvre cette politique.

1° - Le contrôle du Gouvernement Anglais sur les champs pétrolifères étrangers - l'Etat Britannique et l'Anglo Iranian Oil Co Ltd.

Le sol de la GRANDE-BRETAGNE ne s'étant pas révélé riche en hydrocarbures, le gouvernement anglais s'attacha à développer la production des pays soumis à l'influence britannique et à acquérir le contrôle de gisements pétrolifères étrangers. Si les dominions et les colonies apportent une très appréciable contribution à la couverture des besoins du "Commonwealth"-en 1949 leur production cumulée atteignit plus de neuf millions de tonnes de pétrole brut.-elle demeure cependant très inférieure à la demande. Le Gouvernement anglais se trouva donc, dès l'origine, dans la nécessité d'établir une politique pétrolière à l'échelle mondiale : dans cet ordre d'idées, il appliqua le premier la formule de la société d'économie mixte dans l'industrie pétrolière, lorsque se posa en 1915 le problème de l'approvisionnement de la flotte en mazout. Winston CHURCHILL devait concrétiser cette politique lors des débats qui se déroulèrent au Parlement : "Le but final de notre politique, déclarait-il, est de faire de l'Amirauté le propriétaire et le producteur indépendant du pétrole dont elle a besoin. Il nous faut, à cet effet, constituer tout d'abord dans notre pays des réserves suffisamment abondantes pour couvrir nos besoins en temps de guerre et parer aux variations de prix en temps de paix. Il nous faut, ensuite, être en mesure de dominer à tout moment le marché du naphte. Le deuxième aspect de notre politique à long terme implique que l'Amirauté soit capable de raffiner, travailler ou distiller toute espèce de pétrole brut afin de lui donner les qualités requises pour son emploi sur mer. Le troisième aspect est la nécessité de devenir propriétaire d'au moins une fraction du pétrole nécessaire à notre approvisionnement ou, au minimum, de la contrôler à la source".

Partageant l'opinion de Winston CHURCHILL et repoussant la thèse de Lord FISHER, qui préconisait seulement la construction de vastes réservoirs capables d'emmaganiser tout l'approvisionnement nécessaire à une guerre sans se soucier de contrôler les sources de production, le gouvernement anglais chercha à se lier avec une société purement anglaise agissant dans un pays riche en pétrole et soumis à l'influence britannique.

En 1914, il souscrivit pour deux millions d'actions de l'ANGLO PERSIAN OIL CO LTD qui opérait en PERSE. Cette Société avait été fondée en 1909 par deux autres Compagnies britanniques, l'une la BURMAH OIL qui possédait des intérêts en BIRMANIE, l'autre la FIRST EXPLORATION qui, animée par William d'ARCY avait obtenu en 1908 du Shah de PERSE une concession d'exploitation de 500.000 milles carrés (129.500.000 ha) pour 60 ans et qu'elles apportait à la Société. Détenant la moitié du capital social, la plus grosse part d'actions et disposant de la majorité des voix aux assemblées générales, grâce à des actions à vote plural, le gouvernement était en mesure d'exercer une influence décisive au sein de la Société. Mais désirant laisser aux intérêts privés une grande part d'initiative, il préféra n'intervenir dans la gestion des affaires que dans les cas où la politique générale de la Société n'entrerait pas dans ses vues. Un arrangement fut conclu, à cet effet, entre l'ANGLO

PERSIAN OIL Cy et le Trésor le 20 Mai 1914, et fut ratifié par le Parlement le 13 Juillet de la même année; par ailleurs, un contrat de fourniture de pétrole et d'huile de graissage, d'une durée de 30 ans, fut négocié avec la Société pour couvrir les besoins de l'Amirauté.

Il fut convenu que la Société demeurerait soumise au droit privé et conserverait son caractère commercial, mais qu'elle n'entrerait dans aucun trust et resterait toujours une compagnie anglaise indépendante ayant son siège social en ANGLETERRE. Aux termes de l'arrangement passé avec le Gouvernement et en vue d'assurer l'exécution par la Société de ses divers engagements à l'égard de l'Etat, il fut prévu que deux membres du BOARD OF DIRECTORS de la Société (Conseil d'Administration), seraient désignés par le Trésor pour assurer la représentation des intérêts publics au sein des assemblées et conseils de la société; ces "directors ex-officio" auraient la faculté de convoquer des assemblées générales et disposeraient d'un droit de veto suspensif susceptible d'appel de la majorité des "directors" privés devant les ministres : le gouvernement, par une lettre en date du 20 Mai 1914, limita les cas dans lesquels pourrait s'exercer ce droit de veto; il déclara "ne pas se proposer d'user" de ce droit, "sauf dans les questions de politique générale touchant aux relations extérieures, aux affaires navales ou militaires, à la vente de l'entreprise ou au changement de nature de la Compagnie, au contrôle des exploitations nouvelles, aux ventes de pétrole brut ou de fuel-oil aux étrangers ou toutes autres ventes risquant de gêner l'exécution des contrats en cours avec l'"Amirauté". Le Gouvernement affirma également que son intervention dans l'administration intérieure de la Société serait strictement limitée au minimum nécessaire pour assurer l'exécution de ses divers engagements, et que, si jamais cette intervention se produisait, il porterait une attention particulière aux intérêts financiers de la Société dans laquelle il possédait une si grande part. Le Gouvernement, tenant à maintenir la direction de l'entreprise entre les mains des particuliers, laissait entendre que la présence des deux "directors ex-officio" ne serait pas effective à toutes les réunions. En quelque sorte, ces "directors" étaient investis de pouvoirs justifiés par la participation prédominante de l'Etat aux Assemblées générales mais devaient être en nombre réduit pour laisser aux particuliers une grande marge d'initiative dans la gestion de la société.

Par ailleurs, le Trésor et l'Amirauté jouirent de la faculté de nommer des représentants pour procéder à l'inspection des travaux d'exploitation de la Compagnie et à des enquêtes sur les comptes et les affaires sociales tant dans le ROYAUME-UNI qu'en PERSE, ces représentants devant obtenir toutes facilités pour l'exécution de leur mission.

Le Gouvernement Britannique assurait également la Société que le Trésor acceptait de lui procurer les capitaux nécessaires à son développement et, plus particulièrement, pour l'exécution de tout contrat d'approvisionnement en fuel-oil passé avec l'Amirauté.

L'ANGLO PERSIAN put effectuer normalement ses opérations jusqu'en 1932, époque à laquelle le Shah de PERSE, soutenu par l'U.R.S.S. tenta de l'évincer : la dévaluation de la Livre venait de réduire sensiblement la part du gouvernement persan dans les bénéfices de l'exploitation qui s'élevait à 16 % des produits nets; la Société était en outre accusée de limiter volontairement le débit des puits pour ne pas épuiser trop rapidement les gisements, ce qui diminuait les bénéfices. Le 5 Décembre 1932, la concession octroyée à l'ANGLO PERSIAN fut annulée et les terrains qu'elle concernait furent déclarés propriété de l'Etat; mais grâce à l'intervention de la diplomatie britannique, un arrangement conclu en Avril 1933 entre le Gouvernement Persan et la Société, consolida la position de cette dernière dans le Sud de l'IRAN : une nouvelle concession lui fut accordée pour 60 ans, prolongeant ainsi de 32 ans la durée d'exploitation prévue pour la première concession; elle porta sur une zone réduite à 100.000 miles carrés (2.590.000 ha); par ailleurs, le pourcentage des bénéfices accordés au Gouvernement fut relevé. En Juin 1935, la Société changea de raison sociale et prit le nom d'ANGLO IRANIAN OIL CO LTD.

En 1949, le capital de l'Anglo Iranian s'élevait à 33 millions de £; le gouvernement britannique y détenait une participation de 55,9 %.

L'activité de l'Anglo Iranian profita largement au Gouvernement Britannique, qui, d'ailleurs respecta toujours l'indépendance commerciale de la Société comme il en avait pris l'engagement. La Compagnie développa ses moyens de production en IRAN et acquit d'autres sources de pétrole en IRAK où elle possède 23,3/4 % du capital de l'IRAK PETROLEUM Cy LTD, et à KUWAIT où elle est associée à 50 % avec la GULF OIL CORP. depuis 1933. Sa production atteignit en 1949 plus de 26 millions de tonnes de pétrole brut en IRAN. Cette production est acheminée par pipe-line sur la raffinerie que possède la Compagnie à ABADAN.

L'ANGLO IRANIAN OIL Co fonda un grand nombre de filiales de production, de raffinage, de transport et de distribution de par le monde : en FRANCE, notamment elle contrôle la Société Générale des Huiles de Pétrole B.P.

Actuellement, l'ANGLO IRANIAN OIL Co est considérée comme le 3ème grand trust pétrolier après la STANDARD OIL et la ROYAL DUTCH-SHELL si elle doit sa prospérité à l'autorité du Gouvernement Britannique, ce dernier trouve en elle une grande source de profits et surtout l'un des éléments de sa puissance dans le monde.

2° - le contrôle par la FRANCE de champs pétrolifères étrangers -
L'Etat français et la Compagnie Française des Pétroles -

S'inspirant de l'exemple britannique, la FRANCE, employa également le procédé de la Société d'Economie Mixte pour acquérir le contrôle de sources de pétrole à l'étranger; mais la politique du

gouvernement français différa profondément de celle adoptée par le gouvernement britannique : en premier lieu, la FRANCE, tard venue sur la scène internationale du pétrole, dut se faire reconnaître par des accords diplomatiques des droits sur des régions pétrolifères situées en dehors de son territoire; en second lieu, ses droits une fois reconnus, elle se trouva dans la nécessité, en l'absence d'une société française opérant à l'étranger, de favoriser la constitution d'un groupe national, la Compagnie Française des Pétroles, et enfin, de faire entrer cette compagnie en possession de ses droits et de la mettre en mesure de les exercer. En quelque sorte, le Gouvernement Français dut mettre lui-même sur pied une politique internationale du pétrole sans pouvoir s'appuyer comme le Gouvernement Britannique sur des groupes privés antérieurement constitués et possédant déjà une expérience en la matière; le capitalisme français s'était en effet contenté de s'intéresser à l'activité des Sociétés Etrangères sans prendre l'initiative de créer lui-même un groupe puissant; il lui avait manqué un ROCKFELLER ou un DETMOLD.

Lorsque prit fin la première guerre mondiale, la FRANCE se trouva démunie du pétrole que ses alliés lui procuraient pendant les hostilités; la faible production des gisements de PECHELBRONN ne couvraient qu'une minime partie des besoins nationaux, le gouvernement français dut revendiquer au cours des négociations des traités de paix une participation dans l'exploitation de gisements pétrolifères étrangers, à titre de dommages de guerre. Cette attitude était d'ailleurs justifiée sur le plan diplomatique par des accords conclus en 1916 entre la GRANDE-BRETAGNE et la FRANCE au sujet du partage de leur influence dans les pays du PROCHE-ORIENT; il semblait également logique que la FRANCE qui avait subi les plus importantes destructions du fait de la guerre, reçut en compensation le bénéfice des participations pétrolières ennemies placées sous séquestre.

A la suite de pourparlers engagés du côté français par Henry BERANGER sous le Gouvernement Clémenceau, un accord, signé à SAN REMO le 29 Avril 1920 par la GRANDE-BRETAGNE et la FRANCE, institua une coopération cordiale et une réciprocité de traitement entre les deux Etats dans les pays où les intérêts pétroliers des deux nations pouvaient pratiquement se combiner. La FRANCE participait sur un pied d'égalité avec la GRANDE-BRETAGNE à la mise en valeur des gisements roumains contrôlés antérieurement par des intérêts allemands, et recevait une part de 25 % dans l'exploitation britannique des pétroles de MESOPOTAMIE; ce dernier avantage lui était consenti par la GRANDE-BRETAGNE qui avait obtenu du Gouvernement Français en 1918 que le vilayet de MOSSOUL placé en 1916 dans la zone d'influence française rentrât dans la zone anglaise. De plus, les deux Etats se prêtaient un mutuel appui pour obtenir des concessions dans les territoires de l'Ancien Empire Russe. La FRANCE s'engageait à accorder toutes facilités à des groupes franco-britanniques pour l'acquisition de concessions pétrolifères dans ses colonies, protectorats et zones d'influence; le Parlement Français avait posé la condition que les intérêts nationaux dussent être représentés dans une proportion au moins égale à 67 %; par réciprocité, la GRANDE-BRETAGNE accordait aux sujets français des avantages identiques à ceux dont la FRANCE faisait bénéficier les sujets britanniques dans

les colonies françaises. Un avenant du 25 Janvier 1921, apporté à l'accord de SAN REMO, devait préciser les droits de l'Etat Français en MESOPOTAMIE par la cession à celui-ci de la part de la DEUTSCHE BANK, représentant les intérêts allemands, dans la TURKISH PETROLEUM Cy.

L'Etat Français ne pouvait entrer dans une société privée étrangère aux côtés de participants privés; l'intervention d'un Etat dans cette Société aurait rendu plus difficile les négociations engagées avec l'IRAK. Aussi le Gouvernement Français décida-t-il de confier la gestion de ses intérêts dans la TURKISH PETROLEUM Co à une Société privée française. A cette fin, par lettre du 29 Septembre 1923, le Président POINCARÉ chargea Monsieur Ernest MERCIER de prendre la présidence d'un Syndicat Français d'Etudes Pétrolières et exposa à ce dernier les intentions du Gouvernement : il s'agissait de créer un outil capable de réaliser une politique nationale du pétrole, en constituant une compagnie essentiellement française et indépendante qui tendrait à développer une production de pétrole sous contrôle français dans les différentes régions productrices; cette compagnie devait avoir quatre objets principaux qu'elle pourrait réaliser elle-même ou par une filiale : en premier lieu, organiser la mise en valeur des ressources et des avantages que l'Etat tient ou tiendra des accords diplomatiques en ce qui touche le pétrole, et au premier chef l'exploitation des pétroles de MESOPOTAMIE; en second lieu, prendre des participations dans des entreprises exerçant leur autorité dans les diverses régions pétrolières, et spécialement en AMERIQUE CENTRALE et en AMERIQUE DU SUD, en vue d'assurer l'équilibre du ravitaillement français; en troisième lieu, s'efforcer d'obtenir des concessions en RUSSIE en groupant les efforts français; et, enfin, en quatrième lieu, concourir avec l'appui du gouvernement à la mise en valeur et à l'exploitation des richesses pétrolières qui pourraient être découvertes en FRANCE, dans les colonies et dans les Pays de Protectorat. La Compagnie était assurée de recevoir l'appui du Gouvernement dans les démarches et travaux à entreprendre, en conformité des programmes arrêtés d'accord avec celui-ci. Les Sociétés Françaises s'occupant de pétrole avaient la possibilité de participer à la fondation de la compagnie dans une mesure, en principe, proportionnelle aux capitaux nationaux, investis dans chacune d'elles. En vue d'assurer la prédominance des intérêts français au sein de la compagnie, il était précisé que le cas des Sociétés comportant des participations étrangères importantes ferait l'objet d'un examen particulier et que toutes dispositions seraient prises pour assurer la permanence du contrôle de la Société par des capitaux français; le Directeur Général, et les Directeurs ainsi que les Administrateurs devaient être français, et ces derniers de plus agréés par le Gouvernement. En contrepartie de ces avantages, l'Etat se réservait le droit d'exercer un contrôle sur la gestion des affaires sociales par l'intermédiaire de deux commissaires du Gouvernement.

Le 1er Mars 1924, Monsieur Ernest MERCIER répondait au Président qu'il avait rempli la mission qui lui avait été confiée et que le Syndicat devait incessamment disparaître après avoir assuré la constitution de la COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES; il acceptait les

directives du Gouvernement contenues dans la lettre de 1923, mais il insistait sur la difficulté de reproduire dans les statuts de la future compagnie certaines dispositions de cette lettre qui risquaient d'entraver le développement de l'entreprise : il demandait que la Société ne bénéficiât d'aucun monopole ou immunité la plaçant dans une situation privilégiée et que les participants ne fussent pas obligés de contribuer aux augmentations futures de capital, ni à la création de filiales, enfin que le Conseil demeurât libre de fixer les conditions d'admission ainsi que l'importance de la participation des Sociétés qui désireraient entrer ultérieurement dans la Compagnie. Le Gouvernement ayant accepté ces réserves, la Compagnie Française des Pétroles fut constituée le 24 Mars 1924 au capital de 25 millions de francs sous la forme d'une Société Anonyme de droit commun.

Dès le 17 Mai 1924, une première convention fut passée entre le Gouvernement et la Compagnie en vue de fixer les conditions de la cession à celle-ci de la part détenue par l'Etat Français dans la TURKISH PETROLEUM Cy. La Compagnie Française des Pétroles fut autorisée à lever entre les mains du sequestre anglais les 40.800 actions de 1/2 de cette Société, détenues antérieurement par la DEUTSCHE BANK, et mises à la disposition de la FRANCE par l'accord de SAN REMO; cette acquisition fut faite aux risques et périls et aux frais de la Compagnie sans aucune garantie d'intérêt de l'Etat; celle-ci se trouva dans les conditions d'un actionnaire ordinaire normal indépendant mais ne put céder ses actions sans l'autorisation écrite du Gouvernement. En contrepartie la convention de 1924 reproduisait les clauses des statuts de la Compagnie concernant l'agrément de l'Etat pour l'administration et la direction de l'entreprise et admettait le contrôle régulier de Commissaires du Gouvernement; elle attribua à l'Etat un droit de préemption au prix du marché sur 80 % des produits pouvant revenir à la Compagnie du fait de sa participation dans la TURKISH PETROLEUM Cy, étant précisé par un échange de lettres des 26/6 - 11/7/1924 que ce droit de préemption ne pourrait être exercé que pour les besoins des départements de la Guerre et de la Marine et des Services Publics n'ayant pas le caractère d'une exploitation commerciale. De plus, l'Etat se réserva une fraction des superbénéfices réalisés par la Compagnie du fait de ses participations dans le PROCHE-ORIENT, lorsque les bénéfices sociaux excéderaient 10 % des capitaux investis dans les participations; l'Etat jouit également de droits spéciaux dans la liquidation de ces dernières.

Cette convention fit l'objet de critiques : en premier lieu, il lui fut reproché de n'avoir pas reçu la ratification du Parlement; or, à l'époque, aucune disposition légale ne soumettait l'aliénation ou l'achat d'actions par l'Etat à une autorisation législative; en second lieu, certains auraient désiré que l'Etat fût représenté aux Conseils d'Administration et aux Assemblées générales de la Compagnie, ce qui eut été possible si celui-ci avait reçu des actions d'apport en échange de la cession de ses droits, mais, il avait été jugé préférable de ne pas accorder d'actions à l'Etat afin de ne pas risquer d'écarter les souscriptions privées d'ailleurs difficiles à recueillir au temps de la fondation de la Compagnie. Enfin, la clause de la convention stipulant "l'incessibilité" des actions de la TURKISH PETROLEUM Cy, sans l'accord

de l'Etat, devait être atténué pour permettre à la compagnie de remplir envers ses coassociés, les obligations prévues par le WORKING AGREEMENT du 31 Juillet 1928 et touchant à la priorité de rachat de ces actions par les autres participants. En conclusion, cette convention était fort heureusement conçue, mais elle n'avait pas organisé la participation de l'Etat au capital et à la gestion de la Compagnie; le Gouvernement pouvait cependant prévoir qu'il se présenterait des circonstances où la Compagnie Française des Pétroles aurait besoin de son concours et qu'il lui serait alors aisé de le négocier.

Une loi du 30 Mars 1928 relative à l'autorisation et au contingentement des importations de pétrole brut et de ses dérivés fournit l'occasion recherchée : la Compagnie Française des Pétroles désirait obtenir le droit d'importer son pétrole et de le faire raffiner par une de ses filiales. Une deuxième convention du 25 Juin 1930 attribua à l'Etat de nouveaux avantages dans la Compagnie.

En contrepartie des autorisations d'importation de bruts accordées à une filiale de la Compagnie Française des Pétroles, la Compagnie Française de Raffinage, et correspondant au moins au quart de la consommation annuelle du pays en produits finis, l'Etat révisa notamment les modalités de l'exercice de son droit de préemption sur la production de l'entreprise prévoyant une ristourne sur le prix d'achat et en étendant son droit aux produits dérivés. Il organisa surtout sa représentation dans la Société et sa filiale.

Dans ce dernier ordre d'idées, il se réserva la faculté de participer jusqu'à concurrence de 35 % du capital émis et à émettre par la Compagnie Française des Pétroles, avec un droit de vote correspondant à 40 % du total des voix attachées à des actions A et B, les actions A étant à vote plural; il a d'ailleurs exercé définitivement ce droit en souscrivant la totalité de la part qui lui était réservée dans le capital de la Société par lettre du 18 Août 1931. L'Etat, de plus, dut recevoir 10 % du capital de la Compagnie Française de Raffinage, en sus de sa participation indirecte par l'intermédiaire de la Compagnie Française des Pétroles qui avait souscrit elle-même 55 % du capital de sa filiale. Le contrôle de l'Etat sur les deux Compagnies fut assuré par deux commissaires du gouvernement représentant respectivement le Ministre des Finances et le Ministre de l'Industrie et du Commerce; ils jouirent des mêmes pouvoirs que les administrateurs et des prérogatives des commissaires aux comptes. A la Compagnie Française des Pétroles, les deux commissaires du gouvernement furent chargés de veiller à l'observation des statuts de la Société en ce qui concernait les droits de l'Etat ainsi qu'à l'exécution des conventions passées par l'Etat avec la Compagnie; ils eurent le droit, à cet effet, de suspendre l'application de toutes décisions du Conseil d'Administration ou des Assemblées Générales qui leur paraîtraient porter atteinte aux droits particuliers de l'Etat dérivant des conventions intervenues; ces commissaires devaient alors en référer à leurs Ministres respectifs qui recherchaient une base d'accord avec la Société; selon les cas, le conflit serait résolu par un arbitrage du Vice-Président du Conseil d'Etat, ou par une délibération prise par une Assemblée Générale à la majorité des trois quarts des voix, c'est-à-dire avec le consentement de l'Etat.

prise par une Assemblée Générale à la majorité des trois quarts des voix, c'est-à-dire avec le consentement de l'Etat.

Les conventions de 1924 et de 1930 reçurent en même temps l'approbation du Parlement par la loi du 25 Juillet 1931.

L'activité de la Compagnie Française des Pétroles ne fit que s'étendre depuis l'établissement de son statut définitif. Elle dut notamment se procurer les fonds suffisants pour suivre les augmentations successives de capital de la TURKISH PETROLEUM Cy devenue l'IRAK PETROLEUM Cy. (1). Son capital social propre atteignait en 1949 près de 9 milliards de francs. Outre ses participations dans l'IRAK PETROLEUM Cy et les filiales de cette Société, selon les accords de la ligne rouge qui seront examinés plus loin, elle s'est assurée, après la deuxième guerre mondiale, une part de la production de la PANTEPEC OIL Co au VENEZUELA, et a acquis des intérêts en FLORIDE; elle apporte d'autre part son concours financier, en association avec le Bureau de Recherches de pétrole, au sein de la plupart des organismes de recherche d'hydrocarbures dans la METROPOLE et les divers pays de l'UNION FRANCAISE. Enfin, elle contrôle une partie du raffinage français par l'intermédiaire de la Compagnie Française de Raffinage ainsi que le transport des produits pétroliers particulièrement par le moyen de la Compagnie Navale des Pétroles.

La Compagnie Française des Pétroles répond donc bien actuellement aux considérations qui avaient motivé sa fondation : elle apporte à l'approvisionnement national une contribution de l'ordre de deux millions de tonnes par an, qui relativement modeste en égard aux besoins, doit rapidement augmenter dans un délai prochain en raison du développement.

(1) Capital souscrit par la C.F.P. dans l'I.P.C.

Prix d'achat de la part C.F.P. dans l'I.P.C.	=	£ 40.000
Capital versé par C.F.P. au moment de la découverte de Baba Gurgur (4 Octobre 1927)	=	£ 360.000
Capital déjà versé par C.F.P. au moment de la mise en service du pipeline Kirkuk-Tripoli au 14 Juillet 1934	=	£ 3.450.000
Investissements n'ayant pas abouti à une découverte de pétrole à ce jour	=	£ 2.034.425

prévu de l'exploitation des gisements pétrolifères du MOYEN-ORIENT et notamment de l'IRAK PETROLEUM Co.

A cette dernière Société participent également, aux côtés de la Compagnie Française des Pétroles, l'ANGLO IRANIAN OIL Co ainsi qu'il a été précédemment exposé, et d'autres compagnies soutenues par leurs gouvernements : l'IRAK PETROLEUM Cy constitue un centre d'intervention des Etats qu'il convient maintenant d'examiner.

3° - L'intervention des Etats en association au sein de l'IRAK PETROLEUM Cy.

Les ressources pétrolifères de l'Ancien Empire Turc excitèrent dès le début du siècle les convoitises des groupes pétroliers anglais et allemands, soutenus par leurs gouvernements dans une lutte d'influence au MOYEN-ORIENT. En 1903, la Compagnie des Chemins de Fer d'Anatolie appartenant à la DEUTSCHE BANK, se faisait accorder la concession du Chemin de fer de Bagdad avec tous les gisements d'hydrocarbures qui se trouveraient contenus dans une bande de 20 kilomètres située de chaque côté de la voie; en 1905, cette Compagnie obtenait de la liste civile du Sultan une option de deux ans pour l'exploration des champs pétrolifères de BAGDAD et de MOSSOUL. De son côté, William d'ARCY, représentant des intérêts anglais, engageait en 1902 des tractations avec le gouvernement turc pour prolonger sur le territoire ottoman les droits exclusifs de recherches qu'il avait obtenus en 1901 sur une grande partie de la PERSE. En 1905, à la suite du transfert des gisements pétroliers de la liste civile au Ministère des Finances, des négociations s'ouvrirent entre la Banque Nationale de TURQUIE et le groupe ROYAL DEUTSCH SHELL pour l'exploitation des pétroles de MESOPOTAMIE.

En 1911, les différents concurrents s'unirent pour exiger du gouvernement turc l'exécution des engagements pris à leur égard; la TURKISH PETROLEUM Cy constituée sous le régime de la loi britannique fut ainsi fondée avec le concours de la DEUTSCHE BANK représentant les intérêts du gouvernement allemand, puis de l'ANGLO SAXON Cy, filiale de la ROYAL DUTCH, et enfin de la d'ARCY EXPLORATION, filiale de l'ANGLO PERSIAN, à la suite d'un accord contresigné à la veille de la guerre de 1914 par les chancelleries anglaises et allemandes. Le capital social de la TURKISH PETROLEUM Cy s'élevait à 160.000 £ et était réparti entre la d'ARCY EXPLORATION à raison de 50 % et l'ANGLO SAXON et la DEUTSCHE BANK pour 25 %; Monsieur GULBENKIAN chargé des négociations avec le gouvernement turc devait recevoir une répartition des bénéfices. Les groupes constituants s'engagèrent à ne faire aucune concurrence à la TURKISH PETROLEUM Cy dans les limites de l'Empire turc, borné par la fameuse ligne rouge : le 26 Juin 1914, la Compagnie appuyée par les diplomates britanniques et allemands recevait du gouvernement ottoman la promesse de la concession des pétroles de MOSSOUL et de BAGDAD.

A la déclaration de guerre, le gouvernement britannique mit sous séquestre la part de la DEUTSCHE BANK, puisque la compagnie était anglaise. Au cours des hostilités, des accords conclus entre 1916 entre la GRANDE-BRETAGNE et la FRANCE attribuèrent notamment à ce dernier pays une grande partie du vilayet de MOSSOUL, mais réservèrent à la GRANDE-BRETAGNE les concessions britanniques qui lui avaient été octroyées. Le gouvernement anglais consolidait ainsi sa part dans les pétroles de MOSSOUL et se proposait de liquider la part de la DEUTSCHE BANK dans la TURKISH PETROLEUM Cy; cette part, à moins de conventions diplomatiques ne pouvait être attribuée qu'à des sujets britanniques, sans doute à l'ANGLO PERSIAN qui aurait ainsi possédé les trois quarts du capital de la société, lésant les intérêts de la ROYAL DUTCH qui n'aurait plus conservé d'influence dans l'affaire. Cette dernière compagnie, qui entretenait d'excellentes relations avec la FRANCE, se proposa de soutenir les revendications françaises sur la part allemande séquestrée, afin de limiter l'influence anglaise au sein de la Société, et avec le secret espoir que le gouvernement français la chargerait de gérer sa part, ce qui aurait eu pour conséquence de placer la ROYAL DUTCH à égalité avec l'ANGLO IRANIAN.

A la suite de négociations dont il a été fait état, le Gouvernement français obtint gain de cause par l'accord de SAN REMO. Mais les ETATS-UNIS élevèrent à LONDRES une protestation contre cet arrangement bilatéral; soucieux de s'assurer le contrôle de gisements d'hydrocarbures à l'étranger, ils réclamèrent une participation de tous les vainqueurs aux pétroles de l'IRAK, et au nom du principe de la "Porte ouverte" une égalité des possibilités pour tous les pays. Un consortium constitué sous la présidence de M. W. TEAGL, de la STANDARD OIL of NEW JERSEY négocia la participation des intérêts américains dans la TURKISH PETROLEUM Cy; la FRANCE, de son côté, obtint que l'introduction des américains dans la compagnie ne diminuerait pas la participation qui lui avait été promise. En 1923, un accord fut réalisé, la d'ARCY EXPLORATION, filiale de l'ANGLO IRANIAN, cédait au groupe américain la moitié de sa participation et recevait en compensation une royalty de 10 % sur l'huile brute extraite. Ce groupe américain était la NEAR EAST DEVELOPMENT CORP. comprenant à parts égales la STANDARD OIL Co of NEW JERSEY et la SOCONY VACUUM OIL Co.

Le 14 Mars 1925, la TURKISH PETROLEUM Co obtenait du Gouvernement de l'IRAK la concession des pétroles des vilayets de MOSSOUL et de BAGDAD à l'intérieur desquels elle devait choisir 24 Péri-mètres de 16 milles carrés (plus de 4.000 ha) dans un délai de 32 mois. Les premiers travaux commencés dès 1924, aboutirent à la découverte en 1927, dans la région de KIRKOUK, d'un des plus puissants puits du monde débitant jusqu'à 12.000 tonnes par jour. La question se posa alors d'évacuer la production par pipe-line; un arrangement intervint entre la GRANDE-BRETAGNE et la FRANCE en vue de la construction de ce pipe-line qui se divisa, à partir d'HADIDAH, en deux branches dont l'une devait aboutir à HAIFA en PALESTINE et l'autre à TRIPOLI, en SYRIE.

Une nouvelle convention fut conclue en Août 1931 entre le gouvernement de l'IRAK et la TURKISH PETROLEUM Co : la concession primitive accordée en 1925, fut réduite à la partie des vilayets de MOSSOUL et de BAGDAD située à l'est du TIGRE et s'étendant sur 32.000 milles carrés (plus de 8.000.000 ha) mais la clause relative au choix des périmètres prévue par la convention antérieure était supprimée; par ailleurs, la compagnie s'engageait à verser chaque année des redevances au gouvernement de l'IRAK, ainsi qu'il a été exposé dans la première partie de cette étude.

Au sein de la TURKISH PETROLEUM Co, un accord se fit le 31 Juillet 1928, un "working agreement", en vue de régler les relations des associés entre eux. L'engagement de non concurrence des associés à l'égard de la Compagnie sur les anciennes dépendances de l'empire turc, tel qu'il avait été défini en 1914, fut confirmé. Autrement dit, chacun des participants s'engagea à n'agir à l'intérieur de la "Red Line" limitant cet Empire, que par l'intermédiaire de sociétés fondées en commun selon la même répartition qu'à l'intérieur de la Compagnie mère. L'entrée de la NEW EAST DEVELOPMENT Co dans la Société fut sanctionnée : l'ANGLO PERSIAN, l'ANGLO SAXON, La COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES, la NEAR EAST DEVELOPMENT Co, détenaient chacune 23,75 % du capital social tandis que la répartition bénéficiaire attribuée à M. GULBENKIAN était transformée en une participation au capital de 5 %; il était par ailleurs confirmé que l'ANGLO PERSIAN recevrait en outre une royalty de 10 % sur l'huile brute extraite, en compensation de l'abandon de la moitié de sa part aux intérêts américains. Il fut convenu également que les actionnaires ne percevraient pas de dividendes mais au prorata de leur participation, du pétrole brut livrable à l'un des points d'aboutissement du pipe-line en MEDITERRANEE et payable au prix de revient majoré seulement d'un intérêt de 6 % du capital et frappé d'un droit de 5/ par tonne au maximum ; cette dernière clause devant satisfaire les intérêts français et américains plus soucieux d'obtenir du pétrole que des L. Les groupes participants eurent une représentation égale au Conseil d'Administration; les délibérations durent être prises à la majorité des 3/4, la voix du Président n'étant pas prépondérante. Chacun des participants reçut le droit de désigner un nombre d'agents proportionnel à sa part dans le capital et l'assurance que les industriels appartenant à leurs pays respectifs seraient traités sur un pied d'égalité pour les fournitures de matériel à la Société; il fut attribué en outre une priorité de rachat de la part de chacun au profit des autres, dispositions que la Compagnie Française des Pétroles dut concilier avec ses engagements avec l'Etat Français, dans les conditions exposées plus haut. Enfin, la Compagnie prenait la dénomination de "IRAK PETROLEUM Cy" I.P.C.

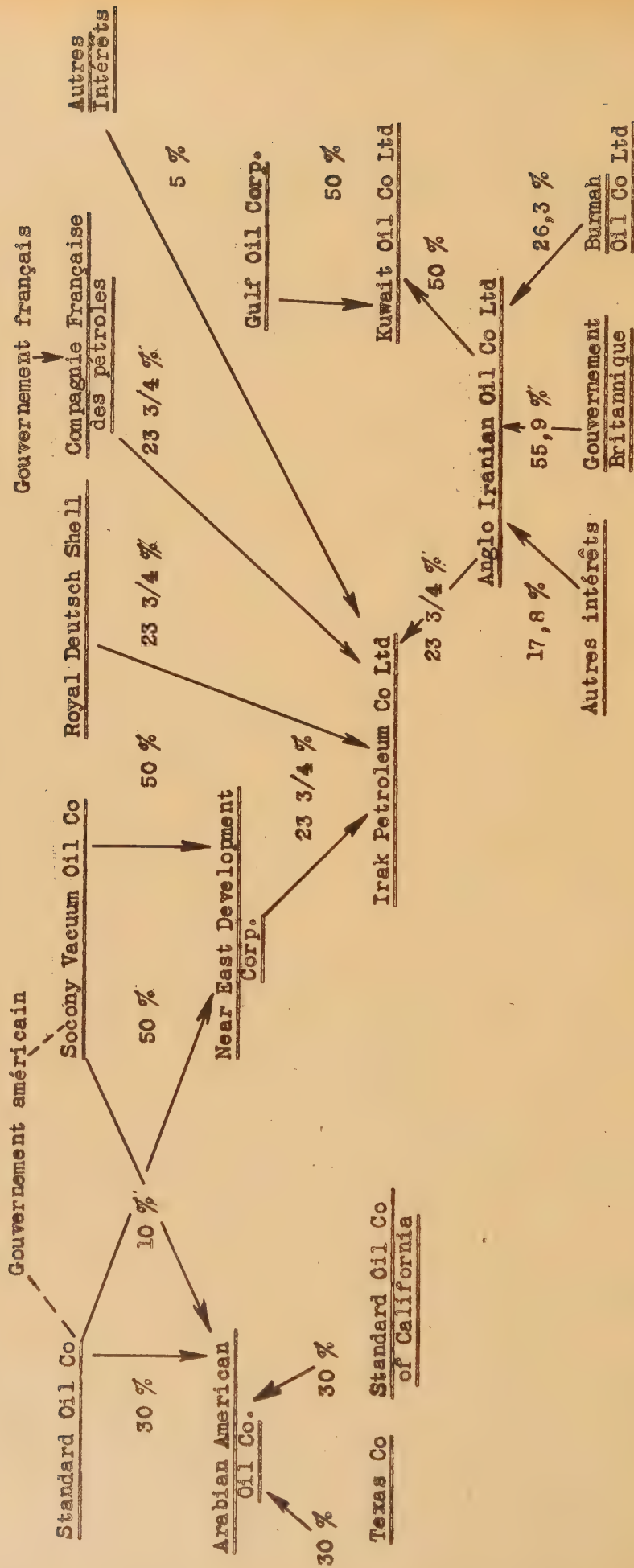
En application de l'accord de "non-concurrence", l'I.P.C. fonda un grand nombre de filiales à l'intérieur de la "Red-line"; les régions non encore concédées se trouvant autour des villes saintes et dans le YEMEN. Bien entendu, il n'était pas interdit aux Etats dont les territoires étaient inclus dans les limites de la ligne rouge, d'accorder des concessions à d'autres compagnies. Deux zones neutres séparant l'ARABIE SAOUDITE respectivement de l'IRAK et de KOWEIT furent exclues.

Un conflit au sujet de cet accord de non concurrence s'éleva entre les participants en 1945 : la CALTEX constituée par la STANDARD OIL of CALIFORNIA et la TEXAS OIL Co avait obtenu, avant la deuxième guerre mondiale, une concession en ARABIE SEoudITE, et découvert une production de pétrole pour laquelle elle n'avait pas de débouchés; elle fit alors appel aux deux Sociétés Américaines Associées dans la NEAR EAST DEVELOPMENT CORPORATION ~~entamèrent avec elles des pourparlers~~ d'association en violation des accords de la "RED LINE" afin de lui permettre d'exploiter les gisements concédés. La Compagnie Française des Pétroles intenta une action judiciaire à LONDRES pour violation de l'accord, mais le groupe américain prétendit que celui-ci avait été rendu ~~caduc~~ par suite de la guerre qui avait empêché la FRANCE de prendre part à la gestion de l'I.P.C. pendant les hostilités. Un compromis intervint après de longues négociations qui se poursuivirent en 1947 et 1948 et aboutirent à la signature, le 3 Novembre 1948 d'une nouvelle charte de travail entre les groupes participants de l'I.P.C. et les Sociétés affiliées; les actions intentées devant les tribunaux britanniques purent ainsi être arrêtées. Aux termes de ce nouvel accord, liberté d'action fut donnée à chacun des groupes associés, à l'intérieur de l'ancienne ligne rouge, à la condition que le domaine de l'I.P.C. et des sociétés affiliées fut respecté et les négociations entamées par la CALTEX et la NEAR EAST DEVELOPMENT Co furent validés (Voir Tableau XI). De plus il fut convenu que chaque participant de l'I.P.C. obtiendrait du pétrole brut suivant une répartition basée sur les besoins qu'il ferait connaître, et non plus strictement sur sa participation contractuelle. A cet effet, les groupes se mirent d'accord sur un premier programme destiné à porter la production globale de l'I.P.C. et des sociétés affiliées à 28 millions de tonnes de brut par an au fur et à mesure de la réalisation d'installations nouvelles. En 1952, un nouveau programme doit être défini et arrêté ensuite tous les cinq ans.

La Compagnie Française des Pétroles obtenait ainsi satisfaction pour l'une de ses revendications tendant au développement de la production de l'I.P.C. En 1953, sa part doit atteindre 7 millions de tonnes, soit 40 % de la consommation totale actuelle de la Métropole et des Territoires d'Outre-Mer. Par ailleurs, conformément à un accord intervenu en Novembre 1949, les participants de l'I.P.C. versèrent à la Compagnie Française des Pétroles une somme globale de 500.000 £ en règlement du différend concernant le pétrole de l'IRAK dont celle-ci n'avait pas eu la disposition pendant la deuxième guerre mondiale.

En 1949, le capital social de l'I.P.C. s'élevait à 83.500.000 £ et la production de brut extraite de ses gisements atteignait plus de 4 millions de tonnes.

**L'INFLUENCE DES ETATS SUR L'EXPLOITATION
DES RICHESSES PETROLIERES DES PAYS
DU MOYEN-ORIENT**



L'intervention des Etats par l'intermédiaire des Sociétés d'Economie Mixte apparait comme l'une des formules commodes pour assurer la défense des intérêts publics dans la répartition des ressources pétrolières mondiales; en effet, ces ressources sont en grande partie sous le contrôle de puissantes sociétés qui ne peuvent consentir à traiter que d'égal à égal avec d'autres sociétés disposant de moyens analogues. Cependant, cette formule ne saurait être exclusive d'aucune autre, et lorsque l'Etat est assez puissant pour imposer sa volonté aux trusts pétroliers, il peut, comme les Etats-Unis se contenter de leur prêter son appui en échange de leurs services.

-:-:-:-:-

CONCLUSION

-:-:-:-

Au terme de cette étude, il apparaît que les interventions des Etats dans la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures revêt des formes variées depuis les prescriptions réglementaires édictées par les autorités publiques jusqu'à l'association des Etats eux-mêmes au sein des Sociétés Privées. Les Etats portent en effet une attention de plus en plus soutenue à la mise en valeur de ces richesses qui présentent pour eux un intérêt vital tant pendant la paix que pendant la guerre : le niveau de vie d'une nation ne dépendrait-il pas de la quantité de pétrole consommée par ses habitants, et les dernières guerres mondiales n'ont-elles pas démontré que la victoire appartenait aux peuples qui possédaient le pétrole.

Aussi depuis quelques années, l'attitude de certains Etats se raidit-elle contre l'influence étrangère dans l'exploitation des gisements d'hydrocarbures : ces derniers sont déclarés propriétés de la Nation; dans les pays pauvres en pétrole, les gouvernements encouragent les travaux de prospection en vue d'affranchir l'économie de l'étranger; dans les pays plus riches, les autorités publiques s'efforcent de réserver à la Nation l'usage des produits extraits. Mais une telle politique n'entre pas dans les vues des Grands Etats qui se préoccupent de s'assurer des sources d'approvisionnement en dehors de leurs frontières. Il semblerait cependant équitable que les pays n'ayant pas une civilisation industrielle mettent le pétrole à la disposition de ceux qui sont capables de le transformer, en contrepartie d'avantages substantiels.

Les Etats se trouvent dans tous les domaines en face des mêmes problèmes auxquels ils apportent des solutions adaptées à leurs doctrines politiques et économiques et aux conditions locales. Toutes choses égales d'ailleurs, la comparaison de ces solutions peut être féconde et suggérer des modifications d'attitude ou l'amélioration de procédés pour le plus grand bien commun.

Si tel est le résultat de cette étude, son but aura été atteint.

LE GRAND PRESSIGNY

Septembre 1950

Signé : Jean DEVAUX-CHARBONNEL

le 18 Octobre 1950

Vu, le Président de la Thèse

Signé : Georges VEDEL

Vu, le Doyen de la Faculté de
Droit de Paris

Signé : Léon JULLIOT DE LA MORANDIERE

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris

Signé : Jean SARRAILH

- Loi N° 862 du 12 Septembre 1942 (J.O. du 27 Septembre 1942) (en ce qui concerne l'art. 16);
- Loi N° 55 du 4 Février 1943 (J.O. du 10 Février 1943) (en ce qui concerne les art. 10 Bis et 16);
- Loi N° 204 du 22 Mai 1944 (J.O. du 31 Mai 1944) (abrogation de l'article 4 Bis).
- Loi du 27 Avril 1838 relative à l'assèchement et à l'exploitation des mines.
- Décret du 23 Octobre 1852 qui fait défense à tout concessionnaire de mines de réunir sa ou ses concessions de même nature sans l'autorisation du Gouvernement.
- Décret du 14 Janvier 1909 réglementant l'exploitation des mines (J.O. du 22 Janvier 1909).
- Loi du 13 Janvier 1911 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1911 (J.O. du 14 Juillet 1911) - art. 138
- Loi du 9 Septembre 1919 modifiant la loi du 21 Avril 1810 sur les mines en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices (J.O. du 11 Septembre 1919)
- Décret du 21 Avril 1920 portant approbation du Cahier des charges type prévu par la loi du 9 Septembre 1919 sur les concessions de mines (J.O. du 24 Avril 1920)
Texte du cahier des charges modifié par :
 - Décret du 28 Mai 1923 (J.O. du 4 Juin 1923) (en ce qui concerne les art. 1er, 2, 2 bis, 16, 17, 17 Bis, 18 Bis et 29 Bis);
 - Décret du 7 Décembre 1923 (J.O. du 13 Décembre 1923) (en ce qui concerne les articles 16, 18 et 28);
 - Décret du 9 Janvier 1927 (J.O. du 14 Janvier 1927) (en ce qui concerne les articles 16 et 18);
 - Décret du 19 Mars 1927 (J.O. du 27 Mars 1927) (en ce qui concerne les articles 16 et 26 Bis);
 - Décret du 24 Janvier 1930 (J.O. du 18 Février 1930) (en ce qui concerne l'article 16)
 - Décret du 28 Mai 1940 (J.O. du 1er Juin 1940) (en ce qui concerne l'article 2).

Décret du 31 Aout 1920 relatif aux demandes en concessions de mines
(J.O. du 11 Septembre 1920)

Décret du 5 Juillet 1921 portant règlement d'administration publique
pour l'application de la loi du 9 Septembre
1919 en ce qui concerne le contrôle financier
des concessions minières (J.O. du 7 Juillet
1921) modifié par :

- Décret du 2 Septembre 1926 réorganisant la
Commission de vérification des comptes des
exploitations minières (J.O. du 4 Septembre
1926).

Décret du 24 Décembre 1921 portant modification de la législation
minière applicable dans les Départements du
Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (J.O.
du 25 Décembre 1921)

Loi du 16 Décembre 1922 portant modification de la loi du 21 Avril
1810 - 27 Juillet 1880 sur les mines (J.O. du
18 Décembre 1922) - art. 3

Décret du 28 Mai 1923 approuvant des modifications et additions au
texte du Cahier des charges-types des concessions
minières (J.O. du 28 Mai 1923) art. 2

Décret du 14 Aout 1923 réglementant l'instruction des demandes en octroi
d'autorisation d'effectuer des recherches de
mines à défaut du consentement du propriétaire
du sol (J.O. du 21 Aout 1923)

Loi du 28 Juin 1927 instituant le permis d'exploitation de mines
(J.O. du 30 Juin 1927).

Décret du 29 Avril 1928 portant règlement d'administration publique pour
l'application de la loi du 28 Juin 1927 relative
à l'institution du permis d'exploitation (J.O.
du 4 Mai 1928) modifié par :

- Décret N° 49-395 du 17 Mars 1949 (J.O. du
22 Mars 1949)
et
par Décret du 9 Août 1950 (J.O. du 17 Aout
1950).

- Loi du 9 Février 1930 tendant à appliquer aux gisements miniers ayant fait
l'objet de concession sous le régime de la loi
du 9 Septembre 1919 la loi du 28 Juin 1927
sur l'institution du permis d'exploitation de
mines (J.O. du 12 Février 1930).

Loi du 9 Février 1935 relative à l'introduction de la législation minière française dans les Départements du Haut-Rhin du Bas-Rhin et de la Moselle (J.O. du 12 Février 1935).

Décret-loi du 30 Octobre 1935 relatif aux concessions minières (J.O. du 31 Octobre 1935).

Décret du 22 Janvier 1936 relatif à l'application de la loi du 9 Février 1935 mettant en valeur la législation minière dans les Départements du Haut-Rhin du Bas-Rhin et de la Moselle (J.O. du 1er Février 1936 - Rectif. J.O. du 12 Février 1936)

Décret du 6 Septembre 1936 portant règlement d'administration publique pour l'application du Décret-loi du 30 Octobre 1935 (J.O. du 9 Septembre 1936).

Loi du 7 Février 1941 portant suppression du Comité Consultatif des Mines institué par l'article 3 de la loi du 9 Septembre 1919 (J.O. du 9 Février 1941).

Loi N° 3145 du 18 Juillet 1941 relative à la recherche et à l'exploitation des hydrocarbures en Aquitaine (J.O. du 12 Août 1941).

Loi N° 204 du 22 Mai 1944 rendant obligatoire la déclaration des levés de mesures géophysiques et celle de certains travaux comportant exploration du sous-sol (J.O. du 31 Mai 1944)..

Décret N° 1186 du 22 Mai 1944 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi N° 204 du 22 Mai 1944 (J.O. du 31 Mai 1944)

Arrêté Ministériel du 27 Novembre 1948 instituant une Commission technique pour la reconnaissance et les essais des couches présumées pétrolifères (J.O. du 1er Décembre 1948).

Décret N° 49-576 du 22 Avril 1949 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux (J.O. du 24 Avril 1949 - Rectif. J.O. des 4 et 8 Mai 1949).

Décret N° 49-747 du 3 Juin 1949 portant réorganisation du Conseil Général des Mines (J.O. du 8 Juin 1949).

Loi N° 49-735 du 7 Juin 1949 modifiant l'article 43 de la loi du 21 Avril 1810 concernant les mines, minières et carrières (Révision des Indemnités J.O. du 8 Juin 1949).

Décret N° 49-827 du 27 Juin 1949 portant règlement d'administration publique relatif aux conditions dans lesquelles certaines mines pourront être placées dans la situation de gisement ouvert aux recherches (J.O. du 28 Juin 1949).

Code Général des Impôts - 1ère Partie - Taxe proportionnelle -

Article 14 - Revenus fonciers

Article 54 - Bénéfices industriels et commerciaux

Article 144 - Revenus des capitaux mobiliers des sociétés
ayant pour objet exclusif de financer les organismes
de recherches de pétrole.

Article 207 - Impôts sur le bénéfice des Sociétés et autres
personnes morales.
Exemptions et régimes particuliers.

Code Général des Impôts - 2ème Partie - Impositions perçues au profit
des collectivités locales -

Article 1399 - Contribution foncière des propriétés non bâties

Article 1454 - Contribution des patentes

Article 1502 à 1504 et 288 à 290 de l'Annexe I - Redevance com-
munale des mines.

Article 1588 à 1590 et 304 de l'Annexe I - Redevance Départementale
des mines.

Article 1er de l'Annexe II - Tableau des redevances communales et
départementales des mines.

B - ALGERIE

PRINCIPES DE L'APPLICATION DE LA LEGISLATION FRANCAISE METROPOLITAINE
A L'ALGERIE -

LOI DU 16 JUIN 1851 sur la constitution de la propriété en ALGERIE
Art. 5 .

I - DISPOSITIONS PRELIMINAIRES -

a - Classification des gites minéraux -

LOI DU 21 AVRIL 1810 concernant les mines, les minières et les
carrières et lois subséquentes la modifiant (et décrets rendant
ces textes applicables à l'ALGERIE) - Titre 1er (Art. 1er à 4).

b - Déclaration obligatoire de certains travaux -

DECISION DE L'ASSEMBLEE ALGERIENNE étendant à l'ALGERIE les dis-
positions de l'acte dit LOI N° 204 du 22 Mai 1944 rendant obliga-
toire la déclaration des levés de mesures géophysiques et celle
de certains travaux comportant exploration du sous-sol ainsi que
les dispositions du décret N° 1166 du 22 Mai 1944 portant règlemen-
t d'administration publique pour l'application de ladite loi, homo-
loguée par Décret N° 48-1339 du 27 Aout 1948 (J.O.R.F. du 22 Aout
1948).

c - Prescriptions concernant la recherche et l'exploitation :

ARRETES PREFECTORAUX pris en application des instructions du
Ministre de l'Industrie et du Commerce N° 6.951/D-T/BRP du
11 Août 1947 relatives aux recherches et à l'exploitation des gise-
ments d'hydrocarbures liquides et gazeux.

II - RECHERCHES DES GISEMENTS -

a - Recherches sans permis exclusif - Droits du propriétaire
du sol :

LOI DU 21 AVRIL 1810 concernant les mines, les minières et les
carrières et lois subséquentes la modifiant (et décrets rendant
ces textes applicables à l'ALGERIE) - Titre III - Art. 10, 11, 12

DECRET du 26 AVRIL 1924 réglementant l'instruction des demandes
en autorisation d'effectuer des recherches de mines en ALGERIE
sans le consentement du propriétaire du sol (J.O. du 30 Avril
1924)

b - Permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures :

LOI DU 21 AVRIL 1810 concernant les mines, les minières et les carrières et lois subséquentes la modifiant (et décrets rendant ces textes applicables à l'ALGERIE) - Titre III - Art. 10 Bis, modifié en ce qui concerne l'ALGERIE par art. 9 de la loi du 28 Juin 1927 (J.O. du 30 Juin 1927) et l'art. 2 de la loi du 1er Décembre 1929 (J.O. du 3 Décembre 1929).

Régime des permis exclusifs de recherches :

Décret N° 49.1299 du 26 Septembre 1949 portant règlement d'administration publique sur les permis exclusifs de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux en ALGERIE (J.O. du 28 Sept. 1949).

Droit pour les explorateurs de disposer des produits extraits :

LOI DU 16 DECEMBRE 1922 portant modification de la loi du 21 Avril 1810 - 27 Juillet 1880 sur les mines (J.O. du 18 Décembre 1922)
Art. 3

III - DROITS D'EXPLOITATION -

LOI DU 21 AVRIL 1810 concernant les mines, les minières et les carrières et lois subséquentes. La modifiant (et décrets rendant ces textes applicables en ALGERIE) - Titre II (Art. 5 à 9)

a - Permis d'exploitation -

LOI DU 28 JUIN 1927 instituant le permis d'exploitation de mines (J.O. du 30 Juin 1927) - applicable à l'ALGERIE sous réserve de certaines modifications en vertu de son art. 6.

LOI DU 9 FEVRIER 1930 tendant à appliquer aux gisements miniers ayant fait l'objet de concession sous le régime de la loi du 9 Septembre 1919 la loi du 28 Juin 1927 sur l'institution du permis d'exploitation de mines (J.O. du 12 Février 1930) - directement applicable à l'ALGERIE.

Régime des permis d'exploitation :

DECRET DU 29 AVRIL 1928 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 28 Juin 1927 relative à l'institution du permis d'exploitation (J.O. du 4 Mai 1928) modifié par Décret N° 49-395 du 17 Mars 1949 (J.O. du 22 Mars 1922).

DECRET DU 6 MAI 1928 rendant applicable à l'ALGERIE le Décret précédent (J.O. des 21/22 Mai 1928).

b - Concessions

1° - Droits à l'obtention des concessions -

LOI DU 21 AVRIL 1810 concernant les mines, les minières et les carrières et lois subséquentes la modifiant (et décrets rendant ces textes applicables à l'ALGERIE) - Art. 13 à 21 .

2° - Obtention des concessions -

LOI DU 21 AVRIL 1810 concernant les mines, les minières et les carrières et lois subséquentes la modifiant (et décrets rendant ces textes applicables à l'ALGERIE) - Titre IV - Art. 22 à 30.

DECRET DU 11 AVRIL 1923 relatif à l'instruction des demandes en concessions de mines en ALGERIE (J.O. du 17 Avril 1923).

3° - Droits de l'ALGERIE -

LOI DU 9 SEPTEMBRE 1919 modifiant la loi du 21 Avril 1810 sur les mines en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices (J.O. du 11 Septembre 1919)

DECRET DU 8 MAI 1920 rendant applicable à l'ALGERIE la loi précédente (J.O. du 11 Mai 1920).

LOI DU 7 FEVRIER 1941 portant suppression du Comité Consultatif des mines institué par l'article 3 de la loi du 9 Septembre 1919 (J.O. du 9 Février 1941).

DECRET N° 50 - 589 du 25 MAI 1950 s'appliquant à l'ALGERIE les dispositions du DECRET DU 27 JUIN 1949 relatif aux conditions dans lesquelles certaines mines peuvent être placées dans la situation de gisements ouverts aux recherches.

Cahier des Charges -

DECRET DU 28 AOUT 1920 approuvant le Cahier des Charges-type pour les concessions de mines en ALGERIE (J.O. du 5 Septembre 1920) modifié par les Décrets du 9 Juin 1923 (J.O. du 14 Juin 1923), du 8 Juillet 1925 (J.O. du 13 Juillet 1925), du 27 Janvier 1927 (J.O. du 31 Janvier/1er Février 1927), du 12 Avril 1927 (J.O. du 17 Avril 1927) et du 2 Juin 1940 (J.O. du 5 Juin 1940).

DECRET DU 9 JUIN 1923 portant modifications et additions au Cahier des charges-type des concessions minières en ALGERIE (J.O. du 14 Juin 1923) - Art. 2 .

4° - Réunion de concessions -

LOI DU 21 AVRIL 1810 concernant les mines, les minières et les carrières et lois subséquentes la modifiant (et décrets rendant ces textes applicables à l'ALGERIE) - Art. 31 .

DECRET DU 23 OCTOBRE 1852 qui fait défense à tout concessionnaire de mines de réunir sa ou ses concessions de même nature sans l'autorisation du Gouvernement .

5° - Cessions et amodiations des concessions -

LOI DU 13 JUILLET 1911 portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1911 (J.O. du 14 Juillet 1911) - art. 138 rendu applicable à l'ALGERIE par décret du 18 Avril 1912 (J.O. du 25 Avril 1912).

6° - Renonciation, annulation, retrait des concessions -

DECRET-LOI DU 30 OCTOBRE 1935 relatif aux concessions minières (J.O. du 31 Octobre 1935) rendu applicable à l'ALGERIE par Décret du 26 Mars 1937 (J.O. du 2 Avril 1937).

DECRET DU 6 SEPTEMBRE 1937 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret-loi du 30 Octobre 1935 (J.O. du 9 Septembre 1936).

DECRET DU 7 SEPTEMBRE 1937 tendant à rendre applicable à l'ALGERIE le Décret Précédent (J.O. du 9 Septembre 1937).

IV - OBLIGATION DES EXPLOITANTS -

LOI DU 21 AVRIL 1810 concernant les mines, les minières et les carrières et lois subséquentes la modifiant (et décrets rendant ces textes applicables à l'ALGERIE) - Titre IV - art. 32 à 46.

LOI DU 27 AVRIL 1838 relative à l'assèchement et à l'exploitation des mines.

Surveillance des mines par l'administration -

LOI DU 21 AVRIL 1810 concernant les mines, les minières et les carrières et lois subséquentes la modifiant (et décrets rendant ces textes applicables à l'ALGERIE) - Titre V - Art. 47 à 50.

Expertises -

LOI DU 21 AVRIL 1810 concernant les mines, les minières et les carrières et lois subséquentes la modifiant (et décrets rendant ces textes applicables à l'ALGERIE) - Titre IX - art. 87 à 92.

Police et Juridiction relatives aux mines :

LOI DU 21 AVRIL 1810 concernant les mines, les minières et les carrières et lois subséquentes la modifiant (et décrets rendant ces textes applicables à l'ALGERIE) - Titre X - art. 93 à 96.

Textes modificatifs de la loi du 21 Avril 1810 et textes les ayant rendus applicables à l'ALGERIE

LOI DU 21 Avril 1810 concernant les mines, les minières et les carrières modifiée par :

- loi du 9 Mai 1866 (en ce qui concerne le Titre VII - Règlement sur la propriété et l'exploitation des minières et sur l'établissement des forges, fourneaux et usines); rendue applicable à l'ALGERIE par Décret du 23 Juin 1866;
- loi du 27 Juillet 1880 (en ce qui concerne les art. 11, 23, 26 42, 43, 44, 50, 70, 81 et 82); rendue applicable à l'ALGERIE par Décret du 21 Aout 1882;
- loi du 23 Juillet 1907 (en ce qui concerne l'art. 50); rendue applicable à l'ALGERIE par Décret du 23 Juillet 1907;
- loi du 16 Décembre 1922 (J.O. du 18 Décembre 1922), (en ce qui concerne les art. 2, 10, 16, 43 et 44); applicable à l'ALGERIE en vertu de son article 7;
- loi du 26 Janvier 1928 sur les mines de sel de sodium et de potasse (J.O. du 27 Janvier 1928) (en ce qui concerne les art. 2, 10 et 34); rendue partiellement applicable à l'ALGERIE par Décret du 4 Octobre 1928 (J.O. du 11 Octobre 1928);
- loi du 12 Avril 1928 (J.O. du 14 Avril 1928) (en ce qui concerne l'art. 15);
- loi du 1er Décembre 1929 (J.O. du 3 Décembre 1929) (en ce qui concerne l'art. 10 Bis); directement applicable à l'ALGERIE;
- Décret-loi du 24 Mai 1938 (J.O. du 25 Mai 1938, Rectif. J.O. du 26 Mai 1938 (en ce qui concerne les art. 49, 50 et 81); rendu applicable à l'ALGERIE, par Décret du 18 Août 1939 (J.O. du 22 Août 1939);
- Décret-loi du 17 Juin 1938 (J.O. du 29 Juin 1938) (en ce qui concerne les art. 10 Bis, 12, 16 - adjonction d'un art. 4 Bis); rendu applicable à l'ALGERIE par Décret du 26 Novembre 1939 (J.O. du 28 Novembre 1939);
- loi du 27 Octobre 1940 (J.O. du 15 Novembre 1940) (en ce qui concerne l'art. 16); abrogée par la loi du 12 Septembre 1942;

- loi N° 862 du 12 Septembre 1942 (J.O. du 27 Septembre 1942) (en ce qui concerne l'art. 16); abrogée par la loi du 4 Février 1943;
- loi N° 55 du 4 Février 1943 (J.O. du 10 Février 1943) (en ce qui concerne les art. 10 Bis et 16); rendue applicable à l'ALGERIE par Décret du 13 Novembre 1945 (J.O. du 15 Novembre 1945);
- loi N° 204 du 22 Mai 1944 (J.O. du 31 Mai 1944) (abrogation de l'art. 4 Bis) dont les dispositions ont été étendues à l'ALGERIE par Décision de l'Assemblée Algérienne homologuée par Décret N° 48-1339 du 27 Août 1948 (J.O. du 22 Août 1948).

Titre Ier - Art. 1 à 4

Titre II - Art. 5 à 9

Titre III - Art. 10, 11 et 12
Art. 10 Bis
Art. 13 à 21

Titre IV - Art. 22 à 30
Art. 31
Art. 32 à 46

Titre V - Art. 47 à 50

Titre VI - Des concessions ou jouissances des mines antérieures à la présente loi. Des anciennes concessions en général

Titre VII - Règlements sur la propriété et l'exploitation des minières et sur l'établissement des forges, fourneaux et usines

Titre VIII - S.1. - Des carrières - S.2 - Des tourbières
dans ce recueil).

Titre IX - Art. 87 à 92

Titre X - Art. 93 à 96

C - MADAGASCAR

-:-:-:-:-

Décret du 20 Décembre 1938 portant réglementation minière à Madagascar et dépendances (J.O. du 27 Décembre 1938 - Rectif. - J.O. du 19 Janvier 1939) - promulgué dans la Colonie par arrêté du 12 Mars 1941 du Gouverneur Général (J.O.M. du 28 Mars 1942)

modifié par :

- Décret du 21 Janvier 1939 (J.O. du 26 Janvier 1939) promulgué en même temps que le précédent - (en ce qui concerne l'art. 142).
- Décret du 2 Décembre 1943 (du C.F.L.N.) (J.O.R.F. du 11 Décembre 1943) (en ce qui concerne l'art. 88).

Arrêté du 19 Novembre 1941 du Gouverneur Général fixant les conditions d'application du décret minier du 20 Décembre 1938 (J.O.M. du 28 Mars 1942).

Arrêté du 19 Novembre 1941 du Gouverneur Général fixant l'assiette, les règles de perception, les taux des droits, taxes et redevances minières à Madagascar - approuvé par télégramme d'Etat N° 581 du 24 Février 1942 (J.P.M. du 28 Mars 1942).

Décret N° 47-2458 du 27 Novembre 1947 complétant les dispositions de l'art. 137 du Décret du 20 Décembre 1938 portant réglementation minière à Madagascar et dépendances (J.O. du 4 Janvier 1948) promulgué dans le Territoire par arrêté du Gouverneur Général en date du 15 Janvier 1948 (J.O. du 17 Janvier 1948) :

modifié par :

- Décret du 19 Mai 1949 (J.O. du 21 Mai 1949) (en ce qui concerne l'art. 8).

Arrêté du 26 Janvier 1948 (du Gouverneur Général) fixant les conditions d'application du décret du 27 Novembre 1947 (J.O.M. du 7 Février 1948).

- TEXTES D'ORGANISATION ADMINISTRATIVE MODIFIANT LA REGLEMENTATION MINIERE

- Décret N° 46-623 du 4 Avril 1946 portant séparation du Comité des Travaux Publics des Colonies en Comité des Travaux Publics et en Comité des Mines (J.O. du 7 Avril 1946).
- Décret N° 46-2382 du 25 Octobre 1946 portant création d'un Conseil Général dans l'archipel des Comores (J.O. du 27 Octobre 1946) promulgué dans le Territoire par Arrêté du Gouverneur Général en date du 20 Novembre 1946 (J.O.M. du 23 Novembre 1946) - Art. 37

Décret N° 46-2373 du 25 Octobre 1946 portant création d'une Assemblée représentative et d'assemblées provinciales à Madagascar (J.O. du 27 Octobre 1946) - promulgué dans le Territoire par Arrêté du Gouverneur Général publié au J.O.M. du 19 Novembre 1946 - Rectif. J.O. du 23 Nov. 1946 (art. 41).

ZONES RESERVEES -

Arrêté du 4 Mai 1934 (du Gouverneur Général) réservant provisoirement le droit de rechercher des substances minérales de la 8ème catégorie dans toute l'étendue de la Colonie

Arrêté du 10 Janvier 1948 (du Gouverneur Général) portant réserve du droit de recherche de toutes les substances minérales dans toute l'étendue du territoire de Madagascar et dépendances (J.O.M. du 24 Janvier 1948).

TITRES MINIERS -

Décret du 1er Octobre 1932 relatif à la recherche et à l'exploitation du pétrole à Madagascar (J.O. du 20 Novembre 1932)

modifié par :

- Décret du 15 Octobre 1937 (J.O. du 7 Novembre 1937) (en ce qui concerne les articles 1er et 4).

- Décret du 12 Septembre 1942 (non publié au J.O.) (en ce qui concerne les articles 1er et 4).

- Redevances -

- Décret du 20/6/49 approuvant la délibération de l'Assemblée Représentative - (Délibération N° 49.126 en fixant l'assiette, les règles de perception, les taux des droits, taxes et redevances minières à Madagascar.)

Décret beylical du 31 Décembre 1938 modifiant le décret du 29 Décembre 1913 (J.O.T. du 3 Janvier 1939) art. 3.

Décret beylical du 17 Octobre 1941 relatif aux participations de l'Etat Tunisien dans les groupements miniers ou sociétés minières en TUNISIE (J.O.T. du 23 Janvier 1941).

Arrêté du 10 Janvier 1914 (du Directeur Général des Travaux Publics) relatif à l'application du Décret du 29 Décembre 1913 (J.O.T. du 24 Janvier 1914).

Arrêté du 18 Juin 1943 (du Directeur des Travaux Publics) fixant les modalités d'application de l'art. 1er du Décret du 5 Novembre 1942 accordant aux prospecteurs de mines une prime pour la découverte d'une substance minérale du 2ème groupe (J.O.T. du 2 Octobre 1943).

Arrêté du 18 Février 1946 (du Directeur des Travaux Publics) révisant les conditions minimum exigées pour justifier de travaux régulièrement poursuivis dans les mines (J.O.T. du 8 Mars 1946).

Arrêté du 26 Mars 1948 (du Directeur des Travaux Publics) fixant les conditions de dépôt des demandes de permis de recherche et de renouvellement pour les substances du 2ème groupe

Décret (beylical) du 13 Décembre 1948 instituant les dispositions spéciales pour faciliter la recherche et l'exploitation des substances minérales du second groupe (J.O.T. du 21 Décembre 1948).

Arrêté du 17 Décembre 1948 (du Directeur des Travaux Publics) relatif au renouvellement des permis de recherche (J.O.T. du 21 Décembre 1948).

Décret (beylical) du 11 Mai 1950 fixant les conditions minimum exigées pour justifier de travaux régulièrement poursuivis dans les mines.

IV - LEGISLATIONS ETRANGERES

- ALLEMAGNE - Loi Générale des Mines du 24 Juin 1865
Lois du 12 Mai 1934 et du 4 Décembre 1934
Décrets du 11 Septembre 1936
Loi du 24 Septembre 1937.
- ANGLETERRE - Petroleum Production Act du 28 Juillet 1934
Petroleum Production Regulation du 15 Mai 1935
- ARGENTINE - Loi N° 11.668 du 21 Décembre 1932 sur les gisements pétrolifères fiscaux.
Loi N° 12.161 du 26 Mars sur le régime légal des nappes de pétrole et d'hydrocarbures fluides.
Décret N° 60.778 du 13 Mai 1935
- AUTRICHE - Loi Générale des Mines du 23 Mai 1854
Loi du 1er Décembre 1947
Loi du 31 Août 1948 sur les produits du pétrole.
- BOLIVIE - Loi du 20 Juin 1921 modifiée par la loi du 24 Octobre 1937
- BRESIL - Constitution des ETATS-UNIS du BRESIL du 10 Novembre 1937 articles 16 - 18 - 143
Décret-loi N° 538 du 7 Juillet 1938 organisant le Conseil National du Pétrole et définissant ses attributions.
Décret-loi N° 1985 du 29 Janvier 1940 portant Code des Mines
Décret-loi N° 3-236 du 7 Mai 1941 instituant le régime des hydrocarbures.
(Projets de réforme en discussion).
- CANADA (Province de QUEBEC) -
Loi de 1925, modifiée par les lois de 1941 et de 1947.

CHILI

- Loi du 23 Décembre 1926 réservant au Gouvernement les gisements d'hydrocarbures.

Décret des 22 Janvier et 26 Février 1943 confiant les recherches pétrolières à la Corporation pour le développement de la Production.

Décret du 8 Février 1946 confiant à la "Corporation pour le Développement de la Production" l'exploitation des gisements de pétrole existant dans la zone de MAGELLAN.

COLOMBIE

- Loi N° 57 du 4 Mars 1931 modifiée par la loi N° 160 du 14 Novembre 1936.

Loi N° 31 du 5 Décembre 1946 sur le Conseil National du Pétrole.

Loi N° 165 du 27 Décembre 1948 sur la création d'une Compagnie Nationale du Pétrole.

Décret-loi de 1949 effectuant une nouvelle répartition des charges fiscales.

CUBA

- Loi du 9 Mai 1938 sur les combustibles minéraux.
(Les hydrocarbures sont soumis aux mêmes dispositions que celles applicables au charbon).

DANEMARK

- Loi du 13 Février 1932 modifiée par les lois des 31 Janvier 1936 et 29 Juin 1940 (Pas de dispositions spéciales pour les hydrocarbures).
(Projets de réforme en discussion).

EGYPTE

- Loi N° 136 du 6 Juillet 1948

EQUATEUR

- Loi du 8 Octobre 1921
modifiée par le Décret-loi du 8 Octobre 1922 et par la loi du 6 Août 1937.

ESPAGNE

- Décret-loi du 29 Décembre 1868.

Décret-loi du 7 Septembre 1929

Loi du 19 Juillet 1944.

Décret du 1er Décembre 1922.

(sans dispositions spéciales pour les hydrocarbures).

ETATS-UNIS

- 1° - Pour les "Public Lands"

National Leasing Act du 25 Février 1920,
amendé le 4 Mars 1931 et en Août 1935.

2° - Pour les "Terres Indiennes"

Décret du 20 Octobre 1915

Revenue Act de 1918 et de 1926.

GUYANE BRITANNIQUE -

Act. N° 41 de 1939.

Règlement d'application de Février 1940.

INDES NÉERLANDAISES -

Loi minière du 23 Mai 1899
modifiée par les lois des 26 Septembre 1910
20 Juillet 1918
4 Août 1938

ITALIE

- Décret du 29 Juillet 1927.

SICILE : Loi de Février 1950, confirmée par la
Cour de Rome le 21 Mars 1950

MOZAMBIQUE

- Décret du 20 Septembre 1906

Décret du 9 Décembre 1909

NOUVELLE-ZÉLANDE

Pétroleum Act. N° 27 du 11 Décembre 1937.

Pétroleum Regulation du 15 Mai 1939.

PAYS-BAS

- Loi de 1810

modifiée par la loi du 27 Avril 1904 et par la loi
du 6 Octobre 1908.

(Pas de dispositions spéciales pour les hydrocarbures).

PEROU

- Loi N° 4452 du 2 Janvier 1922,

modifiée par la loi N° 7.400 du 4 Novembre 1931
Loi N° 10.570 du 25 Avril 1946

- PORTUGAL - Décret-loi du 11 Juillet 1930 portant Code minier.
(pas de dispositions spéciales pour les hydrocarbures).
- ROUMANIE - Décret-loi du 17 Juillet 1942
modifié par des lois subséquentes (Texte non consulté)
- TRINIDAD - Loi du 24 Décembre 1917 et du 7 Décembre 1934
Décret-loi du 27 Août 1942 relatif à la détention de droits
sur les pétroles par les étrangers.
- URUGUAY - Décret-loi N° 10-327 de Janvier 1943
- VENEZUELA - Loi du 13 Mars 1943

ANNEXE II

QUELQUES CONVENTIONS CONCLUES PAR DES ETATS AVEC DES COMPAGNIES PETROLIERES

ARABIE SAUDITE -

- 1° - Avec l'ARAMCO

du 29 Mai 1933 et du 31 Mai 1939

- 2° = Avec la PACIFIC WESTERN OIL CORP.

du 20 Février 1949

pour la zone neutre orientale de KOWEIT

EQUATEUR —

Décret du 18 Décembre 1948 fixant les conditions du
contrat avec les Compagnies SHELL et STANDARD OIL pour
l'ORIENT.

INDES NÉERLANDAISES

Contrat d'exploration et d'exploitation avec la **BATAAFSCHE**
approuvé par la loi du 30 Décembre 1938.

IRAK -

- 1° - Avec l'IRAK PETROLEUM COMPANY

du 14 Mars 1925 modifié en 1931, 1932, 1938 et 1939.

- 2° - Avec la BARSH PETROLEUM COMPANY

du 29 Juillet 1938.

- 3° - Avec la MOSSOUL PETROLEUM COMPANY (Ancienne BOD)

du 20 Avril 1932

- MOZAMBIQUE - Avec la MOZAMBIQUE GULF OIL Cy. et le Gouvernement Portugais,
du 11 Mai 1948,
conformément au décret N° 48-841 du 20 Avril 1948.
- PAYS-BAS - Avec la ~~RATAAFSCHE~~ MAATSCHAPPIJ,
conformément à l'Ordonnance Royale du 3 Mai 1948.
- PEROU - Avec l'INTERNATIONAL PETROLEUM Co. Ltd du 21 Mai 1945.
- SYRIE - Avec la SYRIAN PETROLEUM Cy. (filiale I.P.C.)
du 26 Février 1938, ratifiée le 25 Mars 1940.
- TRANSJORDANIE -
Avec la PETROLEUM DEVELOPMENT (Transjordan) du 10 Mai 1947.

ANNEXE III
BIBLIOGRAPHIE

1° Ouvrages

- | | |
|--|-----------------------------|
| - Législation des Mines en FRANCE | AGUILLON 1903 |
| - La course du pétrole | CHARDONNET 1945 |
| - Législation Minière et contrôle des Mines | CUVILLIER 1929 |
| - Le régime juridique des recherches et de l'exploitation des gisements de pétrole en Droit comparé (FRANCE - ANGLETERRE - ALLEMAGNE) | FEHR 1939 |
| - Législation mondiale du pétrole | FILHOL 1929 |
| - Charbon et Pétrole en Afrique du Nord | HOFFHERR et MAUCHAUSSE 1935 |
| - Le pétrole, roi du Monde | JOUAN 1949 |
| - Les Sociétés de pétrole à Participation de l'Etat dans divers pays | de LABARRIERE 1932 |
| - Contribution à une étude comparative des législations minières considérées dans leurs principes et leurs récentes évolutions (Annales des Mines) | LANTENOIS - 1938 |
| - Le Pétrole et son Economie (Cahiers économiques et sociaux) | PEYRET, etc... 1934 |
| - Traité d'Economie politique :
Les cadres de la Vie Economique - T.I.-x | PIROU et BYE 1949 |
| - Précis de droit administratif | ROLLAND 1947 |
| - The Law of oil and Gas | THORNTON 1948 |
| - Les Pétroles d'Aquitaine dans l'Economie française | TURON 1948 |
| - Legal History of Conservation of oil and gas (Section of Mineral Law of the American Bar Association) | 1938 |

- Cours de Législation de l'Ecole Nationale Supérieure des Mines de PARIS

WEILL 1947

2° - Conférences de l'Association Française des Techniciens du pétrole

- La recherche du Pétrole en FRANCE

DUMAS 1949

- Le FRANCE devant le problème de l'énergie

MAJORELLE
1948

- La formation des cadres et la recherche au Service de l'activité technique dans l'industrie moderne

NAVARRÉ 1948

3° - Revue -

- La Documentation Française (Présidence du Conseil)

- Le courrier des Pétroles

- Le Génie Civil

- Marchés Coloniaux

- Le monde Economique (TUNISIE)

- La Revue Pétrolière.

- l'Usine

- Bulletin de liaison du Bureau de Recherches et de Participations Minières Chérifien.

- Pétrole Progrès

(Revue éditée par le "département information" de la Standard Française des Pétroles).

- American Magazine

- Boletín de Informaciones Petroleras (ARGENTINE)

- Fortune

- The Petroleum Engineer.

- Petroleum Press Service (ANGLETERRE)

- Petroleum Times

- La Rivista Italiana de Petrolio (ITALIE)

- World Oil

- World Petroleum

- Oil and Gas Journal

4° - Journeaux -

- Agafi
- Journeaux Officiels de la République française, et des différents territoires et pays de l'Union Française.
- Le Monde
- New-York Herald Tribune
- The Times

5° - Documents -

- Archives du Bureau de Recherches de Pétrole et de la Direction des Carburants au Ministère de l'Industrie et du Commerce.

- Documents parlementaires

et notamment :

- Avis N° 341 présenté au Sénat au nom de la Commission des Affaires Etrangères et de politique générale des protectorats, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés relatif au régime d'importation du pétrole (Henry BERANGER, rapporteur - Année 1928 - Session ordinaire). 1928
- Rapport N° 84 fait au Conseil de la République au nom de la Commission des Affaires Economiques, des Douanes et des conventions commerciales tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les transformations de l'équipement énergétique de l'industrie, en vue d'économiser le charbon et d'accroître les possibilités françaises de recherche et de traitement des carburants liquides (ARMENGAUD - rapporteur - année 1948). 1948
- Communications au IIème Congrès Mondial du Pétrole - PARIS 1937
Tome IV - Section V - Economie et Statistique. 1937
- Hearing before a special committee investigating petroleum resources (Rapport au Sénat Américain sur la "Petroleum Administration of War"). 1945
- Rapport de l'"International Law Association" (branche française) sur la propriété du sous-sol marin. 1950

6° - Divers -

- | | |
|------------------------------------|---------------------|
| - Annuaire des Sociétés de Pétrole | |
| Oil and Petroleum Year Book | 1949 |
| - Bibliographie du Pétrole | Marthe AGOUT - 1949 |
| - Petroleum Handbook | 1948 |

	Pages
- Introduction	1
- Chapitre Liminaire	2
<u>PREMIERE PARTIE - L'ETAT ET LES CONDITIONS DE MISE EN VALEUR DES GISEMENTS DE PETROLE -</u>	
<u>Chapitre I</u> - Principes Juridiques d'intervention de la Puissance Publique	10
<u>SECTION I</u> - De la Propriété des gisements de pétrole ...	10
Paragraphe I - Le droit d'accession	10
Paragraphe II - Le droit domanial	13
Paragraphe III - La res nullius	14
Paragraphe IV - Le système mixte	15
Paragraphe V - Conséquences communes de ces systèmes	16
<u>SECTION II</u> - Contrôle des gisements pétrolifères sous-marins par l'Etat riverain	17
Paragraphe I - La Mer Territoriale	17
Paragraphe II - La Haute Mer	18
<u>SECTION III</u> - Source des interventions de l'Etat	22
<u>Chapitre II</u> - <u>L'Etat et la Recherche des gisements pétrolifères.</u>	
<u>SECTION I</u> - Conditions techniques et économiques des recherches de pétrole	23
Paragraphe I - Les domaines techniques	23
A - La Prospection	23
1 - Détermination des terrains susceptibles de renfermer des hydrocarbures.....	23
2 - Reconnaissance des structures géologiques favorables à l'accumulation de pétrole ...	25
B - L'Exploration : Les forages d'exploration	27
<u>Paragraphe II</u> - Les Problèmes techniques et économiques des recherches de pétrole ...	30

<u>SECTION II</u> - Les Interventions de la Puissance Publique dans les recherches de pétrole	33
<u>Paragraphe I</u> - Les Etats et la détermination des bénéficiaires des droits de recherches	33
<u>Paragraphe II</u> - Droits accordés aux explorateurs d'hydrocarbures pour l'exécution de leurs travaux	39
1° - Durée des Permis	39
2° - Superficie des permis	41
3° - Droits des permissionnaires à l'intérieur du périmètre de leurs permis	45
<u>Paragraphe III</u> - Obligations imposées aux permissionnaires dans l'intérêt national :	46
1° - Surveillance de l'Etat	47
2° - Obligations techniques : le minimum de travaux	48
3° - Obligations sociales	51
4° - Obligations fiscales	52
<u>Paragraphe IV</u> - Avantages accordés par les Etats aux explorateurs d'hydrocarbures	57
1° - Avantages fiscaux	57
2° - Droit des permissionnaires à l'exploitation des gisements découverts	62
<u>Chapitre III</u> - L'Etat et l'exploitation des gisements de pétrole	
<u>SECTION I</u> - Les Conditions d'exploitation des gisements de pétrole	69
Paragraphe I - Les données Techniques	69
Paragraphe II - Les problèmes soulevés	70

SECTION II - Les interventions de la Puissance Publique dans l'exploitation des gisements de pétrole -

Paragraphe I - 1'Attribution des titres d'exploitation 71

Paragraphe II - Les droits des concessionnaires 73

1° - Durée des concessions 73

2° - Superficie des concessions 78

3° - Prérogatives accordées aux
concessionnaires 80

Paragraphe III - Les obligations imposées aux concessionnaires
dans l'intérêt national 83

1° - Obligations techniques 83

2° - Obligations économiques 89

3° - Obligations financières 91

4° - Obligations sociales 102

DEUXIEME PARTIE - L'ETAT ET LES ENTREPRISES MINIERES DE PETROLE

<u>Chapitre I</u> - Limites apportées par les Etats à l'influence des entreprises minières de pétrole.....	105
<u>SECTION I</u> - La structure des sociétés pétrolières dans l'Etat libéral	105
<u>Paragraphe I</u> - Le statut des sociétés de recherches et d'exploitation de pétrole	105
<u>Paragraphe II</u> - La lutte de l'Etat contre le monopole de fait des sociétés de pétrole sur le plan intérieur : la politique anti-trust aux ETATS-UNIS	108
<u>SECTION II</u> - Les entreprises publiques de recherches et d'exploitation de pétrole	112
<u>Paragraphe I</u> - L'entreprise publique dans un régime de concurrence	112
1° - l'Entreprise publique sur le même plan que l'entreprise privée	113
a - La Régie Autonome des Pétroles en FRANCE	113
b - L'EMPRESERA PETROLERA FISCAL au PEROU	114
c - Les YACIMIENTOS PETROLIFEROS FISCALES en ARGENTINE	115
<u>Paragraphe II</u> - L'entreprise publique dans un régime de monopole	116
1° - La nationalisation au MEXIQUE : PETROLEOS MEXICANOS	116
2° - Le régime des pétroles en U.R.S.S. : les COMBINATS	119
3° - Le monopole d'Etat au CHILI : la coopération pour le développement de la production	120

<u>Chapitre II</u> - L'orientation des Sociétés de Recherches et d'Exploitation de Pétrole par l'Etat	122
<u>SECTION I</u> - La coordination par l'Etat de l'activité des Sociétés pétrolières	122
<u>Paragraphe I</u> - La coordination en temps de paix	122
Les organes consultatifs	122
<u>Paragraphe II</u> - La coordination en temps de guerre	125
La Petroleum Administration of War aux ETATS-UNIS	125
<u>SECTION II</u> - La participation financière de l'Etat dans les Sociétés pétrolières	131
<u>Paragraphe I</u> - Participations financières des Etats dans les Sociétés Pétrolières sur le plan intérieur	131
Source de profit - les pays du MOYEN-ORIENT Encouragement par l'intermédiaire d'un Etablissement Public .	
directement par l'Etat	132
ALLEMAGNE et Colombie	132
Le Bureau de Recherches et de Participations Minières au MAROC	133
Le Bureau de Recherches de Pétrole en FRANCE	134
<u>Paragraphe II</u> - La Participation financière des Etats dans les Sociétés Pétrolières sur le plan international	136
1° - Le contrôle du Gouvernement Britannique sur les champs pétrolifères étrangers : l'Etat britannique et l'Anglo Iranian Oil Cy Ltd	138
2° - Le contrôle du Gouvernement Français sur les champs pétrolifères étrangers : l'Etat français et la Compagnie Française des Pétroles	140
3° - L'intervention des Etats en association au sein de l'IRAK PETROLEUM Cy	146
CONCLUSIONS	152
ANNEXE I - Liste des Textes législatifs et réglementaires	153
ANNEXE II - Liste des conventions conclues par les Etats avec des Compagnies Pétrolières	174
ANNEXE III - BIBLIOGRAPHIE	176

